

**DOCUMENTS DE LA XI^e SESSION
DU CONSEIL DE L'ORGANISATION
DE LA SOLIDARITE DES PEUPLES
AFRO-ASIATIQUES**

**24-27 Mars 1974
Bagdad - Irak**

324
D-65
DOCUMENTS

✓92

DE LA XI^e SESSION DU CONSEIL
DE L'ORGANISATION DE LA SOLIDARITE
DES PEUPLES AFRO-ASIATIQUES

8733

24-27 Mars 1974

Bagdad - Irak

S.O.P.-PRESS — LE CAIRE

Publié par :

le Secrétariat Permanent
de l'Organisation de la Solidarité
des Peuples Afro-Asiatiques

Juillet 1974

PUBLICATIONS AFRO-ASIATIQUES
(59)

Série publiée par
le Secrétariat Permanent
de l'O.S.P.A.A.

Rédacteur en chef

Youssef El Sébai Secrétaire Général de l'O.S.P.A.A.

Comité de rédaction

Nouri Abdel Razak (Sec. Gén. Adj.) Irak
O. Paliwal (Sec. Gén. Adj.) Inde
Abdel Azit Ben Meshry Algérie
Mme. Maria de Jesus Haller Angola
Yohishi Katagangy Japan
Osman Benani Maroc
Mohamed M. Sobeih Palestine
Joseph Nhla Nhla Afrique du Sud
Nguyen Van Hoa Sud Vietnam
Eva Ranaweera Sri Lanka
Abdalla Sheikh Ismaïl Somalie
Salah Eldin Mesbah Soudan
Waswa Balimusi Tanzanie
Samandar Kalandarov U.R.S.S.
Mlle Bahia Karam Section de la Femme
Kamal Bahaaa El-Din Sec. Gén. Adj. du Comité
Egyptien de Solidarité Afro-Asiatique
Morsi Saad El-Din Sec. Gén. Adj. du Comité
Egyptien de Solidarité Afro-Asiatique
Dr. Sadek Sami Assistant du Sec. Gén. pour les
Affaires Africaines et Asiatiques
Edouard El Kharat Assistant du Sec. Gén.
pour les Affaires Techniques

TABLE DES MATIERES

I — DOCUMENTS DE PROCEDURE	
Ordre du jour	9
Calendrier	10
Règlements de la procédure et de la formation des commissions et comités	12
Liste des invitations	14
Conseil présidentiel et comités de rédaction	26
II — DOCUMENTS DE TRAVAIL	
Soumis à la XIe session du Conseil de l'O.S.P.A.A.	29
III — RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL DE L'O.S.P.A.A.	100
IV — LA SEANCE INAUGURALE	
— Allocution du Président Ahmed Hassan El-Bakr, Président de la République irakienne	179
— Allocution de M. Aziz Chérif, Président du Conseil de la Session	192
— Mot de remerciements de M. Youssef El Sébai, S.G. de l'O.S.P.A.A.	206
— Télégrammes reçus de la part de Chefs d'Etat et de gouvernement	212

ORDRE DU JOUR

DE LA ONZIEME SESSION DU CONSEIL DE L'OSPAA Bagdad

- 1) Tâches urgentes du mouvement de solidarité afro-asiatique dans la lutte contre l'impérialisme pour l'indépendance nationale, la paix, la sécurité et le progrès social.
- 2) Lutte des peuples arabes contre l'agression impérialiste israélienne et consolidation des mouvements arabes de libération nationale et celui du peuple palestinien pour le retour à sa patrie et l'auto-détermination.
- 3) Les responsabilités incombent aux forces populaires progressistes en appui à la lutte des peuples d'Indochine contre l'impérialisme U.S. et pour une rapide mise en application des Accords de Paris et de Vientiane.
- 4) Solidarité avec le peuple coréen dans sa lutte pour la réunification indépendante et pacifique de sa patrie.
- 5) Nouvelle étape de la lutte des peuples africains colonisés et en particulier les peuples des colonies portugaises, françaises, espagnoles et autres et ceux de l'Afrique Australe pour l'indépendance nationale et contre le racisme et la réaction.
- 6) Le système de la sécurité collective en Asie constitue une garantie pour la paix et la coopération entre les peuples.
- 7) Expérience des transformations progressistes sociales et économiques dans les pays indépendants d'Asie et d'Afrique qui poursuivent une voie non-capitaliste.
- 8) Le pétrole, l'énergie, les ressources nationales et la lutte de libération des peuples afro-asiatiques.
- 9) Pour l'unité du mouvement de solidarité afro-asiatique contre l'impérialisme, avec toutes les forces oeuvrant pour la paix, le progrès social, la démocratie et le socialisme.
- 10) Solidarité avec le peuple du Chili dans sa lutte pour réaliser ses justes objectifs.
- 11) Solidarité avec la lutte des peuples du Golfe Arabe et de la Péninsule contre les monopoles pétroliers et les bases militaires qui menacent la paix et la sécurité dans la région pour consolider l'indépendance nationale et le progrès social.
- 12) Nouvelle étape du mouvement de solidarité des peuples afro-asiatiques et questions organisationnelles et constitutionnelles.

CALENDRIER

Date	Matin (9h. — 13h.)	Après-midi (15h. 30 — 19h.)	Soir (21h. — 24h.)
Samédi 23/3/74	Arrivée des délégations	Arrivée des délégations	Réunion préliminaire des Chefs de délégations pour appuyer les questions de procédure (séance à huis clos) 1. Election du président et des vice-présidents de la Session 2. Approbation de l'ordre du jour du Calendrier et de la procédure 3. Election des comités de rédaction, des Commissions composées du président, des vice-présidents et des rapporteurs 4. Election du Comité de rédaction de la Déclaration Générale
Dimanche 24/3/74	Séance d'inauguration (Salle El Khold) 1. Discours inaugural du Président de la République Irakienne 2. Discours du président de la Session 3. Allocution de remerciements du Secrétaire Général Court entracte Ière Séance plénière 1. Exposé succinct du Rap-	IIème Séance plénière Discours des Chefs de délégations	IIIe Séance plénière Discours des Chefs de délégations
Dimanche 24/3/74	2. Lecture des Messages d'appui adressés par les Chefs d'Etat et de Gouvernement 3. Discours des Chefs de délégations	Séance plénière pour la Solidarité avec le Chili et l'Amérique latine	Réunion des Commissions (discussions générales) 1. Commission du Moyen-Orient 2. Commission de l'Indochine 3. Commission de l'Afrique 4. Commission du Développement économique et social
Lundi 25/3/74	IVe Séance plénière Discours des Chefs de délégations	Réunions des Commissions (Discussions générales)	Réunion des Comités de rédaction afférents aux commissions * Réunion du Comité de rédaction de la Déclaration Générale
Mardi 26/3/74	Réunions des Commissions (Discussions générales) — Commission du Moyen-Orient — Commission Asiatique — Commission Africaine — Commission organisationnelle	Séance de Clôture — Présentation de la Déclaration Générale — Présentation des Résolutions et Recommandations	
Mercredi 27/3/75	Réunions des Commissions 1) Approbation des projets présentés par les comités de rédaction 2) Réunion des Chefs de délégation Approbation du projet de la Déclaration Générale		

REGLEMENTS DE LA PROCEDURE DU TRAVAIL ET DE LA COMPOSITION DES COMITES DU XI^e CONSEIL

1. Au cours de leur réunion à la veille de l'inauguration de la session du Conseil, les Chefs de délégations éliront le président de la session et ses deux vice-présidents. Ils adopteront également l'ordre du jour, le calendrier et la procédure du travail.

2. Au cours de cette réunion préliminaire, les Chefs de délégations éliront "un comité de rédaction", chargé de l'élaboration de la Déclaration Générale de la XI^{ème} session du Conseil et qui sera composé des membres participant au Conseil. Le projet de la Déclaration Générale sera présenté aux Chefs de délégation, réunis à huis clos, qui l'examineront et l'adopteront. Il sera ensuite donné lecture de la Déclaration lors de la séance de clôture.

3. Les travaux de la XI^{ème} session seront entrepris par des commissions spécialisées :

- 1 — Commission sur le Moyen-Orient et la lutte des peuples arabes.
- 2 — Commission sur l'Afrique.
- 3 — Commission sur l'Indochine.
- 4 — Commission sur les questions asiatiques.
- 5 — Commission sur l'émancipation économique, le développement et le progrès social.
- 6 — Commission pour la solidarité avec l'Amérique Latine.
- 7 — Commission organisationnelle.

Le Comité de rédaction afférent à chaque commission, sera composé de son président, des vice-présidents et du rapporteur.

4. Au cours de leur réunion préliminaire, les chefs de délégations éliront :

le président, les vice-présidents et le rapporteur pour chacune des commissions.

5. Chaque délégation a le droit de participer à chacune des commissions par un membre ou davantage étant donné que ces commissions sont ouvertes à tous les membres.

6. A la suite du débat général qui se déroulera au sein de chacune des commissions, son comité de rédaction présentera un projet de résolution à la séance plénière pour examen et adoption qui sera alors considéré comme définitif puisque émanant du Conseil.

7. Le comité du contrôle financier, composé des représentants de la Corée, du Maroc, du Pakistan et du Mali, se réunira pour examiner les questions financières ainsi que le budget du Secrétariat Permanent et le budget pour le Programme d'Action pour 1974. Il présentera ensuite un rapport à la Commission organisationnelle.

8. Formation du Bureau Exécutif de la XI^{ème} session du Conseil.

1 — Président du Conseil.

2 — Secrétaire Général de l'Organisation.

3 — Membres du Collège permanent des Secrétaires.

Il incombera au Bureau exécutif de demeurer en réunion continue tout le long de la durée de la session. Il se penchera sur les mesures de procédure et d'organisation, conformément à la constitution et aux traditions de l'Organisation et aux résolutions de la réunion des Chefs de délégations.

9. Chaque délégation à la XI^{ème} session aura droit à un seul vote.

10. Chaque délégation à la session a le droit de prononcer un seul discours à la séance plénière pendant une durée de dix minutes.

LISTE DES INVITATIONS

MEMBRES

1 AFGHANISTAN

Afghanistan A.A. Solidarity Committee.

2 ALGERIA

(F.L.N.)
Département des Affaires
Internationales

3 ANGOLA (MPLA)

Mouvement Populaire de Libération de l'Angola.

4 A.R.E.

A.R.E. Committee of Afro-Asian Solidarity.

5 BAHREIN

National Liberation Front of Bahrein.

6 BANGLA DESH

Bangla Desh Afro-Asian Solidarity Organization.

7 BURMA

Burma Socialist Programme Party.

8 BURUNDI

Parti UPRONA.

9 BRUNEI

Preparatory Committee for the Independence of Brunei.

10 CAMBODIA

National United Front of Cambodia.

11 CANARY ISLANDS

Mouvement pour l'Autodétermination et l'Indépendance
de l'Archipel Canarien.
(MPAIAC).

12 CHINA

Chinese Committee for Afro-Asian Solidarity.

13 COMORO ISLANDS

Mouvement de Libération Nationale des Comores.
(MOLINACO).

14 CONGO

Parti Congolais du Travail.

15 CYPRUS

Cyprus Afro-Asian Solidarity Committee.

16 DAHOMEY

M.W.H. Francegbe
Conseil National pour la Paix et le Développement.
(C.N.D.P.).

17 ERITREA

Afro-Asian Solidarity Committee of Eritrea.

18 GAMBIA

Peoples Progressive Party
Banjul.

19 GUINEA

Parti Démocratique de Guinée.

20 **GUINEA EQUATORIAL**

Parti Unique National des Travailleurs. (P.U.N.T.).

21 **GUINEA BISSAU AND CAPE VERDE**

Partido Africano de Independencia da Guinee E Cabo Verde. (PAIGC).

22 **INDIA**

The All India Solidarity Organization.

23 **JAPAN**

Japan Afro-Asian Solidarity Committee.

24 **JORDAN**

Jordanian Afro-Asian Solidarity Committee.

25 **KENYA**

Kenya African National Union. (K.A.N.U.).

26 **KOREA**

Korean Committee for Afro-Asian Solidarity.

27 **KUWAIT**

Afro-Asian Peoples' Solidarity Committee.

28 **LAOS**

- a) Comité Lao de Solidarité Afro-Asiatique.
- b) Comité Central du Front Patriotique Lao. (Neo Lao Hg).

29 **LEBANON**

Afro-Asian Solidarity Committee of Lebanon.

30 **LESOTHO**

Basutoland Congress Party.

31 **LIBERIA**

True Whig Party.

32 **LIBYA**

The Arab Socialist Union External Department.

33 **MALAGASY**

« Fifanampiana Malagasy »
Comité de Solidarité de Madagascar.

34 **MALAYSIA**

The Malaysian Afro-Asian Solidarity Committee

35 **MALI**

Comité Malien de Solidarité Afro-Asiatique.

36 **MALTA**

Committee for Afro-Asian Solidarity.

37 **MAURITANIA**

Parti du Peuple Mauritanien.

38 **MOROCCO**

Dr. Abderrahman El Youssoufi.

39 **MOZAMBIQUE**

Frente de Libertacao de Mozambique. (FRELIMO).

40 **MONGOLIA**

Mongolian Afro-Asian Solidarity Committee.

41 **NAMIBIA**

South West Africa Peoples Organization. (SWAPO).

42 **NEPAL**

- a) Nepalese Afro-Asian Peoples Solidarity Committee.
- b) Nepalese Afro-Asian Peoples Solidarity Committee.

43 **NIGERIA**

Nigerian Committee of Afro-Asian Peoples Solidarity Organization.

44 **PALESTINE**

Palestine Afro-Asian Solidarity Committee.

45 **PAKISTAN**

Pakistan National Organization for Afro-Asian Peoples Solidarity.

46 **RWANDA**

Union Nationale Rwandaise
c/o Mr. Francois Rukeba.

47 **SENEGAL**

Parti Africain de l'Indépendance.

48 **SIERRA LEONE**

- a) All People's Congress. (APC).
- b) All Peoples Congress. (APC).

49 **SINGAPORE**

National Afro-Asian People's Solidarity.

50 **SRI-LANKA**

Afro-Asian Solidarity Association of Sri-Lanka.

51 **SOMALIA**

Somali National Solidarity Committee.

Front de Libération de la Côte des Somalis (FLCS).

53 **WESTERN SOMALIA**

United Liberation Front of Western Somalia.

54 **SOMALIA N.F.D.**

Northern Frontier District Liberation Front.

55 **SOUTH AFRICA**

African National Congress of South Africa. (A.N.C.).

56 **SUDAN**

Sudanese Afro-Asian Committee.

57 **SYRIA**

- a) Afro-Asian Peoples Solidarity Organization of Syria.
- b) Mrs. Rajwa Shiek El-Haddadine.

58 **TANZANIA**

Tanzania African National Union National Executive Secretary.

59 **Afro-Shirazi Party of Zanzibar.**

60 **TUNISIA**

Socialist Neo-Destour Party.

61 **U.S.S.R.**

Soviet Afro-Asian Solidarity Committee.

62 **YEMEN PEOPLE'S DEMOCRATIC REPUBLIC**

National Front — The Political Organ.

63 **YEMEN ARAB REPUBLIC**

Mr. Ahmed Gubran.

64 **DEMOCRATIC REPUBLIC OF VIETNAM**

Comité Vietnamien pour la Solidarité des Peuples Afro-Asiatiques.

65 **VIETNAM (SOUTH)**

Comité de la Solidarité des Peuples Afro-Asiatiques de la République du Sud-Vietnam.

66 **ZAFFAR**

The People's Front for the Liberation of Oman and The Arabian Gulf.

67 **ZAMBIA**

- a) United National Independence Party.
- b) United National Independence Party.
- c) United National Independence Party.

68 **ZIMBABWE**

Zimbabwe African Peoples Union.

61 Mouvement de Libération de Sao-Tome et Principe

OBSERVATEURS

- 1 World Council Of Peace
- 2 Women's International Democratic Federation
- 3 The All African Women's Conference
- 4 World Federation Of Democratic Youth
- 5 International Union of Students
- 6 Mouvement Panafricain de la Jeunesse
- 7 M. Pierre Genous
Secrétaire Général — Fédération Syndicale Mondiale
- 8 All African Trade Union Federation
- 9 Portuguese Democratic Antifascist
Patriotic Front
- 10 The Anti-Atomic and Hydrogen Bomb Council
- 11 Organization of African Unity
- 12 Major Hashem Mbita
Liberation Committee (O.A.U.), Tanzania
- 13 Union of African Workers
- 14 Association Internationale des Juristes Démocrates
- 15 International Organization of Journalists
- 16 Mr. Osmany Cienfuegos
Secretary General
Executive Secretariat of the Tricontinental
- 17 Decolonisation Committee
United Nations
- 18 Anti-Apartheid Committee
United Nations

- 19 Sean Mac Bride
U.N. Commission for Namibia
- 20 World Council of Churches
- 21 Sub-committee on Racism and Decolonization (NEW)
- 22 Christian Peace Conference
- 23 Stockholm Conference on Vietnam
International Liaison Committee
- 24 Mr. Peter Dietzel
Anti-Imperialistic Solidarity Committee
Federal Republic of Germany
- 25 Anti-Apartheidsbeweging Nederland
- 26 Avv. Lucio M. Luzzatto
Roma, Italia
- 27 Anti-Apartheid Movement
London
- 28 Mr. Basil Davidson
- 29 Liberation
London
- 30 Swedish South Africa Committee
- 31 Antiimperialistische Bewegungen Asiens, Afrikas und
Lateinamerikas
- 32 Committee of Antiimperialist Solidarity for Africa, Asia and
Latin America
- 33 Comité contre l'Apartheid
Mme Elizabeth Mathiot
- 34 Comité de Soutien à la Lutte contre le Colonialisme et
l'Apartheid
- 35 Africa Committee (Finnish Peace Committee)
- 36 National Anti-Imperialist Conference in Solidarity with
African Liberation
- 37 Mouvement de la Paix en France
- 38 International Secretariat of Resistance in Chile
- 39 Arab Front in Support of the Palestinian Revolution

- 40 Arab League
- 41 International Confederation of Arab Trade Unions
- 42 Arab Lawyers' Union
- 43 Arab Labour Organization
- 44 Afro-Asian Writers Association
- 45 Albanian Committee of the Afro-Asian Peoples Solidarity
- 46 Committee for Friendship and Solidarity with the Peoples
of Africa and Asia in Bulgaria
- 47 Czechoslovakia Committee for Solidarity with Afro-Asian
Countries
- 48 Committee for Afro-Asian Solidarity in German Democratic
Republic
- 49 Hungarian Committee for Solidarity with Peoples Struggling
for their Independence
- 50 Polish Committee for Solidarity with the Peoples of Asia
and Africa
- 51 The Rumanian League of Friendship with the Peoples of
Asia and Africa
- 52 Socialist Alliance of Working People In Yugoslavia Commis-
sion of International Relations
- 53 Botswana Independence Party
- 54 Botswana Democratic Party
- 55 Président du Mouvement pour l'évolution sociale de
l'Afrique Noire (MESAN)
- 56 Parti Démocratique Gabonais
République Gabonaise
- 57 Ghana Peace and Solidarity Council
- 58 Union Nationale Camerounaise
- 59 M. Paul Berenger
Secrétaire Général
Mouvement Militant des iles Maurice. (Mauritius)
- 60 Bureau Politique National
Parti Progressiste du Niger

- 62 The Seychelles People's United Party
- 63 Mouvement National pour la Révolution Sociale et Culturelle Ndjamena
- 64 Rassemblement du Peuple Togolais (R.P.T.)
Lome — République Togolaise
- 65 Ministry of Foreign Affairs
Kampala
Uganda
- 66 Comité Voltaïque de Solidarité entre les peuples Africains et Asiatiques
- 67 Mouvement de Libération Nationale
République de la Haute-Volta
- 68 Ngwane National Liberatory Congress

PERSONNALITES

- 1 **M. Agostinho Neto**, Président du Mouvement Populaire de Libération de l'Angola (MPLA).
- 2 **M. Machel Samora**, President of the Central Committee of (Frelimo).
- 3 **M. Aristid Pierera**, President Partido Africano de l'Independencia da Guinee E Cabo Verde (PAIGC).
- 4 **Mr. Oliver Tambo**, President of African National Congress of South Africa (ANC).
- 5 **Mr. Sam Nujoma**, President of South West Africa Peoples Organization (SWAPO).
- 6 **Mr. Jason Z. Moyo**, Treasurer-General of ZAPU and Chairman of Zimbabwe Peoples Revolutionary Council (ZPRC).
- 7 **Mr. Conrad Gerber**, Assistant to the Secretary General World Federation of United Nations Associations.
- 8 **Mr. Eric Rouleau**, Le Monde.
- 9 **Mr. Michael Adams**, London W.I.
- 10 **Mrs. Allende**.
- 11 **Mme. Isabelle Blume**.
- 12 **Mr. Romesh Chandra**.
- 13 **Mr. Guido Fanto**, Cosa-Cultura.
- 14 **Mme. Jeanne Martin Cisse**.
- 15 **Mr. Khalid Mohy Eldin**.
- 16 **Mr. Mohamed Sahnoun**.

Chairman	: Aziz Shereef
Vice-Chairman	: Mongolia
Vice-Chairman	: Guinea-Bissau
Vice-Chairman	: Somalia
Secretary General	: Youssef El-Sebai

Chairmen and Vice-Chairmen of the Sessions in rotation

First Session

Presidential Council of the Conference :

Burma
Nigeria
Jordan
Malaysia
Dahomey

Second Session

Presidential Council of the Conference :

Afghanistan
Burundi
Malta
Sudan
Gambia

Third Session

Presidential Council of the Conference :

Liberia
Lesotho
Brunei
Tunisia
Canary Islands

Fourth Session

Presidential Council of the Conference :

Mauritania
Kenya
Libya
Comoro Islands
Nepal

Special Session for Chile and Latin America

Youssef El-Sebai
Iraq
Soviet Union
Vietnam
Guinea Bissau
Guinea
Tanzania
Congo
Somalia
India
Palestine
Algeria

Committee on Indo-China :

Chairman	: Sri Lanka
Vice-Chairman	: Democratic Yemen
Vice-Chairman	: Cambodia
Vice-Chairman	: Namibia (SWAPO)
Rapporteur	: South Vietnam
Rep. of the Secretariat	: Nguyen Van Hoa

Asian Committee :

Chairman	: Bangladesh
Vice-Chairman	: Tanzania
Vice-Chairman	: Japan
Rapporteur	: India
Rep. of the Secretariat	: Paliwal

Committee on Economic Development :

Chairman	: Algeria
Vice-Chairman	: Equatorial Guinea
Vice-Chairman	: Soviet Union
Rapporteur	: Iraq
Rep. of the Secretariat	: Kalandarov

Organizational Committee :

Chairman	: Secretary General
Vice-Chairman	: South Vietnam
Vice-Chairman	: Madagascar
Vice-Chairman	: Morocco
Rapporteur	: Vassos Lissaridis
Rep. of the Secretariat	: Nuri Abdel Razzak

Drafting Committee of the General Declaration :

Chairman	:	Iraq
Vice-Chairman	:	Soviet Union
Vice-Chairman	:	Egypt
Rapporteur	:	India
Rep. of the Secretariat	:	Mursi Saad El Din

Members :

Zimbabwe	Arab Yemen	Laos
Senegal	Kuwait	Vietnam
Mali	Popular Front for the Liberation of Oman and Gulf	
Somalia	Laos	Bahrain
Zambia	Syria	Pakistan Korea

Committee on the Middle East :

Chairman	:	Aziz Sherif
Vice-Chairman	:	Egypt
Vice-Chairman	:	Syria
Vice-Chairman	:	Guinea
Rapporteur	:	Palestine
Rep. of the Secretariat	:	Mohamed Sobeih

African Committee :

Chairman	:	Congo Brazzaville
Vice-Chairman	:	FRELIMO
Vice-Chairman	:	Lebanon
Vice-Chairman	:	Democratic Republic of Korea
Rapporteur	:	South Africa
Rep. of the Secretariat	:	Joseph Nhlanhla

52 SOMALI COAST



DOCUMENTS DE TRAVAIL

SOU MIS A LA XI^e SESSION
DU CONSEIL DE L'O.S.P.A.A.
Bagdad — 24-27 mars 1974

Documents concernant :

- 1) le Moyen-Orient
- 2) les questions asiatiques
- 3) l'Afrique
- 4) les comités de solidarité dans les pays socialistes
- 5) le Chili et l'Amérique latine

DOCUMENT DE TRAVAIL

**de la réunion sur le Moyen-Orient tenue dans
le cadre des préparatifs pour la XIème session
du Conseil devant se tenir à Bagdad**

P r é a m b u l e :

Le Secrétariat Permanent a invité en son siège un comité de travail en vue d'examiner la situation au Moyen-Orient et d'approuver le programme d'action de l'OSPAA : nous espérons que ce document englobe tous les points de vue de nos mouvements dans nos deux continents dans le cadre du mouvement international de libération nationale.

L'OSPAA considère que la cause des peuples arabes et de leur lutte en faveur du retrait total des territoires arabes occupés, de la reconnaissance des droits nationaux du peuple palestinien et notamment son droit au retour à sa patrie et à l'auto-détermination sur sa terre, sont autant de questions primordiales pour l'OSPAA, sa politique et ses tâches.

Il est indiscutable que la lutte pour la libération des territoires usurpés et la récupération des droits du peuple palestinien se doit d'être impitoyable contre l'impérialisme mondial et ses agents, le sionisme et Israël. Les masses arabes connaissent qui sont

leurs ennemis et leur lutte ne cessera jamais face à leurs complots et à leur appui à l'agression contre leurs territoires.

Les combats du 6 octobre ont affirmé l'importance de l'unité des forces nationales progressistes dans chaque nation et celle de la lutte arabe contre l'impérialisme et de la solidarité militante avec les forces de libération arabes, avec à leur tête l'URSS.

L'on ne peut souligner suffisamment l'importance de l'unité de la position arabe et la participation effective dans la lutte de la part de quelques pays arabes, tels que l'Irak, l'Algérie, et autres aux côtés des armées égyptiennes et syriennes et des forces armées de la résistance palestinienne, soit par le truchement de la participation militaire directe ou par la nationalisation par les pays producteurs de pétrole des parts des pays qui appuyèrent l'agression, ainsi que l'aide considérable que l'URSS a accordé sous forme d'armes et d'appui politique.

De même que la guerre du 6 octobre a prouvé la capacité combative du soldat arabe comme elle a renforcé sa confiance en la victoire ainsi que l'importance de la solidarité arabo-soviétique, et les complots des impérialistes visant à isoler le mouvement de libération arabe de cette alliance ont été voués à l'échec.

Dans le même temps, cette guerre a détruit la propagande israélienne sur les frontières sûres en ce qui concerne la continuation de l'agression et des menaces dirigées contre la sécurité des peuples de

la région, comme elle a détruit le mythe sioniste sur l'invincibilité de l'armée israélienne.

Les Arabes ont enregistré d'importantes victoires politiques par le truchement de leur offensive en vue d'expliquer l'équité de la cause arabe : les sommets africains et la conférence du non-alignement sont venus couronner cette offensive consciente. La majorité des pays africains ont rompu leurs relations avec Israël et la plupart des Etats en Asie et en Afrique ont dénoncé l'agression sioniste, ce qui a permis l'isolement d'Israël et des Etats-Unis en raison de leur politique agressive, alors que la cause arabe a reçu un appui, une compréhension et une solidarité considérables.

Il est à mentionner que la guerre du 6 octobre a laissé des empreintes évidentes sur la vie politique au sein même d'Israël et la société israélienne a été fortement ébranlée.

L'ensemble du mouvement de libération arabe a convenu que sa tâche essentielle dans la confrontation avec l'impérialisme, le sionisme et Israël est de liquider toutes les séquelles de l'agression du 5 juin 1967 et ce, par le retour de tous les territoires spoliés, la récupération des droits nationaux légitimes du peuple palestinien et notamment celui du retour à sa patrie et à l'auto-détermination sur sa terre.

Toutes les confrontations militaires, politiques et toutes les activités au niveau populaire et gouvernemental doivent servir cette noble tâche que tous les peuples arabes ont décidé d'accomplir.

L'OSPAA réitère qu'il incombe de diriger tous les efforts dans les domaines international, politique, militaire et économique et de la lutte populaire en vue de réaliser cet objectif national.

L'OSPAA a très tôt pris conscience de la situation explosive qui prévaut au Moyen-Orient et elle a mis en garde dans toutes ses instances l'ensemble du monde face à cette situation menaçant la paix mondiale en raison de l'arrogance d'Israël, de ses visées expansionnistes et de l'appui des Etats-Unis. L'OSPAA a toujours soutenu le droit arabe dans tous les domaines comme elle a contribué, au cours de plusieurs conférences et séminaires, à expliquer les dimensions de la cause arabe. Elle a tenu avec les comités nationaux et le Conseil mondial de la Paix plusieurs réunions dont celle de Bologne, de Helsinki, de Sofia, du séminaire sur le pétrole tenu à Bagdad, d'Eisenstadt en Allemagne Démocratique. De même que le Secrétariat a participé aux travaux du Congrès Mondial des forces de la paix qui a constitué une commission spéciale sur le Moyen-Orient. M. Léonid Brejnev, Secrétaire général du Comité Central du Parti communiste soviétique, a appuyé le droit arabe et a dénoncé l'agression israélienne et ce, dans un important discours dans lequel il a expliqué la politique soviétique vis-à-vis de la paix mondiale.

Des événements que traverse le monde arabe dont nous avons été saisis, il se dégage les points importants suivants :

- 1 - les forces armées arabes ont brisé, le 6 octobre 1973, le mythe du militarisme israélien et ont

ouvert la voie par leur héroïsme à la libération totale et à une victoire décisive.

- 2 - l'importance de la poursuite des préparatifs militaires pour unifier et mobiliser les potentialités arabes, l'organisation de la résistance populaire armée aux fins de réaliser les objectifs de la lutte arabe en vue de libérer la terre arabe occupée et d'arracher les droits nationaux légitimes du peuple palestinien.
- 3 - l'importance de l'union nationale au sein de chaque pays arabe, en vue de mobiliser toutes les forces contre l'agression.
- 4 - l'importance de la solidarité arabe contre l'impérialisme et le sionisme dans la conjoncture actuelle.
- 5 - l'Union Soviétique et les pays socialistes amis de la nation arabe ont offert un appui efficace pour la défaite de l'agression israélienne. Il faut resserrer les liens entre les Arabes et les Soviétiques.
- 6 - Israël et l'impérialisme occidental mondial mené par les Etats-Unis d'Amérique sont les ennemis de la Nation arabe. Les masses arabes ne pardonneront et n'oublieront jamais les prises de position d'agression impériale-américaines.
- 7 - la prise de conscience totale vis-à-vis des tentatives israéliennes et américaines déployées en vue de renvoyer avec les résolutions du Conseil de Sécurité relatives au retrait de tous les territoires arabes occupés en juin 1967 et

la reconnaissance des droits nationaux du peuple palestinien.

- 8 - la suprématie de la loi assure l'exercice d'une vie démocratique saine aux peuples de la nation arabe, la sauvegarde des libertés à tous les citoyens sont les garanties les plus importantes pour la mobilisation des masses au sein de l'union nationale et pour l'action nationale aux fins de libérer et de construire.
- 9 - les tentatives pour saper et liquider les forces démocratiques constituent une opération déployée contre l'union nationale; il faut donc les condamner, les dénoncer et les liquider afin que l'union nationale dans chaque pays se dresse sur de solides assises contre l'impérialisme, Israël et leurs agents.
- 10 - la sauvegarde des acquis socialistes dans les pays arabes progressistes, le développement de ces acquis.
- 11 - une coopération accrue avec les pays africains, l'octroi d'une assistance à ces pays. Nous devons nous efforcer d'isoler Israël, d'imposer un boycott politique, économique, diplomatique et culturel à tous les échelons. Nous devons travailler en vue de l'instauration de relations politiques entre les pays africains et la révolution palestinienne, du renforcement des relations de coopération et des échanges entre les mouvements de libération africains et asiatiques et l'Organisation de libération palestinienne.

Le Pétrole et le Moyen-Orient :

La Nation arabe détient le tiers des réserves du monde en pétrole. Le pétrole est devenu la pierre angulaire de la politique que mènent les pays de cette région du monde. Son importance stratégique s'accroît de jour en jour, de telle sorte qu'il constitue l'épine dorsale de l'industrie à l'époque contemporaine.

Cette matière a été l'objet de spoliation, de drainage et d'une exploitation systématique désastreuse menés par les monopoles pétroliers internationaux. Les monopoles internationaux se sont interposés entre les pays producteurs et les pays consommateurs et ont imposé de vils prix aux producteurs et des prix exorbitants aux consommateurs aux fins de s'octroyer des gains fabuleux. Ces monopoles n'ont pas oeuvré pour l'évolution de l'économie des pays producteurs et ne les ont pas aidés à développer leur industrie et à édifier leur économie de façon scientifique, organisée. Bien au contraire, ils ont souvent conspiré aux dépens des peuples et pays producteurs de pétrole.

Il était naturel pour la Nation arabe de placer toutes ses potentialités au service de la lutte de libération menée contre le sionisme et l'impérialisme mondiaux sous le leadership des Etats-Unis d'Amérique.

Les pays arabes ont utilisé cette arme dans la bataille d'octobre qu'ils ont menée contre leurs ennemis en nationalisant la quote-part de l'Amérique et

de la Hollande en Irak, en réduisant la production pétrolière dans les autres pays arabes et en imposant l'embargo total sur le pétrole à ces deux pays qui ont assisté l'ennemi.

En effet, l'utilisation de l'arme du pétrole et les opérations militaires sont obligatoirement liées dans la bataille.

Les monopoles impérialistes, les monopoles américains surtout, ont exploité l'utilisation par les Arabes de l'arme du pétrole pour les peindre comme des exploités qui renient les impératifs de la civilisation mondiale. La Nation arabe ne considère pas le pétrole avec abstraction, elle l'envisage comme un moyen d'investissement au service des relations humaines, économiques et politiques à établir entre les peuples des pays producteurs et consommateurs, pour assurer la prospérité et le progrès de la civilisation humaine. Il faut que les aspirations, les ambitions de la nation arabe soient respectées en vue d'assurer sa libération nationale et sa propre prospérité et que soit respecté son droit d'utiliser le pétrole en tant qu'arme pour riposter à l'agression de son territoire par le colonialisme et le sionisme. L'utilisation du pétrole en tant qu'arme par les pays arabes doit être prise en considération : c'est une question qui s'inscrit dans le cadre des efforts déployés, pour encourager une prise de position future des pays de l'Europe occidentale opposés à l'impérialisme des Etats-Unis.

Il faut que soient pris en considération les impératifs de développement ressentis par les pays du

Tiers-Monde et la coopération avec les pays à régime socialiste.

Pour utiliser le pétrole de façon efficace au service de la bataille de libération, la Nation arabe doit mettre la main sur ces richesses par tous les moyens, et surtout par la nationalisation, comme ce fut le cas de l'Irak et par la co-participation effective, comme ce fut le cas de l'Algérie et par tous les autres moyens possibles pour liquider les monopoles pétroliers et le cartel pétrolier qui est l'une des formes les plus abjectes revêtues par le néo-colonialisme non seulement dans la région arabe mais en Afrique, en Asie et en Amérique Latine.

Il faut en fin de compte souligner les points suivants :

- 1 - le droit des peuples arabes, et le devoir qui incombe à leurs gouvernements respectifs de contrôler les richesses pétrolières par tous les moyens et surtout par la nationalisation et par l'établissement de relations directes entre les pays producteurs et les pays consommateurs, sur un même pied d'égalité.
- 2 - la rupture de la fourniture de pétrole aux pays hostiles à la nation arabe qui appuient l'agression israélienne ou les pays qui exercent une politique de discrimination raciale et ceux qui font fi des résolutions et des principes de l'ONU, tels que le Portugal, l'Afrique du Sud et la Rhodésie.

- 3 - que les compagnies nationales du pétrole oeuvrent dans les pays arabes afin que soient établies des industries pétrolières à partir de la prospection, du forage, de la production jusqu'au transport et les autres industries pétrolières et que ces pays soient dotés d'une flotte de pétroliers pour le transport de cette matière vers les pays consommateurs.
- 4 - la nécessité du retrait des capitaux déposés dans les banques occidentales, lesquels proviennent des réserves de pétrole et la nécessité de les investir dans des projets de développement sur le territoire arabe et dans les pays africains et asiatiques où sévissent l'exploitation et le colonialisme afin que les pays occidentaux adoptent une position d'appui à la cause arabe.
- 5 - la mobilisation des masses arabes, auxquelles il faut inculquer une prise de conscience, oeuvrer à l'établissement de la promotion des conditions politiques, sociales, économiques et culturelles afin que celles-ci puissent défendre et sauvegarder leurs richesses naturelles.

Le peuple palestinien :

Reste l'essentiel du problème du Moyen-Orient dont l'origine est le peuple palestinien privé de ses droits légitimes nationaux à la suite de l'attaque sioniste déclenchée contre la Palestine, qui a débouché sur la création de l'Etat d'Israël en 1948 sur une partie de son territoire, et l'expulsion du peuple pa-

lestinien privé par la force de ses droits légitimes nationaux, notamment son droit à l'auto-détermination. Le sionisme et le colonialisme ont tenté par tous les moyens immoraux d'estomper l'identité palestinienne.

A plusieurs reprises, les dirigeants israéliens ont cherché à ignorer l'existence du peuple palestinien. Toutefois, ce peuple, et à travers lui, la révolution palestinienne armée, déclenchée il y a 9 ans, a réussi à affirmer son existence et son identité et à obtenir la reconnaissance de la légitimité de son rôle, de son droit à l'autodétermination et la nécessité d'examiner la cause palestinienne dans le contexte de la participation des représentants légitimes de ce peuple. De ce fait, la cause palestinienne ne s'est pas réduite en un simple problème de réfugiés comme le voulaient le colonialisme et le sionisme, mais est devenue une véritable cause de libération nationale conformément à la volonté du peuple palestinien.

Plusieurs événements d'une grande importance ont marqué l'existence du peuple palestinien au cours des 9 dernières années. Israël a eu recours aux manœuvres et aux intrigues pour soumettre le peuple palestinien dans les territoires arabes occupés à sa volonté et à son contrôle. Il a détruit les habitations, annexé les territoires, construit des kibboutzim, chassé la population vers les autres pays arabes voisins, liquidé des centaines de militants alors que des milliers d'autres ont été jetés en prison où ils subissent de sérieuses persécutions et tortures qui font l'objet de vives condamnations de la part des

commissions de l'ONU. Le vrai visage d'Israël a été démasqué, ce qui a augmenté son isolement au sein de la communauté internationale. Une grande partie de l'opinion mondiale a commencé à soutenir la cause arabe, même au sein d'Israël. Plusieurs voix se sont élevées pour démasquer la politique agressive d'Israël et son attitude raciste vis-à-vis des citoyens arabes et vis-à-vis même des Juifs orientaux et dénoncer sa politique terroriste, et ses actes de barbarie contre les Palestiniens. Israël a, d'autre part, déclenché une série d'attaques contre les pays arabes voisins de la Palestine et contre les camps des réfugiés; ses agents ont procédé à une série d'actes suspects dans les pays arabes à l'encontre des Palestiniens résidant dans les divers pays d'Europe et par lesquels, les agents d'Israël ont violé la souveraineté et l'inviolabilité de ces pays. C'est ce qu'ont révélé les enquêtes et les procès qui se déroulent en Norvège et dont les coupables sont pour la plupart des diplomates israéliens.

Israël n'était pas le seul à avoir tenté de liquider la révolution palestinienne, il y a également le colonialisme américain dont les agents oeuvrent aux mêmes fins. Aussi la révolution palestinienne s'était-elle trouvée dans l'obligation de se défendre par la force des armes, ayant fait l'objet de complots visant à la liquider sur les territoires arabes.

Toutefois, les tentatives et les manœuvres israéliennes, celles du colonialisme et de ses agents visant à liquider la révolution palestinienne, ont toutes échoué devant la détermination qu'incarne la ré-

volution palestinienne, forte de l'appui des masses arabes et de toutes les forces progressistes dans le monde.

La révolution palestinienne a réussi à s'affirmer et à fusionner avec le mouvement de la libération arabe. La preuve en est les efforts arabes conjoints et leur appui à la révolution palestinienne en affirmant le fait que le mouvement de la libération nationale palestinienne fait partie intégrante du mouvement de la libération nationale arabe. Ce mouvement a réussi également à fusionner avec le mouvement de la libération mondiale anti-impérialiste et anti-sioniste. L'identité palestinienne s'est de plus en plus affirmée à travers les contacts et les visites effectuées par les responsables au sein de l'organisation de la libération palestinienne aux pays arabes et socialistes et notamment en Union Soviétique qui accorde des assistances matérielles, politiques substantielles à la cause palestinienne. Les rencontres et les conférences internationales tenues en 1973 attestent le soutien croissant accordé à la révolution palestinienne. Le Sommet arabe d'Alger constitue à cet effet une pierre angulaire, l'OLP ayant été considérée lors de cette conférence, comme étant l'unique représentant légitime du peuple palestinien.

Les pays non-alignés ont, à leur tour, adopté une série de résolutions en faveur de la cause palestinienne. Les Etats-Unis et leur agent Israël se sont trouvés de la sorte isolés, plus de 80 pays indépendants ayant reconnu l'OLP.

Les territoires palestiniens occupés sont le théâtre aujourd'hui d'une activité politique et militaire accrue menée contre les forces de l'occupation. Cette activité s'est reflétée dans la formation d'un front national palestinien au sein des territoires occupés et dans la lutte que ce front mène contre l'occupation sioniste. Elle s'est également traduite dans le réveil national de libération, de large envergure. Tout ceci tend à dissiper les illusions nourries par les cercles israéliens et la prétention d'Israël selon laquelle celui-ci est capable de liquider la Révolution palestinienne et, par conséquent, la présence palestinienne même.

Le Secrétaire Permanent souligne les points suivants dans le but de renforcer la Révolution palestinienne dans sa lutte équitable et légitime :

- 1 - La question palestinienne n'est en aucune façon un problème de réfugiés. C'est essentiellement le problème d'un peuple qu'une minorité colonialiste d'implantation a privé de ses droits fondamentaux par la force.

Le Secrétariat Permanent confirme ces droits inaliénables et affirme en même temps le droit de ce peuple à lutter par tous les moyens pour arracher ses droits et en premier lieu le droit de retourner dans sa patrie et l'exercice de son autodétermination en toute liberté sur son propre sol.

- 2 - L'organisation de libération palestinienne, avec son conseil national et son comité exécutif, est

le seul représentant légitime du peuple arabe de Palestine. Elle incarne sa volonté, exprime ses aspirations. Elle seule est habilitée à parler en son nom. C'est pourquoi l'OSPAA affirme qu'il est inadmissible d'examiner la question palestinienne sans la participation de ses représentants légitimes.

- 3 - Israël est une base de l'impérialisme américain implantée dans le cœur de la région arabe qui vise par son existence à entraver et à saper les aspirations de la nation arabe à l'unité, à la liberté, au progrès et vise à spolier ses richesses. C'est également une base impérialiste instaurée afin d'assurer l'infiltration et la domination des pays d'Asie et d'Afrique.
- 4 - La révolution palestinienne fait partie intégrante du mouvement de libération arabe et mondial. Elle apporte son apport positif et efficace dans la lutte des peuples arabes contre le sionisme et l'impérialisme mondial. Il incombe à tous les peuples arabes, aux forces de progrès et de libération dans le monde, de lui apporter un appui matériel et moral efficace.
- 5 - L'importance de l'unité nationale dans le cadre palestinien est un facteur essentiel assurant au peuple palestinien la récupération de ses droits nationaux légitimes.
- 6 - Il faut demander à tous les pays arabes d'ouvrir leurs frontières à la révolution palestinienne pour que celle-ci assume ses devoirs à l'encontre de l'ennemi israélien.

- 7 - Il faut demander à toutes les forces honnêtes et progressistes et à leur tête les comités de l'OSPAA d'œuvrer pour la relâche de 16 mille détenus palestiniens, écroués dans les prisons en Israël et qui sont exposés à la torture et à la liquidation corporelle.
- 8 - Il faut demander à l'opinion publique mondiale et surtout aux forces nationales progressistes de se dresser pour démasquer la politique sioniste d'Israël, son agression terroriste et la discrimination raciale qu'il exerce contre les citoyens arabes au sein des territoires occupés et hors de ces territoires.
- 9 - Il faut condamner toutes les mesures entreprises par Israël visant à changer les aspects des territoires occupés, tel que le dynamitage des maisons, la création de kibboutzim, l'expulsion des citoyens et toutes les opérations menées dans la ville de Jérusalem pour en changer les aspects, lesquelles constituent une flagrante violation du Droit International.

La région d'Oman, du Golfe Arabique et de la Presqu'Île Arabique :

Dans la conjoncture actuelle, cette région est l'objet des mêmes complots impérialistes qui se trament pour liquider les mouvements révolutionnaires sur toute l'étendue de la région arabe, et la révolution populaire armée à Oman et dans le Golfe Arabique surtout, dans une tentative de cerner les régimes progressistes dans la République populaire

démocratique du Yémen et la République de l'Irak. Une lutte acharnée est menée dans cette partie du monde par les impérialistes qui cherchent à étendre leur hégémonie sur la région la plus riche en ressources pétrolières afin de sauvegarder leurs intérêts et de garder cette région sous la dépendance impérialiste américaine le plus longtemps possible.

L'impérialisme américain a subi le contre-coup de ses erreurs et de son engagement direct au Vietnam. Il dépend encore plus qu'avant sur les forces de collusion avec l'impérialisme dans les chasses gardées politiques.

L'Iran, en tant que force régionale, est appelé par procuration à assumer un rôle direct pour sauvegarder ces intérêts. Le Chah d'Iran a en effet déclaré : « Il m'incombe une responsabilité qui n'est pas uniquement d'ordre national et local, mais il me faut jouer le rôle de protecteur et de défenseur à l'égard des 60% des réserves du monde en pétrole. »

Pour la mise en application de toutes ces politiques impérialistes réactionnaires, l'Iran a occupé quatre îles arabes (le grand Tomb, le petit Tomb, Abou Moussa, El Ganam). Il a étendu les frontières régionales du pays violant ainsi les eaux territoriales arabes afin d'étendre sa domination sur l'un des plus importants détroits maritimes, le détroit de Hermez par lequel transite, toutes les trois minutes, un pétrolier et ceci, dans le but de garantir les intérêts impérialistes, en premier lieu.

Les attaques colonialistes sont devenues de plus en plus féroces dans cette région et ont été déployées ouvertement, des manœuvres de large envergure ont été entreprises dans le Golfe d'Oman et le Golfe arabe par le CENTO, et dans lesquelles l'Iran a joué un rôle éminent, et elles se sont poursuivies pendant plus de deux semaines.

La 7ème flotte américaine a mené des opérations de provocation de large envergure sur les frontières de la République populaire démocratique du Yémen. Des concentrations de mercenaires ont été déployées sur les frontières septentrionales dans une tentative de perturber le régime progressiste, et de l'encercler afin de l'isoler.

Ces attaques impérialistes ont atteint leur apogée le 20 décembre 1973. Les forces iraniennes stationnées dans le Sultanat d'Oman et dans les îles arabes ont déclenché une campagne militaire de large envergure dans les zones libérées, dans le secteur sud d'Oman (Zaffar) où plus de 3 mille soldats iraniens, 1500 commandos britanniques et des experts américains prennent part à la lutte menée contre la guerre de libération populaire.

Cette intervention iranienne dans la région est l'incarnation très grave de la conception impérialo-américaine qui cherche à sauvegarder par la force les monopoles impérialistes au moyen de l'intervention militaire. C'est l'aboutissement logique d'une politique dangereuse suivie par les Etats-Unis en collaboration avec la réaction iranienne et arabe. Cette politique se fonde sur le droit que l'Amérique

s'attribue en tant que policier mondial à imposer par la force ses propres intérêts et à réprimer les peuples de la région.

Cette situation imposée par le colonialisme est le fruit de conspirations tramées avec habileté qui visent à réprimer le peuple de cette région. Le colonialisme a mené une campagne d'arrestations de large envergure au sein du peuple dans toute la région d'Oman et du Golfe arabe.

L'impérialisme mondial et surtout l'impérialisme américain ont poursuivi leurs tentatives aux fins d'étendre leur influence et leur hégémonie en instaurant des bases militaires d'agression. Il a pu instaurer ainsi une base militaire maritime au Bahrein mais la lutte que menait le peuple dans cette région et surtout la lutte du peuple de Bahrein a forcé les dirigeants de Bahrein à démanteler la base américaine. Les Etats-Unis ne s'admettront jamais vaincus et continueront à déployer leurs tentatives aux fins d'instaurer à nouveau cette base impérialiste dans cette région, mettant en usage tous les procédés et moyens possibles.

La victoire des nationalistes dans les élections du Conseil national qui se sont déroulées en décembre dernier à Bahrein renforcera le refus que le peuple a opposé à l'installation de bases impérialistes et contribuera à empêcher leur réinstallation. Elle a également contribué à renforcer les revendications nationales du peuple de cette région.

Cette région est aujourd'hui le théâtre de tentatives intenses déployées par le néo-colonialisme

en vue de perpétuer le sous-développement dans cette région d'où les ressources naturelles, le pétrole surtout, continueront à être puisées ; elle demeurera toujours ainsi un débouché pour les produits des pays impérialistes et une source de capitaux réalisés à la suite de l'exploitation de la richesse pétrolière.

Les forces nationales éprises de paix doivent se solidariser avec toutes les forces nationales pour mettre en déroute les impérialistes.

Le Secrétariat Permanent souligne :

- 1) La nécessité de renforcer la lutte populaire du peuple d'Oman et du Golfe arabe jusqu'au moment où le contrôle total sur ses potentialités politiques et sur ses ressources nationales sera assuré.
- 2) La revendication de démanteler toutes les bases militaires américaines, britanniques et iraniennes qui constituent une menace à la paix ; le refus catégorique de tous les traités et toute ligne impérialiste réactionnaire ouverte et clandestine.
- 3) La condamnation de l'invasion iranienne des régions libérées (au Zaffar) ; la nécessité de son retrait immédiat et du retrait de toutes les autres forces étrangères de la région d'Oman.
- 4) Assurer des garanties à la révolution populaire armée menée par le front populaire pour la libération d'Oman et du Golfe arabe.

- 5) La solidarité et l'appui doivent être fournis à la République populaire démocratique du Yémen pour démasquer toutes les conspirations réactionnaires qui visent à encercler le régime progressiste.
- 6) Les forces nationales dans la région doivent soutenir et conjuguer leurs efforts contre l'ennemi impérialiste.
- 7) La victoire des forces nationales au cours des élections du Conseil national du Bahrein est saluée par le Secrétariat permanent qui appuie la lutte menée pour l'exercice de la démocratie dans la vie du peuple sur une large échelle et pour la réalisation de la revendication des masses en vue de renforcer la démocratie et l'indépendance nationale.

DOCUMENT DE TRAVAIL SUR LA PAIX, LA COOPERATION ET LA SECURITE EN ASIE

Pendant de longues années, l'Asie a été la scène de guerres et de conflits amers. La domination politique et économique des puissances coloniales a privé les peuples des pays intéressés de la possibilité de déterminer eux-mêmes leur destin.

Cependant, les forces révolutionnaires d'Asie étant parvenues à éliminer le long règne colonial et avec l'émergence des gouvernements asiatiques indépendants, les relations internationales ont changé de style. L'aspiration à l'obtention de la paix et à l'établissement de relations de bon voisinage visant à édifier une vie nouvelle, ainsi que la lutte contre la faim et la misère, se sont concrétisées dans les activités menées par les pays asiatiques. Ce qui a frayé la voie à la création de conditions propices et permis aux Etats asiatiques d'accroître leurs efforts en vue d'établir des liens de coopération mutuelle entre eux et d'oeuvrer en faveur de leur sécurité.

L'impérialisme et la réaction internationale sont incapables d'exercer une influence décisive dans la formation des développements en Asie. Le nouvel alignement des forces de notre monde actuel crée les conditions favorables au triomphe des causes de la

paix. La puissante unité entre, d'une part, les forces de l'indépendance nationale et du progrès social et celles de l'URSS et des autres pays de la communauté socialiste, d'autre part, ainsi que les activités de toutes les forces éprises de paix à travers le monde, ont joué un rôle décisif en faisant ressortir plus que jamais auparavant l'impact des forces de la paix, du socialisme, de la démocratie et de la libération nationale. C'est ainsi que les bases objectives pour déjouer les tentatives des Etats-Unis et autres puissances impérialistes visant à perpétuer des agressions et à intervenir dans les affaires internes des pays asiatiques, ont été établies.

La victoire du peuple vietnamien — événement le plus important de ces derniers temps — prouve clairement qu'il est impossible de subjuguer des peuples qui luttent pour leur liberté et leur indépendance, soutenus par les pays socialistes et toutes les forces progressistes du monde. Cette victoire est celle des forces de la paix et reflète l'esprit du réalisme et du bon sens.

L'émergence du Bangla Desh en tant qu'Etat indépendant et souverain a porté un coup dur à la stratégie des Etats-Unis dans le sous-continent indien en particulier et dans l'ensemble du Sud-est asiatique. Elle a constitué une victoire importante des forces de la paix et de la libération nationale.

La fin de la guerre au Vietnam, conformément aux accords signés à Paris le 27 janvier 1973, a ouvert la voie à une solution définitive et équitable du

problème sud-vietnamien. De même que l'accord sur la restauration de la paix et la réalisation de la concorde nationale au Laos constitue une nouvelle mesure importante pour la normalisation de la situation en Indochine.

Il est évident que la restauration de la paix au Vietnam et au Laos normalisera la situation dans le Sud-est asiatique et dans le monde.

Le cours des événements au Moyen-Orient, dans la péninsule indochinoise et dans d'autres parties de l'Asie prouve également que les forces agressives et interventionnistes impérialistes peuvent échouer.

L'affaiblissement de l'OTASE dû, entre autres facteurs, au retrait du Pakistan, et l'affaiblissement du Conseil de l'Asie et du Pacifique (ASPAC) dû au retrait de la Malaisie sont des facteurs positifs. Ce qui prouve à la fois la nécessité et la possibilité de liquider les pactes militaires d'agression impérialistes.

Cependant, l'impérialisme refuse de reconnaître ses défaites au Vietnam et au Bangla Desh. Face à ses revers inévitables, l'impérialisme américain a changé ses tactiques. Il est impossible pour les puissances impérialistes de poursuivre leur domination de la même manière périmée. C'est pourquoi, ils recourent à de nouvelles méthodes pour maintenir leur domination politique et économique sur les pays d'Asie. La politique de "diviser pour régner", mise au rancart, a été une fois de plus utilisée sous une forme nouvelle.

Alors que le Gouvernement révolutionnaire provisoire de la République Sud-Vietnamienne et le Gouvernement de la R.D.V.N. respectent strictement et appliquent scrupuleusement l'Accord de Paris, les Etats-Unis et l'administration de Saïgon continuent de violer sérieusement et systématiquement plusieurs dispositions essentielles de l'accord. Au Laos, malgré le sabotage de l'accord de Vientiane perpétré par les groupes d'extrême-droite avec l'appui et l'assistance des Etats-Unis, le Gouvernement de la coalition nationale a été établi en vue d'édifier un Laos pacifique, indépendant, démocratique, neutre, unifié et prospère.

Au Cambodge, les Etats-Unis poursuivent leur agression et leur intervention dans les affaires intérieures du pays essayant d'imposer leur néo-colonialisme dans le pays rendant la guerre encore plus féroce.

Le peuple de la Corée a constamment lutté pour la réunification de sa patrie qui demeure divisée grâce à l'intervention impérialiste des Etats-Unis qui vise à perpétuer la division du pays et à créer "Deux Corées". Le programme en cinq points avancé par la République Démocratique Populaire de Corée a été salué en tant que mesure positive pour la réunification de la Corée. Le mouvement de solidarité a appuyé pleinement les mesures prises par la R.D.P.C. et s'oppose à tous les efforts de l'impérialisme américain visant à créer une base permanente en Corée du Sud.

Le mouvement de solidarité exprime son appréciation pour la lutte constante menée par le peuple japonais contre les traités de sécurité nippon-américains, pour la liquidation des bases militaires du Japon et contre la réapparition du militarisme japonais.

La situation actuelle qui prévaut en Indochine, découlant de la politique agressive et interventionniste de l'impérialisme américain dans les affaires intérieures de ces pays, devient de plus en plus sérieuse. Il incombe aux peuples d'Asie et au monde de continuer à soutenir la lutte des peuples indochinois dans cette nouvelle étape.

La série des bases militaires établies sur le sol asiatique et la création des pactes militaires engageant les pays asiatiques, posent une menace sérieuse à l'indépendance et à la souveraineté de ces pays ainsi qu'à la paix et à la sécurité en Asie. La décision arrogante prise par le Gouvernement des Etats-Unis d'établir une base nucléaire dans l'île de Diego Garcia, dans l'Océan Indien, malgré les protestations de tous les pays du littoral, constitue non seulement une menace à la souveraineté des pays intéressés mais également un stratagème pour étrangler les mouvements de libération africains et des Etats du Golfe Arabique. La fameuse septième flotte américaine qui a lancé une agression contre la R.D.V. et qui est entrée dans la Baie du Bengale pour écraser le mouvement de libération du Bangla Desh et menacer l'indépendance et la souveraineté de l'Inde, la sixième flotte qui est si souvent venue à la rescous-

se des agresseurs israéliens et qui constitue une menace pour les pays arabes, manoeuvreront aujourd'hui librement dans la vaste région de l'Océan Indien s'étendant sur des milliers de kilomètres allant de Simonstown jusqu'en Australie.

Ce danger, accompagné de l'existence des pactes militaires, tels que l'OTASE, le CENTO, l'ANZUS etc... sont devenus des anachronismes politiques.

Les flammes de la guerre n'ont pas encore été éteintes au Moyen-Orient, Israël, de connivence avec l'impérialisme américain, refuse toujours de se retirer de tous les territoires arabes occupés et de rétablir les droits légitimes du peuple palestinien en défiant les résolutions des Nations Unies et l'opinion publique mondiale.

Israël et l'impérialisme mondial dirigé par les Etats-Unis sont les ennemis de la Nation arabe. Les masses arabes n'oublieront jamais et ne pardonneront jamais l'attitude hostile des impérialistes américains.

L'Union Soviétique et les pays socialistes sont les amis de la Nation arabe. Ils continuent d'offrir un appui effectif pour repousser l'agression israélienne. Il est nécessaire de renforcer les relations soviéto-arabes dans l'intérêt de la défense des droits des peuples arabes.

Les impérialistes américains refusent d'accepter le droit des pays asiatiques à leurs ressources naturelles. Les puissances impérialistes cherchent à sa-

per par divers moyens douteux la résistance unifiée des pays arabes en vue d'utiliser leurs ressources pétrolières en tant qu'arme. Ils veulent obliger les pays arabes à s'agenouiller en les menaçant de représailles.

Le renforcement des bases militaires américaines et anglaises dans le Golfe et la Péninsule Arabique et les fournitures massives d'armes à l'Iran et à d'autres forces réactionnaires ont pour but d'éliminer le mouvement de libération arabe — dans cette région — ceci est spécialement dirigé contre l'Irak qui a porté un coup aux exploiters impérialistes de pétrole et poursuit une politique étrangère progressiste et introduit des réformes intérieures d'une grande portée.

Cette menace est aussi dirigée contre la souveraineté de la République Démocratique Populaire du Yémen. Les Etats-Unis et autres impérialistes ont intensifié une infiltration massive dans différents domaines — politique, économique, culturel, social, une aide directe et indirecte aux forces réactionnaires afin de renverser de l'intérieur les régimes progressistes — dans la plupart des pays d'Asie —. Ils sont maintenant déterminés à jeter la confusion dans l'esprit des peuples par leur rôle illusoire de faiseurs de paix alors que sous le couvert de faiseurs de paix les impérialistes américains essaient en fait de rétablir leur image ternie en Asie.

Toutefois, leur dessein véritable est de planter un coin entre les forces anti-impérialistes et les pays amis d'Asie comme de saper l'amitié et la coopéra-

tion toujours croissante entre les pays asiatiques, l'Union Soviétique et d'autres pays socialistes amis.

Isolés et vaincus, les Etats-Unis et autres impérialistes se sont embarqués maintenant dans un jeu dangereux.

Pourtant, les peuples asiatiques n'ont pas d'autre choix que d'intensifier leur lutte pour sauvegarder leur paix, leur souveraineté et leur indépendance.

En ce moment crucial de la vie des peuples asiatiques, beaucoup dépendra du fait qu'ils puissent être ou ne pas être à même de consolider les développements favorables qui ont eu lieu. Les Etats Asiatiques se rendent compte de plus en plus qu'un avenir pacifique du continent entier ne pourra être garanti uniquement que par leurs efforts conjoints.

Pas un seul Etat dans le monde moderne ne peut se sentir en sécurité si celle-ci n'est pas garantie par tous les autres Etats. Les impérialistes américains demeurent les ennemis de la paix, et c'est contre l'offensive des Etats-Unis et d'autres impérialistes que les peuples d'Asie doivent exercer une vigilance extrême.

Les pays asiatiques doivent élaborer leur propre stratégie de paix sur leur continent alors que la détente et l'extension de la coopération entre Etats nantis de systèmes sociaux différents, a été saluée comme un signe de bon augure, il ne faudrait pas oublier que les ennemis de la paix et de la liberté n'ont pas arrêté leurs activités. Il ne faudrait ja-

mais que l'on fermât les yeux et que l'on relâchasse la vigilance. Les peuples d'Asie qui ont souffert, des siècles durant, sous des régimes coloniaux, ne connaissent que trop les ruses de l'impérialisme. Les peuples et gouvernements d'Asie ont par conséquent essayé pendant longtemps d'établir leur unité et de développer parmi eux une coopération.

La recherche de la paix s'est exprimée par nombre d'initiatives remarquables prises par les peuples et les gouvernements asiatiques à divers moments au cours de ces quelques dernières décennies, à commencer par la conférence asiatique tenue à la Nouvelle Delhi, à l'instigation de Jawaharlal Nehru, les principes de l'historique Panch Sheel et de Bandoeng ont inauguré un nouveau chapitre de l'histoire des relations entre les pays asiatiques, la conférence asiatique de la paix tenue à Dacca, constitue un événement important.

Le récent Congrès mondial des forces de la paix tenu à Moscou en octobre 1973, a placé devant les peuples asiatiques de claires perspectives de paix et de sécurité en Asie.

Pas à pas, le concept d'un système de sécurité collective en Asie a gagné en popularité. Le traité indo-soviétique de paix, d'amitié et de coopération, le traité entre l'URSS et l'Irak, les accords de Simla et de Delhi entre l'Inde et le Pakistan, le traité Inde-Bangladesh, la déclaration commune entre l'URSS et le Bangladesh, la déclaration commune entre l'Inde et le Srilanka sont les tentatives les plus favorables au développement de relations bilatérales fondées

sur l'égalité et le respect de la souveraineté des Etats intéressés. De nombreux autres accords bilatéraux entre des pays d'Asie ont déjà été signés afin de promouvoir la coopération commerciale, culturelle et technique.

La perspective d'une solution pacifique des problèmes du sous-continent indien et la normalisation des relations entre l'Inde et le Pakistan et le Bangladesh ont brillé devant la proposition d'une rencontre des ministres des affaires étrangères de ces trois pays. C'est là un développement logique bien que retardé du processus commencé par les accords de Simla et le traité Inde-Bangladesh.

On s'attend à ce que cette réunion contribue à l'instauration d'une paix durable dans le sous-continent.

En saluant ce développement positif il faut demeurer vigilant quant aux conspirations renouvelées des Etats-Unis pour empêcher la normalisation des relations et les perspectives de paix dans le sous-continent indien. La paix dans le sous-continent peut être assurée par la lutte unifiée des peuples des trois pays contre les machinations de l'impérialisme américain.

Les peuples du sous-continent apprécient hautement l'amitié et la coopération avec l'Union Soviétique et les autres pays socialistes. Ils sont les alliés avec lesquels on peut compter le plus et contribuent authentiquement à relâcher la tension dans le sous-continent. L'Union Soviétique et les pays socialistes

contribuent substantiellement à la consolidation des bases de l'économie de ces pays qui, autrement, auraient été de faciles victimes du néo-colonialisme.

Se fondant sur l'expérience des pays asiatiques pendant des décennies, l'Asie doit décider de son avenir indépendamment, pour se libérer de l'héritage de la domination coloniale impérialiste. Le concept du non-alignement a entraîné des changements considérables. Aujourd'hui, le non-alignement n'est plus équidistant des deux camps socialiste et capitaliste. La récente conférence au Sommet du non-alignement, à Alger, a clairement défini le concept du non-alignement. Le non-alignement a un fil anti-impérialiste tranchant. La coopération entre les pays non-alignés et l'Union Soviétique et les autres pays socialistes est aujourd'hui une nécessité essentielle.

II

Un système de sécurité collective et un mécanisme adéquat pour un règlement politique pacifique des conflits internationaux peuvent être la réponse la plus efficace pour éviter le danger de guerre et les conflits internationaux.

En Asie, la sécurité collective n'est pas un phénomène isolé. Beaucoup de difficultés se présentent. D'une part, les impérialistes cherchent à semer le manque de confiance et l'éloignement, et, d'autre part, l'opposition des idées émerge de certains secteurs animés par un grand chauvinisme. Le but du système de sécurité collective est d'empêcher la guer-

re et les conflits armés et l'agression impérialiste et d'éliminer le colonialisme sous toutes ses formes — nouvelle et ancienne — et de mettre un terme à la politique des blocs et des pactes militaires pour démanteler les bases militaires étrangères. Une fois la sécurité assurée, des conditions seront créées pour un développement sans entraves et la confiance mutuelle se rétablira. La sécurité collective présuppose que les relations parmi les pays d'Asie seront établies conformément aux principes suivants :

- 1) La renonciation à user de la force dans les relations entre Etats.
- 2) Le respect de la souveraineté et de l'inviolabilité des frontières.
- 3) La non-intervention dans les affaires intérieures.
- 4) L'expansion d'une coopération économique, technique, culturelle, scientifique et de toutes autres formes de coopération sur la base de l'égalité totale et du bénéfice mutuel.
- 5) L'inadmissibilité d'annexer des territoires par le moyen de l'agression.
- 6) Le règlement de tous les différends entre nations par des moyens pacifiques.
- 7) Le droit de chaque peuple de posséder en toute souveraineté ses ressources naturelles et d'effectuer des transformations sociales et économiques conformément à ses vœux.

Ces principes ne contredisent pas le droit de chaque peuple à user de toutes les mesures à sa disposition pour liquider l'agression.

Ces principes sont conformes à ceux contenus dans la Charte des Nations Unies.

Les peuples du monde entier ont besoin de sécurité pour satisfaire à leurs besoins essentiels. L'Asie n'y fait pas exception. Les peuples d'Asie en ont besoin davantage pour consolider leur indépendance nationale et assurer les meilleurs progrès économiques et sociaux. Le concept de sécurité ne se limite pas uniquement à la sphère politique, mais couvre tous les autres aspects culturel, économique, scientifique, technologique et autres domaines. Ce n'est qu'en l'absence de tension, dans une atmosphère de paix et de relations de bon voisinage que les peuples d'Asie pourront jouir des bénéfices de la division du travail — à l'échelle régionale ou mondiale. Il n'est possible de compléter les projets économiques, de développer l'industrie, les ressources minérales et d'introduire des réformes sociales multiformes que dans une atmosphère de sécurité et de paix.

Le gaspillage des ressources à des fins non productives peut être enrayé et les facilités des soins médicaux et de l'éducation pourront être offertes à la population dans de telles conditions.

La sécurité collective en Asie correspond, par conséquent, aux aspirations et aux besoins des peuples de ce continent. Elle est de tout coeur soutenue

par notre mouvement de solidarité qui est l'un des courants de la force publique progressiste.

Le système de sécurité collective en Asie frustrera les efforts de l'impérialisme qui essaie désespérément de retarder le processus de détente. L'opinion publique a grandement contribué à la défaite du jeu impérialiste en diverses parties du monde.

Les forces de l'opinion publique ne peuvent être plus longtemps ignorées. L'ultime victoire des peuples d'Asie qui assurera la paix, la stabilité et la sécurité n'est plus une possibilité lointaine. Les jours de l'impérialisme sont comptés. Si les peuples sont unis, la victoire finale sera acquise.

L'OCEAN INDIEN

Les néo-colonialistes poursuivent leurs efforts pour intimider les pays nouvellement libérés d'Asie et d'Afrique et tournent en dérision leur liberté durement acquise. Les ministères de la Guerre britannique et américain ont conclu un accord pour transformer l'île de Diego Garcia, des territoires coloniaux indiens de l'Angleterre d'outre-mer, en une grande base navale et aérienne. Cette petite île a vite été transformée en une base pour les sous-marins et destroyers U.S. munis de missiles nucléaires "Polaris". Un grand aéroport militaire est également en construction.

Les pays afro-asiatiques riverains de l'Océan Indien sont profondément inquiets devant cette évolu-

tion qui constitue une menace très sérieuse à la paix et à la sécurité dans la région. Cette action des impérialistes américains et des néo-colonialistes est un défi lancé à la résolution des Nations Unies et prouve le peu de cas que les Etats-Unis font des inquiétudes des pays riverains de l'Océan indien quant au maintien de la paix dans les eaux de cet Océan.

Alors que l'Union Soviétique et les pays socialistes aident au processus de détente internationale, les forces du complexe militariste industriel s'opposent à la détente, recourent à des subterfuges divers pour tenir en échec le triomphe de cette nouvelle atmosphère. L'installation de la base navale et aérienne de Diego Garcia doit être considérée comme une tentative diabolique dans le même sens.

Pour justifier leur acte d'agression flagrante, les impérialistes américains prônent le vieux rythme usé et rebattu de "la menace soviétique" qui plus loin se dresse sous la forme d'une descente probable d'une véritable armada soviétique dans l'Océan Indien, résultant d'une éventuelle ouverture du Canal de Suez dans un proche avenir. De nombreuses machinations sont élaborées pour détourner l'attention de l'opinion publique mondiale, et surtout des peuples riverains de l'Océan Indien, du danger réel qui menace la cause de la paix.

Tout ceci ne peut cacher la réalité incontestable que l'île de Diego Garcia est en train d'être militarisée en vue d'un déploiement de forces contre les pays de l'Océan Indien et du Golfe arabe riches en dé-

pôts de pétrole. Les porte-parole impérialistes américains ont avoué ouvertement qu'une telle présence militaire fournira un "levier" diplomatique dans leurs tractations avec les pays de l'Océan Indien. Cette nouvelle agression doit être examinée dans le contexte de la politique traditionnelle des impérialistes et des néo-colonialistes visant à maintenir la tension militaire dans la région de l'Océan Indien.

En appréciant l'importance de la base de Diego Garcia il nous faut garder à l'esprit les diverses dispositions des traités et les possessions stratégiques britanniques de la région. Ces dernières disposent de certaines communications et facilités de relais dont l'utilisation de l'aéroport de l'île Maurice à la suite d'un accord expirant fin 1974, la responsabilité de la défense et de la sécurité intérieure des îles Seychelles dans les territoires britanniques de l'Océan Indien; l'arrangement du Gouvernement britannique et de l'Afrique du Sud, vers la fin de l'année 1970, en vue d'utiliser la base navale de Simonstown en Afrique du Sud en échange de fournitures d'armes britanniques au régime d'apartheid qui déjà vise à étendre l'influence de l'OTAN dans la zone de l'Océan Indien.

Diego Garcia peut être considéré comme le point culminant des conspirations impérialistes contre les pays afro-asiatiques récemment libérés et le point de départ de nouveaux actes d'agression. Le Portugal est déjà d'accord pour fournir une base navale aux Etats-Unis d'Amérique au Mozambique, en échange d'une assistance pour supprimer les mouve-

ments de libération dans les colonies portugaises. Allié des Etats-Unis en Asie, l'Iran est encouragé à devenir une grande puissance navale et militaire avec une aide de 2 billions de dollars fournie par les Etats-Unis.

Dans ce contexte, la lutte pour conserver à l'Océan Indien son caractère de zone de paix prend une importance et une portée plus grandes.

La lutte pour garder à l'Océan Indien son caractère de zone de paix offre toutes les chances de remporter un triomphe. Dans ce contexte, l'appui public et gouvernemental croissant accordé à la proposition d'élaborer un système de sécurité collective en Asie constitue une indication significative.

L'Océan Indien ne sera une zone de paix que par la puissance de l'union et de l'action commune des peuples épris de liberté en Asie et en Afrique. Au niveau de l'Etat, les Etats riverains de l'Océan indien comme l'Inde, le Sri-Lanka, la Tanzanie, le Bangladesh et d'autres sont déjà actifs au sein des Nations Unies et du Mouvement des Non-alignés.

Il devient, par conséquent, d'une grande importance de mobiliser l'opinion publique mondiale des Etats riverains de l'Océan Indien pour liquider la base de Diego Garcia et libérer l'Océan Indien des mouvements bellicistes des navires de la Flotte américaine et des ogives nucléaires. Il est donc d'une importance capitale que le Mouvement de Solidarité Afro-Asiatique joigne ses mains à celles d'autres initiatives afin que l'Océan Indien demeure une zone de

paix. L'Organisation de la Solidarité des Peuples Afro-Asiatiques doit adopter toutes les mesures possibles afin de donner un appui efficace à l'initiative prise par le Congrès Mondial des Forces de la Paix et le Conseil Mondial de la Paix en vue de convoquer une conférence internationale pour que l'Océan Indien demeure une zone de paix.

L'OSPAA invite toutes ses organisations-membres à organiser des actions d'appui en faveur des propositions suivantes :

- 1) Accélérer une campagne d'activités internationales pour appuyer la lutte des peuples indochinois pour le strict respect et l'application scrupuleuse par les Etats-Unis d'Amérique et l'Administration de Saïgon de l'Accord de Paris, en particulier les articles concernant le cessez-le-feu, la libération du personnel civil détenu, la garantie des libertés démocratiques au peuple, l'application scrupuleuse par les Etats-Unis et par l'administration de Vientiane de l'accord de Vientiane sur le Laos et la fin de la guerre d'agression américaine au Cambodge.
- 2) Lancer une vaste campagne de solidarité pour appuyer la lutte des peuples arabes contre l'agression israélienne soutenue par les Etats-Unis, pour l'évacuation complète des troupes israéliennes des territoires arabes occupés depuis juin 1967, pour assurer au peuple arabe de Palestine ses droits nationaux légitimes de retourner dans sa patrie et d'y exercer son

droit à l'autodétermination, et d'appuyer sa lutte pour acquérir ces droits par tous les moyens.

- 3) Une campagne internationale pour démanteler les bases militaires, et abroger les pactes militaires impérialistes.
- 4) L'appui international aux efforts effectués en faveur de la réunification pacifique de la Corée et la condamnation des tentatives américaines en vue de créer deux Corées.
- 5) Assurer la paix dans le sous-continent indien en fonction des Accords de Simla et de Delhi signés entre l'Inde et le Pakistan et de la Déclaration Conjointe Inde-Bangladesh.
- 6) L'admission de la République Démocratique populaire du Bangladesh aux Nations Unies.
- 7) La convocation d'une Conférence Internationale des forces éprises de paix en coopération avec le Conseil Mondial de la Paix afin de démanteler les bases militaires étrangères de l'Océan Indien, en se référant en particulier à l'île de Diego-Garcia.

COMMUNIQUE SUR LA REUNION CONSULTATIVE REGIONALE ASIATIQUE (La Nouvelle-Delhi, 9-10 Mars 1974)

La XIème session du Conseil de l'Organisation de Solidarité des Peuples Afro-Asiatiques se tiendra à Bagdad du 24 au 28 Mars 1974.

En vue de préparer cette session du Conseil, un nombre de réunions consultatives régionales des organisations membres — comités nationaux de solidarité et mouvements de libération nationale — ont été invités à discuter des problèmes brûlants de l'heure et des derniers développements dans leurs zones respectives.

La réunion pour la région asiatique a été tenue à la Nouvelle-Delhi les 9 et 10 mars 1974 sur la demande du Secrétariat de l'OSPAA, en présence des représentants des Comités de Solidarité du Bangladesh, d'Egypte, de l'Inde, d'Irak, de Mongolie, du Népal, du Srilanka, du Sud-Vietnam et de l'URSS.

La délégation de l'OSPAA était dirigée par M. Aziz Chérif, ministre irakien et Secrétaire Général du Comité National pour la paix et la solidarité.

Les participants ont discuté en détail les problèmes majeurs qu'affrontent les peuples d'Asie, à savoir la violation des Accords de Paris et autres

accords sur l'Indochine par les Etats-Unis et leurs interventions continues dans le Sous-Continent indien, les nouvelles menaces impérialistes contre les peuples d'Asie, en particulier celle représentée par l'installation de bases militaires américaines dans l'Océan Indien, l'agression israélienne continue, soutenue par les Etats-Unis d'Amérique contre les peuples arabes, les fournitures massives d'armes aux forces réactionnaires et l'offensive du néo-colonialisme américain.

La réunion a fortement recommandé l'intensification de l'action en vue de renforcer l'union et la coopération asiatiques, a accueilli favorablement les récents accords bilatéraux et multilatéraux passés entre les pays asiatiques sur la base de l'anti-impérialisme et entre les pays asiatiques et les pays socialistes. La réunion a demandé que des mesures adéquates soient adoptées afin de développer un système de sécurité collective pour l'Asie. Elle a salué les récents développements survenus dans le sous-continent indien en vue d'une normalisation et a particulièrement salué la prochaine réunion des Ministres des Affaires Etrangères du Bangladesh, de l'Inde et du Pakistan.

Les participants ont remercié l'Organisation Indienne pour la Paix et la Solidarité pour la coopération qu'elle a offerte en vue d'organiser cette réunion et pour avoir fourni une contribution précieuse à la réussite de cette réunion en discutant de tous les problèmes de la paix, de la coopération et de la sécurité en Asie.

DOCUMENT DE TRAVAIL SUR LA SITUATION EN AFRIQUE

Situation mondiale contemporaine

La situation mondiale actuelle se caractérise par l'ascendance des forces anti-impérialistes, anti-colonialistes, anti-néo-colonialistes, anti-racistes, anti-sionistes, pour l'indépendance nationale, la paix et le progrès social. Elle constitue, sans aucun doute, une étape d'escalade dans la lutte définitive contre l'impérialisme.

La victoire des peuples du Vietnam, du Laos et du Cambodge, celle des peuples arabes contre le sionisme et notamment pendant et après la guerre d'octobre, la victoire des mouvements de libération nationale cristallisée clairement par l'apparition de la République de la Guinée-Bissau, le développement invincible dans toutes les sphères des forces populaires, les succès et la représentativité de conférences internationales telles que celle de Rome en appui à la lutte contre le colonialisme portugais, celle d'Oslo contre l'apartheid et le colonialisme en Afrique Australe, de la Conférence Internationale des Trade-Unions contre l'apartheid tenue à Genève, du Congrès des forces de la paix tenu à Moscou, de la session extraordinaire des Ministres des Affaires

Etrangères tenue à Addis-Abéba, le Sommet arabe tenu à Alger, l'ascendance croissante de la demande des forces progressistes pour la paix et la justice, sont autant de facteurs démontrant la supériorité des forces progressistes sur celles de l'impérialisme.

L'impérialisme mondial subit des défaites inévitables et irréversibles. Il convient de comprendre son agressivité et sa nature vicieuse découlant de son désespoir face aux innombrables échecs.

L'OSPAA

Conformément à ses objectifs, l'OSPAA a toujours été et continuera à se tenir aux côtés de ces peuples qui mènent de vaillantes luttes contre l'impérialisme, le colonialisme, pour défaire le racisme, le sionisme et l'oppression aussi bien en Indochine, dans les Colonies Portugaises et en Afrique Australe que dans le Monde Arabe.

En application des décisions de la 5ème Conférence et de la 12ème session du Comité Exécutif, l'OSPAA met l'accent sur son engagement historique d'appuyer les peuples africains qui affrontent fermement les tentatives des impérialistes visant à assassiner les leaders progressistes, à envahir les pays progressistes avoisinants et appuyant les mouvements de libération dans chaque partie du monde car l'OSPAA reconnaît la nécessité de l'unité pour l'ensemble des forces progressistes.

En Afrique, l'OSPAA considère la juste lutte anti-impérialiste menée par les peuples continentaux

et appuyée par les forces mondiales progressistes comme une lutte organiquement la même, bien que menée à divers niveaux, au niveau de la libération nationale contre le colonialisme, et au niveau du néo-colonialisme, et comme également une lutte en faveur d'un profond progrès socio-économique.

Mouvement de libération nationale. ---

Lutte contre le colonialisme

C'est un anachronisme de constater à cette étape du développement humain que le problème de la libération nationale et notamment la lutte contre le colonialisme demeure un problème majeur pour tous les peuples d'Afrique et d'Asie. Les peuples, les organisations et les gouvernements progressistes tant en Afrique du Sud qu'en dehors de ce pays estiment nécessaire de mettre fin au colonialisme en Afrique non seulement en raison de l'oppression et de l'exploitation impitoyable qu'il inflige aux peuples africains dans les zones non encore libérées, mais également en raison de la menace qu'il constitue pour les pays africains.

Le colonialisme portugais

Le colonialisme portugais en Angola, au Mozambique, dans les régions non libérées de la Guinée Bissao et Cap Vert, à Sao Tomé et Príncipe est le plus féroce et le plus tyrannique dans son genre, alors que la domination coloniale a été stigmatisée par la conscience humaine comme étant un crime répugnant. L'attitude infâme des dirigeants portu-

gais fascistes qui ne connaissent aucune loi et qui sont voués à la défaite, ont eu recours à l'assassinat et au meurtre des masses. L'Afrique et le monde ont perdu, par ces moyens, des leaders éminents, tels que Eduardo Mondlane, du Mozambique et Amilcar Cabral, de la Guinée Bissau. Les assassinats en masse perpétrés au Mozambique ont été dévoilés au monde.

Les barrages de Cabora Bassa et de Cunene sont des tentatives désespérées auxquelles recourent le Portugal et les forces impérialistes pour implanter le colonialisme portugais en Afrique.

La République de la Guinée-Bissau et des Îles du Cap Vert

L'OSPAA salue la naissance de cette nouvelle République qui constitue une importante réalisation du Mouvement de Libération en Afrique. Ce droit de vote pour un peuple auquel on le lui avait refusé pendant de si longues années, et la reconnaissance de cette nouvelle république par un grand nombre de pays ont été d'importantes victoires pour les forces éprises de paix à travers le monde. Les profondes transformations socio-économiques déjà effectuées démontrent clairement le rôle important que jouera la République de la Guinée-Bissau et des îles du Cap Vert.

Angola

La lutte en Angola a atteint un niveau sans précédent. Plus du 1/3 du territoire habité par plus d'un

million d'habitants se trouve placé sous la supervision du MPLA. Nous estimons que cette nouvelle unité permettra à la lutte dans ce pays de se développer encore davantage.

Mozambique

Le FRELIMO ouvre de nouveaux fronts obligeant les colonialistes portugais et leurs alliés à accroître leur potentiel militaire ce qui fait que l'Afrique du Sud a augmenté sa participation directe et militaire aux côtés du Portugal.

L'Assemblée générale a, au cours de la 27ème session, adopté une résolution affirmant que les mouvements de libération du MPLA en Angola, du PAIGC en Guinée Bissau et Îles du Cap Vert, et du FRELIMO au Mozambique, sont considérés comme étant les véritables porte-parole de leurs peuples et que ces organisations doivent être présentes lors de la discussion de problèmes relatifs à ces pays.

Zimbabwe

Au Zimbabwe, où la lutte armée a commencé et se développe de jour en jour, le régime illégal des colons blancs a introduit une législation d'apartheid en vue de renforcer son oppression. Face au soulèvement populaire, le régime Smith n'hésite pas à recourir à la force brutale calquée sur celle appliquée par ses voisins de l'Afrique du Sud.

Namibie

Ce pays représente un cas spécial du colonialisme car il a été illégalement converti en une colonie de l'Afrique du Sud. Les Nations Unies doivent assumer une grande partie du blâme puisqu'elles partagent la responsabilité de l'évolution de ce cas. Face au refus catégorique de l'Afrique du Sud de se retirer, le SWAPO mène une lutte armée contre les occupants et a enregistré d'importantes victoires. La transplantation de la législation sud-africaine en Namibie, dont la politique bantoustan notoire, ainsi que l'emprisonnement continu des patriotes namubiens dans l'île Robben, doivent être condamnés.

Afrique du Sud

La situation actuelle se caractérise par un soulèvement politique des masses, manifesté par la lutte des ouvriers, des étudiants, des professionnels et par les activités clandestines accrues du CNA en vue des combats qui se préparent à l'avenir. Le racisme a été condamné comme crime international; plusieurs conférences internationales contre l'apartheid ont été tenues. Il incombe de trouver les moyens susceptibles de coordonner les résolutions de ces conférences.

Côte des Somalis

Le mouvement de résistance mené par le front pour la libération de la Côte des Somalis se renforce de jour en jour, malgré les répressions barbares pratiquées par les colonialistes français et leurs fantoches.

Iles Comores et Seychelles

La juste lutte du peuple de ces îles sera victorieuse. La France, principale fournisseur d'armes à l'Afrique du Sud, en violation des résolutions des Nations Unies, doit être jetée hors de ce pays.

Sahara espagnol et Iles Canaries

L'Espagne continue de garder certaines parties du Continent africain sous sa domination. Il incombe d'éveiller la prise de conscience de l'opinion publique mondiale et africaine afin que les mouvements de libération dans ces pays reçoivent l'attention nécessaire.

Erythrée

Il incombe que l'opinion publique mondiale connaisse la lutte du peuple érythréen afin qu'il obtienne le droit à l'auto-détermination violé par les Nations Unies.

Le contenu politique et social des mouvements de libération nationale s'est approfondi, ouvrant la voie à de nouvelles possibilités.

L'OSPAA est prête à oeuvrer avec les organisations nationales et internationales afin d'élaborer un programme d'action qui accorderait le maximum d'aide aux mouvements de libération. Plusieurs résolutions adéquates ont été adoptées par l'OSPAA, par d'autres organisations et par des conférences internationales spécialisées. Il conviendrait de coordonner

ner leur mise en application. Dans le cadre de la décennie pour la lutte contre le racisme, l'on peut envisager plusieurs projets. Les mouvements de libération doivent recevoir le plus grand appui possible dans les domaines matériel, politique et moral.

Lutte contre le néo-colonialisme

L'OSPAA réitère la signification de la lutte pour la réalisation de la construction sociale et économique face aux complots et à l'infiltration néo-colonialiste. A cet égard, il est important de mentionner que l'indépendance nationale réalisée par nombre de nos pays, ne constitue que le commencement d'une longue voie ardue, et il est de notre devoir de lutter à chaque étape avec une ferme détermination, un esprit de sacrifice, pleinement conscients que nous sommes au seuil d'une tâche épineuse et pénible qui n'est pas moins importante que la lutte pour l'indépendance politique.

Bien que plusieurs pays en voie de développement aient réalisé une indépendance politique, il n'en demeure pas moins qu'ils sont loin d'atteindre l'indépendance économique. Leur économie dépend encore dans une très large mesure de leurs anciens maîtres, ce qui limite et obstrue leurs activités politiques en faveur de l'amélioration du niveau de vie de leurs peuples. La structure économique de monoculture héritée du passé avec tout ce qui l'entoure, comme la demande, les prix et autres conditions de réalisation, sont déterminés par les centres de consommation économiquement supérieurs. L'unité des

forces progressistes intérieures avec les forces anti-impérialistes mondiales est une condition essentielle afin de liquider les réactionnaires internes appuyés par leurs maîtres impérialistes.

Rôle des compagnies multi-nationales

Ces compagnies, qui dans plusieurs cas, sont financièrement plus puissantes que certains petits pays africains constituent la principale entrave à la lutte pour une véritable indépendance politique et économique. Le rôle de la compagnie de télévision et de télécommunications au Chili (ITT) en est un exemple frappant. Il est nécessaire de freiner les activités et le pouvoir d'action de ces super-compagnies.

Rôle du Secteur d'Etat

Il incombe d'augmenter le rôle du secteur public de façon à le rendre capable d'influencer décisivement sur la vie économique du pays. L'on ne peut réaliser la liquidation de la domination néo-colonialiste sans apporter des réformes sociales fondamentales, telles que la réforme agraire, la démocratisation de l'enseignement, l'industrialisation sous le contrôle du secteur public et social et sans amener le peuple à participer aux organes dirigeants du pays.

Voie non-capitaliste de développement

Pour réaliser une véritable indépendance politique, il est nécessaire de suivre la voie du non-capitalisme.

Les pays d'Afrique ne peuvent se développer en pillant les richesses des autres et en subjuguant des peuples et des nations comme la plupart des pays capitalistes développés l'ont fait. La seule voie devant les pays en voie de développement constitue à mettre en valeur leurs ressources nationales en comptant principalement sur leurs efforts et en recevant l'assistance des pays socialistes.

Ces derniers ont, par leur attitude, soulevé la fureur des pays impérialistes qui ont, par voie de conséquence, entrepris de mener des coups d'Etat, des complots, des assassinats, du sabotage économique, réduisant les prix de leurs produits bruts d'exportation causant ainsi un déséquilibre dans la balance commerciale, augmentant par là les dettes nationales, une pénurie dans les produits de consommation et des troubles politiques.

Pays limitrophes aux colonies

Ces pays limitrophes aux pays ennemis de l'Afrique affrontent de grands dangers. Plusieurs tentatives ont été déjà menées pour envahir des pays indépendants comme la Guinée, la Zambie, la Tanzanie, le Congo, le Sénégal et le Zaïre et ont été repoussées. Il incombe de leur accorder le maximum d'appui.

Dangers du sionisme

Le sionisme, allié à l'alliance profane d'apartheid pratiquée par Vorster, Smith et les colonialistes portugais épaulés par l'impérialisme mondial, no-

tamment américain et britannique, constitue un véritable danger pour nos peuples.

Israël joue, dans la partie nord de notre continent, le même rôle que joue l'Afrique du Sud en Afrique Australe. Il continue d'occuper les territoires arabes, en violation des résolutions des Nations Unies et en défi des missions de paix envoyées par l'OUA. Le peuple palestinien demeure un peuple de réfugiés hors de son pays. Israël, condamné et isolé lors de la guerre d'octobre, a reçu un appui concret de l'Afrique du Sud qui lui a envoyé ses "Mirage" et du Portugal qui a ouvert ses aéroports et ses ports au transport d'armes vers Israël. Les ennemis de l'Afrique et des peuples arabes se sont unis en une cause diabolique.

Unité des peuples africains et arabes

La guerre d'octobre a joué un rôle positif dans plusieurs sens, par la victoire éclatante enregistrée par nos frères arabes sur un ennemi intransigeant et arrogant imbu de sa pseudo-invincibilité, mythe qu'il s'est créé de toutes pièces. Il est surprenant et regrettable qu'une telle arrogance raciale émane d'un peuple qui a tellement souffert et subi, par les mains des racistes nazis, les massacres et les tortures les plus indescriptibles.

La rupture des relations diplomatiques entre la majorité des Etats africains indépendants et Israël a ouvert la voie à une plus grande unité entre les peuples arabes et africains. Le Sommet arabe a décidé l'embargo sur le pétrole à l'encontre des en-

nemis des peuples africains et a promis une aide financière et matérielle aux pays africains. Plusieurs possibilités — que ont toujours existé — ont été saisies dans l'intérêt des peuples opprimés par les impérialistes. Il est devenu possible aujourd'hui à deux peuples de pratiquer directement le commerce qui se faisait exclusivement par le truchement des pays métropolitains. Les communications s'amélioreront afin de promouvoir une plus grande entente mutuelle et l'on peut déclarer qu'il sera possible de tenir, dans un proche avenir, un Sommet arabo-africain. Les peuples arabes et africains ont trouvé une nouvelle signification dans l'unité qui, sans aucun doute, se renforcera.

Unité des forces anti-impérialistes mondiales

La nouvelle situation internationale favorable appelle, urgemment, la nécessité d'élargir et d'approfondir le front anti-impérialiste mondial au sein des pays socialistes, des mouvements de libération nationale et des forces progressistes anti-monopolistes au sein du camp impérialiste, dirigées par la classe laborieuse. La lutte des peuples arabes a démontré que les ennemis de la liberté, bien qu'unies, se séparent et se divisent s'il y va de leur intérêt individuel.

DOCUMENT DE TRAVAIL

REUNION DES COMITES DE SOLIDARITE DANS LES PAYS SOCIALISTES

Le Caire, le 3 Février 1974

Cette réunion des comités de solidarité dans les pays européens socialistes et le Secrétariat Permanent de l'OSPAA fait partie d'une série de réunions et visites vouées aux préparatifs de la prochaine réunion de la XIème session du Conseil devant se tenir à Bagdad fin mars 1974.

De telles réunions et visites ont été envisagées en tant que moyens susceptibles d'assurer un échange régulier et total des points de vue et d'examiner les problèmes principaux qui seront discutés au sein du Conseil. C'est ainsi qu'une délégation du Secrétariat a effectué une tournée en Afrique Occidentale. Une autre délégation a visité le Japon, alors qu'une réunion s'est tenue au Caire entre le Secrétariat Permanent et les comités de solidarité dans les pays arabes.

La convocation de cette réunion reflète la véritable signification que l'OSPAA accorde au rôle joué par les comités de solidarité dans les pays socialistes d'Europe dans le cadre du Mouvement de la Solidarité Afro-Asiatique. Le rôle des pays socialistes a été apprécié par l'OSPAA, dès sa fondation en 1957. Il ne serait pas exagéré de dire que la contribution

des comités de solidarité dans les pays socialistes, dans les domaines politique, moral et matériel a été l'un des principaux édifices de l'OSPAA et a aidé à relever l'efficacité du mouvement.

La valeur de ce rôle découle de la prise de position historique adoptée par l'Union Soviétique contre l'impérialisme et le colonialisme dans toutes leurs manifestations qui revêtent soit une forme politique, soit la forme de l'exploitation économique, de la politique du racisme et de la discrimination raciale.

Le triomphe de cette grande révolution et l'émergence de l'URSS eurent de profondes répercussions sur les mouvements de libération en Afrique et en Asie. Grâce à l'appui accordé par l'URSS et les pays socialistes, les mouvements de libération purent enregistrer de nombreuses victoires, les bastions de l'impérialisme et du colonialisme commencèrent à s'écrouler l'un après l'autre.

Le soutien que les pays socialistes et les mouvements de libération s'accordent réciproquement émane de la foi et de l'adhésion aux principes de lutte commune menée contre l'impérialisme et le colonialisme et aux efforts qu'il leur faut déployer pour éliminer les vestiges de ce système. C'était un engagement qui n'émane pas uniquement des sentiments de fraternité et d'amitié, c'était aussi un engagement d'ordre idéologique que l'URSS et les pays socialistes ont adopté vis-à-vis de la lutte menée contre l'impérialisme en vue d'appuyer les peuples à recouvrer leur indépendance et à renforcer cette indépendance face aux nouveaux efforts déployés par

l'impérialisme. Les relations établies entre les pays socialistes et les mouvements de libération nationale reflètent les objectifs communs.

A part l'assistance accordée par ces comités à l'OSPAA, ils ont dernièrement entrepris de convoquer une série de séminaires en coopération avec le Secrétariat. En 1973, deux d'entre eux ont été tenus, l'un, en R.D.A. sur le néo-colonialisme, l'autre, en Bulgarie, sur la coopération entre les pays socialistes et les forces progressistes arabes et un troisième doit se tenir à Budapest sur le rôle et la signification de l'unité des forces progressistes contre l'impérialisme et pour le progrès social.

Ces séminaires se caractérisent par leurs relations directes avec les principaux problèmes des peuples et des pays d'Afrique et d'Asie ainsi que leur association avec les aspects théoriques et pratiques de leurs problèmes respectifs. Ces séminaires donnent une perspective différente du rôle des pays socialistes au sein du Mouvement de la Solidarité Afro-Asiatique.

Cet appui aux mouvements de libération revêt des formes multiples :

- 1) Différentes formes d'une aide économique désintéressée.
- 2) L'assistance politique fondée sur l'engagement à lutter contre l'impérialisme et à se soutenir réciproquement.
- 3) L'assistance dans les domaines de l'éducation, de la science et de la culture qui revêt la for-

me de formation des cadres afin de permettre aux pays en voie de développement de fonder leur développement social et économique sur des assises solides.

La réunion de la XIème session du Conseil s'inscrit dans une conjoncture de grande importance. Il y a eu d'abord la victoire historique du peuple vietnamien et l'Accord de Paris sur l'Indochine. Ensuite le triomphe des initiatives de paix et le principe de la coexistence pacifique fut mis en application et des mesures définitives furent entreprises pour l'instauration de la paix. Des mesures concrètes furent adoptées pour assurer la sécurité européenne.

La crise du Moyen-Orient entre dans une nouvelle phase après la victoire historique remportée par les forces armées égyptiennes et syriennes. Elle a mis l'accent sur l'efficacité combative du soldat arabe, comme elle a souligné la capacité des Arabes à imposer une paix équitable, à libérer les territoires occupés ainsi que la récupération des droits du peuple palestinien.

Mais la détente internationale en tant qu'étape concrète vers une paix permanente n'a pas été atteinte, comme l'ont prétendu certaines sources, aux dépens des mouvements de libération ou aux dépens de la lutte menée pour l'indépendance nationale. L'appui évident présenté par l'Union Soviétique dans les domaines militaire, économique et politique est une preuve à l'appui. Il prouve clairement que la détente n'est pas et ne peut être incompatible avec la lutte menée pour l'indépendance et la libération.

Outre l'aide présentée à l'échelon gouvernemental, les comités de solidarité dans les pays socialistes européens ont envoyé par la voie aérienne des cargaisons de plasma sanguin, de nourriture, de médicaments, des habits et le matériel indispensable en temps de guerre.

Des centaines de résolutions ont été adoptées dans les usines, les écoles, les universités des pays socialistes pour appuyer la juste lutte des peuples arabes contre l'impérialisme et le sionisme.

La guerre du 6 octobre 1973 a constitué un véritable examen de l'indomptable position des pays socialistes appuyant le mouvement de libération arabe; elle a également été une preuve évidente que la volonté d'un peuple de lutter pour la liberté ne peut jamais s'affaiblir.

Le Congrès Mondial des forces de la paix tenu à Moscou a constitué le point culminant de toutes les aspirations de l'humanité pour l'établissement d'une paix juste et durable. Le Congrès n'a pas laissé un seul sujet relatif à la paix sans y toucher, et quelques rapports importants y ont été adoptés. Il est de notre devoir au sein de l'OSPAA, de concert avec les comités de solidarité dans les pays socialistes d'Europe, de suivre de près ce grand congrès et d'avoir pleinement recours à ses délibérations et rapports.

L'un des faits importants qui a émergé de ce Congrès a été l'appui total accordé à tous les combattants pour la liberté en Indochine, au Moyen-Orient et en Afrique.

Le Congrès de Moscou a clairement indiqué que la lutte pour la paix et la lutte pour la libération et l'indépendance ne peuvent être dissociées. L'établissement de la paix accélérera la lutte pour l'indépendance : les deux constituant les deux aspects de la médaille.

Un autre facteur important dans la situation mondiale est l'intensification de la lutte en Afrique contre l'impérialisme, le colonialisme et la discrimination raciale. La lutte de libération s'accroît et quelques gains ont été enregistrés ; le plus important a été la proclamation de l'indépendance de la Guinée-Bissau et son admission à l'OUA en tant que membre à part entière. Cette déclaration de l'indépendance a été le résultat d'une vaillante lutte menée par le peuple de la Guinée Bissau et grâce à l'assistance des pays africains indépendants et des pays socialistes. La contribution des comités de solidarité à la lutte de libération en Guinée-Bissau, au Mozambique, en Angola, en Afrique du Sud, au Zimbabwe et en Namibie n'a pas besoin d'être rappelée. Cette assistance se poursuivra tant pour la lutte que pour le processus. Il est bien connu que la lutte pour la reconstruction n'est pas moins importante que la lutte armée, et la formation de cadres n'a pas moins de valeur que l'entraînement des soldats.

Un autre développement a été l'unification des mouvements populaires appuyant la lutte de libération, ainsi que l'étroite coopération entre ces mouvements, d'une part, et l'ONU et l'OUA, d'autre part. D'importantes réunions tripartites ont été organisées

telles que la Conférence sur la Namibie à Bruxelles et la Conférence d'Oslo sur la discrimination raciale. Le Secrétariat Permanent de l'OSPAA a participé à ces deux conférences et y a joué un rôle important. Actuellement le Secrétariat participe aux réunions préparatoires à la conférence internationale des OIC sur le racisme et l'apartheid devant se tenir à Genève du 1er au 4 septembre 1974. Le Secrétariat participe également au groupe de travail et a été chargé d'élaborer un des principaux documents pour la conférence sur le rôle de l'Information dans la lutte contre le racisme et l'apartheid.

La défaite des forces agressives impérialistes en Indochine et au Moyen-Orient accompagnée par la détente en Europe a créé des conditions favorables pour la réalisation d'un système collectif de sécurité en Asie. Les liens d'amitié et de coopération s'accroissent parmi les pays asiatiques, la normalisation des relations dans le sous-continent indien, le désir de réalisation d'une réunification pacifique du peuple coréen, les traités bilatéraux d'amitié signés entre l'Union Soviétique et autres pays socialistes et plusieurs pays non-alignés d'Asie et d'Afrique sont autant de facteurs positifs dans cette direction.

Il est évident que le Secrétariat Permanent assume une nouvelle phase de ses activités qui se caractérise par une mobilité accélérée qui se présente sous la forme de tournées et de visites et plus fréquemment aux réunions et conférences internationales, à celles des Nations Unies et de l'OUA.

Pour être plus efficace, cette nouvelle phase ap-

pelle de plus grandes améliorations et développements comme l'agrandissement du siège, l'amélioration de l'équipement, l'accroissement des services, la création d'une nouvelle bibliothèque bien fournie, un budget élargi ainsi que l'assurance de recevoir des billets d'avion.

Bien que les comités de solidarité ont régulièrement contribué tant dans le domaine financier que dans celui des services, il y a encore beaucoup à faire en matière d'action coordonnée et d'organisation afin d'assurer le succès de cette très importante phase.

A la lumière de cet exposé, nous proposons la discussion des sujets suivants :

- 1) Le développement d'un plan commun et la prise de mesures organisationnelles pour une assistance unifiée aux mouvements de libération qui luttent et ceux qui oeuvrent en faveur de la reconstruction. Ce plan et ces mesures doivent être élaborés à la lumière des exigences actuelles : équipements, cadres, bourses d'études, etc.
- 2) A cet égard, il conviendrait d'examiner plus profondément la proposition de créer un Centre afro-asiatique de recherches et d'information : celui-ci serait responsable des recherches dans les divers pays africains et asiatiques ainsi que de la formation de cadres. Il est nécessaire que les comités de solidarité dans les pays socialistes d'Europe accordent leur assistance pour la création de ce Centre pour l'élaboration de son programme et pour

son fonctionnement. Il est nécessaire de créer un "Groupe de Travail" qui serait chargé d'élaborer d'ici jusqu'à la fin de l'année en cours un projet complet relatif aux objectifs, aux programmes d'activités, au financement, aux cadres, aux directifs scientifiques financiers, administratifs et autres détails nécessaires à ce Centre. Ce dernier devrait devenir une source d'informations et de références scientifiques et doit avoir ses propres publications périodiques et son service de nouvelles.

- 3) Organisation de séminaires dans les pays socialistes et afro-asiatiques portant sur des thèmes intéressant directement les principes du mouvement de solidarité afro-asiatique et les pays membres d'action commune entre les comités et le Secrétariat Permanent. De tels séminaires doivent être suivis par la publication de leurs documents dans le cadre d'un programme de publication.
- 4) Rôle de l'OSPAA à l'échelon international, à savoir au sein des ONG pour assurer sa participation et celle des organisations amies aux réunions de ces Organisations. Examiner les méthodes efficaces susceptibles d'élargir et d'approfondir les relations avec les Organisations internationales, telles que les Nations Unies, l'OUA, la Ligue Arabe et autres, ainsi que la possibilité pour les comités de solidarité dans les pays socialistes européens de garantir la participation de l'OSPAA aux réunions de ces organisations.

DOCUMENT DE TRAVAIL

**pour la solidarité des peuples afro-asiatiques
avec les patriotes chiliens et toutes les forces
progressistes de l'Amérique Latine**

- 1) Le mouvement de la solidarité afro-asiatique, faisant partie intégrante de l'ensemble du front anti-impérialiste et menant une lutte commune avec tous les peuples à travers le monde en faveur de la libération nationale et sociale, l'indépendance, la liberté, la paix et la sécurité, considère la lutte des peuples de l'Amérique Latine contre l'impérialisme et la réaction comme une partie inséparable de sa propre lutte.
- 2) La situation internationale actuelle se caractérise par l'offensive totale des idées de la paix, de la démocratie et du progrès, le renforcement des forces poursuivant la lutte pour la relaxation de la tension internationale, la souveraineté et la sécurité des peuples.
- 3) Le coup d'Etat fasciste du 11 septembre 1973 au Chili a renversé le gouvernement légal du Président S. Allende, les violentes provocations militaires du gouvernement fantoche de Saïgon perpétrées contre les patriotes vietnamiens, les actions agressives d'Israël au Mo-

yen-Orient, démontrent que les forces de l'impérialisme et de la réaction ne se sont pas abstenues de leurs tentatives visant à étouffer la lutte des peuples pour la libération, l'indépendance, la démocratie, la paix et le progrès social.

- 4) A l'heure actuelle, les forces démocratiques en Argentine ainsi que le processus démocratique au Pérou, au Panama et dans les autres pays de l'Amérique Latine, sont menacées.
- 5) Les élections démocratiques organisées il y a trois ans qui ont porté au pouvoir au Chili le gouvernement de l'unité populaire, dirigé par le Président S. Allende, ont asséné un coup dur à la réaction tant chilienne qu'étrangère. Le peuple chilien a choisi la même voie que celle poursuivie par le Cuba qui a soulevé bien haut la bannière de la liberté en Amérique Latine, celle de la lutte pour la libération du pays du règne des monopoles américains.
- 6) Le gouvernement de l'unité populaire a effectué de profonds changements sociaux conformément aux traditions du pays, à sa constitution et à ses lois. Le principal objectif de ces réformes vise à libérer le pays de la domination du capital étranger et à élever le niveau de vie de millions d'ouvriers dans le domaine de l'industrie et l'agriculture. Ce choix du peuple a été à l'encontre du désir de la réaction chilienne, liée aux intérêts des monopoles étrangers. Tout au long des années d'existen-

ce de ce gouvernement, il y a eu une escalade continue de l'opposition des forces réactionnaires vis-à-vis de la politique du gouvernement légitime.

- 7) Les ennemis de la révolution chilienne ont ouvertement violé les lois et la constitution en organisant un sabotage politique et économique et en semant la terreur. Ils ont toutefois réalisé que même par ces méthodes, ils n'arriveront pas à disputer le triomphe du bloc de l'unité populaire. Face à leur défaite totale, les réactionnaires ont eu recours au renversement du système démocratique. Ils étaient appuyés par les mêmes forces qui ont organisé le blocus de Cuba, l'invasion de San-Domingo, celles qui ont maintenu contre la volonté des peuples, les bases militaires à Guantanamo, Panama et Porto-Rico. Il est évident que les cercles impérialistes américains ont encouragé le coup anti-gouvernemental au Chili.
- 8) Le peuple chilien n'est pas isolé dans sa lutte. Sa cause est chère à tout homme de bonne volonté sur terre. La révolution au Chili a servi d'exemple non seulement aux peuples latino-américains mais également aux peuples afro-asiatiques, et celle des forces progressistes dans les pays en voie de développement.
- 9) Arrêter et éliminer le fascisme au Chili signifie infliger un coup décisif à l'impérialisme et à la réaction internationaux. Telle est la tâche

primordiale de toutes les forces progressistes, tâche d'une importance historique.

- 10) Les peuples d'Asie et d'Afrique considèrent la lutte contre le régime fasciste au Chili comme une partie importante de la campagne de solidarité avec la lutte des peuples de l'Amérique Latine. La lutte visant à isoler la junte militaire au Chili, la dénonciation des activités des monopoles impérialistes peuvent infliger un coup dur aux plans de l'impérialisme international dans les pays de développement d'Amérique Latine, d'Asie et d'Afrique.
- 11) L'OSPAA appuie pleinement les résolutions du Congrès Mondial des Forces de la Paix tenu à Moscou sur l'appui aux patriotes chiliens.
- 12) L'OSPAA demande à toutes ses organisations membres d'entreprendre de vastes actions de solidarité avec le peuple chilien, de demander la relaxation de Luis Corvolan, Clodomina Almeyda, des ministres du gouvernement de l'unité populaire, de sénateurs, de membres du parlement, des leaders syndicaux, des étudiants et autres détenus politiques, l'arrêt de la poursuite des leaders du mouvement populaire ainsi que la restauration de la liberté de presse.
- 13) Coordonner les actions de solidarité avec le peuple chilien avec le Comité directeur international et le tribunal international sur le problème chilien, créé à la Conférence inter-

nationale de solidarité avec le Chili tenue à Helsinki et dans cet ordre d'idées, les bureaux d'information du Mouvement de l'Unité nationale établis à Rome et à Alger, respectivement, entreprendront de garder un contact direct et régulier par l'envoi d'informations à l'OSPAA qui les diffusera à l'échelon afro-asiatique.

- 14) Demander aux pays du non-alignement d'appliquer constamment les résolutions politiques adoptées au 4ème Sommet tenu à Alger en septembre 1973 concernant le gouvernement populaire de Salvador Allende et de reconnaître le mouvement populaire chilien en tant que seul représentant du peuple chilien luttant contre le fascisme.
- 15) Dans le but d'entreprendre une action politique en appui à la lutte des patriotes chiliens, recommander la création de comités et de commissions de solidarité avec le Chili au sein des organisations nationales de solidarité afro-asiatiques.
- 16) Célébrer annuellement l'anniversaire de Salvador Allende, fils célèbre du peuple chilien, comme une journée de solidarité avec le peuple chilien combattant.
- 17) Lancer une campagne populaire demandant aux gouvernements des pays afro-asiatiques de rompre les relations diplomatiques, politiques, commerciales, économiques, culturelles et autres avec la junte fasciste du Chili.

- 18) Promouvoir la création d'une représentation du mouvement populaire au Chili dans les pays d'Asie et d'Afrique. Il conviendrait à cet égard que l'OSPAA organise sous ses auspices une tournée dans ces pays pour une délégation chilienne.
- 19) Inviter une délégation du Mouvement de l'unité nationale chilien à participer à la prochaine session du Conseil à Bagdad, et faciliter sa participation à toutes les manifestations (congrès, conférences etc...) syndicales, professionnelles, estudiantines, féminines et de la jeunesse, qui se tiendraient dans nos deux continents.
- 20) Examiner la possibilité d'amener l'OUA à adresser au peuple chilien une déclaration d'appui et revendiquant l'application des Droits de l'Homme au Chili.
- 21) Célébrer le 21ème anniversaire de la création de la CUT (Centrale Unique des Travailleurs) le 12 février et ce, par l'envoi d'un message d'appui.
- 22) Suggérer au Parlement norvégien d'accorder à S. Allende, à titre posthume, le *Prix Nobel pour la Paix*.
- 23) L'OSPAA exprime sa conviction que la juste cause du peuple chilien triomphera. Tous les peuples progressistes de par le monde se tiennent aux côtés des patriotes chiliens.

**RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL
DE L'O.S.P.A.A.**

**RAPPORT POLITIQUE ET
ORGANISATIONNEL DU
SECRETAIRE GENERAL
DE L'O.S.P.A.A.**

Bagdad, 24-27 Mars 1974



M. Youssef El Sebei

Chers frères,

Je suis heureux de présenter ce rapport à la onzième session du Conseil de notre Organisation, persuadé que ce qu'il comporte comme analyse, présentation et évaluation de la situation politique qui règne aujourd'hui en Afrique, en Asie et sur la scène internationale en général, ainsi que ce qu'il propose comme programme par rapport à l'action politique et organisationnelle vous intéressera et sera pris en considération. Toutefois, je le présente en tant que document de travail et point de départ des études et des discussions, convaincu que les

discussions et les dialogues fructueux qui animeront ce Conseil et ses comités contribueront à enrichir et à approfondir le contenu de ce document.

Le fait est que ce rapport contient un abrégé des résultats qui ont couronné les efforts longs et laborieux déployés par le Secrétariat Permanent en vue de la préparation de ce Conseil sur la plus vaste échelle.

Le Secrétariat Permanent a proposé l'organisation de réunions régionales pour les groupes de travail, réunions auxquelles il a assigné pour mission de préparer le terrain pour cette assemblée, de lui indiquer des directives de travail, de lui présenter en bref l'opinion des masses. Mais il est indiscutable, bien sûr, que c'est au Conseil — lors de ses séances plénières aussi bien qu'à l'intérieur de ses comités spécialisés — à se prononcer sur la manière dont il peut tirer parti de ce travail.

Dans ce contexte, quatre réunions régionales préparatoires ont été organisées et des groupes spécialisés de travail ont été constitués pour discuter des problèmes du Moyen-Orient, de ceux de l'Indochine, de la question de la sécurité collective et des problèmes asiatiques, abordant également la situation internationale en général et, en particulier, la coopération socialiste et la coopération avec les organisations démocratiques mondiales ainsi que la solidarité avec le Chili et l'Amérique Latine. Sans compter la préparation sérieuse entreprise par le Secrétariat Permanent en Afrique où il a envoyé deux délégations (l'une en Afrique orientale et l'au-

tre en Afrique occidentale). Les deux délégations ont visité un grand nombre de pays africains et ont organisé des réunions importantes avec les comités de solidarité et les organismes membres, réunions au cours desquelles eurent lieu des discussions fructueuses et utiles.

C'est pourquoi, ce rapport contient un compte-rendu des résultats de ces efforts qui, sans aucun doute, vous seront utiles dans vos débats et vos études.

Cette réunion est organisée à la suite de la cinquième Conférence de notre Organisation, cette grande Conférence que nous estimons légitimement être un tournant décisif et l'un des points de repère les plus importants sur la route que parcourt notre Organisation — côte à côte avec vos peuples — dans leur lutte qui n'a pas de cesse. Cette réunion est organisée également à la suite de la douzième session de notre comité exécutif qui s'est tenue à Aden en février 1973 et a été marquée par l'animation de ses débats, la profondeur de ses études et de ses analyses, le sérieux des résolutions qu'elle a prises, représentant ainsi un élan nouveau de notre Organisation et un développement de son œuvre.

Permettez-moi donc, chers collègues, d'exprimer ma profonde gratitude et ma grande considération à la République irakienne, au Conseil National de la Paix et de la Solidarité en Irak. Je remercie en particulier et assure de ma considération le Président Ahmed Hassan El Bakr pour sa généreuse invitation qui nous a permis d'organiser

notre onzième Conseil à Bagdad, pour l'accueil aimable qui nous est réservé partout où nous nous rendons, pour l'aide sincère qui nous est présentée et le grand intérêt qui prend à coeur d'offrir les meilleures chances de succès à cette réunion.

PREMIEREMENT : LA SECTION POLITIQUE

L'Organisation de la Solidarité Afro-Asiatique, comme l'a souligné la Déclaration Générale de notre dernier comité exécutif, est une personification du concept de l'unité opposée à l'impérialisme, l'unité de toutes les forces nationales progressistes dans le monde afro-asiatique et son alliance avec le socialisme mondial et le mouvement de démocratie mondial.

L'unité des forces opposées à l'impérialisme est la première tâche que nous ayons à assumer au cours de l'étape historique et décisive actuelle caractérisée par un progrès de plus en plus grand en faveur des forces de libération populaires.

LE PROCHE-ORIENT

Situation générale :

Depuis la fin des travaux de la douzième session du comité exécutif à Aden, le Secrétariat Permanent de l'Organisation de Solidarité des Peuples Afro-Asiatiques accorde une attention particulière au conflit du Proche-Orient, attention proportionnelle à l'importance des événements en cours

dans la région. Nous sommes profondément convaincus, ainsi que toutes les forces démocratiques et nationalistes dans le monde, que les événements qui se déroulent actuellement au Proche-Orient sont d'une telle gravité qu'ils s'imposent à tous les peuples du monde et engageant, dans leur évolution, de nombreuses forces, constituant ainsi une menace persistante à la paix et à la sécurité internationales. Or, cette situation explosive est due uniquement à l'intransigeance d'Israël et de l'impérialisme américain, ainsi qu'à leurs tentatives constantes de bloquer toutes les chances de paix équitables qui se sont présentées dans la période précédente.

Les plans impérialistes tendaient, par cette atmosphère de crise permanente au Proche-Orient, à saper le mouvement de libération arabe qui se développait de jour en jour et gagnait un appui grandissant à sa lutte juste et humaine contre les forces impérialo-sionistes.

A la suite de la guerre de juin 1967, notre organisation a adopté une politique générale dont les grandes lignes consistent à revendiquer le retrait d'Israël de tous les territoires arabes usurpés, la reconnaissance des droits nationaux et légitimes du peuple palestinien et en particulier son droit à l'autodétermination, l'unification des rangs arabes dans les circonstances exceptionnelles et difficiles que vit actuellement le mouvement de libération arabe et l'unification des efforts conjointement déployés par le mouvement de libération arabe et ses alliés des forces socialistes, dont notamment l'U-

nion Soviétique qui a fourni et fournit toujours à la nation arabe toutes sortes d'assistance et d'appui dans sa lutte contre l'impérialisme et le sionisme. Nous affirmons également que toutes les tentatives entreprises par l'impérialisme et ses agents afin de porter préjudice à cette amitié ont été vouées à l'échec, car cette amitié et cette coopération sont fondées sur une base internationaliste humanitaire forte des objectifs communs de la lutte des peuples arabes et socialistes contre toutes les formes d'impérialisme et de colonialisme et pour la reconstruction de leurs pays et l'établissement du bien-être de leurs peuples.

La question du retrait d'Israël de tous les territoires arabes occupés en juin 1967 et du rétablissement du peuple palestinien dans ses droits nationaux légitimes a passé par de nouveaux stades après la guerre du 6 Octobre. L'ensemble du conflit est sorti, en effet, de son immobilisme statique pour se transformer en affrontements militaires et politiques de vaste envergure. D'importants développements favorables à la cause arabe se sont produits conséquemment aux pertes militaires et politiques subies par Israël, obligeant ainsi l'ennemi à réviser ses calculs, notamment en ce qui concerne la combativité et la ténacité du soldat arabe qui s'est avéré capable de causer les plus graves dégâts à l'entité sioniste.

La glorieuse bataille d'octobre a prouvé aux milieux sionistes l'échec de leur théorie sur la sécurité israélienne basée sur l'agression et l'expansionnisme.

Elle a également prouvé qu'aucun Etat du monde ne peut disposer de frontières défendables à moins qu'il ne suive une conduite favorable à la paix, loin de tout racisme ou agressivité.

Pour la première fois, au cours de la guerre d'octobre, l'importance de la coordination militaire entre les armées arabes s'est concrétisée avec succès. Des troupes irakiennes, algériennes et d'autres pays arabes ont participé aux combats et joué un rôle des plus importants aux côtés des armées égyptienne, syrienne et des forces de la résistance palestinienne. Certains pays arabes producteurs de pétrole, tels que l'Irak, ont entrepris de leur côté, la nationalisation des quote-parts des Etats soutenant l'agression alors que les autres pays producteurs de pétrole de la région ont décidé d'arrêter leurs livraisons de pétrole à destination de ces Etats.

La cause arabe jouit actuellement d'un appui grandissant, la plupart des pays africains et non-alignés lui ont effectivement apporté leur soutien à la suite de l'offensive de grande envergure entreprise à cet effet par les Arabes. Cette attitude s'est manifestée au cours de nombreuses conférences, telles que la Conférence africaine au Sommet et les Sommets non-aligné et islamique. La prise de position des pays africains a eu une importante influence dans le conflit. Tous les Etats africains ont fermement appuyé les peuples arabes dans leur lutte contre l'agression et rompu leurs relations avec Israël qui s'est vu ainsi politiquement isolé, de même que les Etats-Unis qui ont soutenu l'agression

et fourni à l'agresseur toutes sortes d'armements sophistiqués ainsi qu'un appui politique illimité, y compris le recours au veto et le versement de sommes considérables destinées à secourir l'économie israélienne en faillite.

Il convient de mentionner qu'au cours de la période relativement courte qui a fait suite aux combats du 6 octobre, les symptômes bien visibles de la désagrégation de la communauté israélienne ont vu le jour. Un phénomène de cette acuité est sans précédent dans l'histoire de l'agression israélienne.

La pensée israélienne s'acheminait sur deux trajectoires parallèles. Les généraux israéliens qui ont été défaits au cours des combats du 6 octobre ont essayé de gagner du temps pour se préparer à déclencher une nouvelle agression contre la Nation arabe. Ceci a été mis en évidence, par les combats multiples qui se déroulaient quotidiennement sur le front syrien et par l'installation de lignes de défense fortifiées au Sinaï, à l'instar de la ligne Bar-Lev qui a été détruite par les vaillantes forces armées égyptiennes. Ceci a été également relevé par les déclarations agressives du Premier ministre israélien selon lesquelles Israël ne se retirerait pas du Golan et de certaines régions arabes occupées.

La pensée israélienne envisageant, d'autre part, de mener des actions subversives d'aterrissement à la Conférence de Genève afin d'en retarder le cours et de faire traîner les réunions, tout en cherchant à en écarter les Palestiniens. Il convient ici de sou-

ligner l'importance d'une mobilisation des potentialités arabes militaires, de rendre ces forces toujours prêtes afin qu'Israël ne puisse pas s'imaginer à aucun moment qu'il lui est possible de tirer profit de la situation. Très tôt, l'OSPAA a pris conscience de la situation explosive dans la région du Moyen-Orient. Elle a mis en garde, dans toutes les prises de position qu'elle a adoptées, contre la détérioration de la situation, laquelle constitue une menace à la paix mondiale, en raison de l'outrecuidance d'Israël et de ses visées expansionnistes qu'appuie le colonialisme américain.

L'OSPAA a assumé le devoir qui lui incombe. Elle prit part à de nombreux forums et conférences mondiales et régionales pour démasquer les agresseurs et pour expliquer la cause arabe dans toute sa portée. Elle prit part également aux travaux de la Conférence sur la paix et la justice au Moyen-Orient qui s'est tenue à Bologne en Italie, de la conférence d'Helsinki et de celle de Sofia qui réunit les comités de solidarité arabes et ceux des pays socialistes à la réunion d'Elsenstadt en RDA. Le Secrétariat Permanent a participé aux travaux du Congrès mondial de paix de Moscou qui affecta un comité ad hoc à la question du Moyen-Orient. A la séance inaugurale, Leonid Brejnev, le Secrétaire Général du Comité Central du P.C. Soviétique, a prononcé un discours par lequel il a clairement appuyé le droit arabe et a dénoncé l'agression israélienne. Le Secrétariat a enfin pris part à la réunion préparatoire élargie de la conférence sur la justice et la paix qui s'est tenue à Rome et à la

session du CMP qui s'est dernièrement tenue à Sofia en plus d'un grand nombre de conférences de presse et de déclarations politiques publiées par le Secrétariat permanent à diverses occasions.

L'EGYPTE

Depuis la réunion du comité exécutif à Aden, d'importants développements se sont produits en R.A.E. qui est parvenue à affronter avec force et détermination, toutes les pressions impérialistes agressives, à poursuivre l'édification de ses forces armées et à se préparer au coup dur infligé, le 6 octobre 1974, par l'Egypte en étroite collaboration avec la Syrie et les autres pays arabes. Les victoires remportées par les forces armées égyptiennes et syriennes, en collaboration avec les forces irakiennes, algériennes et les forces armées palestiniennes ont profondément changé le cours des événements non seulement au Moyen-Orient mais également sur toute la scène mondiale, elles ont détruit le mythe de l'invincibilité israélienne et dégelé la crise du Moyen-Orient qui s'est imposée dans les instances internationales.

En dépit de l'obstination d'Israël et des forces d'agression, les victoires de la guerre de libération nationale d'octobre remportées grâce à une étroite coopération avec les pays socialistes, notamment l'URSS et les forces mondiales et nationales, particulièrement les forces d'Afrique qui ont apporté un soutien agissant à la juste lutte arabe, ont permis d'imposer les revendications légitimes des peuples

arabes qui insistent sur la nécessité du retrait des forces israéliennes agressives de tous les territoires arabes usurpés le 5 juin 1967 et d'approuver les droits nationaux légitimes du peuple palestinien, y compris son droit de réintégrer sa patrie et son droit inaliénable à l'autodétermination.

Aujourd'hui, la solidité du front égyptien, de son peuple, de son gouvernement et de ses forces armées sous la direction du Président Sadate, s'est manifestée dans la défense de ces revendications. Les premiers résultats de cette sage et courageuse politique se sont concrétisés par le désengagement des forces. Bien que nos forces maintiennent leur vigilance totale afin de parer à toutes les éventualités, l'accent est mis sur l'importance que revêt la Conférence de Genève tenue sous les auspices des Nations Unies et avec la participation de toutes les forces mondiales agissantes, notamment l'URSS, afin de garantir le retrait total et les droits nationaux et légitimes du peuple palestinien sur sa patrie.

Les masses populaires égyptiennes et les forces armées ont joué un grand rôle dans la défense de la nation et ont soutenu le front intérieur contre les actes de sabotage entrepris par les forces impérialistes et leurs complices. Les masses égyptiennes, inspirées par leur passé glorieux et militant, poursuivent leur marche révolutionnaire définie par le leader de la révolution égyptienne, le président disparu Gamal Abdel Nasser, et complétée avec une conscience et un esprit ouvert par le Président

Anouar el Sadate en renforçant les bases de la démocratie en collaboration avec les institutions d'alliance des forces laborieuses du peuple, au moment où se poursuivent les transformations socialistes en faveur des masses populaires.

Le gouvernement et le peuple égyptiens qui ont assisté à la naissance de l'OSPAA il y a 16 ans, poursuivront avec le même zèle le renforcement de l'entité de l'organisation, la consolidation de ses rangs et l'unification de ses forces.

LA SYRIE

La Syrie a joué un rôle exceptionnellement courageux, dans le cadre d'une coordination et coopération complètes avec l'Égypte, au cours de la guerre déclenchée le 6 octobre contre l'ennemi sioniste. Celui-ci a effectivement subi de lourdes pertes sur le front syrien. La fermeté et la ténacité du front intérieur en Syrie ont été, d'autre part, le roc sur lequel se sont brisées toutes les tentatives israéliennes destinées à porter atteinte au moral du peuple, par le bombardement des objectifs civils, des hôpitaux, des quartiers populeux et des lieux de culte.

Les hostilités se poursuivent toujours sur le front syrien alors que les déclarations des dirigeants sionistes reflétant leurs visées expansionnistes dans le Golan viennent constamment aggraver la situation.

Notre organisation, qui condamne vivement cette attitude israélienne irresponsable, se tient ferme-

ment aux côtés du peuple syrien, demande le retrait immédiat d'Israël de tous les territoires qu'il occupe et exhorte toutes les forces démocratiques et nationalistes à apporter leur assistance au gouvernement syrien et à son vaillant peuple dans leur action ardue pour l'édification d'une vie prospère fondée sur la liberté et la justice, en adoptant des transformations économiques progressistes.

LA PALESTINE

La cause palestinienne a enregistré d'importantes victoires politiques au cours de cette étape de la lutte difficile du peuple de la Palestine. Elle jouit, en effet, de l'appui d'un nombre croissant de gouvernements et d'organisations internationales et populaires qui ont manifesté, par tous les moyens, leur soutien à la lutte du peuple palestinien et à la restitution de ses droits nationaux et légitimes, notamment son droit à l'auto-détermination et à la réintégration de sa patrie.

Dès son déclenchement au début de 1965, la révolution palestinienne armée a brisé le mur de l'indifférence qui entourait la cause palestinienne, du fait de la machine publicitaire sioniste aux immenses possibilités qui est parvenue à tromper de larges couches de l'opinion publique mondiale, en particulier en Europe, et en raison de l'absence du peuple palestinien, lui-même, de la scène politique internationale et arabe.

Les victoires de la cause palestinienne se sont concrétisées au cours de nombreuses rencontres et

conférences populaires et internationales, dont notamment les sommets non-aligné et arabe tenus à Alger, la Conférence au Sommet islamique qui s'est tenue dernièrement à Lahore (Pakistan) et les conférences des Chefs d'Etat africains, comme au cours des visites de délégations de l'Organisation de Libération de la Palestine aux divers Etats africains. C'est ainsi qu'a été mise en relief l'entité palestinienne que représente l'OLP, unique représentant légitime du peuple de Palestine.

Ces victoires ont provoqué de la part de l'occupant israélien des mesures arbitraires et une répression plus grande. Israël a lancé ses campagnes d'arrestations intensifiées contre les citoyens arabes, entreprit de les chasser de leur domicile les exposant à des conditions extrêmement pénibles en Cisjordanie. Israël dynamita un grand nombre de maisons, confisqua des terres. Il convient de mentionner en outre les déclarations hystériques reniant au peuple palestinien le droit à l'existence et celui de jouir d'une présence politique dans la région du Moyen-Orient.

L'OSPAA a souligné que l'origine de la crise du Moyen-Orient était la privation du peuple palestinien de ses droits nationaux légitimes sur sa terre, depuis le moment où il fut l'objet de l'agression sioniste contre son territoire, laquelle atteignit son point culminant avec la création de l'Etat israélien en 1948 sur une partie de la Palestine, la dispersion du peuple palestinien, son expulsion et sa privation par la force de ses droits nationaux légitimes et surtout son droit à l'autodétermination.

La Révolution palestinienne armée, déclenchée il y a neuf ans, est parvenue à confirmer l'existence du peuple palestinien, à mettre en relief son entité, à arracher la reconnaissance de son droit légitime à l'autodétermination, à souligner qu'il est inadmissible d'examiner la cause palestinienne sans la participation des représentants légitimes du peuple arabe de Palestine, de transformer ce problème d'une simple question de réfugiés — tel que le désirent l'impérialisme et le sionisme — en une cause de libération nationale comme le veut le peuple palestinien.

Les dix dernières années ont été riches en grands événements qui ont marqué la vie du peuple palestinien et de la nation arabe. Israël a échaffaudé de nombreuses manœuvres pour intimider le peuple palestinien à l'intérieur des territoires occupés et le placer sous son contrôle. Israël a détruit des maisons, annexé les terres, construit des kibboutzim dans les territoires occupés; il a procédé à la liquidation physique de centaines de militants à l'intérieur des territoires occupés alors que des milliers d'autres sont encore détenus dans ces prisons où ils font l'objet de persécutions et des sévices les plus abjects. Ces actes de terrorisme ont été condamnés par de nombreux comités internationaux et dénoncés même au sein d'Israël. Israël n'est pas seul à se dresser contre la Révolution palestinienne : l'impérialisme américain a pesé de toutes ses forces contre cette révolution et a mobilisé ses agents dans la région pour liquider la Révolution palestinienne par la force des armes.

Mais les tentatives et les complots d'Israël, de l'impérialisme et de leurs agents pour liquider la Révolution palestinienne se sont tous brisés contre le roc de la ténacité palestinienne incarné par la révolution armée palestinienne soutenue par les masses arabes et les forces progressistes mondiales. La Révolution palestinienne a réussi à s'affirmer et à fusionner en particulier avec le mouvement de libération arabe. Ceci s'est manifesté par la formation du Front arabe de participation et de soutien à la Révolution palestinienne ainsi qu'à travers l'affirmation du fait que le mouvement de libération nationale palestinienne constituait une partie intégrante du mouvement de libération nationale arabe.

La Révolution palestinienne a également réussi à fusionner avec le mouvement de libération mondial anti-impérialiste et anti-sioniste dont elle fait partie. L'entité palestinienne a émergé clairement à travers les rencontres et visites des responsables de l'OLP dans les pays arabes, les pays socialistes et notamment l'URSS qui a accordé une assistance tant matérielle que politique substantielle à la cause palestinienne. L'entretien de Yasser Arafat et de M. Andrei Gromyko, ministre soviétique des affaires étrangères, au Caire et à Damas au début de ce mois-ci en apporte la confirmation.

Les territoires palestiniens occupés sont aujourd'hui le théâtre d'une activité politique et militaire croissante contre les forces de l'occupation sioniste ; la formation d'un front national palesti-

nien au sein des territoires occupés et sa lutte de libération nationale de large envergure qui dissipe les illusions nourries par Israël et réfute ses fausses allégations selon lesquelles, il est à même de liquider la Révolution palestinienne, voire toute l'entité palestinienne, apporte la preuve évidente de tout ceci.

L' I R A K

Des développements importants et décisifs ont eu lieu en Irak depuis la réunion du comité exécutif de notre Organisation à Aden jusqu'à notre présent conseil à Bagdad. Ainsi, dans le domaine économique, le déroulement des processus économique et social a été soutenu par une tendance à appuyer les mesures économiques essentielles qui tournent le dos au développement impérialiste pour concentrer son attention sur le progrès du secteur public qui adopte des mesures conformes à la tendance de la progression vers le socialisme. Les relations économiques entre l'Irak et les pays socialistes se sont renforcées dans tous les secteurs industriels, l'exploitation du pétrole est devenue nationale et la Compagnie Irakienne du Pétrole a été nationalisée le 1er juin 1972, cette nationalisation ayant eu le dernier mot en mars 1973. Le Président Ahmed Hassan El Bakr a d'ailleurs rendu hommage dans son discours au rôle joué par l'Organisation de la Solidarité Afro-Asiatique, cette dernière ayant mené une campagne visant à assurer le succès de la nationalisation. Le Président doit être remercié d'avoir ainsi exalté le rôle de notre Organisation.

A la suite de la guerre du 6 octobre — au cours de laquelle l'Irak a envoyé des troupes pour opérer sur le champ de bataille aux côtés de l'armée syrienne — l'Irak a nationalisé les quote-parts des Etats-Unis, de la Hollande et du Portugal dans la Compagnie du Pétrole de Basra pour répondre à l'attitude de ces pays qui soutenaient Israël.

Du point de vue politique, la Charte d'action nationale a été approuvée en tant qu'assise sur laquelle se fonde le Front patriotique National d'avant-garde qui a été sanctionné en juillet 1973 par le Parti du "Baas" et le Parti Communiste et qui peut être considéré comme un tournant décisif dans la marche de la République irakienne sur la voie de la consolidation du Front intérieur et afin d'affermir l'unité nationale. Le champ reste ouvert devant le parti démocratique du Kurdistan pour se rallier à ce Front. De grands efforts ont été déployés même en vue du ralliement de ce parti au Front.

En mars 1974, à l'occasion du quatrième anniversaire de la déclaration historique de mars, l'autonomie du Kurdistan a été proclamée, dans le cadre de la République irakienne. C'est d'ailleurs la date qu'avait fixé le manifeste de mars. Le Front National a présenté un projet de gouvernement autonome qui a été approuvé par le Conseil de commandement de la Révolution. Ce projet constitue une expérience unique par rapport à un pays en voie de développement visant à résoudre les problèmes nationaux et tentant de les résoudre selon des prin-

cipes démocratiques équitables. Cette démarche servira d'exemple toutes les fois qu'il s'agira de résoudre de pareils problèmes dans nombre de pays africains et asiatiques.

Cette démarche révolutionnaire de l'Irak a eu pour résultat que l'impérialisme réactionnaire dans la région — et en particulier l'impérialisme américain — a essayé de créer des difficultés et de mettre les bâtons dans les roues afin de liquider le régime progressiste en Irak, d'où les provocations de l'Iran sur les frontières pour créer des problèmes à l'Irak en dépit de l'initiative positive prise par celui-ci à la suite de la guerre du 6 octobre. L'Irak a tenté en effet de liquider les différends avec l'Iran et de rétablir ses relations diplomatiques avec ce pays.

La solidarité avec la République irakienne, l'appui à accorder à sa marche progressiste et à son unité nationale figureront toujours parmi les objectifs les plus importants de notre Organisation. Nous étudierons en détail les mesures efficaces dans ce domaine.

LE MAROC

L'OSPAA avait exprimé ses préoccupations à l'égard de la situation au Maroc, au cours d'une réunion tenue par son Comité exécutif à Aden, (République démocratique du Yémen) en février 1973. Une résolution importante avait été adoptée contre les actes de répression, d'enlèvement, de détention illégale, contre les jugements arbitraires et

formels et contre les tentatives de liquidation dont font constamment l'objet des forces progressistes nationales.

Depuis cette date, la situation s'est de plus en plus aggravée, plusieurs détentions ont eu lieu, plusieurs jugements se sont déroulés au cours desquels des peines capitales et des peines de prison à vie ont été prononcées contre un grand nombre de personnes. L'Union nationale des forces populaires a été interdite, et 15 militants marocains exécutés en novembre dernier.

Notre Organisation, qui suit avec attention les événements du Maroc, ses derniers développements et ses crises, déplore cette situation inquiétante marquant la vie politique marocaine et considère que cette situation ne peut aboutir qu'à des impasses périlleuses.

L'OSPAA a affirmé à plusieurs reprises dans ses communiqués publiés sur le Maroc depuis le procès des militants de l'Union nationale des forces populaires en juin 1971 que la seule issue à la situation prévalant au Maroc est de respecter les libertés publiques, d'adopter une voie démocratique, de répondre favorablement aux revendications des forces démocratiques et nationales préconisant un changement global dans l'intérêt de la nation et des citoyens.

Notre organisation estime que les circonstances que traverse notre monde afro-asiatique exigent la conjugaison de tous les efforts et leur mo-

bilisation contre l'impérialisme, le sionisme, le colonialisme et le néo-colonialisme.

ALGERIE ET LIBYE

La lutte contre le colonialisme sioniste étant une bataille de destin qui exige la mobilisation de toutes les potentialités arabes contre le danger d'expansion sioniste menaçant toute la Nation arabe, ces deux pays ont arrêté tous leurs programmes de développement pour mettre toutes leurs ressources au service de la bataille et à la disposition des pays de la confrontation ; ils ont, par ailleurs, envoyé une importante partie de leurs troupes sur le champ de bataille, nationalisé les intérêts des pays qui ont soutenu l'agression et entrepris une offensive politique de grande envergure en vue de soutenir la cause arabe. Cette action était inspirée par la communauté de destin et des objectifs anti-colonialistes.

SOUDAN

Le Secrétariat Permanent demande le renforcement de la démocratie au Soudan et la libération des nationalistes démocrates qui sont toujours détenus et dont un certain nombre de membres du comité soudanais de solidarité se trouve parmi eux.

Le Secrétariat demande également que des mesures de libéralisation soient prises en faveur des forces politiques soudanaises en vue de renforcer le front intérieur soudanais et de permettre au Soudan de participer d'une manière de plus en plus

active au soutien accordé aux pays de la confrontation et de déjouer les plans colonialistes.

GOLFE ARABIQUE

Cette région constitue une cible importante pour les plans colonialistes américains, en raison de sa position stratégique et de la réserve pétrolière abondante dont recèle son sous-sol. Les forces de l'impérialisme mondial ont coordonné leurs manœuvres visant à maintenir cette région sous leur emprise le plus longtemps possible. Après s'être retiré de l'est du Canal de Suez à la suite des coups durs qui lui ont été infligés par le mouvement égyptien de libération, le colonialisme britannique a remis cette région au néo-colonialisme connu par ses ruses.

L'impérialisme américain recourt de son côté, à des tentatives désespérées visant à liquider la révolution armée d'Oman et du Golfe arabe. Il sert, à cette fin, des forces iraniennes qui tentent d'envahir cette région après avoir occupé quatre îles arabes à l'entrée du Golfe. Plus de trois mille soldats iraniens opèrent dans cette région contre les forces de la révolution nationale, sans compter les agents et mercenaires.

L'intervention iranienne dans la région constitue une consécration dangereuse de la conception de l'impérialisme américain visant à maintenir les monopoles impérialistes par une intervention militaire directe.

Cette conception agressive de l'impérialisme américain s'est manifestée par les provocations de la VIIe Flotte sur les frontières de la République démocratique du Yémen et les concentrations des mercenaires visant à menacer la nation arabe. Les États-Unis recourent à des tentatives suspectes visant à établir des bases militaires au Bahrein.

Nous sommes convaincus du fait que les forces nationales qui ont triomphé lors des élections législatives déjoueront, avec l'aide du peuple du Bahrein, les tentatives désespérées et rétrogrades. Cette région fait à présent l'objet de manœuvres néo-colonialistes visant à maintenir son sous-développement et piller ses matières premières, notamment le pétrole. Ces manœuvres visent également à réduire cette région en un simple marché de produits provenant des pays impérialistes et en une source de capitaux découlant de l'exploitation de la richesse pétrolière.

Le Secrétariat Permanent met l'accent sur l'importance de cette région. Nous demandons à toutes les forces progressistes de soutenir les peuples de cette région et de les aider afin de réaliser leurs objectifs de liberté et de progrès.

AUTOUR DU PETROLE ET DE SON ROLE POLITIQUE ET ECONOMIQUE

Les événements récents — depuis surtout la guerre du 6 octobre — ont montré l'importance du pétrole comme l'une des principales sources de l'é-

nergie qui commande le destin du développement industriel dans les pays capitalistes développés. Ces événements ont prouvé que si l'arme du pétrole était utilisée dans le combat d'une manière efficace, elle donnerait les meilleurs résultats dans notre lutte contre l'impérialisme et les monopoles pétroliers. L'on peut considérer le slogan de la nationalisation des intérêts pétroliers américains comme le plus adéquat à l'heure actuelle, afin de frapper plus sûrement les forces d'agression.

Ce qui est utile dans notre utilisation de l'arme du pétrole est le fait d'isoler l'impérialisme américain et d'essayer d'amener l'Europe Occidentale et le Japon sur la voie du non-alignement. Nous ne devons pas tirer parti de cette arme de manière à nous laisser prendre au piège des monopoles qui pourraient ainsi doubler leurs bénéfices.

La Nation arabe et les pays du Tiers-Monde désirent voir cette fortune profiter au développement de toute l'humanité. Et si nous avons été amenés à utiliser cette arme, c'est en raison des positions prises par les forces impérialistes qui se sont dressées contre les espoirs et les buts de notre mouvement de libération.

A ce propos, le Secrétariat Permanent signale l'importance considérable accordée par le séminaire de Bagdad pour l'utilisation du pétrole en tant qu'arme, séminaire qui fut organisé en novembre 1972. Nous estimons qu'il est nécessaire d'organiser un séminaire scientifique au cours de cette an-

née pour étudier les développements du pétrole à la lueur de ce qui s'est passé au cours des deux dernières années ainsi que la question de l'énergie en général. Notre Organisation est prête à convoquer un tel séminaire.

LA LUTTE MENEÉ PAR LES PEUPLES DES PAYS INDOCHINOIS

La situation qui s'aggrave de jour en jour dans les pays de l'Indochine, constitue une vive préoccupation pour les peuples d'Afrique, d'Asie et du monde, comme elle inquiète grandement l'OSPAA.

Ces mêmes événements se sont déroulés dans ces dits pays dans le passé, ce qui prouve qu'une paix stable n'a pas encore été instaurée. La situation continue d'être dangereuse. C'est pourquoi il nous incombe de demeurer vigilants et de prendre des mesures actives pour continuer à appuyer la lutte des peuples de l'Indochine dans sa nouvelle phase.

Sur le problème du Vietnam :

Nous saluons chaleureusement la signature des Accords de Paris sur le Vietnam qui constituent une base politique et juridique susceptible d'assurer les droits nationaux fondamentaux du peuple vietnamien ainsi que le droit du peuple sud-vietnamien à l'auto-détermination. Ces accords constituent non seulement une grande victoire remportée par le peuple vietnamien, mais représentent

également un succès pour les peuples des pays asiatiques, africains, non-alignés et progressistes à travers le monde qui luttent contre l'impérialisme, le colonialisme ancien et nouveau, pour la paix, l'indépendance nationale, la démocratie et le progrès social.

Alors que le G.R.P. de la République du Sud-Vietnam et que la R.D.V. ont strictement respecté et mis en application toutes les dispositions de ces Accords, les Etats-Unis et l'Administration de Saïgon ont, par contre, systématiquement violé leurs causes les plus importantes.

Une année s'est écoulée depuis la signature de ces Accords et les Etats-Unis prouvent par leurs actes qu'ils visent à perpétuer au Sud-Vietnam le néo-colonialisme et la partition permanente de l'ensemble du pays. Ce faisant, ils poursuivent leur engagement et leur intervention militaires dans les affaires intérieures du Sud-Vietnam. Ils continuent à transférer en masse des armes et de l'équipement de guerre au Sud-Vietnam comme ils ont laissé sur place des dizaines de milliers d'effectifs militaires déguisés en civils pour élaborer et commander directement la machine de guerre et la politique de force de l'Administration de Saïgon dirigée contre la matérialisation des Accords de Paris. Leurs avions de reconnaissance et leurs navires de guerre continuent à violer l'espace aérien et maritime de la République Démocratique du Vietnam. Jusqu'à ce jour, les Etats-Unis refusent de contribuer à la réédification de la R.D.V., tel que stipulé dans les Accords.

Appuyée et incitée par les Etats-Unis, l'Administration de Saïgon a saboté et empiété plusieurs clauses relatives au cessez-le-feu. Au cours des quelques derniers jours, cette Administration a accru les opérations visant à accaparer les territoires libérés placés sous le contrôle du G.R.P. Dans le même temps, elle poursuit ses bombardements massifs et barbares dirigés contre les civils, rendant ainsi la guerre bien plus sévère dans certaines zones qu'avant la signature des Accords. Elle continue à détenir les civils capturés, et à torturer brutalement les détenus politiques au Sud-Vietnam. Dans les régions sous son contrôle, cette administration entreprend plusieurs vagues d'arrestations. Elle est allée jusqu'à piétiner toutes les libertés démocratiques de la population, et notamment la liberté de mouvement, de travail et de résidence entravant ainsi la vie quotidienne du peuple.

Les impérialistes américains et l'Administration de Saïgon ont, de par leurs actes et manœuvres militaires et diplomatiques, déployé tous les efforts pour nier la réalité au Sud-Vietnam, à savoir, qu'il existe deux administrations, deux armées, deux zones de contrôle et trois forces politiques. Ils ont été même jusqu'à nier l'existence du gouvernement révolutionnaire provisoire de la République du Sud-Vietnam.

Face à cette situation, le peuple sud-vietnamien et les forces armées de libération n'ont devant eux d'autre alternative que d'écraser résolument les attaques et les opérations de "grignotage"

des terres pour défendre les zones libérées, les Accords de Paris et la paix.

Nous appuyons pleinement l'attitude de bonne volonté du G.R.P. de la R.S.V. et du gouvernement de la R.D.V.N. soulignée par leur désir de mettre strictement en application et de défendre les Accords de Paris.

Nous condamnons sévèrement les actes de violation perpétrés contre les Accords par les Etats-Unis et Saïgon aggravant ainsi la situation déjà sérieuse qui prévaut au Sud-Vietnam et menaçant la paix et la sécurité en Asie et dans le monde.

Nous invitons les Etats-Unis à respecter la signature qu'ils ont apposée sur les Accords de Paris et sur la Déclaration de la Conférence Internationale sur le Vietnam, à mettre un terme à leur engagement militaire et à leur intervention dans les affaires intérieures au Sud-Vietnam, à retirer promptement et totalement du Sud-Vietnam leur effectif militaire déguisé en civils, à arrêter leurs vols de reconnaissance et leurs actes d'empiètement sur le territoire de la R.D.V. Il leur incombe de faire face à leurs obligations dans la contribution à la réédification de la R.D.V.

Nous demandons que l'administration de Saïgon respecte scrupuleusement les Accords de Paris sur le Vietnam et en premier lieu les clauses afférentes au cessez-le-feu, au retour des civils et assure les libertés démocratiques dans les régions placées sous son contrôle.

Nous saluons chaleureusement et nous approuvons totalement les résolutions sur le problème vietnamien adoptées par le 4ème Sommet des pays non-alignés tenu à Alger du 5 au 9 septembre 1973.

Nous sommes convaincus que les pays d'Asie, d'Afrique et du non-alignement prendront les mesures nécessaires pour appuyer et soutenir le peuple vietnamien, établir et renforcer les relations diplomatiques avec le G.R.P. et la R.S.V., et confirmer la position légale internationale du G.R.P. de la R.S.V., seul représentant authentique du peuple sud-vietnamien.

Laos :

Nous exprimons notre entière satisfaction eu égard aux grandes victoires enregistrées par le peuple et l'armée laos qui s'est concrétisée par la signature, le 21 février 1973, de « l'Accord sur la restauration de la paix et la réalisation de la concorde nationale au Laos », accord qui réaffirme les droits nationaux fondamentaux du peuple Lao, qui souligne les principes généraux pour un règlement pacifique du problème Lao, comme nous saluons la signature du Protocole du 14 septembre 1973.

Nous considérons ces faits comme une victoire historique non seulement pour le peuple Lao, mais également, pour l'ensemble des peuples indochinois et pour tous les peuples épris de paix et de justice à travers le monde.

Depuis la signature de cet accord, les forces patriotiques laotiennes ont scrupuleusement obser-

vé les clauses de l'accord, déployé tous les efforts pour reconstruire et réédifier les zones libérées, améliorer les conditions de vie du peuple et développer les divers domaines dans l'intérêt du peuple.

Assisté et encouragé par les Etats-Unis et le complexe réactionnaire thaïlandais, le groupe d'extrême-droite a saisi toutes les occasions pour saboter la réalisation de l'Accord et du Protocole. Il a également entrepris plusieurs opérations d'empiètement sur les territoires dans les zones contrôlées par les forces patriotiques laotiennes. De même qu'il recourt à tous les moyens pour entraver la tâche des unités des forces patriotiques qui tentent de neutraliser les villes de Vientiane et de Luang Prabang.

Compte tenu de cette situation, nous demandons que les Etats-Unis et l'administration thaïlandaise mettent immédiatement fin à leur engagement et à leur intervention militaires dans les affaires intérieures du Laos, respectent l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale du Laos. Nous demandons à la partie de Vientiane d'observer scrupuleusement les dits Accords et Protocole, de cesser immédiatement les opérations d'empiètement sur les terres. Il incombe de neutraliser les villes de Vientiane et de Luang Prabang afin de créer les conditions favorables en vue de la formation d'un gouvernement provisoire de coalition nationale et d'un conseil national politique.

Nous appuyons fermement la juste lutte me-

née par le peuple Lao pour demander à la partie de Vientiane de mettre en exécution toutes les clauses de l'Accord et pour édifier un Laos pacifique, indépendant, démocratique, neutre, prospère et unifié.

Cambodge :

La politique des impérialistes américains vise à poursuivre leur agression et leur intervention dans les affaires intérieures du Cambodge en vue d'imposer leur néo-colonialisme et de rallumer le feu de la guerre avec davantage de violence et de férocité. Les Etats-Unis ont augmenté leur aide militaire et économique au complexe réactionnaire de Lon Nol qui s'effondre.

Toutefois, sous le leadership du Front National Uni du Kampuchea et du Gouvernement Royal de l'Unité Nationale du Cambodge, le peuple et ses forces armées de libération mènent une héroïque lutte nationale de libération qui a enregistré plusieurs succès glorieux. A l'heure actuelle, les zones libérées couvrent plus de 90% du territoire et englobent 80% de la population, où une nouvelle vie se développe et se consolide de jour en jour. Le prestige du Gouvernement Royal de l'Unité Nationale du Cambodge, seul et authentique représentant du peuple khmer, grandit de plus en plus, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays.

Nous saluons les grands succès enregistrés par le peuple khmer qui a obligé les impérialistes américains à arrêter officiellement, le 15 août 1973,

leurs bombardements sauvages, et nous appuyons pleinement la détermination de ce vaillant peuple à lutter jusqu'à la victoire totale.

Nous estimons que la seule solution à apporter au problème du Cambodge serait l'arrêt complet de la politique agressive des Etats-Unis, l'élimination du complexe réactionnaire de Lon Nol et qu'il incombe de laisser au peuple khmer, sous la direction du FNUK et du GRUNC, la liberté de décider de son avenir.

Nous demandons que les impérialistes américains cessent immédiatement leurs actes d'agression et leur appui au complexe traître de Lon Nol, qu'ils retirent rapidement et totalement du Cambodge leurs conseillers, leur effectif militaire et autres agents. Nous exigeons que les Etats-Unis respectent les droits nationaux fondamentaux conformément à la Déclaration en cinq points de Samdech Norodom Sihanouk, Chef de l'Etat et réitérés dans la Déclaration du Gouvernement Royal de l'Unité Nationale du Cambodge, adoptée par le Congrès National tenu du 19 au 21 juillet 1973.

Nous saluons et approuvons la résolution sur la question du Cambodge adoptée par le 4ème Sommet des pays non-alignés tenu à Alger du 5 au 9 septembre 1973.

Il conviendrait que les pays épris de paix et de justice rompent leurs relations avec l'administration réactionnaire de Lon Nol et reconnaissent le Gouvernement royal de l'Unité Nationale du Cambodge.

QUESTIONS ASIATIQUES

Corée :

La fin de l'occupation impérialiste américaine de la Corée du Sud et la matérialisation de la réunification pacifique de la Corée indépendante sont l'une des plus importantes tâches qu'affronte le mouvement de Solidarité Afro-Asiatique.

La ligne fondamentale de la réunification du pays à laquelle le gouvernement de la République démocratique populaire de Corée s'est constamment rattaché est le retrait de toutes les troupes étrangères de la Corée du Sud et la réunification du pays par le peuple coréen dans l'indépendance et la paix sur des bases démocratiques et sans aucune ingérence étrangère.

Grâce aux efforts sincères du gouvernement de la République démocratique populaire de Corée, le contact et le dialogue se sont accomplis entre la Corée du Nord et du Sud ainsi que les trois principes de l'indépendance, de la réunification pacifique et de la grande union nationale stipulés dans les articles du communiqué conjoint historique.

Le camarade Kim Il Sung, grand leader du peuple coréen, a récemment avancé un programme en cinq points pour la réunification du pays dont le fond a pour objet de concrétiser les multiples aspects de la collaboration entre le Nord et le Sud et de convoquer un grand Congrès National où participeront les représentants de tous les partis

politiques et des organisations publiques et les personnalités de toutes les strates du Nord et du Sud afin de créer le système de Confédération Nord-Sud sous le nom unique de République Confédérale de Koryo et d'adhérer aux Nations-Unies sous le nom unique de République Confédérale de Koryo.

Les trois principes et le programme en cinq points pour la réunification du pays jouissent de l'appui unanime et de l'approbation de tout le peuple coréen et des peuples épris de paix à travers le monde entier.

La Quatrième Conférence au Sommet des pays non-alignés tenue en Algérie, l'année dernière, a unanimement adopté une résolution correspondant au programme en cinq points pour la réunification du pays avancé par le Président Kim Il Sung.

La 28ème Session de l'Assemblée Générale des Nations Unies, rejetant les manoeuvres tramées par les Etats-Unis impérialistes et les autorités sud-coréennes visant à la non-admission des "deux Corées" aux Nations-Unies, afin de perpétrer la division de la Corée, a adopté une décision pour la dissolution de la "Commission des Nations-Unies pour l'Unification et la Réhabilitation de la Corée" qui était un instrument d'agression pour l'impérialisme américain.

L'entière population coréenne est unanime dans son désir de voir la réunification de son pays.

Les impérialistes américains et les militaristes japonais recherchent la division permanente de la

Corée, et cependant la Corée, nation de cinq mille longues années de culture et d'histoire, ne pourra jamais vivre divisée.

Même après la publication de la Déclaration conjointe Nord-Sud et le commencement du dialogue entre le Nord et le Sud, les impérialistes US sont continuellement intervenus dans les affaires intérieures de la Corée et leurs appareils supersoniques de reconnaissance à haute altitude ont survolé la partie nord de la République pour commettre des actes d'espionnage, et annoncent ouvertement qu'ils renforceront leur aide militaire à la Corée du Sud.

Les dirigeants sud-coréens intensifient leurs mesures de répression fascistes du peuple sud-coréen, arrêtant, emprisonnant et tuant arbitrairement la jeunesse et les étudiants sud-coréens. Ils ont perpétré des provocations militaires en envoyant des navires-espions dans la mer de l'ouest de la Corée et prétendant qu'il existe une "menace d'agression vers le Sud", ils ont délibérément accru les tensions entre le Nord et le Sud.

L'OSPAA exige :

- que les Etats-Unis se retirent immédiatement de la Corée du Sud avec leurs troupes bellicistes et leurs armes de destruction massive et arrêtent leur agression en Corée.
- que les militaristes japonais arrêtent immédiatement leur plan de réinvasion de la Corée du Sud et n'interviennent plus dans les affaires intérieures de la Corée,

- que les autorités sud-coréennes arrêtent leurs préparatifs de guerre et de suppression de la population, renoncent à leur politique qui repose sur les forces de l'extérieur, rétractent leur "Déclaration spéciale" préconisant l'adhésion de "Deux Corées" aux Nations Unies, acceptent immédiatement le programme en cinq points pour la réunification du pays proposé par le gouvernement de la RDPC ainsi que la conclusion d'un accord de paix, et la proposition de convoquer un Grand Congrès National ou une Conférence politique consultative Nord-Sud où prendront part les représentants de tous les partis politiques et des organisations publiques du Nord et du Sud ainsi que les personnalités de toutes les strates du Nord et du Sud. Nous invitons tous les comités nationaux et tous les peuples progressistes du monde à étendre leur appui positif et leur ferme solidarité à la lutte du peuple coréen pour l'indépendance et la réunification pacifique du pays.

Japon :

Le mouvement de la solidarité enregistre son appréciation eu égard à la lutte constante du peuple japonais menée contre les traités militaires américains.

L'opposition des mouvements populaires au Japon contre la politique de coopération avec l'impérialisme américain grandit de plus en plus.

L'OSPAA demande avec vigueur la liquidation

des bases militaires américaines installées au Japon et s'oppose fermement à la reprise du militarisme japonais.

Inde :

Pendant longtemps, le sous-continent indien a été la scène de conflits amers et de guerres. Depuis l'indépendance, il y a vingt-six ans, les forces impérialistes et néo-colonialistes se sont employées à entraîner l'Inde et le Pakistan dans plusieurs conflits et confrontations. Toutefois, la signature de l'Accord de Simla entre l'Inde et le Pakistan a été un important développement politique qui a mis l'accent sur la nécessité de mettre un terme à la longue confrontation entre les deux pays et de trouver une solution à leurs problèmes par des moyens pacifiques.

Une nouvelle perspective pour une solution pacifique aux problèmes du sous-continent indien et de la normalisation des relations entre l'Inde, le Pakistan et le Bangladesh s'est ouverte par la réunion des Ministres des Affaires Etrangères des trois pays qui doit se tenir prochainement. C'est là un développement logique — bien que venant un peu tard — du processus qui a commencé avec la signature de l'Accord de Simla et le traité indo-Bangladesh. Il est à prévoir que la réunion contribuera à l'instauration d'une paix durable dans le sous-continent. Tout en exprimant notre satisfaction sur ce développement positif, nous estimons toutefois qu'il incombe aux peuples de ce sous-continent de demeurer vigilants

face aux conspirations potentielles des Etats-Unis visant à empêcher la normalisation des relations et la réalisation de la paix dans le sous-continent indien.

Nous espérons vivement que les problèmes en suspens parmi les pays du sous-continent seront résolus pacifiquement et qu'une ère de paix et de bon voisinage s'installe bientôt.

Il incombe aux peuples des trois pays de jouer un plus grand rôle dans la lutte commune contre l'impérialisme.

Pakistan :

Une nouvelle tendance a vu le jour dans la politique du Pakistan, à savoir, la reconnaissance des nouvelles réalités dans le sous-continent. Le président du Pakistan a accueilli avec satisfaction les mesures prises en faveur de la normalisation des relations entre les trois pays du sous-continent.

Nous estimons que la paix ne pourra être instaurée que grâce à la lutte unifiée des peuples de ces trois pays contre les machinations de l'impérialisme américain.

L'OSPAA demande à toutes ses organisations membres et aux forces progressistes à travers le monde d'organiser des actions susceptibles d'assurer la paix dans le sous-continent sur la base des accords de Simla et de Delhi signés entre l'Inde et le Pakistan.

Bangladesh :

L'apparition du Bangladesh en tant qu'Etat indépendant et souverain a porté un coup dur à la stratégie des Etats-Unis dans le sous-continent indien, en particulier et dans le Sud-Est Asiatique, en général. Elle constitue une victoire remarquable des forces de la paix et de la libération nationale contre l'oppression et pour l'auto-détermination ainsi qu'un coup dur à la notoire Septième Flotte américaine qui a pénétré dans le Bengale dans le but d'écraser le mouvement de libération du Bangladesh. Par ailleurs, elle a profondément contribué à la consolidation des forces anti-impérialistes dans le monde. Par son opposition à toute alliance militaire impérialiste, le Bangladesh a asséné un nouveau coup à l'impérialisme dans la région.

L'OSPAA demande l'admission de la République Démocratique Populaire du Bangladesh au sein des Nations Unies.

La sécurité collective en Asie :

Dès la deuxième guerre mondiale, le continent asiatique a été la scène de conflits amers et d'agression.

Face aux succès remarquables enregistrés par les forces révolutionnaires d'Asie qui sont parvenues à renverser les régimes coloniaux et à l'apparition de gouvernements asiatiques indépendants, l'impérialisme a changé ses tactiques. Les impérialistes ont eu recours à de nouvelles méthodes pour

maintenir leur domination politique et économique sur les pays d'Asie. Le néo-colonialisme, le militarisme, l'établissement de bases militaires et la politique visant à entraîner des Etats asiatiques indépendants dans des pactes militaires sont autant de méthodes impérialistes destinées à saper l'indépendance des pays asiatiques.

La chaîne des bases militaires impérialistes sur le sol asiatique et la création de pactes militaires englobant des pays de l'Asie, constituent une menace sérieuse à l'indépendance et à la souveraineté des pays asiatiques et mettent en danger la paix et la sécurité de ce continent. La décision arrogante du gouvernement des Etats-Unis d'implanter une base nucléaire dans l'île de Diégo Garcia, dans l'Océan Indien, et de convertir cette île en une grande base navale et aérienne est un défi aux protestations de tous les pays du littoral et à la résolution des Nations Unies. Ce n'est pas seulement une menace dirigée contre la paix et la souveraineté des pays concernés, mais un moyen calculé pour étouffer les mouvements de libération en Afrique et dans les Etats du Golfe Arabique. En fait, la militarisation de l'île de Diégo Garcia vient couronner les conspirations impérialistes ourdies contre les pays afro-asiatiques ayant récemment obtenu leur indépendance et se trouve conçue pour maintenir les tensions militaires dans la zone de l'Océan Indien.

En outre, une infiltration massive dans différents domaines — politique, économique, culturel, social — et une aide directe ou indirecte fournie aux

forces réactionnaires dans le but de miner de l'intérieur les régimes progressistes, ont été intensifiées dans la presque totalité des pays d'Asie par les Etats-Unis et d'autres Etats impérialistes.

Dans ces conditions, la seule alternative vis-à-vis des pactes militaires et des tentatives impérialistes de diviser l'Asie et de brouiller les peuples asiatiques, serait un système de sécurité collective qui sauvegarderait la paix, la souveraineté et l'indépendance.

La quête de la paix a trouvé son expression dans de nombreuses et importantes initiatives prises par les peuples et les gouvernements asiatiques à différentes périodes durant les dernières décennies. A commencer par la Conférence asiatique tenue à New-Delhi, l'historique Panch Shoel et les principes de Bandoeng ont ouvert une ère nouvelle dans l'histoire des relations entre les pays asiatiques. La Conférence Asiatique réunie à New-Delhi a discuté du problème de la coopération entre les peuples d'Asie.

La récente Conférence de la Paix Asiatique tenue à Dacca en 1973 et le Congrès Mondial des Forces de la Paix organisé à Moscou en Octobre 1973 ont confronté les peuples asiatiques avec les perspectives de la paix et de la sécurité en Asie. De plus, le Traité indo-soviétique pour la paix, l'amitié et la coopération, le Traité entre l'URSS et l'Irak, les Accords de Simla et de Delhi entre l'Inde et le Pakistan, le Traité entre l'Inde et le Bangladesh, la Déclaration conjointe de l'URSS et du Bangladesh, la Déclaration conjointe de l'Inde et du Sri Lanka, sont

des tentatives pour développer des relations bilatérales sur les bases de l'égalité et du respect de la souveraineté des pays concernés. Ainsi, l'idée d'un système de sécurité collective est devenu progressivement populaire. En d'autres termes, les Etats Asiatiques réalisent de plus en plus que l'avenir pacifique de tout le continent ne peut être garanti que par leur effort conjugué et en menant à bien leur propre stratégie pour la paix.

Le but du système de sécurité collective est d'empêcher la guerre et les conflits armés ainsi que l'agression impérialiste, de liquider toutes les formes de colonialisme, de mettre fin à la politique des pactes et des blocs militaires, et de liquider les bases militaires étrangères.

Une fois la sécurité assurée, les conditions seront créées qui favoriseront le développement économique, le progrès social et restaureront la confiance mutuelle. La sécurité collective présuppose que les relations entre les pays d'Asie soient fondées sur certains principes, en particulier, renoncer à utiliser la force dans les relations entre les Etats, respecter la souveraineté et l'inviolabilité des frontières, ne point intervenir dans les affaires intérieures, développer une coopération économique, technique, culturelle, scientifique et d'autres formes de coopération qui seraient basées sur une parfaite égalité et un profit mutuel, ne point admettre l'annexion des territoires par la voie de l'agression, régler tous les différends entre les nations par des moyens pacifiques, reconnaître le droit de tous les peuples de

jouir de leurs ressources naturelles et d'opérer les transformations sociales et économiques selon leurs vœux.

La sécurité collective en Asie correspond aux aspirations et aux besoins des peuples du continent. C'est une cause qu'appuie de tout son coeur l'Organisation de la Solidarité des Peuples Afro-Asiatiques qui en appelle à toutes les organisations membres afin d'encourager la réunion d'une conférence internationale des forces éprises de la paix pour liquider les bases militaires étrangères dans l'Océan Indien et en particulier étudier le cas de Diégo Garcia.

L'AFRIQUE

En Afrique, la période qui a suivi la 12ème session du Comité Exécutif de notre Organisation s'est caractérisée par un soulèvement des forces progressistes, par des luttes anti-impérialistes plus grandes et plus effectivement unies menées par les Etats indépendants contre le néo-colonialisme et pour une voie non-capitaliste du développement. Elle s'est également caractérisée par l'intensification des luttes dans les pays non encore libérés, englobant de larges secteurs du peuple et dans les régions colonisées où les peuples ont choisi la lutte armée, étendant les régions placées sous leur contrôle et limitant la surface des terres occupées, état de choses qui est devenu la règle du jour.

L'OSPAA tire satisfaction du fait que le PAIGC a, grâce à sa vaillante lutte héroïque, donné naissance à la nouvelle République de Guinée-Bissau et

des Iles du Cap Vert, qui constitue un flambeau et une inspiration pour tous ceux qui défendent leurs droits légitimes et nationaux contre l'impérialisme, le colonialisme, le néo-colonialisme, le sionisme et l'apartheid raciste. L'OSPAA salue la nouvelle République et demande à l'ensemble de l'humanité progressiste de mobiliser l'opinion publique mondiale et d'exercer une pression sur le Portugal et l'impérialisme international afin d'assurer une rapide évacuation de toutes les troupes agressives portugaises et de reconnaître la nouvelle République.

Cette dernière constitue un vibrant hommage au leader remarquable du peuple de la Guinée Bissau, des Iles du Cap Vert et du monde afro-asiatique.

L'atténuation de la tension mondiale et l'ascendance constante des forces de la liberté, de la paix et du progrès social a eu des effets positifs sur le continent, stimulant et unissant de vastes secteurs des forces continentales dans une action commune contre un ennemi commun.

La réunion historique tenue à Alger, à laquelle la majorité des nations en voie de développement y ont participé, de concert avec les mouvements de libération nationale, la session extraordinaire des Ministres des Affaires Etrangères tenue à Addis-Abéba, le Sommet Arabe tenu à Alger, la défaite de l'armée sioniste appuyée par l'impérialisme... tous ces événements ont eu des répercussions dynamiques sur la lutte anti-impérialiste des peuples africains qui a atteint de nouvelles dimensions leur donnant ainsi la possibilité de se rendre compte de leur force.

La rupture des relations diplomatiques entre Israël et la plupart des Etats africains indépendants en appui à la juste cause des peuples arabes pour l'évacuation totale de l'armée israélienne des territoires arabes occupés et pour la reconnaissance des droits nationaux légitimes du peuple palestinien a été hautement saluée par l'OSPAA en tant que mesure historique contre l'ennemi commun, à savoir le sionisme et l'impérialisme. Cette action a joué un rôle important en vue de revêtir les relations afro-arabes d'un caractère nouveau.

La décision prise par le Sommet Arabe d'Alger, visant à imposer un embargo total sur la livraison du pétrole arabe aux régimes racistes de l'Afrique Australe, a constitué une mesure importante vis-à-vis des ennemis communs des peuples arabes et africains et soulignant la nécessité d'adopter une action unifiée. Cette décision revêt une signification d'une grande portée internationale et se rallie aux espoirs des peuples opprimés en Afrique Australe.

Il incombe de rechercher les moyens susceptibles de rendre effectif l'embargo sur le pétrole et de garantir que les pays indépendants du Botswana, du Lesotho et du Swaziland ne subissent pas les conséquences de cet embargo dirigé contre l'Afrique du Sud. Il est évident que ces pays de l'Afrique libre font partie de la "zone de guerre" en Afrique Australe et, par conséquent, peuvent être touchés partiellement par l'intensité de la lutte dans cette région. Nous ne doutons pas que des mesures seront prises pour assurer la livraison du pétrole à l'Afri-

que indépendante et pour discuter de la question de la reprise de sa livraison. L'impérialisme, dans une tentative visant à déformer la juste cause du pétrole en tant qu'arme et de l'utilisation des autres ressources nationales des pays en voie de développement, jette le blâme de la détérioration de la situation économique du Tiers-Monde sur certains pays de cette partie du monde.

Conséquemment aux mesures progressistes et de profit mutuel prises par les pays indépendants africains et arabes, de nouvelles perspectives et possibilités de coopération entre le monde africain et arabe se sont ouvertes dans les domaines politique, économique, commercial, financier et des communications. Il incombe de consolider la coopération arabo-africaine par la promotion et l'extension de la représentation diplomatique entre les pays des deux régions et de renforcer l'appui politique et matériel à la lutte des mouvements de libération africains. Nous estimons que le renforcement des relations directes entre et parmi les pays africains et arabes permettra la stabilisation de ces relations. L'OSPAA salue ce phénomène comme un développement positif qui doit être considéré comme un maillon important dans la chaîne qui relie l'unité anti-impérialiste mondiale. Le rôle de l'Égypte et de la Syrie lors de la victoire d'octobre et l'élimination du mythe de l'invincibilité sioniste qui a eu pour résultat de semer le chaos au sein d'Israël méritent d'être salués. Nous ne pouvons pas oublier le rôle des forces progressistes, et notamment celui de l'Union Soviétique, dans cette victoire historique.

L'OSPAA a mené des activités intenses en prévision de la 11ème session de son Conseil. Des réunions ont été tenues avec les représentants des pays africains, asiatiques et arabes, ainsi qu'avec ceux des comités socialistes de solidarité dans les pays de l'Europe de l'Est.

En exécution du Programme d'Action approuvé par la 5ème Conférence (janvier 1972) relatif à l'établissement de contacts directs pour promouvoir les activités des comités nationaux de solidarité et en vue d'entreprendre les préparatifs pour le Conseil, une mission de l'OSPAA a visité la Gambie, le Sierra Leone, le Libéria, le Ghana, le Nigéria, le Cameroun, la Guinée Equatoriale et le Congo. Cette mission a également tenu des discussions avec le MPLA au Congo et avec le mouvement de libération de Sao-Tomé et Principe en Guinée Equatoriale. La délégation a été reçue avec beaucoup d'enthousiasme. La plupart des comités de solidarité afro-asiatique ont fait savoir que de nouvelles forces s'y sont affiliées ou sont en voie de le faire. Dans les pays où nous n'avons pas des membres et où notre affiliation a cessé d'exister, de nouvelles forces plus larges et plus représentatives ont demandé de s'affilier à notre Organisation. Une recrudescence des activités politiques des masses populaires est devenue un phénomène symptomatique de notre temps. Le rôle positif du Congrès Mondial des forces de la paix est évident partout. L'Afrique aura un rôle important à jouer dans la mise en application des diverses décisions adoptées. D'autre part, une délégation de l'OSPAA a également visité des pays de l'Afrique

de l'Est et a tenu des discussions fructueuses relatives aux préparatifs pour la session du Conseil et à des points d'intérêt commun. Elle a eu l'occasion de rencontrer les représentants de mouvements de libération et de connaître sur place les problèmes qu'affrontent les vaillants militants.

L'OSPAA a élaboré un programme d'action détaillé portant sur la période qui suivra la session du Conseil. Elle organisera des conférences régionales de solidarité afro-asiatique sur des questions touchant directement les régions concernées, tiendra des séminaires sur des thèmes social et culturel susceptibles de réaliser et de maintenir l'indépendance nationale, l'héritage et les aspirations culturelles. L'OSPAA vise également à établir des relations avec les gouvernements internationaux démocratiques par un échange d'informations et une participation à leurs réunions sur une base de réciprocité, comme elle tend à consolider les bonnes relations avec l'OUA et autres organisations continentales et régionales en Afrique.

Par ailleurs, plusieurs conférences et réunions se tiendront en Afrique; dont un séminaire régional en Zambie sur les dangers qu'affrontent les pays indépendants militaires limitrophes de ceux que gouverne la minorité blanche, une conférence régionale sur les coopératives agricoles qui se tiendra probablement en Tanzanie en raison de l'expérience de ce pays, à Ujamaa, ainsi qu'un séminaire international sur Kwame N'krumah au Ghana, un autre sur Amilcar Cabral et d'autres encore sur divers

thèmes d'un intérêt régional, continental et international.

Lutte de libération nationale :

La lutte des peuples ployant encore sous la domination coloniale étrangère et l'oppression raciste coloniale, demeure l'objet principal de notre préoccupation et considération.

Colonies portugaises :

La lutte des peuples dans les colonies portugaises s'est concrétisée par un résultat probant. Celle menée par le peuple de la Guinée-Bissau et les Îles du Cap Vert a été couronnée de succès et une nouvelle république africaine a vu le jour.

Au cours des années qui ont suivi la convocation de la 12ème session de l'Exécutif, le peuple du Mozambique a remporté de nombreuses victoires qui ont permis de libérer plusieurs régions. Le Camarade Samora Moises Machel, président du FRELIMO, a déclaré: "chaque province, chaque région a une tâche principale qui relève de la situation et de la stratégie générale de notre lutte en vue de réaliser notre objectif : libérer notre territoire et notre peuple."

La lutte du peuple du Mozambique dirigée par le FRELIMO gagne du terrain et a laissé l'ennemi isolé dans les îles parmi une mer de régions libérées.

En Angola, le MPLA continue d'enregistrer des progrès malgré les complots de l'ennemi. Le peuple

contrôle aujourd'hui plus du tiers du pays et il est évident que les années à venir seront témoins de la victoire de la lutte révolutionnaire.

Les peuples de Zimbabwe, de Namibie et de l'Afrique du Sud ont intensifié leur lutte pour liquider définitivement les régimes colonialistes racistes blancs en Rhodésie et en Afrique du Sud.

Au Zimbabwe, durant l'année écoulée, à la suite de la session de l'Exécutif, nous avons été témoins d'activités militaires et politiques dans le pays. L'ennemi a essayé plusieurs revers qui l'ont poussé à prendre des mesures de châtimement collectives et primitives à l'encontre de la population et même à l'extérieur de la Rhodésie, au Mozambique. Il a été jusqu'à pendre les patriotes du pays. Ce sont là des symptômes de la panique et de la défaite. Viendra le jour où les criminels auront à payer. Le ZAPU a accompli un progrès énorme. Nous demandons au Conseil d'assurer le succès de la Conférence internationale d'appui au peuple de Zimbabwe en novembre 1974.

En Namibie, le mouvement populaire du SWAPO est considéré aujourd'hui comme le porte-parole du peuple de Namibie. Les tentatives de l'ennemi en vue de former des fantoches et des bantoustans ont misérablement échoué en raison de la vigilance du peuple. L'ennemi a été obligé de recourir à la fustigation en public des leaders et à leur arrestation. Cependant, et malgré tous ces faits, le SWAPO a enregistré de grands succès dans les domaines militaire et politique contre les forces d'occupation. La

lutte du peuple de Namibie mérite de recevoir l'appui et la solidarité des forces progressistes et épris de justice à travers le monde.

En Afrique du Sud, les activités politiques de l'ensemble de la population engageant les ouvriers, les étudiants, les intellectuels et les paysans, ont atteint de grandes dimensions, obligeant ainsi les fascistes sud-africains à recourir à la force brutale, au bannissement et à l'emprisonnement des militants. Le CNA, travaillant dans la clandestinité, a vu grandir son influence. Les massacres des travailleurs au Carlton, les arrestations en masse des ouvriers, contrairement aux prétentions antérieures d'une prétendue nouvelle approche, l'augmentation forcée des salaires, bien que toujours misérables, sont autant de facteurs indiquant l'incapacité des racistes à stabiliser leur position. Les Conférences internationales de solidarité demandent la mise en application des diverses décisions prises. L'OSPAA demande la relaxation des détenus politiques en Afrique Australe, le traitement des guérilleros capturés en tant que prisonniers de guerre et l'imposition de l'embargo total sur la livraison de pétrole à l'alliance profane.

L'OSPAA appuie le mouvement de résistance ardent mené par le Front de Libération de la Côte des Somalis.

Les peuples des Iles Comores, Seychelles, de l'Erythrée, de la Réunion et du Sahara Espagnol seront certainement victorieux.

L'OSPAA demande à toutes les forces progressistes de donner aux véritables mouvements de libération un appui total et positif tant politique que matériel. Nous demandons la relaxation de tous les détenus politiques et que les militants capturés soient traités en tant que prisonniers de guerre conformément à la Convention de Genève. Nous demandons la reconnaissance des représentants des mouvements de libération en tant que seuls représentants authentiques de leurs peuples et qu'ils participent sur un pied d'égalité à tous les organismes où leurs intérêts ou problèmes sont discutés.

Nous demandons à toutes les organisations membres de déployer tous les efforts en vue d'assurer une stricte imposition de l'embargo sur le pétrole vis-à-vis des racistes de l'Afrique Australe.

DEVELOPPEMENT SOCIO-ECONOMIQUE

Alors que la majorité des pays du monde colonisé ont réalisé leur indépendance, il leur incombe aujourd'hui de faire face à leur tâche historique consistant au renforcement de leur souveraineté. Le centre de gravité du mouvement de libération nationale est en voie de pencher vers la sphère du développement socio-économique. En conséquence, les révolutions de libération nationale admettent graduellement une tendance sociale et dans certains pays se transforment en révolutions de libération sociale.

Dans l'étape actuelle, la vie socio-économique dans les pays d'Asie et d'Afrique est devenue un champ de bataille féroce entre les forces du progrès et du colonialisme.

L'expérience montre que la lutte pour l'indépendance économique comprend deux sortes de problèmes compliqués.

Premièrement, éliminer l'intervention directe du capital financier monopolisateur international dans l'économie des nouveaux Etats nationaux. Dans tous les cas, la limitation et la régularisation de ses activités sont dans l'intérêt de l'économie nationale.

Deuxièmement, éliminer la base de la dépendance des pays dans le système de la division du travail institué par le monde capitaliste. Ce qui nécessite la liquidation progressive du sous-développement économique et la création d'une structure économique, quand les besoins nationaux du peuple rejoignent le niveau mondial en moyenne de la productivité du travail. Il est évident que ce problème ne peut être résolu à moins d'apporter des changements radicaux dans les structures socio-économiques et socio-politiques de l'Etat.

L'établissement du contrôle de l'Etat sur les ressources nationales, étant la pierre angulaire de toute indépendance économique, de nombreux Etats ont eu recours à la nationalisation des moyens de production afin de les libérer de l'emprise du capital étranger et, plus tard, de la domination du capitalisme national entre les paysans et les propriétaires fonciers, ces Etats ont entrepris la limitation et même la liquidation du système féodal parasitique. Toutes ces mesures ont créé des contradictions favorables à la lutte pour des réformes démocratiques et pour l'indépendance économique.

Pour la majorité des pays d'Asie et d'Afrique, l'agriculture constitue le principal domaine de production matérielle, une source importante du revenu national et l'accumulation des moyens pour le développement de toutes les branches de l'économie. L'essor de l'agriculture nécessite en premier lieu l'application des réformes agricoles afin d'éliminer toutes formes archaïques dans les relations de production. La réforme agricole est une condition première inévitable pour tout arrangement en faveur de l'élévation et de la réédification de la production agricole.

La rapide réalisation des tâches urgentes pour l'édification de l'économie sociale — le renforcement de l'indépendance politique ne pouvant se faire sans une telle édification — nécessite, sans aucun doute, que les nouveaux Etats nationaux mobilisent l'ensemble de leurs ressources matérielles et financières tout en évitant, toutefois, les diverses assistances étrangères comportant des conditions politiques et économiques inégales. L'expérience passée indique que l'Union Soviétique et d'autres Etats socialistes, qui s'intéressent profondément au progrès socio-économique et politique rapide des pays en voie de développement, accordent diverses assistances inconditionnelles sur une base de coopération égale et n'empiétant pas sur la souveraineté politique.

Les traités d'amitié conclus avec l'Union Soviétique par l'Egypte, l'Irak et l'Inde sont autant d'exemples vivants d'une telle coopération.

Aujourd'hui, alors que les peuples des pays libérés ont entrepris de résoudre les problèmes urgents pour la réédification socio-économique de la société, la sauvegarde d'une paix stable dans le monde constitue une importance primordiale pour ces pays. La liquidation des bases militaires installées sur les territoires étrangers, la relaxation radicale de la tension internationale empêchent les ennemis de la paix d'exercer une pression militaire sur les peuples des pays en voie de développement. Le désarmement et une paix durable permettront aux pays libérés de mobiliser tous leurs efforts en faveur du développement économique et culturel et d'entamer la voie de l'essor social.

Dans les pays en voie de développement se pose l'un des problèmes les plus brûlants de l'actualité, celui de surmonter le sous-développement économique et social.

Pour atteindre ces objectifs, les Etats recourent à des formes et à des méthodes diversifiées. Cependant, il y a des disparités relevées entre les divers Etats d'Asie et d'Afrique en ce qui concerne le degré d'importance accordée aux divers domaines des activités de l'économie publique. A cet égard, il faut mentionner tout particulièrement le groupe de pays qui ont adopté la voie de l'orientation socialiste.

De plus en plus, les nouveaux Etats afro-asiatiques choisissent la voie d'un développement non-capitaliste offrant de nouveaux contextes à l'exercice de la révolution mondiale. Dans la lutte acharnée

qu'ils mènent pour déjouer les desseins des forces réactionnaires néo-colonialistes, ces Etats cherchent à renforcer leur indépendance, et à mettre leurs ressources nationales au service des peuples. Les pays qui entreprennent des transformations révolutionnaires et démocratiques profondes représentent un facteur important de progrès social dans le Tiers Monde.

La base sociale du "pouvoir" dans ces pays, est beaucoup plus large que dans d'autres pays et comprend les couches inférieures de la bourgeoisie nationale et les représentants des masses laborieuses dans la ville et à la campagne. Ici, le rôle décisif joué par l'Etat dans le développement économique constitue l'orientation fondamentale vers un élargissement graduel du secteur public quant à sa portée et sa quote-part tout en limitant les activités du secteur national privé et des capitaux étrangers.

Le Secteur public, de par sa nature, détient de grandes possibilités non seulement pour la mobilisation des ressources du pays et hors du pays, mais pour leur affectation appropriée dans les domaines-clés, créant des possibilités en vue de promouvoir le niveau économique dans son ensemble. En même temps, le développement du Secteur public empêche la concentration des revenus dans les mains des classes exploitantes et ce, dans l'intérêt général de la nation, y compris celui des classes ouvrières.

Nous pensons que le cadre politique approprié de l'OSPAA aide les peuples afro-asiatiques à choisir

la voie du développement socio-économique. La recherche des moyens de développement social les plus appropriés, impose au mouvement de solidarité d'étudier les processus sociaux de façon plus exhaustive et de mettre en usage la riche expérience acquise par les pays socialistes.

L'OSPAA a acquis une certaine expérience par l'organisation de séminaires, de symposiums, de conférences auxquels ont pris part les représentants de larges cercles publics, des savants renommés, des hommes d'Etat et bien d'autres... citons dans le cadre des conférences de ce genre, la conférence sur l'impérialisme, l'indépendance et les transformations sociales dans le monde moderne qui s'est tenue à Delhi, et le Symposium de Tashkent. La signification que revêt l'expérience de l'URSS dans l'édification du socialisme pour les pays en voie de développement, la conférence de Bagdad sur "le pétrole en tant qu'arme arabe dirigée contre les Etats-Unis et l'agression israélienne", les Séminaires que tint l'OSPAA dans les pays socialistes (RDA, Bulgarie) et autres sont d'une grande importance sur les plans politique et populaire.

Le Secrétariat Permanent de l'OSPAA doit continuer à tenir des réunions sur les problèmes économiques et sociaux, qui se posent aux pays en voie de développement et à étudier l'expérience acquise par les pays socialistes pour surmonter les difficultés économiques et culturelles.

En même temps, le développement de l'écono-

mie mondiale pose un certain nombre de problèmes et requiert des jeunes Etats du Tiers-Monde d'œuvrer et d'entreprendre des contre-offensives. La dernière crise de l'énergie, par exemple, a modifié en quelques mois, la structure des relations entre les pays occidentaux hautement développés et les pays en voie de développement. La crise actuelle a renversé le principal support qui, pendant longtemps, était la source de la richesse des puissances impérialistes, c'est-à-dire l'échange non-équilibré des produits manufacturés à des prix élevés contre les matières premières, bon marché. Les pays capitalistes subissent une dépression économique profonde et, bien entendu, les monopoles doivent faire de leur mieux pour s'adapter à la crise et en faire assumer les frais aux pays du Tiers-Monde.

L'OSPAA accordera une attention adéquate à l'étude de la situation actuelle et entreprendra des mesures concrètes pour aider les peuples afro-asiatiques à déjouer ces complots impérialistes.

LES ACTIVITES DU SECRETARIAT PERMANENT A L'ECHELON INTERNATIONAL

Le Secrétariat Permanent a déployé ses activités à l'échelon international se basant sur le principe de la coopération efficace avec les forces démocratiques mondiales en vue de renforcer les fondements de la paix, de l'autodétermination et de coopération avec les peuples militants contre le colonialisme et le néo-colonialisme sur la voie de l'indépendance et de la démocratie. Le Secrétariat permanent a déployé des efforts incessants pour renforcer le rôle joué par l'OSPAA à l'échelon international et pour développer sa contribution pour le triomphe des principes de progrès et de paix. Les activités du Secrétariat permanent ont revêtu une importance accrue et notre organisation a joué un rôle éminent dans tous les forums et les conférences internationales ; ces activités reflètent le rôle croissant que jouent les forces de la révolution mondiale que représentent les pays socialistes, les forces démocratiques au sein du bloc capitaliste et les forces des mouvements de libération nationale. Ces forces enregistrent des succès décisifs contre l'impérialisme et surtout ont éventé les manœuvres impérialistes américaines visant à saper la lutte des peuples, et à détruire les grands acquis des mouvements progressistes et démocratiques de par le monde.

L'Union Soviétique a joué un rôle éminent imprimant son influence à ces grands développements

et les approfondissant, sa politique pacifique qui s'est reflétée avec évidence dans le programme de paix adopté par la 24ème Conférence du Parti communiste soviétique a triomphé. Ce programme a eu des résultats importants. En effet, les principes de coexistence pacifique entre les pays à divers régimes sociaux ont été cimentés. Les principes de la sécurité européenne se sont renforcés. Les pays socialistes en Europe ont entrepris des démarches importantes pour l'instauration de la sécurité européenne après une lutte acharnée qui a duré une trentaine d'années depuis la fin de la deuxième guerre mondiale.

Les sombres nuages de la guerre froide qui planaient sur le continent européen se sont dissipés. On a reconnu les deux Allemagnes et les frontières délimitées à la fin de la deuxième guerre mondiale. Le traité de Munich a été définitivement rayé de l'histoire de l'Europe, il fut dénoncé par la R.F.A. même; les relations économiques et commerciales se sont développées entre les régimes socialistes et capitalistes. Le capitalisme mondial, devant la puissance croissante du bloc socialiste dans les domaines militaire, économique et politique, a été obligé de reconnaître le fait accompli et l'ouverture sur le bloc socialiste sur les plans commercial, économique et culturel. Les pays capitalistes s'étaient longuement opposés durant l'ère de la guerre froide à cette ouverture. En Asie, d'importants développements se sont produits dans l'intérêt des forces révolutionnaires et progressistes à la suite de la victoire remportée par le peuple vietnamien contre l'impérialisme

américain, et du développement de la lutte menée par les peuples d'Asie contre les bases et les alliances impérialistes. Une nouvelle orientation a vu ainsi le jour dans les peuples d'Asie et au sein d'un grand nombre de pays asiatiques indépendants visant à la mise sur pied d'un système de sécurité collectif asiatique.

En Afrique, les forces de libération se sont consolidées face au colonialisme portugais, la lutte des peuples de l'Angola et du Mozambique s'est également renforcée. La République de la Guinée-Bissau naquit comme un bastion inexpugnable au sein de la lutte pour la libération de l'Afrique. Les régimes racistes en Afrique du Sud, en Rhodésie et en Afrique du Sud-Ouest, ont connu un grand isolement à l'échelon mondial. La lutte des peuples de l'Afrique du Sud, de Namibie et du Zimbabwe s'est développée.

En Amérique latine, l'édification socialiste de la Révolution cubaine a été consolidée. La lutte de libération menée contre les monopoles impérialistes et contre la réaction a pris de l'ampleur. Le putsch fasciste, fomenté par l'impérialisme américain, de collusion avec la réaction pour renverser le régime progressiste d'Allende au Chili, a asséné un coup de massue au mouvement de libération, non seulement à l'échelon du continent américain mais également à l'échelon international. Malgré cela, les forces de libération au Chili appuyées par toutes les forces progressistes dans le monde sont à même de renverser le régime fasciste pour faire triompher les principes de la démocratie et du socialisme pour lesquels le

président Allende avait milité avec vaillance et courage jusqu'à la fin de sa vie et pour lesquels les compagnons d'armes d'Allende, les militants de la coalition populaire, continuent de mener une lutte héroïque.

Dans le cadre de la conjoncture mondiale politique et sociale favorable, le Congrès des forces de paix s'est tenu à Moscou du 24 au 31 octobre. Ce congrès est considéré à juste titre comme le plus grand forum populaire jamais tenu dans l'histoire pour la propagande de la paix, de l'anti-impérialisme et pour la sauvegarde du progrès. Des organisations internationales..., des organisations nationales..., de la jeunesse..., des travailleurs ont assisté à ce Congrès.

Des préparatifs intenses ont préludé au Congrès, dans les divers continents. Après la Conférence préparatoire mondiale qui s'est tenue en mai 1973 à Moscou, une série de conférences mondiales pour préparer le Congrès se sont également tenues. Citons la conférence de Reykjavik sur la sécurité européenne, la Conférence des intellectuels qui s'est tenue à Varsovie, la Conférence sur le désarmement qui s'est tenue à Bâle, la Conférence de Tananarive, la Conférence des agronomes à Leipzig et d'autres conférences.

Après la seconde conférence préparatoire qui s'est tenue à Moscou en juillet 1973, une autre conférence préparatoire sur le Moyen-Orient s'est tenue à Helsinki. C'est ainsi que la Conférence de Moscou s'est inscrite dans le cadre de longs préparatifs

et selon des programmes bien définis. Et c'est pour cela que les débats des différents comités ont été des plus fructueux et la déclaration générale a été l'expression de l'état d'esprit qui a marqué cette ère nouvelle qui s'ouvrait à l'échelon international. Le discours de Leonid Brejnev, Secrétaire Général du PC Soviétique, a revêtu une grande importance du point de vue idéologique et pratique. Le rapport est un document idéologique d'importance pour tous les militants de par le monde.

Le Conseil Mondial de la Paix a tenu une session à Sofia, en février 1974. De profonds changements dans les travaux du Conseil ont été introduits. Cette session représentait en soi un événement marquant qui s'ajoutait aux autres événements parachevant les préparatifs du Congrès de Moscou.

Une délégation du Secrétariat permanent a pris part au Congrès de Moscou et à la réunion des comités directeurs qui s'est tenue au début du mois de février 1974 à Moscou. Le Secrétariat permanent a pris activement part aux préparatifs qui ont préludé au Congrès de Moscou.

Une délégation du Secrétariat a pris part à la réunion du Congrès Mondial de la Paix qui s'est tenue à Sofia en février 1974.

Au cours de la période écoulée, le Secrétariat a mené des activités de large envergure à l'échelle mondiale; citons la conférence préparatoire de Bologne, en Italie, sur le Moyen-Orient qui s'est tenue avec succès en mai 1973, la réunion du comité prépa-

ratoire à Rome en février 1974 sur la même question après les derniers développements survenus au Moyen-Orient et surtout au lendemain du 6 octobre 1973.

La Conférence de Bologne a été un grand forum important groupant un grand nombre de forces d'Europe, du Moyen-Orient, d'Asie et d'ailleurs. Les résolutions qu'elle a adoptées ont été pertinentes et ont clairement dégagé les raisons de la crise et du conflit dans la région. La dernière réunion du comité préparatoire qui s'est tenue à Rome s'inscrit dans le cadre des derniers développements survenus, le Secrétariat permanent prendra part avec le même enthousiasme au succès de la Conférence qui se tiendra avant la fin de cette année en Italie en vue d'étudier la crise du Moyen-Orient à la lumière des nouveaux développements survenus.

Durant le laps de temps qui s'est écoulé à partir de la session du Comité Exécutif qui s'est tenu à Aden, le Secrétariat permanent a tenu deux séminaires scientifiques importants, le séminaire d'Eisenstadt qui s'est tenu en mai 1973 en collaboration avec le comité de solidarité afro-asiatique en RDA. Ce séminaire a débattu les procédés mis en jeu par le néo-colonialisme. A ce séminaire, prirent part des savants et des intellectuels, des politiciens et les dirigeants des mouvements de libération d'Asie et d'Afrique et des pays socialistes.

Le Secrétariat permanent a présenté un rapport scientifique sur cette question.

En novembre 1973, le Secrétariat Permanent a organisé, en collaboration avec le comité de solidarité afro-asiatique de Bulgarie, un séminaire scientifique important sur les relations établies entre les pays socialistes et les pays arabes progressistes. Des savants, des intellectuels des pays arabes et socialistes ont assisté au Séminaire. Le Secrétariat permanent a présenté une étude importante sur cette question.

Durant la période écoulée depuis la réunion du Comité exécutif à Aden, les rapports de lutte et les liens organiques entre le Secrétariat Permanent et les Comités de Solidarité des pays socialistes européens ont évolué. Ces comités ont présenté d'importantes aides à l'Organisation et ont contribué d'une manière positive et efficace dans l'exécution des résolutions, des travaux et des programmes de l'Organisation.

Le 3 février, les Comités de solidarité afro-asiatique de l'Union Soviétique, de Pologne, de Tchécoslovaquie, de Hongrie, de Roumanie, de Bulgarie, d'Allemagne Démocratique, se sont réunis au Caire avec le Secrétariat Permanent et ont approuvé un document de travail important devant resserrer les liens entre le Secrétariat Permanent et ces comités, et élaborer un programme visant à renforcer ces rapports.

En décembre 1973, le Secrétariat Permanent a accueilli une délégation du Comité de la Solidarité hongroise qui a eu d'importants entretiens avec le Secrétariat Permanent. Ils ont décidé de tenir un Sé-

minaire à Budapest, du 10 au 15 juin 1974, sur l'unité des forces anti-impérialistes. D'autres rencontres importantes ont eu lieu avec des représentants des Comités de Solidarité de l'Union Soviétique et de l'Allemagne Démocratique. Le 27 novembre, s'est tenue une session réunissant le Secrétariat Permanent et les mouvements de libération avec M. Alexandre Zassokhov, le Secrétaire général du Comité de Solidarité afro-asiatique en Union Soviétique et avec M. Aziz Chérif, Secrétaire Général du Conseil de la Paix et de la Solidarité en République d'Irak. On a établi lors de cette réunion les lignes fondamentales de travail de notre Conseil et on a consolidé les différents comités nationaux.

Le Secrétariat Permanent a créé des liens étroits avec le Conseil Mondial de la Paix en raison des objectifs et des principes communs aux deux Organisations. Une délégation du Secrétariat Permanent a visité le siège du Conseil Mondial de la Paix à Stockholm ; une délégation du Conseil Mondial de la Paix a également visité, plus d'une fois, le siège du Secrétariat Permanent au Caire. Dans ces réunions, furent étudiés les moyens pour renforcer les rapports entre les deux Organisations, et un programme commun fut élaboré entre les deux Organisations, programme qui aurait des résultats positifs et tangibles.

Nous pouvons déclarer que nos rapports avec le Conseil Mondial de la Paix vont en se renforçant, d'autant plus que nos deux Organisations ont organisé la Conférence de Solidarité avec le peuple ira-

kien pour la nationalisation du pétrole en août 1973, ainsi que le Séminaire du Pétrole en tant qu'arme, en novembre 1972.

Bien que des réunions communes fructueuses ne se sont pas tenues depuis le Séminaire de Bagdad, nous pensons qu'il sera possible d'organiser de telles réunions à l'avenir et une décision avec la délégation du Secrétariat Permanent a été prise à ce propos, avec le Conseil Mondial de la Paix.

Le Secrétariat Permanent avec le Conseil Mondial de la Paix va participer à la conférence de Stockholm sur l'Indochine, comme nous avons participé précédemment au Séminaire de Paris sur le Cambodge en décembre 1973. Nous entretenons également de tous rapports avec l'Organisation de l'Unité Africaine, avec le Comité des Mouvements de libération dépendant de l'Organisation. Une délégation du Secrétariat Permanent, ayant à sa tête le Secrétaire Général, a participé aux fêtes commémoratives du 10ème anniversaire de la fondation de l'Organisation qui eurent lieu à Addis Abéba.

Le Comité Soviétique de l'Organisation de Solidarité afro-asiatique a tenu une importante réunion à Moscou fin mai 1973, à cette occasion. Le Secrétariat Permanent a toujours recherché à renforcer les rapports avec l'Organisation de l'Unité Africaine; de nombreuses rencontres eurent lieu entre les responsables des deux Organisations pour consolider leur entente. La plus importante a été celle du Secrétaire Général-adjoint de l'Organisation avec le Secrétaire Général de l'Organisation de Solidarité.

On y discuta les moyens de renforcer notre action commune.

Le Secrétariat Permanent accorde une attention spéciale aux activités des Nations Unies et surtout à celles du Comité de décolonisation ainsi qu'aux Organisations inter-gouvernementales dépendant des Nations Unies et à la Conférence des Organisations non-gouvernementales membres du Conseil Economique et Social.

Le Secrétariat a participé à de nombreux comités dépendant de la Conférence des Organisations non-gouvernementales et surtout le Comité spécial pour les droits de l'Homme et le comité spécial pour le désarmement, le comité sur la décolonisation, sur la lutte contre le racisme, sur l'apartheid et sur la discrimination raciale.

Le Secrétariat Permanent a également participé au Conseil de la Conférence des Organisations non-gouvernementales.

Nous avons participé dernièrement à la réunion du Comité sur la Décolonisation en vue de préparer la Conférence Internationale contre la discrimination raciale qui se tiendra en 1974. Le Secrétariat Permanent s'est engagé à consacrer les plus larges activités en vue de la réussite de cette conférence.

Le Secrétariat Permanent a renforcé ses liens avec les Organisations démocratiques mondiales comme l'Union Mondiale des Syndicats, l'Union Mondiale des Etudiants, l'Union Mondiale de la Jeunesse démocratique, l'Union Mondiale des Femmes

démocratiques. Une délégation du Secrétariat Permanent a participé au séminaire de l'Union Mondiale des Etudiants à Tananarive, ainsi qu'au Séminaire de l'Union de la Jeunesse Mondiale démocratique à Conakry. Nous avons reçu une invitation du Secrétariat de l'Union Mondiale des Etudiants pour assister à leur Séminaire sur la démocratie de l'enseignement qui se tiendra à Aden à la même date que notre Conseil, ce qui nous a obligés à leur envoyer nos excuses avec nos meilleurs vœux de succès pour leur Séminaire.

Une délégation du Secrétariat Permanent a participé au 10ème Festival Mondial de la Jeunesse et des Etudiants qui a eu lieu à Berlin, capitale de l'Allemagne Démocratique, en juillet-août 1973 et qui a été un des événements importants dans la vie de notre jeunesse et de notre génération contemporaine.

Nous pouvons déclarer enfin que toutes ces réunions importantes et fructueuses par leur poids et leur variété ont chargé notre Organisation de lourdes responsabilités. Aussi avons-nous réorganisé notre Section Internationale pour qu'elle puisse assumer ces responsabilités et assister à ces différentes réunions.

Dans l'avenir, nous redoublerons d'efforts pour donner un élan au Mouvement de la Solidarité afro-asiatique et le faire valoir mondialement.

SECTION DE LA FEMME

La Section de la Femme participe à toutes les activités du Secrétariat ; elle publie la Revue de la

Femme Afro-Asiatique avec l'aide des soeurs africaines et asiatiques. La Section reçoit également des femmes d'Asie et d'Afrique pour échanger avec elles des points de vue et pour leur faire visiter les sites du Caire. La dernière de ces délégations venait du Sud-Vietnam et nous avons été heureux de l'accueillir parmi nous durant près de trois semaines. Trois déléguées de la Section de la Femme ont assisté à la Conférence de l'Union de la Femme Syrienne en décembre et à celle de l'Union de la Femme Arabe en février, ainsi qu'au Séminaire tenu à Alger pour mettre au point les préparatifs de l'Année Internationale de la Femme, 1975. Les déléguées de la Section de la Femme se réuniront également avec les membres des délégations à Bagdad pour préparer le Séminaire que la Section a l'intention d'organiser au Caire du 1er au 3 Mai prochain, pour discuter les préparatifs de l'année 1975, décidée par les Nations Unies comme Année internationale de la Femme. La Section de la Femme propose enfin que la Troisième Conférence Afro-Asiatique de la Femme se tienne en 1975. Nous espérons que le Secrétariat pourra réaliser ce projet.

SECTION ORGANISATIONNELLE

Le Secrétariat Permanent poursuit son oeuvre en vue de développer son efficacité et sa capacité organisationnelles au service de ses nobles objectifs politiques.

En sa qualité d'organe que les événements ont trempé et forgé, il a toutefois besoin d'un plus grand

développement et de consolidation organisationnelle. C'est pourquoi, le Secrétariat Permanent présente à cette session un projet amendé de la Constitution de l'Organisation qui, à notre avis, peut assurer les conditions organisationnelles favorables pour réaliser ces objectifs.

A cet égard, il nous incombe de renforcer les liens qui existent entre le Secrétariat Permanent et les comités et organisations membres, d'une part, et de consolider les relations qui rattachent l'Organisation et le Secrétariat Permanent aux organisations internationales, et démocratiques anti-colonialistes gouvernementales ou non-gouvernementales, régionales ou internationales, d'autre part.

Il nous incombe également de poursuivre nos efforts en vue de mettre en application les programmes de propagande et d'informations approuvés par les précédentes réunions et conférences tenues par notre Organisation.

Le Secrétariat Permanent entreprendra de développer ses publications, ses revues et ses bulletins et notamment alors que le Conseil National pour la paix et la solidarité en Irak — pays hôte de cette présente session de notre Conseil — a pris l'initiative de coopérer avec le Secrétariat Permanent en vue de publier une revue trimestrielle d'un niveau élevé tant politique qu'artistique.

Dans le même temps, le Secrétariat Permanent accorde une importance particulière à la création d'un centre de recherches et de documentation. Les

comités de solidarité dans les pays de l'Europe socialiste ont exprimé leur empressement sincère à examiner sérieusement cette question et à jouer un rôle actif dans la réalisation de ce grand projet.

Depuis la réunion d'Aden, le Secrétariat Permanent poursuit ses activités d'information et de propagande. Il a publié des déclarations et a participé par tous les moyens dont il dispose à des réunions et des conférences régionales et internationales.

Il est à souligner que les activités du Secrétariat Permanent ont été grandement accrues au cours de la période écoulée, ce qui affirme que sa position s'est renforcée au niveau africain, asiatique et international.

LE PROGRAMME D'ACTION DE L'O.S.P.A.A. POUR 1974/75

Le Secrétariat Permanent présente son Programme d'Action pour l'année 1974/75 de la façon suivante :

- Conférence internationale d'appui aux peuples de la Péninsule arabe et du Golfe Arabique (Bagdad, 28 mars).
- Séminaire international en commémoration de N'Krumah (Accra, avril).
- Séminaire international sur "l'Océan Indien — Zone de Paix", (Colombo, mai).
- Séminaire international sur "le rôle et l'importance de l'unité des forces progressistes dans la lutte contre l'impérialisme et pour le progrès social" (Budapest, juin).

- Séminaire international sur les problèmes de la formation des cadres nationaux dans les pays en voie de développement (Kaboul, septembre).
- Séminaire international sur le "rôle des masses dans la lutte contre le racisme et le colonialisme" (Tbilisi, septembre).
- Conférence internationale d'appui au peuple de Zimbabwe (Mogadiscio, novembre).
- Réunion internationale sur "les problèmes de la coopération et de la sécurité en Asie" (Tashkent, novembre).
- Session internationale du Conseil présidentiel de l'OSPAA (Brazzaville ou Freetown, octobre).
- Conférence des pays africains indépendants pour l'unité dans la lutte contre l'impérialisme et la culture réactionnaire (Zambie).
- Conférence des pays du bassin méditerranéen pour l'élaboration d'un programme de paix pour la région.
- Symposium scientifique afro-asiatique sur les problèmes socio-économiques (Lagos, décembre).
- Séminaire sur les problèmes pétroliers (Koweït).
- Séminaire sur la réforme agraire (Tanzanie).
- Rôle de la Femme africaine dans la lutte contre le colonialisme et le néo-colonialisme (Guinée).

- Séminaire sur le rôle d'Israël en tant qu'instrument de l'impérialisme et du néo-colonialisme au Moyen-Orient (dans l'une des capitales africaines).
- Séminaire sur la cause palestinienne (Mauritanie).
- Visites aux zones libérées (Angola, Mozambique, Guinée Bissau, Sud Vietnam, Oman et Golfe arabe).
- Séminaire sur le pétrole et l'énergie (dans l'une des capitales arabes).
- Séminaire sur les réformes agricoles dans le monde arabe (Algérie).

Participation aux réunions suivantes :

- Conférence internationale sur le Vietnam (Stockholm, 29-31 mars 1974).
- Session du comité spécial des Nations Unies sur l'Apartheid (Berlin, mai 1974).
- Conférence internationale des ONG sur la déclaration contre l'Apartheid et le racisme (Genève, septembre 1974).
- Conférence internationale sur la Paix et la Justice au Moyen-Orient (Rome, septembre 1971).

LA POSITION FINANCIERE

En ce qui concerne la position financière de l'OSPAA, je réitère les faits mentionnés dans mon rapport présenté à la 12ème session du Comité Exécutif tenue à Aden.

Il incombe à tous les pays et organisations qui appuient notre organisation et ses objectifs d'accorder une plus grande importance à sa situation financière.

A cet égard, je ne peux que réitérer ce que j'avais déclaré au cours de la 10e session du Comité Exécutif et de la 5e Conférence. Il m'importe néanmoins d'affirmer aussi qu'il existe encore de nombreuses charges et obligations qui requièrent des efforts continus, surtout quant aux contacts du Secrétariat Permanent avec les Comités et Associations Membres de l'Organisation.

En vue de la réalisation de ces charges et obligations, il nous faut affirmer sérieusement que les finances de l'Organisation sont en deça de la situation.

Il est un devoir primordial pour tous les membres et les Comités et Organisations adhérentes à l'OSPAA d'assurer leur contribution financière, qu'elle fût au niveau de leurs ressources et possibilités ; et ce afin que l'Organisation puisse assumer les charges qui lui incombent.

Le Secrétariat a entrepris une campagne continue et répétée en vue de s'assurer ces contributions. Mais nous n'avons eu, hélas, qu'un succès limité. Il est pour moi important de remercier ici les Comités et les pays qui ont fourni une contribution financière à l'Organisation. C'est là non seulement une aide matérielle mais une manifestation importante de l'appui politique et moral.

Encore une fois, je demande ici à tous les Comités et Associations capables de fournir une contribution financière, de répondre d'une manière positive à l'appel maintes fois répété du Secrétariat.

Dans ce rapport, j'aimerais adresser une fois de plus un appel urgent à chaque comité en vous demandant de déployer tous les efforts possibles pour consolider le budget du Secrétariat et ce, par une contribution régulière selon vos possibilités, afin de nous permettre d'assumer nos responsabilités et de mettre en application notre programme d'action pour la période à venir.

Je tiens également à mentionner la décision adoptée par votre Ve conférence à cet égard et qui stipule ce qui suit :

"Pour surmonter les difficultés financières qui se posent à l'OSPAA, la Conférence décide que chaque comité membre et chaque organisation affiliée, doit verser une cotisation annuelle de deux mille livres (£2000) au moins. En seront exemptés les mouvements de libération et les partis militants qui souffrent de difficultés financières."

CONCLUSION

A l'instar de tout organe plein de dynamisme et de vitalité au cours de son affrontement aux défis de la réalité qui l'entoure, malgré les difficultés et les obstacles qu'il affronte, le Secrétariat Permanent s'est engagé à accomplir ses tâches historiques dé-

coulant de son rôle dans la lutte de nos peuples et dans la réalisation des objectifs de l'Organisation.

Il a enregistré effectivement de grandes victoires et a joué un rôle valeureux dans la réalisation de ces mêmes objectifs.

Grâce à ces expériences et à ces victoires, le Secrétariat Permanent a acquis aujourd'hui une expérience et une maturité susceptibles de lui assurer l'efficacité et la possibilité de faire face à ses tâches. Nous nous engageons à poursuivre, aux côtés de nos peuples et à leur avant-garde, la lutte jusqu'à la réalisation de la victoire, de la liberté, de la justice et de la paix.



Le Président Ahmed Hassan El
Bakr, inaugurant la XIe session
du Conseil de l'O.S.P.A.A.

LA SEANCE INAUGURALE

ALLOCUTION DE S.E. M. AHMED HASSAN EL BAKR, Président de la République Irakienne à la séance inaugurale

Chers Frères et Amis,

Honorables invités,

Je suis heureux de vous accueillir et de vous souhaiter un agréable séjour dans ce pays militant. Je souhaite à votre Conférence tout progrès et succès au service de la cause de la libération et de la lutte dans le monde.

Nous apprécions hautement les activités persévérantes de l'Organisation de la Solidarité des Peuples Afro-Asiatiques dont la Conférence se tient à Bagdad, révélant ainsi la solidarité dans la lutte qui unit vos peuples et le nôtre, dans la lutte contre l'exploitation, le colonialisme et le sionisme.

Chers Frères,

Je suis heureux de vous rencontrer à Bagdad, de vous parler des changements politiques, sociaux, économiques, progressistes intervenus dans notre pays militant depuis le triomphe de la volonté populaire dans la Révolution du 17 juillet 1968. Cette révolution a affronté avec courage et détermination

un legs douloureux des aspects négatifs, ainsi qu'une détérioration dans presque tous les domaines.

Il incombait donc à notre Révolution et à son Parti dirigeant, le Parti du Baas Arabe Socialiste, devant l'importance de sa tâche et la lourdeur de ses responsabilités de faire des calculs minutieux et scientifiques, d'élaborer un programme révolutionnaire et radical pour édifier la société espérée par les masses de notre peuple et de notre nation, pour rejoindre la marche progressiste de l'humanité.

Chers Frères,

Avant que ne fut perçue la première lueur de la Révolution, notre pays avait été l'arène ouverte des forces de la réaction et des agents de l'impérialisme alors que les éléments nationalistes progressistes étaient persécutés et jetés en prison.

Face à cette situation étrange, voire pervers, la Révolution s'est fait un devoir d'épurer le pays des réseaux d'espionnage et des agents de l'impérialisme. Elle a impitoyablement condamné ceux qui ont trahi leur peuple, leur patrie, ceux qui se sont vendus à l'étranger.

La Révolution a su honorer ses engagements à l'égard du peuple : elle a pu épurer l'arène nationale des foyers d'espionnage et de trahison. D'autre part, la Révolution a levé les restrictions imposées aux libertés démocratiques dans l'intérêt de toutes les forces nationales, et liquidé toutes les manifestations de persécution et d'oppression politique.

Dans le cadre de la réalisation des tâches qui incombent à la Révolution, une nouvelle loi radicale sur la réforme agraire a été promulguée, traduisant le souci de la Révolution d'établir des bases saines et adéquates sur la voie d'un changement progressiste des relations agricoles, et de libérer les masses laborieuses paysannes de toutes les formes de sous-développement et de l'exploitation dans les relations féodales ainsi que son souci d'adopter les techniques modernes de l'agriculture en introduisant la mécanisation à la campagne sur une large échelle, et en considérant les institutions coopératives, collectives et étatiques comme cadre fondamental de l'agriculture socialiste.

Cette loi tend également à consolider et à favoriser les associations paysannes et les coopératives, à susciter et à encourager une prise de conscience socialiste dans la campagne ainsi qu'à approfondir le sens de la responsabilité dans l'édification de la nouvelle société.

Convaincue de l'importance de la place remarquable qu'occupent les classes laborieuses dans la réalisation et l'accélération des transformations progressistes et l'édification d'une société socialiste, la Révolution a pris l'initiative de promulguer une nouvelle loi sur le travail, selon des formules et des bases progressistes et socialistes, aussi bien dans le domaine du renforcement et du développement du rôle militant de la classe laborieuse et de sa contribution à la vie politique, économique et sociale que dans celui de l'établissement des conditions de vie

les plus saines aux masses laborieuses afin de mettre toutes les potentialités au service du renforcement de l'action syndicale, de la consolidation de ses positions et de sa place dans le travail, la production et dans la défense des intérêts de la classe laborieuse.

En ce qui concerne la libération de la richesse pétrolière du joug de la domination colonialiste et des monopoles étrangers, la Révolution a déclenché une lutte ferme et soutenue pour arracher ses droits justes et légitimes et imposer la souveraineté nationale totale sur les richesses nationales. Elle a mis ainsi tous ses moyens en vue du renforcement de la Société nationale pétrolière irakienne et de l'investissement national direct du pétrole qui s'est réalisé pour la première fois dans l'histoire de la nation, le 7 avril 1972, par la production du pétrole à partir des gisements de Rumeilah en collaboration avec les amis soviétiques.

Toujours dans le même cadre du souci de la Révolution de compléter les bases d'une véritable indépendance économique, les avoirs de l'«Iraq Petroleum Company» ont été nationalisés en juin 1972, suivis, en effet, par la nationalisation des quote-parts des grandes compagnies pétrolières américaines, hollandaises et portugaises au sein de la Bassorah Petroleum Company.

La bataille historique et triomphale de la nationalisation du pétrole a concrétisé la capacité de notre peuple et son endurance face aux sacrifices, pour s'assurer de la victoire. Il était impératif qu'é-

choient les moyens de pression et d'intimidation déployés par les sphères colonialistes et les monopoles contre la réalisation de la nationalisation. Et ces mêmes sphères se sont inclinées devant la volonté du peuple le 1er mars 1973 — jour de la victoire.

Nous apprécions hautement les vastes campagnes d'appui, de soutien et de consolidation que notre révolution a reçues de la part des peuples militants et de l'ensemble des organisations populaires et progressistes dans toutes les parties du monde. Et à cet égard, l'attitude que votre organisation — l'OSPAA — a adoptée à nos côtés contre les monopoles a eu une influence manifeste sur le moral de notre peuple et de son commandement révolutionnaire. Il est impératif que nous signalions en cette occasion le rôle actif joué par le Conseil irakien pour la paix et la solidarité et le Conseil Mondial de la Paix afin de polariser l'appui et le soutien des forces éprises de paix en faveur de la voie révolutionnaire et de ses réalisations progressistes.

Dans le cadre de la construction d'une économie nationale solide et dans le contexte des transformations socialistes, la révolution s'est fondée sur la planification scientifique pour réaliser un développement national général dans tous les domaines.

Les quelques dernières années ont vu les magnifiques réalisations survenues au cours de l'application du programme de développement élargi dans les domaines de l'agriculture, de l'industrie, des divers services et la consolidation des qualités prestigieuses du secteur public dans la vie économique et

la fondation des bases matérielles nécessaires à la construction d'une société socialiste.

Ce qui a été accompli au cours des années écoulées dans le domaine du développement représente déjà un tournant dans l'histoire de notre pays. Mais nous sommes convaincus que par l'accélération des transformations progressistes et l'augmentation des moyens, nous rattraperons le temps perdu et compenserons les pertes subies lors des années de chaos et d'indiscipline, et de retard économique et social.

Chers Frères,

Parmi les questions importantes que notre Révolution a pris soin de résoudre d'une manière radicale, dans l'intérêt du progrès et de l'union de notre peuple composé d'Arabes, de Kurdes et de minorités homogènes, citons la solution du problème kurde pour lequel les cercles colonialistes et réactionnaires ont essayé de fomenter toutes sortes de conspirations et de menées subversives contre notre peuple et notre patrie. Mais le Manifeste du 11 Mars 1970 a formulé d'une manière progressiste une solution pacifique et démocratique de la question kurde en accordant ses droits légitimes à notre peuple kurde, dont celui à l'auto-gouvernement dans le contexte de la République irakienne.

Les années qui ont suivi cette déclaration historique ont été jusqu'à ce jour le témoin des efforts inlassables et sincères destinés à appliquer d'une manière totale ses articles, la dernière de ces initiatives étant la promulgation de la loi sur l'auto-gouvernement de la région du Kurdistan que le front

national progressiste avait proposé et que le Conseil du Commandement révolutionnaire avait adopté et dûment proclamé le 11 mars de l'année en cours.

La solution pacifique et démocratique de la question kurde s'est heurtée à de nombreuses difficultés par suite des procédés conspirateurs et subversifs et de l'influence de quelques courants suspects et de droite. Néanmoins, la révolution s'est efforcée de poursuivre les meilleurs moyens d'apporter une solution pacifique et démocratique au problème de la région du Kurdistan et d'en réaliser l'auto-gouvernement.

Nous sommes conscients du fait que les colonialistes et leurs agents voient d'un mauvais oeil le raffermissement des liens de lutte entre les fils du peuple irakien, ce qui explique leurs tentatives visant à créer des difficultés et obstacles en vue de briser l'unité de l'édifice interne.

Toutefois, nous sommes également persuadés que la conscience de nos masses — arabes, kurdes et minorités solidaires — et que le noble sentiment d'une responsabilité historique et d'un destin commun sont à même de barrer la route aux conspirations et sabotages impérialistes et réactionnaires, en consolidant la paix aux confins de notre chère patrie ainsi qu'en avortant les invitations trompeuses et malveillantes qui souhaitent le mal à notre nation, à notre peuple et à la solide union établie entre ses fils.

Chers Frères,

Nous chérissons profondément l'appui d'une grande portée par lequel le Manifeste du 11 Mars et le droit à l'auto-gouvernement accordé à la région du Kurdistan ont été accueillis par l'ensemble des peuples militants du monde; et nous réaffirmons ici notre détermination à poursuivre notre oeuvre de reconstruction, de paix et d'union nationale et notre lutte contre les tendances chauvines, les courants suspects et la réaction. Nous sommes fermement convaincus de la conscience de notre peuple kurde, de son adhésion à la révolution comme de son soutien à ses réalisations progressistes dans la voie du succès d'une solution pacifique et démocratique pour déjouer les manœuvres du colonialisme et de la réaction.

Dans le cadre de cette conception stable notre pays connaîtra l'application pratique du droit à l'auto-gouvernement et l'instauration des institutions constitutionnelles législatives et exécutives dans la région du Kurdistan.

Dans le cadre de la réalisation de la fusion des forces progressistes dans la lutte, de gros efforts ont été déployés, les années passées, pour établir un front national progressiste. Ces efforts ont été couronnés de succès quand on a proclamé — l'an dernier, à la veille des fêtes populaires en l'honneur du 15ème anniversaire de la Révolution du 17 juillet — la création du Front Unifié des Forces Progressistes selon la Charte de l'action nationale. Ce Front sert de modèle vivant et pratique aux forces de libé-

ration dans la région, de flambeau leur éclairant le chemin vers l'unification, vers leur fusion face aux défis colonialistes et réactionnaires.

La création du Front National Progressiste dans notre pays a eu pour but de dépasser la phase de déchirement dans les rangs nationaux, de mobiliser toutes les potentialités capables d'édifier une nouvelle société et d'accélérer les changements progressistes.

Notre Front — qui réunit, à l'heure actuelle, le Parti Socialiste Arabe du Baas, le Parti Communiste Irakien et les autres forces nationalistes progressistes — est ouvert au Parti Démocrate kurde, ce qui élargirait la base de travail national commun et réaliserait l'alignement dans une lutte sur tous les fronts, face aux nécessités de l'édification révolutionnaire et pour les perspectives d'un avenir meilleur.

Chers Frères,

Tel est un rapide aperçu des transformations progressistes réalisées par la Révolution dirigée par son Parti d'avant-garde, le Parti Socialiste Arabe du Baas, de la fusion des forces nationalistes progressistes sur le plan intérieur.

Sur le plan arabe, la Révolution a fidèlement suivi son programme national et socialiste; elle garde une foi profonde dans l'unité de la nation arabe. Elle a résolument lutté pour créer une expérience révolutionnaire d'avant-garde du mouvement de

la lutte arabe et de la révolution arabe contemporaine. La Révolution s'oppose avec détermination contre les plans colonialistes, sionistes et réactionnaires qui veulent imposer la reddition et la défaite à la nation arabe au service des intérêts de l'agression et de l'expansion sionistes.

Notre pays est une partie intégrante de la nation arabe. Son expérience révolutionnaire est dirigée par un Parti nationaliste, progressiste et socialiste, le Parti Socialiste Arabe du Baas. Il est donc naturel que les aspirations nationales stratégiques à l'unité, à la liberté et au socialisme émanent de la Révolution.

La Révolution du 17 juillet a été la réponse pratique à la détérioration de la situation, à la désintégration consécutive et au revers national subi le 5 juin 1967. Elle s'inscrit également comme une réaction contre le sous-développement économique et social. Elle soumet au peuple arabe un programme militant pour relever les défis lancés par l'impérialisme et le sionisme. Elle a démasqué les complots défaitistes, capitulards qui visent à liquider la cause palestinienne et à imposer la capitulation devant l'agression sioniste de spoliation de la terre arabe.

Avec la reprise des hostilités déclenchées contre l'ennemi sioniste en octobre dernier, la révolution a placé toutes ses potentialités au service du combat national où se jouait le destin arabe commun. La vaillante armée irakienne a joué un rôle éminent d'avant-garde pour faire face à l'agression et à l'usurpation sionistes, grâce à la coopération de tous

les combattants arabes afin que la lutte se poursuive jusqu'à la libération totale de la terre arabe et jusqu'à ce que le peuple arabe de Palestine puisse jouir du droit d'auto-détermination sur sa terre nationale. Nous sommes fermement décidés à poursuivre cette voie et à appuyer la lutte que mène le peuple arabe pour éventer les complots ourdis par l'impérialisme américain, le sionisme et la réaction jusqu'à la libération de toutes les terres arabes occupées afin de garantir les droits du peuple arabe de Palestine à recouvrer sa terre et à l'auto-détermination.

Nous sommes convaincus de notre droit légitime et équitable sur notre terre : la Palestine spoliée par les sionistes. Nous continuerons à adopter cette juste prise de position dans la lutte arabo-sioniste et nous poursuivrons notre aide et notre appui au mouvement de révolution palestinien dans la lutte qu'il mène contre l'agression et l'usurpation. La Révolution a fait face à des tentatives de conspiration déployées par le colonialisme qui a adopté divers procédés dans le Golfe Arabe. Elle affronte avec fermeté le rôle honteux joué par certains réactionnaires dans la région au service des politiques impérialistes d'agression. Il est devenu évident que les provocations agressives menées sur nos frontières constituent l'une des étapes de la conspiration colonialiste et une tentative désespérée pour faire face au flux de libération progressiste de la Révolution.

Sur le plan de la politique extérieure, la Révolution a adopté dans ses relations avec les autres

pays du monde une ligne marquée par la coopération mutuelle, et la réciprocité des intérêts. Dans le cadre de sa conviction dans la lutte commune, la Révolution a établi des liens étroits avec les pays libérés et renforcé sa coopération avec les pays socialistes amis de manière à consolider son indépendance nationale, et à assurer les intérêts communs sur un même pied d'égalité. Le traité de coopération et d'amitié irako-soviétique conclu en avril 1972 a été la confirmation de la volonté de réaliser une fusion stratégique solide consolidant les liens étroits unissant le mouvement de la révolution arabe à celui de la révolution mondiale. Notre politique étrangère est fidèle à la solidarité agissante avec la lutte menée par tous les peuples contre l'impérialisme et le sionisme et les régimes racistes.

Notre Révolution s'est rangée fermement aux côtés des peuples du Vietnam, du Laos et du Cambodge luttant contre l'ingérence agressive impérialiste américain et a appuyé la lutte menée par les peuples de l'Amérique Latine, pour se libérer du joug de la domination colonialiste, notamment celle menée par le peuple du Chili contre la clique fasciste et fantoche.

Nous stigmatisons et dénonçons les politiques impérialistes et racistes dirigées contre les peuples militants de l'Afrique et nous nous rangeons aux côtés des mouvements africains de libération, en Angola, au Mozambique, en Guinée-Bissau, en Afrique du Sud, au Zimbabwe et dans tous les coins du

monde où s'élèvent bien haut les bannières de la lutte et de la révolution contre l'exploitation et le racisme.

Chers frères,

Honorables invités,

Encore une fois, j'ai le plaisir de vous exprimer mes vœux de succès à votre conférence, en vue de servir les causes de la libération, du progrès, de la solidarité militante entre les peuples.

**ALLOCUTION DE M. AZIZ CHERIF,
SECRETAIRE GENERAL
DU CONSEIL NATIONAL IRAKIEN
POUR LA PAIX ET LA SOLIDARITE
ET PRESIDENT DU XIème CONSEIL
DE L'OSPAA**

*Monsieur le Président,
Chers amis, chers délégués,
Chers invités,*

J'ai l'honneur de joindre aux salutations du Président de la République irakienne, mes chaleureuses salutations. Je vous souhaite la bienvenue au nom de notre Conseil, le Conseil National irakien pour la paix et la solidarité. Je vous salue également, représentants des forces militantes, vous, qui incarnez les aspirations de ces forces à un brillant avenir. Je vous souhaite la bienvenue à Bagdad, cité de la paix, dont l'histoire a consacré le nom depuis plus de treize siècles, qui recouvrera son ancienne gloire et son magnifique passé dans un contexte historique nouveau.

En raison des possibilités limitées dont nous disposons, nous n'avons peut-être pas pu vous assurer l'accueil qui vous est dû et tout le confort possible, mais cela ne saurait aucunement diminuer la profonde affection que nous ressentons à votre



**M. Aziz Chérif, président du
Conseil de la XIe Session, pro-
nonçant son allocution.**

égard ni la haute estime que nous portons à votre noble mission. Encore une fois, soyez les bienvenus, dans la cité de la paix, parmi vos frères qui oeuvrent en vue d'assurer la paix.

Chers amis,

Permettez-moi d'adresser les remerciements de notre assemblée à S.E. M. Ahmed Hassan El Bakr, Président de notre République, qui a bien voulu placer notre réunion sous ses auspices et s'est engagé personnellement à assurer tous les impératifs requis afin qu'elle assume sa mission historique et réponde aux aspirations de nos peuples.

Je prie Monsieur le Président de bien vouloir m'excuser si je fais constamment allusion à la protection qu'il accorde à notre Conseil, le Conseil national irakien pour la paix et la solidarité. Il a toujours apporté un soutien moral, politique et matériel décisif à l'action de notre Conseil national et internationaliste. Il nous a été ainsi permis de jouer un rôle positif en vue de l'unification des forces nationales. En effet, notre Conseil groupe actuellement des représentants remarquables de la direction du parti Baas arabe socialiste, du parti communiste irakien et du parti démocratique kurde, ainsi que d'éminentes personnalités démocratiques, populistes et progressistes, au niveau de l'Etat et de la société, oeuvrant tous, animés d'un même esprit, pour la réalisation du même objectif nationaliste arabe et internationaliste.

Ce soutien nous a également permis de participer à la lutte de notre république pour le recouvrement de nos ressources des mains des monopoles impérialistes et à l'opération actuellement en cours en vue de la liquidation de l'exploitation étrangère sous toutes ses formes. Un des aspects saillants de cette oeuvre est l'action entreprise par notre Conseil, de concert avec les deux organisations internationales (le Conseil Mondial de la Paix et l'OSPAA) aux fins de mobiliser de plus larges couches de l'opinion publique mondiale, notamment au cours de la Conférence internationale d'appui au peuple et gouvernement irakiens, à la suite de la nationalisation de l'Iraq Petroleum Company et "le colloque international sur le pétrole en tant qu'arme contre l'impérialisme et le sionisme, et en faveur de la libération économique et d'un développement indépendant". Nous profitons de cette occasion pour rendre un hommage particulier au rôle joué par le Conseil Mondial de la Paix et l'OSPAA, en vue de consolider et de soutenir notre activité et nous les en remercions infiniment. Nous constatons, toutefois, que les circonstances actuelles exigent la convocation d'un nouveau colloque sur le pétrole, à la lumière des développements en cours, étroitement liés au problème de l'énergie, notamment après la guerre d'octobre dernier.

Le soutien du Président nous a permis, d'autre part, de contribuer, sur le plan international, aux mouvements de paix et de solidarité, et de faire entendre la voix de notre République aux peuples d'Extrême-Orient, d'Indochine, du sous-continent in-

dien, de toute l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique latine. Nous nous félicitons de cette contribution qui a donné au monde une image révélatrice de la nature des développements progressistes dans notre république.

Chers amis,

La présente réunion du Conseil de l'OSPAA revêt une importance particulière, pour plus d'une raison.

En premier lieu, elle se tient à un moment marqué par l'escalade de l'offensive impérialiste, sioniste et réactionnaire, dirigée par les Etats-Unis contre le mouvement de libération arabe ascendant en vue de consacrer l'agression israélienne, de liquider les droits du peuple arabe de la Palestine, de menacer la République irakienne, d'en entraver l'évolution sociale et d'en ébranler le régime progressiste.

Cette réunion constitue, par ailleurs, une manifestation mondiale minutieusement préparée pour mettre un terme à cette offensive, porter la lutte pour la libération à un niveau supérieur qui réponde aux développements positifs survenus au sein de la communauté internationale, et poursuivre implacablement la liquidation de l'impérialisme et de l'agression israélienne.

D'autre part, cette session se tient alors que le monde est témoin d'une évolution positive générale dans les relations internationales, dans un nouveau contexte mondial, caractérisé notamment par la fail-

lite de la politique de la guerre froide et la nécessité de liquider cette politique une fois pour toutes, par la victoire des principes de la coexistence pacifique entre pays à systèmes sociaux différents et le développement de la détente et de la coopération internationales.

Ce processus est en quelque sorte le fruit d'une lutte longue et complexe que les peuples ont menée et mènent toujours, qui a fait pencher la balance en faveur des forces de la paix, de la liberté et du socialisme. C'est, en effet, le produit du pouvoir croissant de la communauté des pays socialistes et notamment l'Union Soviétique, des gains consacrés par la politique extérieure de l'Union Soviétique et des autres membres de ce groupe. Cette politique a été couronnée par un programme de paix adopté par le 24ème Congrès du Parti communiste de l'Union Soviétique.

Cette évolution est, par ailleurs, due à la lutte héroïque menée et que mènent toujours les peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, à la fusion de la lutte de ces peuples avec celle des pays socialistes en un front militant commun dirigé contre l'impérialisme et ses agents. Nous citons particulièrement la victoire éclatante remportée par le peuple du Vietnam contre les forces de l'agression américaine et leurs agents, ainsi que les victoires appréciables remportées par les mouvements de libération du Continent africain.

Nous sommes en droit d'être fiers de notre organisation, l'OSPAA, qui a contribué à la mobilisa-

tion de l'opinion mondiale aux fins de renforcer la solidarité avec la lutte de libération menée par ces peuples et de réaliser la fusion du front internationaliste entre les forces de libération nationale, le mouvement socialiste mondial, le mouvement démocratique mondial et en premier lieu l'URSS, ami fidèle et puissant des pays luttant pour leur libération et pour un développement indépendant auxquels il accorde un soutien ferme et sincère.

Ce processus historique découle de la conséquence de la lutte des forces de paix et démocratiques à travers le monde, celle des peuples des pays capitalistes et d'Europe Occidentale qui oeuvrent en vue d'éliminer la politique de la guerre froide imposée par les impérialistes américains et de réaliser la sécurité et la coopération européennes.

Il convient de souligner l'importance considérable de notre présente réunion qui se tient à la suite de celle du Congrès mondial des forces de la paix, et, partant, il nous incombe d'en diffuser les résultats et de mettre en exécution ses résolutions et son programme d'action.

Chers amis,

Notre réunion revêt une importance particulière, puisqu'elle se tient, alors que bon nombre de pays de nos deux continents, surtout en Afrique, ont accédé à l'indépendance nationale et ont pu participer aux travaux de notre Conseil. Notre Organisation groupe aujourd'hui des représentants de pays

et de mouvements qui n'étaient pas précédemment représentés. Par ailleurs, la majorité des peuples des deux continents, ayant accédé à l'indépendance politique, assument aujourd'hui la tâche de liquider les séquelles de l'impérialisme et du néo-colonialisme, celle de libérer leurs ressources nationales, de suivre la voie d'un développement économique indépendant, d'élever le niveau de vie des masses et de réaliser le progrès social. A cet égard, il incombera à la présente session d'approfondir et d'étendre la portée des objectifs de notre Organisation et de remanier la composition de ses divers organes pour lui permettre de remplir avec succès ces tâches.

L'importance particulière de notre présente session est mise en relief par la participation de personnalités éminentes venant de diverses régions, lointaines et proches, ainsi que l'opinion publique progressiste, les institutions d'information, la presse, la radiodiffusion et la télévision.

Nul doute que cette importance mondiale donnera une plus grande impulsion aux travaux de notre session.

Il incombe à notre session de contribuer à l'enrichissement du processus historique de détente et de coopération mondiale. Il est également de notre devoir de susciter la prise de conscience des peuples que nous représentons par le fait que ce processus ne se développe pas sur une voie bien pavée et rectiligne, car l'impérialisme n'a pas changé sa nature et ne le fera jamais. Cet impérialisme s'évertue avec acharnement, sous la direction de l'impérialisme

américain, en mettant à son service toutes les forces réactionnaires locales, à fomenter des complots et à semer la dissension. C'est ainsi qu'il déploie actuellement ses activités dans notre région. Il est parvenu à agir au Chili par l'entremise de la junte militaire à la solde de la CIA.

Chers frères et amis,

Nous discuterons, au cours de cette réunion, des problèmes importants que doivent affronter à l'heure actuelle, les peuples d'Afrique et d'Asie; nous traiterons de la solidarité avec les peuples de l'Amérique latine et, d'une manière générale, des problèmes de la paix mondiale. Notre ami, M. Youssef El Sébai, Secrétaire Général de notre Organisation, nous en fera tout à l'heure un exposé. Permettez-moi, toutefois, d'anticiper sur ce rapport en parlant d'une manière succincte de la situation qui prévaut dans notre région. J'entends par là, en particulier, la lutte arabe contre l'impérialisme, le sionisme, la réaction et la réalité de l'agression et de l'occupation israéliennes.

Une lutte d'un genre nouveau est menée à l'étape actuelle, depuis la guerre d'octobre 1973. Les conséquences de cette guerre et l'initiative arabe ont eu pour résultat de créer une situation internationale qui se trouve être davantage en faveur de la cause de la libération arabe qui ne s'est pas limitée à l'opinion mondiale, mais la transcende pour atteindre le niveau gouvernemental même en Europe occidentale et au Japon, sans compter l'Afrique. Is-

raël, et l'impérialisme américain qui se portait garant de son agression, se sont trouvés de plus en plus violés. Il eut été possible de tirer parti de cette nouvelle tendance et la développer au profit de la lutte arabe pour la libération dirigée contre l'agression israélienne et l'impérialisme américain, d'autant qu'il s'agit de garantir les droits du peuple arabe de Palestine.

Cependant, la situation a changé du fait des machinations américaines appuyées par la réaction arabe. La question ne se limite plus à présent à la poursuite de l'agression sioniste et de l'occupation israélienne des territoires arabes, car, désormais, l'impérialisme américain et ses alliés de la réaction arabe prétendent avoir la clé de ce qu'ils se plaisent d'appeler la solution de la crise du Moyen-Orient. Il ne fait aucun doute que l'impérialisme américain et le sionisme ont des intérêts communs. Il leur importe d'appuyer l'agression israélienne et de soutenir les forces de la réaction dans la région. Cet impérialisme qui, au niveau mondial, est encore plus réactionnaire et plus agressif, représente dans notre région le danger principal, menaçant en général le mouvement de libération arabe et les régimes arabes qui lui sont opposés. Il menace également les réalisations nationales obtenues par les Arabes au prix d'un combat qui dure depuis un demi-siècle. La nature de l'impérialisme américain n'a pas changé et ne changera jamais, même s'il adopte une nouvelle tactique à chaque tournant historique. Le danger de l'impérialisme américain ne réside pas seulement dans les aspects multiples d'appui décisif qu'il ac-

corde à Israël, dans sa manière d'augmenter sa capacité d'agression, de soutenir puissamment la réaction dans la région et de coopérer avec celle-ci dans la trame des complots, mais réside en particulier dans les menées secrètes qui visent à semer la discorde à l'intérieur du camp arabe, à isoler ses combattants et à l'isoler lui-même de son puissant, fidèle et inébranlable allié, l'URSS et des autres forces du socialisme, de la libération et de la démocratie dans le monde. Il essaye d'affaiblir ou d'annuler le rôle des régimes arabes qui se mesurent à lui.

C'est ainsi que l'impérialisme et les forces de la réaction qui le soutiennent tentent d'isoler les pays arabes les uns des autres et s'adressent à chacun d'eux en particulier dans le but d'imposer une solution au problème du Moyen-Orient à l'insu de l'Union Soviétique. Ils éloignent ces pays de la scène internationale et des forces qui voudraient résoudre le problème sur la base du principe fondamental de la liquidation de l'agression et de l'occupation israéliennes et de la garantie des droits nationaux légitimes du peuple arabe de Palestine.

Aussi bien, il convient de s'assurer d'une manière décisive que la seule et unique solution du problème du Moyen-Orient et la garantie de l'établissement d'une juste paix dans la région, seront fondées sur le retrait total et inconditionné des troupes israéliennes des territoires arabes occupés. De même qu'il s'agit de garantir les droits légitimes nationaux du peuple arabe de Palestine qui doit recouvrer sa patrie, son droit à l'auto-détermination et celui de lutter pour ces droits.

Chers amis,

Vous n'êtes pas sans ignorer, assurément, que les machinations impérialistes dirigées contre le mouvement de libération arabe s'étendent à la région du Golfe Arabique et de la presqu'île arabique, en raison de la nature même des visées impérialistes pour lesquelles l'agression israélienne se trouve renforcée aux fins de maintenir la domination impérialiste sur la région et de poursuivre l'exploitation de ses richesses (en particulier ses richesses pétrolières).

Ces activités impérialistes sont destinées à écraser le mouvement de libération arabe qui ne cesse de se développer dans cette partie de la région, et surtout à menacer et à ébranler la stabilité du régime progressiste anti-impérialiste en Irak, ainsi qu'au Yémen Démocratique et Populaire. Les impérialistes visent aussi le mouvement de libération arabe dans d'autres pays, particulièrement à Oman et dans le Golfe Arabique.

Aussi les impérialistes anglo-américains essaient-ils de consolider leurs bases militaires d'agression dans cette région ; ils comptent, pour cela, sur les régimes réactionnaires locaux et surtout sur l'Iran et l'Arabie Séoudite qui élaborent des programmes de réarmement et mettent sur pied des forces militaires redoutables excédant les besoins de ces pays. Nous constatons un surcroît de provocations militaires iraniennes, ces derniers mois, sur les frontières orientales de l'Irak ainsi que la violation de sa souveraineté sur son territoire. son

espace aérien et ses eaux, dans le but d'éliminer tout changement progressiste survenu dans ce pays. Cela a été clairement exposé par le Président de la République.

Je voudrais parler brièvement de certains détails de cet exposé. En premier lieu, de la consolidation de l'unité nationale grâce à la solution démocratique du problème de notre peuple kurde, solution fondée sur la déclaration historique de mars 1970. Les principes de cette déclaration ont été concrétisés par la loi octroyant l'autonomie à la région du Kurdistan, loi promulguée le 11 mars dernier. Nous désirons souligner également le succès de l'action pour un Front National Progressiste fondée sur la Charte de l'accord du Parti Baas arabe socialiste avec le Parti Communiste Irakien.

Je voudrais aussi commenter la réforme agraire, la liquidation des séquelles du féodalisme dans notre campagne, les programmes ambitieux de développement socio-économique, le recouvrement de nos ressources pétrolières des mains des monopoles impérialistes. Soulignons enfin notre politique extérieure progressiste basée sur la solidarité avec la lutte des peuples, la coopération avec les gouvernements progressistes, libérés de toute dépendance et surtout avec le groupe des pays socialistes, notamment avec l'Union Soviétique.

C'est en raison de cette politique progressiste et en raison surtout de la résistance de l'Irak face aux machinations des impérialistes que ceux-ci essayent, avec Israël et les autres forces de la réaction,

de porter atteinte au régime progressiste de notre République et d'ébranler sa stabilité.

Il est certain que votre réunion tenue à Bagdad est une source d'encouragement et d'appui pour notre peuple irakien et pour son gouvernement national dirigé par le Président militant Ahmed Hassan El Bakr dans les circonstances critiques, tant sur le plan national que sur le plan arabe, que traversent notre pays et l'ensemble de notre région arabe.

Nous nous engageons à poursuivre avec sincérité et honneur notre lutte résolue qui s'inscrit dans la marche des peuples contre l'impérialisme, le sionisme et la réaction.

Chers amis,

Je voudrais enfin souhaiter à vos nobles efforts un succès tangible dans le développement de l'action de l'Organisation, dans la mobilisation de l'opinion publique, dans l'élargissement de la solidarité entre les peuples des deux continents. Je vous souhaite également le succès dans votre appui de la lutte des peuples d'Amérique Latine, dans votre collaboration active avec les forces mondiales de la paix, et avec toutes les forces qui luttent contre l'impérialisme et l'agression, pour l'édification d'une société mondiale où régneront la justice, la paix et la coopération.

**ALLOCATION DE REMERCIEMENTS
DU SECRETAIRE GENERAL
DE L'O.S.P.A.A.**

à la séance inaugurale

M. le Président de la République,

M. le Président du Conseil,

Messieurs, collègues et amis,

J'ai le plaisir et l'honneur de vous exprimer au nom de l'OSPAA et au nom de la XIème Session du Conseil de l'OSPAA, les sincères remerciements à M. Ahmed Hassan el Bakr, Président de la République Irakienne, qui a bien voulu parrainer cette session et nous accorder l'honneur de prononcer son allocution précieuse. vers un guide et une ligne d'action pour nos travaux. Je tiens à exprimer mes remerciements et mon appréciation au grand peuple arabe de l'Irak, au gouvernement de la Révolution et à toutes les forces nationales et militantes dans le grand et courageux Irak : le parti du Baas arabe socialiste, le parti communiste irakien, le parti démocratique kurde et les nationalistes progressistes.

Je suis sûr que je ne fais qu'exprimer vos sentiments à tous en adressant notamment mes remerciements et mon appréciation au Conseil National Irakien pour la Paix et la Solidarité, à mon frère et ami, M. Aziz Chérif, son Secrétaire Général, à ses



M. Youssef El Sébai, S.G. de
l'O.S.P.A.A. exprimant ses remer-
ciements.

collègues et collaborateurs, ainsi qu'à tous les amis et frères irakiens qui ont assumé de grandes responsabilités, tout en étant animés d'un esprit national et internationaliste sublime visant à assurer le succès de cette réunion.

Nous exprimons notre gratitude pour l'accueil chaleureux et l'hospitalité arabe authentique qui nous ont été réservés ainsi que pour la bonne volonté et l'esprit de sacrifice qu'ils ont tous manifesté.

Cette réunion qui groupe des dirigeants de tous les partis révolutionnaires et nationaux, ainsi que ceux des comités de solidarité des organisations régionales, internationales et démocratiques et progressistes en Afrique, en Asie, en Europe socialiste et dans le monde occidental, est une preuve évidente et décisive du progrès enregistré par la lutte de nos peuples pour la réalisation de leurs objectifs sublimes en vue de renforcer l'indépendance nationale, la paix, la sécurité et le progrès social et de défendre la liberté et la lutte contre les forces de l'impérialisme, du colonialisme, du racisme, de l'agression, de la tyrannie et de la discrimination avec un esprit de solidarité agissante d'objectifs homogènes et de lutte commune.

La XIème Session du Conseil de l'OSPAA qui se tient aujourd'hui sur la terre hospitalière de l'Irak a inscrit, en premier lieu à son ordre du jour, les tâches urgentes qui incombent au glorieux mouvement de solidarité afro-asiatique. Seize années de lutte persévérante, anti-impérialiste se sont écoulées.

Il lui incombe, tout d'abord, de renforcer la lutte des peuples arabes contre l'agression impérialiste, d'appuyer le mouvement de libération arabe et surtout la lutte du peuple arabe de Palestine pour réintégrer son foyer et pour recouvrer son droit à l'autodétermination sur son propre sol. L'OSPAA a appuyé incessamment et continue d'appuyer sans relâche, avec force et fermeté, la cause équitable du peuple de Palestine.

En réalité, cette cause s'inscrit au centre de la cause arabe entière. L'OSPAA a incessamment condamné et continue à le faire, la base impérialiste d'agression représentée par le raciste Israël, en tant que tremplin du néo-colonialisme qui menace toute l'Afrique et toute l'Asie et entrave le progrès des peuples arabes qui cherchent à renforcer leur indépendance nationale authentique et qui visent à la libération économique et au développement économique.

Notre organisation appuie sans réserve et manifestement les droits inaliénables du peuple palestinien à réintégrer son propre territoire, à s'autodéterminer dans sa patrie, à recouvrer sa terre spoliée.

Notre organisation continue d'appuyer en même temps la lutte héroïque des peuples de l'Indochine après la grande victoire historique qui s'est inscrite sur une page immaculée de l'histoire de l'humanité, dans la lutte qu'il mène contre l'impérialisme américain pour la mise en exécution intégrale minutieuse et urgente des accords de Paris pour la

reconstruction du pays, la consolidation de l'indépendance nationale et complète, la libération du Cambodge et du Laos.

La lutte de tous ces peuples est intimement et organiquement liée, et à l'avant-garde se tiennent les peuples qui mènent une lutte implacable contre l'impérialisme, le colonialisme et le racisme. Notre Organisation appuie totalement et d'une manière continue les peuples africains colonisés, en particulier ceux des colonies africaines, ainsi que les peuples de l'Afrique australe, qui luttent vaillamment contre le barbare colonialisme portugais, ses partisans et ses alliés et contre la honteuse discrimination raciale.

Le premier des devoirs qui incombent à notre organisation est la consolidation de l'indépendance nationale des peuples l'ayant récemment acquise, afin d'enrichir le contenu de cette indépendance par le développement social et le progrès économique, d'une part, et de la renforcer par l'union de toutes les forces anti-impérialistes, d'autre part, en particulier, les pays et les forces socialistes ayant à leur tête l'Union Soviétique, et l'ensemble des autres forces nationalistes et démocrates.

Permettez-moi donc de réitérer les remerciements et l'appréciation que j'adresse à l'Irak glorieux et de lui présenter nos félicitations les plus chaleureuses en notre nom à tous, pour l'action historique qu'il a entreprise dernièrement en proclamant le droit à l'autogouvernement du peuple kurde dans le contexte de la République Irakienne.

Nous sommes tous absolument convaincus que l'octroi de leurs droits nationaux aux Kurdes, renforcera de plus en plus l'union de la République irakienne et la fraternité arabo-kurde tout en frayant la voie à l'épanouissement et au progrès du Kurdistan et de l'Irak et à l'union arabo-kurde face aux ennemis des nationalités arabes et kurdes que l'impérialisme, le racisme, les forces colonialistes, tout comme ils approfondiront le fond des transformations sociales progressistes en Irak.

Nous sommes convaincus que notre réunion ici, aujourd'hui, dans la noble ville de Bagdad, sera un jalon saillant parmi ceux qui marquent le Mouvement de Solidarité Afro-Asiatique, et une victoire nouvelle remportée par nos peuples sur le chemin qui mène à un avenir radieux qui s'accomplira dans la liberté, le socialisme, la justice et la paix.

TELEGRAMMES REÇUS DE LA PART DE CHEFS D'ETAT ET DE GOUVERNEMENT

De nombreux télégrammes nous sont parvenus des Chefs d'Etat et de gouvernement ainsi que des chefs de partis et d'organisations politiques, exprimant leur pleine solidarité aux participants de la 11ème session du Conseil de l'OSPAA et attachant une grande importance aux résultats de ce rassemblement historique.

Le président **Ahmed Sékou Touré**, de Guinée nous a adressé une dépêche dans laquelle il a exprimé ses meilleurs vœux de succès pour les travaux de la 11ème session du Conseil de l'OSPAA, tenue à Bagdad.

Le président Sékou Touré a déclaré qu'il était convaincu que les problèmes vitaux des pays du tiers-monde feront l'objet d'un examen approfondi et trouveront les solutions les plus appropriées. Les travaux de la conférence, a-t-il ajouté, contribueront à consolider la lutte commune des peuples afro-asiatiques contre l'exploitation et la domination du colonialisme, du néo-colonialisme, de l'impérialisme, de la discrimination raciale et du sionisme.

De son côté, le Président **Anouar el Sadate** de la République Arabe d'Egypte, a adressé un message de félicitations à la 11ème session du Conseil de l'OSPAA. Dans ce message, le Chef de l'Etat égyptien indique que la réunion du Conseil se tient à une phase décisive de l'histoire de l'humanité où le monde entier est témoin des victoires sans cesse croissantes des peuples sur les forces d'agression.

L'unité des peuples arabes et la solidarité des peuples afro-asiatiques, souligne le président égyptien, se sont pleinement concrétisées, durant la guerre d'octobre.

Le Président Sadate rend également hommage à l'étroite coopération dont l'Egypte et la Syrie ont bénéficié de la part de leurs frères africains. En effet, précise-t-il, ceux-ci ont accordé leur appui sans faille à la lutte arabe en vue de réaliser leurs justes revendications, à savoir le retrait des forces in-



M. Aziz Chérif, Président de la session, lisant les dépêches et messages d'appui au Conseil de l'O.S.P.A.A.

raéliennes de tous les territoires arabes usurpés le 5 juin 1967, et la reconnaissance des droits légitimes du peuple palestinien. L'Égypte, affirme le Président Sadate, n'acceptera jamais une solution unilatérale, ne renoncera, fut-ce d'un pouce de ses territoires et ne marchandera pas sur les droits du peuple palestinien.

L'armée égyptienne demeurera en état d'alerte jusqu'au retrait d'Israël de tous les territoires arabes et jusqu'à la réalisation des revendications justes et légitimes des Arabes.

Une autre dépêche a été adressée au Conseil par **M. Léonid Brejnev**, secrétaire général du comité central du parti communiste soviétique. Dans cette dépêche le dirigeant soviétique a déclaré que l'URSS continuera, comme par le passé, à accorder son appui sans réserve aux mouvements de libération nationale des peuples afro-asiatiques.

Le peuple soviétique, affirme **M. Brejnev**, tient fermement à l'instauration d'une paix juste et durable au Proche-Orient sur la base du retrait des forces israéliennes de tous les territoires arabes occupés et la garantie des droits nationaux et légitimes du peuple arabe palestinien.

M. Brejnev exprime en outre l'appui décisif de son pays à la vaillante lutte menée par le peuple du Vietnam et ceux de l'Indochine en vue d'acquiescer leur liberté et d'accéder à leur indépendance.

Il exprime également l'appui de l'URSS à la lutte nationale en Guinée-Bissau, au Mozambique, en Angola, en Afrique du Sud, en Namibie et au Zimbabwe ... dont les peuples mènent une lutte armée contre le dernier bastion de l'impérialisme et du racisme en Afrique.

L'Union Soviétique, ajoute **M. Brejnev**, est parfaitement consciente que le mouvement des peuples afro-asiatiques continuera à demeurer un élément important dans la lutte contre le colonialisme ainsi que pour l'indépendance nationale, le progrès social et l'instauration d'une paix et d'une sécurité durables pour les peuples.

M. Mohamed Ziad Barre, président du conseil suprême de la révolution de la République de Somalie, a adressé un message au conseil dans lequel il souligne que le peuple et le gouvernement somaliens expriment leur appréciation quant aux travaux et aux activités de l'OSPAA qui représente la conscience des peuples d'Afrique et d'Asie dans leur juste lutte en vue de liquider l'impérialisme, le colonialisme, le sionisme et le racisme.

M. Barre exprime sa satisfaction devant l'intérêt spécial accordé par la session de ce Conseil à la situation prévalant

au Proche-Orient. L'appui au droit et à la justice, dit-il, nécessitent la réaffirmation de la position des peuples afro-asiatiques, face à l'agression israélo-impérialiste contre les peuples arabes et africains.

M. Abdel Fattah Ismaïl, secrétaire général du comité central de l'organisation politique du front national de la République démocratique et populaire du Yémen, a adressé au conseil un message dans lequel il souligne que les peuples et les mouvements de libération nationale dans les deux continents attendent avec grand intérêt les résultats de cette session. Cette attente est due aux circonstances actuelles dans lesquelles s'accroissent les complots impérialistes tramés contre la souveraineté des peuples en vue de perpétuer l'exploitation de leurs richesses nationales.

L'impérialisme américain et le colonialisme portugais, souligne **M. Ismaïl** dans ce message, continuent comme par le passé à jouer un rôle hideux au Proche-Orient, en Guinée-Bissau, en Angola, au Mozambique, au Vietnam et dans l'Océan indien. **M. Ismaïl** a ajouté qu'il était convaincu que la conférence de solidarité de Bagdad accordera son aide et son appui à la lutte de ces peuples en vue de leur libération nationale et leur progrès social, et en premier lieu à la lutte juste et légitime du peuple palestinien pour l'auto-détermination sur son territoire.

M. A. Honecker, premier secrétaire du parti socialiste unifié en RDA, nous a adressé un message exprimant sa conviction que les résolutions de la 11ème session du Conseil de l'OSPAA, consolideront la forte alliance militante et la coopération totale entre les peuples des pays socialistes et les forces progressistes dans le monde entier, et renforceront également le front international anti-impérialiste.

Dans un message, adressé au Conseil, **M. Abdel Rahman Yohia El Iriani**, président du conseil républicain de la République arabe du Yémen, déclare qu'il est certain que les questions soumises à l'examen pendant la 11ème session de l'organisation, traiteront des événements d'actualité de politique internationale notamment la crise proche-orientale. Il se déclare convaincu que les résolutions du conseil joueront un rôle efficace dans la consolidation de la juste cause arabe. **M. el Iriani** exprime enfin son appui aux peuples d'Angola, du Mozambique et de la Namibie.

Le général Ramana Ntsoa, chef du gouvernement de la République Malgache, exprime dans un message adressé au conseil, l'appui du gouvernement et du peuple malgaches aux efforts déployés par l'organisation contre l'impérialisme sous

toutes ses formes en vue d'aider les problèmes de la paix internationale et de la libération nationale des peuples ployant sous le joug de l'oppression et de l'exploitation.

Nous avons par ailleurs, reçu un message de **M. Michel Micombero**, secrétaire général du parti "uprona", et président de la République de Burundi. Dans ce message, il souligne que la 11ème session du conseil se tient à un moment crucial de l'histoire de l'humanité. L'organisation, dit-il, peut compter sur l'appui total du peuple de Burundi dans la lutte qu'elle mène depuis sa création en vue de promouvoir les liens d'amitié entre les peuples et d'instaurer une paix durable dans le monde.

L'Archevêque Makarios, président de la République de Chypre, indique dans un message adressé au Conseil, que les principes de la liberté, de la justice et de la paix dans plusieurs parties du monde, font l'objet de flagrantes violations, et que plusieurs régimes continuent d'exercer la discrimination raciale (apartheid). La lutte des peuples afro-asiatiques pour la défense de ces nobles principes et dans le but d'éliminer le racisme, est profondément appréciée, ajoute le président Makarios, qui exprime son appui total aux efforts déployés par l'organisation. "Le nombre croissant des représentants d'organisations régionales internationales participant à cette session, indique l'extrême importance acquise par le mouvement de solidarité afro-asiatique", a-t-il encore dit.

Nous avons d'autre part, reçu un message de **M. William Tolbert**, président de la République du Libéria, exprimant ses vœux aux représentants des organisations nationales et internationales réunis actuellement à Bagdad. Il souligne dans ce message l'importance que revêt cette réunion historique par rapport aux forces militantes et progressistes en Asie et en Afrique. Il affirme son appui total à notre réunion ainsi que sa solidarité avec nous et avec toutes les forces progressistes qui luttent pour la liquidation du racisme et de la réaction en Afrique et en Asie.

M. Soliman Frangî, président de la République libanaise, a adressé au Conseil un message dans lequel il exprime son appréciation pour les efforts déployés par les représentants des différentes organisations participant à cette session, dans leur appui aux problèmes de justice et de paix dans le monde.

M. Lee Kuan Yew, premier ministre de Singapour, invite l'OSPAA, dans un message adressé au Conseil, à prendre des initiatives efficaces pour contribuer à résoudre les problèmes, anciens et nouveaux, affectant l'humanité. Il invite également l'OSPAA à orienter les objectifs de l'organisation

de façon à réaliser la liberté, la justice économique et sociale à tous les peuples, aussi bien sur le plan national que sur le plan international.

M. Nicolai Ceaucesco, président du Conseil d'Etat de la République socialiste de Roumanie, a souligné dans une dépêche adressée au Conseil, que cette étape requiert plus qu'à aucun autre moment, l'unité des efforts de toutes les forces anti-impérialistes en vue d'établir de nouveaux principes régissant les relations entre les pays sur la base de l'égalité et du respect mutuel. La Roumanie, dit-il, considère qu'il est impératif pour tous les peuples de déployer des efforts en vue de parvenir à une paix juste et permanente au Proche-Orient. Celle-ci devrait amener le retrait des forces israéliennes de tous les territoires arabes occupés et créer les circonstances favorables garantissant les droits légitimes du peuple palestinien conformément à ces aspirations nationales.

M. Gaafar El Noumeiri, président de la République démocratique du Soudan, exprime, dans un message adressé au Conseil, la solidarité du peuple soudanais avec l'OSPAA, face aux complots tramés par les forces de subversion visant les meilleurs acquis de la lutte.

Plusieurs autres messages nous sont encore parvenus de diverses organisations internationales et populaires exprimant leur appui et leur estime aux représentants de l'OSPAA participant à cette session.

M. Romesh Chandra, secrétaire général du Conseil mondial de la paix, affirme, dans un message, la coopération absolue de son Conseil, dans l'application des résolutions qui seront adoptées par la session. Il indique, en outre, qu'étant l'un des fondateurs de l'organisation, il éprouve une grande satisfaction toutes les fois qu'il collabore avec elle.

Nous avons, en outre, reçu une dépêche de **M. Guido Fanti**, président du comité permanent de la conférence de justice et de paix au Proche-Orient. Dans cette dépêche, M. Fanti se déclare convaincu que la réunion de la 11ème session de l'OSPAA, contribuera à renforcer la lutte pour la paix internationale et aidera la lutte des peuples afro-asiatiques contre l'impérialisme et le colonialisme dans les deux continents. Il se déclare également convaincu que la réunion contribuera dans une large mesure à la recherche d'une solution juste au problème du Proche-Orient et à la reconnaissance des droits légitimes du peuple palestinien.

M. Husak Jablonski, président du Conseil d'Etat de la République populaire de Pologne, a adressé au Conseil une dé-

pêche dans laquelle il se félicite du rôle joué par l'organisation dans le renforcement des forces qui luttent en Afrique et en Asie contre l'impérialisme, le colonialisme, le néo-colonialisme et le racisme sous toutes ses formes. Ce rôle, dit-il, est favorablement accueilli par la Pologne. La coopération de l'organisation avec les pays du groupe socialiste et les organisations démocratiques et progressistes du monde entier, de même que l'unité des forces anti-impérialistes, représentent une garantie efficace de vos activités, souligne-t-il encore dans ce message.

M. Jablonski se déclare également convaincu que les réunions du Conseil constitueront une étape positive sur la voie de la réalisation des objectifs de l'organisation.

Un autre message a été adressé par **M. Théodore Jivkov**, président du Conseil d'Etat de la République démocratique de Bulgarie :

"Il n'y a point de doute que l'organisation oeuvrera tous les jours pour l'unité et la coordination de la lutte des peuples afro-asiatiques contre l'impérialisme, le colonialisme et le néo-colonialisme et continuera aussi à appuyer les efforts des pays-développés pour réaliser la liberté économique et sociale ainsi que le développement culturel. La République populaire de Bulgarie, accorde — dans la limite de ses moyens — son appui sincère aux peuples arabes dans leur lutte pour la libération des territoires occupés par Israël. La Bulgarie appuie également la lutte du peuple arabe de la Palestine et demande qu'il soit rétabli dans ses droits légitimes, car aucune paix durable ne saurait être instaurée au Proche-Orient sans la solution de ce problème, ajoute M. Jivkov.

Le président Hafez El Assad, de la République arabe syrienne, écrit dans un message adressé au Conseil :

Nous, en République arabe syrienne, attachons une grande importance à votre réunion et suivons vos travaux avec l'espoir d'un succès. Nous nous rangeons aux côtés de la solidarité afro-asiatique depuis sa création. Nous avons participé à sa fondation et à son développement. Nous l'avons protégée et lui avons accordé tout l'appui possible. Nous avons également participé à toutes ses activités.

"La solidarité, poursuit le message, constitue une source d'une force réelle des peuples. Ce fait est devenu évident et s'est concrétisé durant la guerre de la libération d'octobre que nous avons déclenchée, non seulement pour défendre notre droit évident, et notre juste cause, mais aussi pour défendre la lutte de principes et de valeurs de tous les peuples

à travers l'histoire. Aujourd'hui, alors que se réunissent les représentants de plus de cent organisations nationales et internationales, de comités de solidarité, de partis nationaux, d'organisations amies et d'organisations populaires internationales, dans cette 11ème session de l'OSPAA, nous considérons que ce rassemblement constitue une nouvelle étape franchie par nos peuples sur le chemin de la lutte.

M. Ngarta Tombalbaye, secrétaire général, fondateur du mouvement national pour la révolution culturelle et sociale, et président de la République du Tchad, a adressé à son tour un message d'appui au Conseil. Dans ce message, le Président Tombalbaye souligne l'importance de la solidarité entre les peuples afro-asiatiques et la nécessité de constituer un front uni de lutte jusqu'à la victoire sur les ennemis de la liberté. Il affirme également que le Tchad déploiera tous les efforts possibles pour contribuer positivement et efficacement au succès des travaux de ce conseil.

Le président Kenneth Kaunda, président de la République de Zambie, a adressé au conseil un message dans lequel il se félicite des activités et des acquis de l'organisation pendant plusieurs années. Il met également l'accent sur la nécessité impérieuse de consolider à l'heure actuelle les liens afro-asiatiques, qui constitue le seul moyen susceptible de réaliser les aspirations des peuples du tiers monde au progrès politique, social et économique.

Le président Ahmado Ahidjo du Cameroun exprime ses vœux et souligne dans un message la nécessité d'accentuer la lutte, tant que les forces (viles) continuent toujours de menacer nos peuples. Le conseil, dit-il, se réunit à un moment où les événements internationaux nous imposent la nécessité de poursuivre la lutte pour la libération nationale, et pour l'émancipation politique et économique totale.

Nous avons reçu de la part du **Prince Norodom Sihanouk**, du Cambodge, un message dans lequel il déclare que la session est en mesure de trouver les moyens susceptibles d'aider les peuples qui luttent contre l'impérialisme, le sionisme et le racisme en vue de réaliser la libération nationale. Il exprime, par ailleurs, l'appui total du Cambodge aux peuples arabes, notamment le peuple arabe palestinien, dans leur lutte en vue d'acquiescer leurs droits nationaux. Il se félicite de même de l'appui continu de l'organisation au peuple du Cambodge dans sa lutte contre l'agression de l'impérialisme des Etats-Unis et de ses laquais et lance enfin un appel pour la poursuite de l'assistance accordée à la juste cause de son pays.

Le Président Etienne Eyadema du Togo nous a adressé une dépêche dans laquelle il souhaite le plein succès à la session de notre conseil. Il est d'avis que les travaux de la 11ème session renforceront les liens de solidarité entre les peuples des deux continents. Il espère enfin que les résultats de cette session contribueront au renforcement de l'unité et à la détermination de poursuivre la lutte pour la libération économique des peuples afro-asiatiques.

Dans une dépêche adressée au Conseil, M. Marian Ngwabi, président de la République du Congo, écrit : "La solidarité entre les peuples en lutte constitue une arme efficace contre l'impérialisme américain, le colonialisme et le néo-colonialisme. Nous invitons tous les peuples militants à renforcer leur solidarité dans la lutte commune en vue de mettre en échec la politique agressive de l'impérialisme visant à violer le droit sacré des peuples à l'indépendance, à la liberté, à la justice et à la paix".

Mme Siramavo Bandaranayke, premier ministre de Sri Lanka, écrit dans un message adressé au Conseil: "C'est avec grand plaisir que j'adresse ce message à la 11ème session du conseil de l'OSPAA. Je voudrais exprimer mes meilleurs vœux pour le succès de cette session espérant que l'organisation continuera à déployer ses efforts en vue d'achever dans une large mesure le développement politique et économique des peuples afro-asiatiques.

Dans un message d'appui, Mme Nguyen Thai Binh, ministre des affaires étrangères du gouvernement révolutionnaire provisoire du Vietnam sud, souligne que la force des peuples est invincible et peut vaincre tous les plans de l'impérialisme pour bien diaboliques et terribles que soient ses actions. Cette conviction devint de plus en plus profonde après que la voix unie, forte et vivante du tiers monde ait contraint les impérialistes et les réactionnaires à faire cas de sa présence.

Mme Hortensia Allende nous a adressé un message de remerciements pour la profonde solidarité manifestée par le conseil à l'égard du peuple chilien dans sa lutte contre le fascisme et pour la liquidation du régime militaire qui poursuit ses crimes contre le peuple chilien et ses leaders. Elle lance un appel à l'opinion publique internationale et aux forces progressistes les invitant à déployer tous leurs efforts en vue de contraindre le régime militaire à mettre un terme à ses actes terroristes et à sa répression au Chili. Elle invite également les peuples afro-asiatiques à intervenir pour la libération des militants Louis Corvolan et Gustav Roz.



DECLARATION GENERALE ET RESOLUTIONS

DECLARATION GENERALE

La XIe Session du Conseil de l'Organisation de Solidarité des Peuples Afro-Asiatiques, qui s'est réunie à Bagdad (République d'Irak) du 24 au 27 mars 1974, avec la participation de délégations d'Asie et d'Afrique, d'Etats socialistes et d'organisations régionales et internationales démocratiques, constate qu'en 15 ans de son existence, le Mouvement de Solidarité Afro-Asiatique est devenu un important facteur de lutte anti-impérialiste des peuples des deux grands continents; il a illustré son aptitude croissante à contribuer de manière efficace à déployer et à renforcer les mouvements de libération des peuples, à lutter en commun contre les forces colonialistes, racistes et néo-colonialistes, pour la liberté et le progrès social, pour le renforcement de la paix et de l'amitié entre les peuples.

La Ve Conférence de l'Organisation de solidarité des peuples afro-asiatiques qui s'était tenue en janvier 1972 au Caire, a fait étape dans l'histoire du mouvement de solidarité afro-asiatique. La Conférence a démontré la cohésion accrue, sur le plan de l'organisation et de la politique, des mouvements nationaux de solidarité montrant que le mouvement de solidarité et son Organisation avaient des possibilités considérables pour réaliser leurs tâches historiques dans la consolidation de l'ensemble du mou-

vement de libération nationale sur une plate-forme d'avant-garde anti-impérialiste.

L'apport important des délégations d'Asie et d'Afrique à l'élaboration des idées et des résolutions du Congrès mondial des forces de paix, tenu à Moscou en octobre dernier, traduit l'intérêt vital des peuples des deux continents à sauvegarder et à consolider la paix dans le monde entier et témoigne des liens profonds de la lutte pour la paix et la sécurité des peuples avec la lutte pour leur progrès national et social.

Le peuple vietnamien a remporté sa victoire historique au moment où la lutte pour la paix universelle déferle sur le monde.

Les dernières années ont été marquées par un nouvel essor puissant de la lutte mondiale de libération des peuples qui ripostent avec succès aux tentatives de l'impérialisme et de ses agents pour entraver le cours normal de l'histoire.

A la suite de la victoire du peuple vietnamien héroïque sur les forces d'agression de l'impérialisme américain, victoire légalisée par l'Accord de Paris sur l'arrêt des opérations militaires et le rétablissement de la paix au Vietnam, les forces patriotiques du Laos ont remporté un succès considérable contraignant les Etats-Unis à cesser la longue guerre d'agression au Laos.

Les victoires des peuples vietnamien et lao sont devenues possibles en premier lieu grâce à leur héroïsme, à l'aide immense accordée au Vietnam et au

Laos par les Etats socialistes, par toutes les forces de paix et de progrès qui déploient des efforts sensibles pour mettre fin à l'agression impérialiste en Indochine. Le mouvement international de solidarité avec les peuples d'Indochine a joué un rôle important dans l'opposition aux projets d'agression de l'impérialisme américain dans cette région du monde.

Les participants à la XIe Session du Conseil de l'OSPAA constatent avec satisfaction que l'Organisation de solidarité a apporté une contribution puissante au succès de ce mouvement.

Mais les milieux impérialistes et les forces de la réaction locale n'ont pas renoncé à leurs provocations contre les peuples d'Indochine : la guerre se poursuit au Cambodge, l'administration saïgonaise et les forces réactionnaires au Laos, bénéficiant du soutien des USA, font tout leur possible pour saboter l'application des accords de Paris et de Vientiane et entraver la normalisation du climat dans cette région. Cette situation a suscité, à juste titre, l'inquiétude de l'opinion publique éprise de paix en Asie, en Afrique et dans le monde entier.

Le Conseil estime que les propositions avancées par le G.R.P. dans sa déclaration du 22.3.1974 constituent la seule base correcte et réaliste pour réaliser la paix et la concorde nationale au Sud-Vietnam.

La lutte opiniâtre des peuples arabes contre l'agression israélienne impérialiste, pour l'élimina-

tion de ses séquelles et l'application des droits nationaux légitimes du peuple arabe de Palestine, pour une paix juste et durable au Proche-Orient, est entrée dans son étape décisive.

Les réalisations historiques des pays arabes, en premier lieu de l'Egypte et de la Syrie, dans la guerre d'octobre, sont devenues possibles en premier lieu grâce à l'héroïsme de leurs peuples et armées qui menaient le combat et qui étaient soutenus par les peuples d'autres pays arabes dans leur communauté militante, grâce à l'application conséquente de l'orientation juste, qui consiste à rechercher un règlement politique juste tout en rétablissant et en renforçant le potentiel de guerre ; grâce à l'aide intransigeante et efficace de l'Union Soviétique et des autres pays socialistes à la juste lutte de libération des Arabes.

La Session salue la résistance tenace de la Syrie, face aux intrigues et aux pressions impérialistes, sionistes et réactionnaires ; elle affirme son appui et sa solidarité avec ce pays qui s'oppose à ces intrigues et qui oeuvre en vue de vouer à l'échec le plan impérialo-sioniste visant à imposer une solution partielle, à réinstituer une influence impérialo-sioniste dans la région et à poursuivre la politique expansionniste israélienne.

La Session salue également la lutte menée par la République démocratique populaire du Yémen contre les manoeuvres impérialistes.

La XIe Session de l'OSPAA considère que les mesures qu'on entreprend pour le désengagement

des troupes des pays belligérants, et sont une partie du problème général du retrait des troupes israéliennes de tous les territoires arabes occupés et de la normalisation du climat au Proche-Orient.

La XIe Session du Conseil de l'OSPAA souligne l'importance de l'intensification du mouvement international de solidarité avec la juste lutte des peuples arabes pour mobiliser des secteurs encore plus larges de l'opinion publique mondiale aux côtés de la juste cause des Arabes, pour accentuer l'isolement des cercles agressifs d'Israël dans l'arène internationale. Dans ce contexte, les participants à la session saluent les peuples et les gouvernements des pays ayant rompu, pendant la guerre d'octobre au Proche-Orient, les relations diplomatiques avec l'Etat agressif d'Israël.

Le mouvement de la résistance palestinienne traduisant les intérêts des masses du peuple arabe de Palestine et son aspiration légitime à la réintégration de sa patrie et à l'auto-détermination sur son sol, conformément à la Charte des Nations-Unies, apporte une importante contribution à la lutte commune des peuples arabes contre le sionisme appuyé par l'impérialisme mondial dirigé par les Etats-Unis. L'OLP a acquis une vaste reconnaissance internationale en tant qu'unique représentant légitime du peuple arabe de Palestine et qui, seul, a le droit de déterminer son avenir. Cette reconnaissance est le résultat de la lutte courageuse des patriotes palestiniens contre l'agression.

Au cours des dernières années, le mouvement

de libération nationale dans la zone du Golfe Arabique qui inflige des défaites à la politique impérialiste de l'agression et du néo-colonialisme et qui déjoue les plans anti-populaires des régimes réactionnaires dans cette région a pris une nouvelle ampleur. Des succès considérables dans cette lutte ont été remportés par les patriotes de Dhofar qui luttent sous la direction du Front National de Libération d'Oman et du Golfe arabique pour les réformes révolutionnaires dans leur patrie et font face aux forces de la réaction locale et de ses protecteurs de l'étranger. La lutte de libération s'intensifie dans les autres régions de la Péninsule arabique et du Golfe Arabique.

Au moment où Israël poursuit son agression et où les milieux impérialistes et réactionnaires font des tentatives pour faire dévier le mouvement de libération arabe de sa voie anti-impérialiste, les peuples des pays arabes resserrent leurs rangs sous la conduite de leurs avant-gardes révolutionnaires et démocratiques, redoublent d'énergie et de volonté en appliquant de profondes réformes socio-économiques et agissent avec fermeté pour leur liberté, l'indépendance et le progrès social, pour une paix durable et l'amitié entre les peuples.

Les participants à la session saluent la mise en place en Syrie et en Irak de fronts nationaux progressistes composés des forces révolutionnaires et démocratiques de ces pays, et expriment leur ferme certitude que leur lutte s'inscrira de nouveau dans les glorieuses annales du mouvement de libération nationale des peuples d'Asie et d'Afrique.

L'Afrique est l'arène de la lutte acharnée des peuples pour la liberté et l'indépendance contre l'impérialisme, le néo-colonialisme et le joug colonial et racial.

La XIe Session du Conseil salue les jeunes Etats africains qui déploient des efforts considérables pour consolider leur indépendance politique, réaliser une véritable libération économique de l'emprise des monopoles capitalistes internationaux et surmonter le pénible héritage du passé colonial.

De nombreux pays africains opèrent de profondes réformes progressistes dans l'intérêt des masses populaires. La coopération économique, politique et culturelle parmi les Etats africains devient plus efficace, leurs actions contre les tentatives impérialistes d'imposer à l'Afrique libre de nouvelles formes de dépendance deviennent plus concertées.

Les luttes de libération nationale des peuples de Guinée-Bissau, du Mozambique, d'Angola, de Zimbabwé, de Namibie, d'Afrique du Sud, de la Côte des Somalis, de l'Erythrée, du Sahara Espagnol, des Iles Canaries, Comores, Seychelles, Sao-Tomé et Principe, ont pris une puissante ampleur et plusieurs victoires ont été enregistrées contre les forces du colonialisme.

La XIe Session du Conseil de l'OSPAA salue chaleureusement la naissance de la République de la Guinée-Bissau comme Etat africain souverain, se déclare solidaire de la lutte du peuple de ce pays et souhaite à la jeune république de grandes réalisa-

tions sur la voie de l'indépendance et du progrès. L'occupation continue de certaines régions de la Guinée-Bissau et du Cap Vert par les troupes portugaises constitue une agression contre son peuple.

Les participants à la session ne doutent pas que le jour n'est pas loin où les derniers remparts du colonialisme et du racisme dans le continent africain s'effondreront sous la poussée des patriotes africains.

Au cours des dernières années, les peuples d'Asie ont remporté des succès notables dans la lutte contre la politique impérialiste d'agression, pour l'indépendance économique, la démocratie et le progrès social. La politique de non-adhésion aux blocs appliquée par de nombreux pays asiatiques est une contribution précieuse à la consolidation de la paix, de la sécurité et de la coopération.

La fondation du nouvel Etat souverain du Bangladesh a été un grand succès des forces de démocratie, de paix et de liberté en Asie. La normalisation des rapports entre tous les Etats de l'Asie du Sud, traduisant le renforcement des tendances réalistes dans cette région, devient un facteur important de paix et de sécurité en Asie.

Le programme de réunification pacifique de la Corée en 5 points proposé par la République Démocratique Populaire de Corée, a bénéficié d'un large soutien de toutes les forces de paix dans le monde.

La session demande le retrait immédiat des impérialistes américains de la Corée du Sud ainsi que

l'arrêt des manoeuvres militaristes japonaises en vue d'envahir ce pays. Elle condamne fermement le complot américain et sud-coréen relatif aux "Deux Corées."

Le peuple japonais, dans un combat pour une indépendance véritable, lutte contre le renouvellement et le renforcement du militarisme, pour l'abrogation du traité de sécurité nippon-américain et pour la liquidation des bases militaires américaines.

Dans le même temps, les puissances impérialistes qui appliquent une politique de partage des pays asiatiques, s'obstinent à entraver la détente et l'établissement d'une paix durable dans ce continent. Elles essayent de maintenir les pays asiatiques dans le cadre des pactes et des blocs militaires, conservant les blocs militaires anciens et en créant de nouveaux. Défiant la volonté des peuples et des gouvernements d'Etats riverains de l'Océan Indien de transformer celui-ci en une zone de paix, l'impérialisme a installé une série de bases militaires dans l'Océan Indien et particulièrement une base nucléaire à Diego Garcia.

La XIe Session de l'OSPAA exhorte les peuples d'Asie à s'opposer par tous les moyens aux provocations dangereuses de l'impérialisme et les adversaires de la détente.

A ces objectifs correspond parfaitement l'idée efficace de sécurité asiatique qui est en train de se créer par les efforts collectifs des Etats du Continent. Ceci va contribuer à la solution des problè-

mes importants, comme l'élimination immédiate des foyers existants de guerre et des séquelles de l'agression et de l'intervention étrangères, au développement de la coopération entre les pays asiatiques dans l'intérêt de leur progrès social.

Au cours des années écoulées depuis la Ve Conférence de l'OSPAA, des Etats indépendants d'Asie et d'Afrique ont remporté de nouveaux succès dans l'élimination des lourdes conséquences du passé colonial, l'accession à l'autonomie économique, le développement de l'industrie, la modernisation de l'agriculture, le progrès social et culturel, l'élévation du niveau de vie des masses populaires.

Les peuples afro-asiatiques ont renforcé leur lutte contre le néo-colonialisme et l'expansion économique des Etats impérialistes. Les pays qui suivent la voie non-capitaliste ont remporté des succès considérables.

Les participants à la XIe Session du Conseil de l'OSPAA font ressortir le rôle d'avant-garde des pays engagés dans cette voie du développement dans la lutte pour la libération nationale et sociale, soulignent l'importance de l'expérience des réformes socio-économiques progressistes dans ces pays et se déclarent solidaires de leurs peuples. L'Organisation de solidarité est appelée à contribuer au développement de la coopération économique entre les Etats indépendants d'Asie et d'Afrique avec les pays socialistes.

L'impérialisme américain est le pilier principal de toutes les forces réactionnaires du monde et qui,

dans le même temps, joue le rôle de gendarme mondial. La XIe session du Conseil réitère son appui à la lutte des peuples des deux continents contre l'impérialisme américain.

La XIe Session du Conseil de l'OSPAA constate que la contribution aux efforts des jeunes nations indépendantes d'Asie et d'Afrique visant à leur indépendance économique complète est la tâche primordiale du mouvement de solidarité dans l'étape actuelle.

Les participants à la XIe Session du Conseil de l'OSPAA recommandent la création d'organes d'enquêtes et de recherches sur les problèmes du pétrole qui portent atteinte aux pays afro-asiatiques en vue de les décharger du fardeau découlant de la situation pétrolière actuelle.

La XIe Session du Conseil de l'OSPAA lance un appel à tous les peuples afro-asiatiques, à toutes les forces de paix pour intensifier la lutte contre les actes d'agression de l'impérialisme et de la réaction sous toutes leurs formes et manifestations, et de faire riposte à toutes les provocations du néo-colonialisme.

Les événements de ces derniers temps ont montré, une fois de plus, qu'à mesure que le mouvement de libération nationale s'approfondit, l'impérialisme cherche à entraver ces processus par tous les moyens.

La XIe Session du Conseil de l'OSPAA constate l'importance de l'expansion de la campagne internationale de solidarité avec les peuples arabes, de

mande à toutes les forces de paix de faire pression sur les impérialistes américains et le gouvernement israélien pour obtenir l'évacuation complète des territoires arabes occupés par les troupes israéliennes, de rétablir le peuple arabe de Palestine dans ses droits nationaux légitimes et d'instaurer une paix durable et juste au Proche-Orient.

La XIe Session du Conseil de l'OSPAA constate que la lutte pour l'instauration de la paix authentique et de la sécurité en Asie, est la tâche urgente du mouvement de solidarité afro-asiatique, de toutes les forces progressistes et démocratiques du monde.

Les participants à la XIe Session du Conseil de l'OSPAA se prononcent pour le renforcement du soutien aux peuples vietnamien et lao qui luttent pour la défense de leurs droits légitimes, pour la stricte application par toutes les parties des accords de Paris et de Vientiane. Les participants à la session lancent un appel en faveur du soutien des principes et des objectifs du programme politique du Front d'Union Nationale du Cambodge, et de l'arrêt immédiat de tout acte d'agression et d'intervention dans les affaires intérieures du Cambodge.

Les participants à la Session se déclarent solidaires de la lutte des peuples africains contre l'impérialisme et le néo-colonialisme, pour la suppression des régimes coloniaux et racistes. Ils demandent à toutes les forces anti-impérialistes en Asie, en Afrique et dans le monde entier, de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer le succès de cette lutte.

Les participants à la XIe Session du Conseil de l'OSPAA expriment leur solidarité fraternelle avec la lutte du peuple chilien contre la terreur et la violence de la junte militaire, exigent la libération immédiate de tous les démocrates et patriotes chiliens, demandent à toutes les forces de progrès de déployer une mobilisation active, large et immédiate de l'opinion publique mondiale pour mettre fin aux crimes de la junte fasciste au Chili et renforcer l'aide multiforme et le soutien au peuple chilien dans sa lutte pour la libération nationale.

La XIe Session du Conseil de l'OSPAA souligne la nécessité de renforcer l'unité du mouvement de solidarité afro-asiatique avec toutes les forces luttant contre l'impérialisme, pour la paix, le progrès social, la démocratie et le socialisme.

Les participants à la Session sont convaincus que l'Organisation de Solidarité des peuples afro-asiatiques continuera à se tenir au premier rang du mouvement anti-impérialiste mondial et de libération nationale, à faire le nécessaire pour déjouer les menées agressives de l'impérialisme, et à soutenir les peuples qui défendent leur liberté et leur indépendance.

R E S O L U T I O N S

SUR LE MOYEN-ORIENT

L'Organisation de Solidarité des Peuples Afro-Asiatiques considère le renforcement et la consolidation de la lutte des peuples arabes contre l'impérialisme et le sionisme parrainés par les milieux gouvernementaux des Etats-Unis, protecteurs d'Israël, et en particulier pour l'évacuation totale et inconditionnelle de tous les territoires arabes occupés... et la garantie de tous les droits légitimes nationaux du peuple arabe palestinien, notamment son droit à la réintégration de sa patrie et à l'autodétermination, comme un élément vital et primordial pour la politique et l'action de l'OSPAA au cours de l'étape actuelle.

Partant, le XIe Conseil de l'OSPAA, réuni du 24 au 27 mars 1974 à Bagdad, capitale de la République Irakienne, invite les peuples d'Afrique et d'Asie et ceux du monde entier, ainsi que les forces nationalistes, démocratiques et progressistes à intensifier leur soutien et leur assistance matérielle, politique et morale à la juste lutte menée par les peuples de la nation arabe pour la liquidation de l'agression israélo-impérialiste, l'élimination de ses effets néfastes sur le peuple arabe palestinien, le renforcement de la liberté des peuples arabes et le développement de leur progrès.

Le Conseil affirme que la lutte des peuples de la nation arabe pour la libération inconditionnelle de tous les territoires occupés et le recouvrement de la totalité des droits légitimes du peuple palestinien exigent une lutte assidue, courageuse, ferme et implacable contre l'impérialisme international et le sionisme avec en tête les Etats-Unis et leur base avancée, Israël.

Affirmant que cette lutte dépend, en premier lieu, des peuples de la région et de l'assistance fournie par leurs amis fidèles, les forces de progrès et de libération de par le monde et à leur tête l'Union Soviétique, le Conseil met particulièrement l'accent sur l'importance que revêt l'union entre les forces nationales de tous les pays arabes dans leur lutte contre l'impérialisme et le sionisme et entre les forces arabes de libération qui luttent contre l'agression impériale-sioniste ainsi que la ferme solidarité militante des forces de libération mondiales anti-impérialistes.

Cette importance a été relevée toutes les fois qu'il y a eu confrontation militaire et politique avec l'ennemi impériale-sioniste et surtout au cours des combats glorieux du 6 octobre 1973.

Le Conseil souligne l'importance des résultats obtenus à la suite de la prise de position commune et de la collaboration effective de la nation arabe auprès des armées égyptiennes et syriennes, des forces de la Résistance palestinienne, des forces armées irakiennes et des autres forces arabes qui ont combattu avec vaillance et ténacité et qui ont gé-

néreusement consenti les plus grands sacrifices, soit par leur participation militaire sur les champs de bataille ou la nationalisation par l'Irak des quote-parts des pays soutenant l'agression dans les compagnies pétrolières. D'autres pays arabes ont de même privé les Etats alliés d'Israël, de leur pétrole. Ajoutons à tout ceci, l'appui considérable de l'Union soviétique qui a assuré des fournitures massives d'armes sophistiquées et adopté une position politique décisive. Le Conseil reconferme l'importance de ces résultats. Les combats glorieux d'octobre 1973 ont attesté la supériorité combative du soldat arabe et renforcé sa confiance en lui-même et la confiance de tout le peuple arabe, et de ses amis. Ces combats ont également donné une preuve de sa détermination et de son aptitude à consentir les sacrifices tout en mettant en relief le dynamisme révolutionnaire et l'imagination créatrice du peuple arabe qui a unifié sa volonté face aux forces qui entravent sa lutte pour la liberté et le progrès et gagné la solidarité des importantes forces mondiales de libération, ainsi que celle des forces anti-impérialistes et anti-sionistes ayant à leur tête, l'Union soviétique, amie sincère et fidèle des pays arabes luttant pour leur libération.

La session du Conseil met l'accent sur le fait que l'impérialisme américain, qui constitue la plus grande force d'agression et de réaction sur le plan mondial, ne cesse de porter atteinte à la liberté et à la sécurité des pays arabes de même qu'à leur progrès. L'impérialisme américain est également le principal protecteur d'Israël et de sa politique d'a-

gression. Le Conseil attire donc l'attention sur le danger que représentent la politique et la diplomatie américaine et leurs tentatives visant à semer la discorde entre les pays arabes et à les isoler de leur allié, l'Union Soviétique, de même que sur leurs tentatives visant à imposer une solution unilatérale au problème du Moyen-Orient, à geler les résolutions de l'ONU et du Conseil de Sécurité, garantissant les droits des peuples arabes, et à imposer des solutions partielles à chaque pays arabe séparément, loin du contexte international et des forces appuyant les droits arabes, notamment l'Union Soviétique. Nous sommes certains que le peuple arabe et les forces nationales de tous les pays arabes, dont notamment l'Égypte, la Syrie, l'Irak et autres qui ont mené de durs et glorieux combats, ne se soumettront jamais aux tentatives impérialistes américaines et israéliennes, et ne renonceront pas à leurs revendications concernant le retrait total d'Israël de tous les territoires arabes occupés, et le rétablissement du peuple palestinien dans ses droits légitimes, notamment son droit à la réintégration de sa patrie et à l'auto-détermination.

Le Conseil met l'accent sur la nécessité de convaincre les forces de libération de la justesse de la cause arabe, sans compter l'importance attachée à la compréhension et au soutien accordés à cette cause par l'Union Soviétique et les pays socialistes et progressistes.

Il signale également les positions adoptées par les conférences des pays africains, des pays non-

alignés et d'autres réunions internationales. La majorité des pays africains ont effectivement rompu leurs relations avec Israël et la plupart des pays afro-asiatiques ont condamné l'agression impérialiste américaine.

La XIe session du Conseil de l'OSPAA affirme l'importance de l'adoption par les pays arabes d'une politique visant à approfondir et développer les relations de coopération mutuelle avec les pays africains et asiatiques dans tous les domaines politiques ainsi qu'à consolider, de part et d'autre, la coopération dans le domaine économique, en particulier avec les pays africains qui ont rompu leurs relations diplomatiques avec Israël en signe de réprobation pour sa politique agressive.

La solidarité avec la lutte héroïque menée par les mouvements de libération en Afrique a été l'objet d'une résolution particulière. Toutefois, le Conseil met particulièrement l'accent, en cette occasion, sur l'importance de la solidarité arabe avec la lutte de ces peuples, notamment ceux d'Angola, de Mozambique, de Guinée-Bissau, de Namibie et de Zimbabwe.

L'une des réalités notoires est le lien colonialiste unissant Israël avec son régime agressif et raciste et sa politique d'agression dirigée contre les États arabes et les régimes racistes et réactionnaires en Afrique. Ce qui exige une coordination de la lutte menée par les peuples arabes et africains contre cette politique agressive coordonnée.

La sauvegarde des acquis et des développements économiques et sociaux réalisés par les pays nationalistes et progressistes arabes, constitué un élément primordial et fondamental de la résistance du peuple arabe, de son mouvement de libération, de ses forces et de ses régimes nationaux et progressistes face à l'offensive impérialo-sioniste qu'ils s'efforcent d'écraser.

De même, le Conseil attire l'attention sur le fait que l'offensive impérialiste réactionnaire contre les pays arabes s'étend à la région du Golfe et de la Presqu'île Arabique, comme en témoignent le renforcement et la reprise de l'armement des bases militaires britanniques et américaines dans cette région, la mise sur pied d'une force de frappe en Iran et dans d'autres pays, et ceci conformément aux objectifs de l'impérialisme qui se tient aux côtés d'Israël et de sa politique d'agression et qui consistent à étendre à nouveau l'influence impérialiste dans cette zone qui jouit d'une importante situation stratégique et d'immenses richesses, dont notamment le pétrole.

Le but essentiel de ce plan est de frapper le mouvement de libération arabe dans la région et particulièrement et directement, de frapper le régime national progressiste de l'Irak et d'anéantir les acquis réalisés par le peuple irakien dans les divers domaines intérieurs et extérieurs. Il vise également à faire tomber le régime national progressiste de la République démocratique populaire du Yémen et à écraser la montée du mouvement de

libération dans le Golfe Arabique ainsi que le mouvement de libération nationale d'Oman et la révolution du Dhofar sous l'égide du Front populaire de libération d'Oman et du Golfe Arabique.

Au cours de l'exécution de ce plan les milieux réactionnaires d'Iran ont lancé une série d'agressions armées sur les frontières orientales de l'Irak, violant son territoire, ses eaux territoriales et son espace aérien.

Ce plan a pour objet de reconstituer le CENTO sous une forme nouvelle avec une force accrue encore plus menaçante qu'auparavant.

En conséquence, l'OSPAA invite à la consolidation de la solidarité avec les mouvements de libération nationale dans cette région et surtout avec la République Irakienne et la République démocratique populaire du Yémen afin de déjouer ce plan impérialiste réactionnaire.

RESOLUTION SUR LA PALESTINE

Le XI^e Conseil de l'OSPAA, réuni à Bagdad du 24 au 27 mars 1974, prenant en considération le fond du problème du Moyen-Orient consistant en la privation du peuple arabe palestinien de l'exercice de ses droits nationaux légitimes sur sa propre terre depuis le déclenchement contre son pays de l'offensive sioniste couronnée, en 1948, par l'installation de l'Etat israélien sur une partie de la Palestine, la dispersion du peuple palestinien, son expulsion de son foyer, sa privation, par la force armée, d'exercer ses droits nationaux légitimes, et la tentative de rayer son entité nationale et de nier sa présence,

Décide ce qui suit :

1. Le problème palestinien n'est pas et ne sera jamais un problème de réfugiés mais essentiellement celui d'un peuple déraciné de sa terre par la force d'une alliance agressive entre l'impérialisme, le sionisme et leur suppôt Israël — l'Etat d'implantation colonialiste — et par la privation arbitraire de ce peuple, de l'exercice de ses droits fondamentaux.

Le Conseil, réuni en sa onzième session, réaffirme ces droits inaliénables auxquels nul peu-

ple ne peut renoncer et souligne le droit du peuple palestinien à faire usage de tous les moyens de lutte, en particulier la lutte armée, pour recouvrer ses droits nationaux, dont notamment celui de réintégrer sa patrie et de décider librement de son sort.

2. L'Organisation de Libération de la Palestine est l'unique représentant légitime du peuple palestinien dont elle reflète la volonté et les espoirs.
3. Le Conseil stigmatise tous règlements tendant à liquider les droits fondamentaux et historiques du peuple arabe palestinien et à porter préjudice à sa charte nationale.
4. Israël constitue une tête de lance de l'impérialisme américain au sein de la région arabe ainsi qu'une base avancée destinée à frapper le mouvement de libération arabe et à saper les aspirations de la nation arabe à l'unité, à la liberté et au progrès. Il représente également un colonialisme "intermédiaire" à travers lequel s'infiltré l'impérialisme pour imposer sa domination aux peuples d'Asie et d'Afrique et pour piller leurs richesses.
5. La révolution palestinienne constitue une partie intégrante du mouvement de libération arabe et international et contribue d'une manière positive et efficace à la lutte des peuples arabes contre le sionisme et l'impérialisme international. Le soutien matériel et moral de cet-

te révolution est un devoir militant qui incombe à tous les peuples arabes et à toutes les forces du progrès et de la libération dans le monde.

6. Inviter tous les Etats arabes à ouvrir leurs frontières à la révolution palestinienne et à considérer toute terre arabe comme une base naturelle de la lutte palestinienne armée menée contre l'ennemi sioniste.
7. Inviter toutes les forces honnêtes et progressistes et en particulier les comités de solidarité afro-asiatiques à oeuvrer pour la libération de quelque seize mille Palestiniens détenus dans les prisons d'Israël où ils subissent toutes formes de torture et de liquidation physique.
8. En appeler à l'opinion publique mondiale et en particulier aux forces nationalistes et progressistes pour démasquer la politique sioniste, raciste et terroriste d'Israël, ainsi que la politique de ségrégation raciale pratiquée contre les citoyens arabes dans les territoires occupés.
9. Condamner toutes les mesures appliquées par Israël aux fins de judaïser les territoires occupés et d'en changer les différents aspects, telles que la destruction des maisons, voire de quartiers et de villages entiers, l'expulsion des habitants arabes et la construction de kibboutzim.

Souligner le caractère arabe de Jérusalem et stigmatiser les mesures d'annexion et de chan-

gement d'aspects de la ville, mesures qui constituent une violation de la loi internationale et des résolutions adoptées par les différentes instances internationales.

10. Confirmer toutes les résolutions précédemment adoptées par l'Organisation de Solidarité des Peuples Afro-Asiatiques.

RESOLUTION SUR L'IRAK

La XIème session du Conseil de l'OSPAA, tenue à Bagdad du 24 au 27 Mars 1974 :

- **EXPRIME** sa solidarité avec la lutte que mène le peuple irakien y compris arabes, kurdes et minorités blanches.
- **SALUE** le régime nationaliste et le front national patriotique progressiste.
- **APPUIE** chaleureusement les grands changements politiques, économiques, sociaux, progressistes opérés par l'Irak et en premier lieu la nationalisation de l'IPC et des sociétés américaine, hollandaise et portugaise et leur fusion au sein de la Compagnie de Pétrole de Bassorah ainsi que la promulgation de la loi sur l'octroi de l'autonomie au Kurdistan dans le cadre de la République irakienne, les grands acquis réalisés dans le domaine de la réforme agraire et de l'industrie et le relèvement du niveau de vie du peuple.

Les participants à cette session, après avoir salué les développements et les acquis :

- **STIGMATISENT** avec vigueur les activités et la conspiration impérialiste réactionnaire tramées contre la République Irakienne et dénoncent de façon toute particulière les provocations militaires iraniennes menées sur les frontières orientales irakiennes.

- **DEMANDENT** immédiatement qu'on mette un terme à ces provocations et proclament leur solidarité totale avec l'Irak, peuple et gouvernement, et leur opposition à ces provocations.

L'OSPAA invite toutes les organisations membres et les organisations progressistes nationales et internationales, l'opinion publique progressiste et toutes les forces de progrès et de paix à appuyer le régime nationaliste progressiste en Irak et la lutte qu'il mène en faveur d'une société développée et prospère et pour la réalisation des objectifs nationaux patriotiques.

Le Conseil apprécie hautement la politique extérieure de l'Irak fondée sur la lutte contre l'impérialisme et le sionisme en faveur de la coexistence pacifique entre les pays à régimes sociaux différents et sur l'amitié et la coopération avec les pays progressistes et surtout le groupe des pays socialistes et à leur tête l'Union Soviétique, le traité irako-soviétique régissant les relations établies entre ces deux pays.

La XIème session est profondément convaincue que l'Irak, avec son peuple, ses partis, ses forces et son front national progressiste, avec son potentiel humain et ses ressources matérielles, détient toutes les potentialités pour la poursuite de sa marche révolutionnaire sur la voie de l'indépendance économique totale, de développement économique et du progrès social et pour la contribution effective dans la lutte arabe contre l'impérialisme et sa base avancée, Israël.

RESOLUTION

DE SOLDARITE ET DE SOUTIEN A LA SYRIE

L'OSPAA estime que la situation sur le front syrien représente un danger sérieux qui risque de provoquer une nouvelle reprise des hostilités, sur une large échelle, constituant ainsi une grave menace à la paix dans la région du Moyen-Orient.

Le danger militaire actuel, ajouté aux déclarations et communiqués constamment publiés par les divers responsables israéliens pour affirmer que le Golan fait partie du territoire israélien et aux opérations de construction des Kibboutz qui se poursuivent dans les territoires occupés, et reflète les visées agressives et expansionnistes d'Israël, affirme son désir de saper tous les efforts déployés pour l'établissement d'une paix équitable dans la région et témoigne de son recours aux manoeuvres, aux tergiversations, aux atermoiements et aux pressions afin d'imposer ses propres conditions et de faire passer toute mesure préliminaire, telle que le désengagement des troupes, comme une mesure séparée et indépendante de toute solution globale garantissant le retrait total des territoires arabes occupés et le rétablissement du peuple arabe palestinien dans ses droits nationaux légitimes.

L'OSPAA qui rend hommage et exprime sa haute estime à l'attitude courageuse et tenace de

la République Arabe Syrienne, exhorte les pays d'Asie et d'Afrique à intensifier leur assistance et leur solidarité avec ce pays et à exercer une pression croissante, sur le plan international, afin de contraindre l'impérialisme américain et Israël à appliquer les résolutions des Nations-Unies et du Conseil de Sécurité stipulant l'instauration d'une paix équitable dans la région sur la base du retrait total des forces israéliennes de tous les territoires arabes occupés et de la garantie des droits nationaux légitimes du peuple arabe palestinien.

RÉSOLUTION SUR LE PÉTROLE

La XIe Session du Conseil de l'OSPAA, réunie à Bagdad du 24 au 27 mars 1974,

- ayant pris en considération les tâches qui incombent au mouvement de libération nationale en vue d'aboutir à l'indépendance économique, au développement autonome, au progrès social,
- ayant pris en considération l'importance exceptionnelle qu'occupe le pétrole dans l'économie mondiale, source de l'accumulation des capitaux et de l'énergie et matière première pour le développement de l'industrie dieso-chimique dans les pays en voie de développement producteurs de pétrole,
- eu égard à la domination exercée et qu'exercent dans une large mesure les monopoles pétroliers impérialistes sur la production, la commercialisation et l'industrie du pétrole en vue de réaliser le maximum de bénéfices au détriment des producteurs et consommateurs,
- ayant pris en considération le fait que la nation arabe est le principal producteur et le plus riche réservoir de pétrole.

Les participants décident ce qui suit :

- Il est du devoir des gouvernements arabes —

et du droit des peuples arabes — de contrôler les richesses pétrolières par tous les moyens : par la nationalisation et l'établissement des relations directes entre producteurs et consommateurs sur un même pied d'égalité, loin de toute intervention des monopoles pétroliers impérialistes.

Les compagnies nationales de pétrole des pays consommateurs arabes doivent oeuvrer pour l'installation d'un secteur pétrolier national indépendant et la mise sur pied d'une industrie pétrolière dieso-chimique développée, et intégrer le pétrole dans l'économie nationale et l'affecter au service du développement économique.

Les pays arabes ont le droit d'utiliser le pétrole en tant qu'arme dans la lutte menée contre l'impérialisme et le sionisme et d'en priver les pays hostiles aux Arabes qui appuient l'agression israélienne, les Etats-Unis, par exemple, et les pays racistes qui font fi des résolutions et des principes de l'ONU tels que le Portugal, la Rhodésie et l'Afrique du Sud.

Les peuples arabes et tous les pays producteurs de pétrole ont le droit d'aboutir aux prix véritables du pétrole, compte tenu des prix des autres sources de l'énergie et des produits manufacturés dans les pays développés.

Des relations militantes étroites doivent être établies entre les forces progressistes dans les pays développés consommateurs de pétrole et

les pays indépendants producteurs de pétrole afin de coordonner leur lutte commune contre les monopoles impérialistes qui cherchent à exploiter ce qu'on appelle "la crise du pétrole" afin d'accroître leurs bénéfices.

- Il faut que les fonds provenant des revenus du pétrole soient retirés des banques occidentales et investis dans les projets de développement de la nation arabe et dans les pays afro-asiatiques.
- Il est nécessaire de mobiliser les masses arabes, de les informer et d'œuvrer afin que des mesures progressistes soient entreprises dans les domaines politique, social, économique et culturel afin que les masses arabes puissent protéger leurs ressources naturelles et les sauvegarder.

RESOLUTION SUR LA REGION D'OMAN, LE GOLFE ARABIQUE ET LA PRESQ'ILE ARABE

Le Conseil de l'OSPAA dans sa XIème session tenue à Bagdad du 24 au 27 mars 1974,

DECIDE :

1. La nécessité de renforcer la lutte du peuple d'Oman et du Golfe Arabique pour réaliser le contrôle complet de ses destinées politiques et de ses richesses nationales.
2. D'exiger l'évacuation de toutes les bases militaires américaines, britanniques et iraniennes qui menacent la paix, de refuser catégoriquement toutes les alliances et blocs colonialistes réactionnaires officiels ou secrets et d'évacuer toutes les bases militaires de la Mer Rouge.
3. De stigmatiser l'invasion iranienne des régions libérées de Dhofar, d'exiger le retrait immédiat de ces troupes et de toutes les forces étrangères mercenaires et autres d'Oman.
4. D'appuyer la révolution populaire armée dirigée par le Front Populaire pour la Libération d'Oman et du Golfe Arabique.

5. D'offrir une solidarité et un appui total à la République démocratique populaire du Yémen pour déjouer toutes les conspirations réactionnaires visant à abattre ce régime progressiste.
6. De demander que les forces patriotiques de cette région unissent et coordonnent leurs efforts contre l'ennemi impérialiste.
7. De saluer la victoire des forces nationalistes lors des élections du Conseil National de Bahrein et d'appuyer leur lutte pour démocratiser la vie du peuple et réaliser les aspirations des masses à consolider la démocratie et l'indépendance nationale.

RESOLUTION SUR LA SOLIDARITE ARABO-AFRICAINE

L'OSPAA salue et rend hommage à la prise de position adoptée par les Etats africains qui ont rompu leurs relations diplomatiques avec Israël, qui a eu pour effet positif d'isoler Israël sur le plan politique au cours et au lendemain de la guerre d'Octobre dernier.

Elle a affirmé que la lutte commune menée par les peuples arabes et africains contre l'impérialisme et le sionisme et les régimes racistes en Afrique Australe et en Israël requiert une solidarité et une cohésion plus grandes pour déjouer les manoeuvres impérialistes et celles des régimes racistes réactionnaires. Elle requiert également que les pays arabes fournissent une assistance plus grande aux pays africains dans tous les domaines, de renforcer leur souveraineté nationale et leur indépendance et pour la libération de leur territoire. La communauté de lutte exige également que les sanctions imposées aux régimes racistes en vertu des résolutions adoptées par les Nations Unies soient appliquées à Israël, jusqu'à l'évacuation totale des forces israéliennes des territoires arabes occupés et jusqu'à ce que soient garantis les droits nationaux du peuple arabe de Palestine.

RESOLUTION SUR CHYPRE

La Session du Conseil confirme à nouveau toutes ses précédentes résolutions sur Chypre.

Elle exprime sa vive inquiétude pour les nouvelles machinations impérialistes qui visent à une post-colonisation multiforme de Chypre.

Elle exprime sa solidarité totale avec la lutte du peuple de Chypre qui doit déterminer seul son présent et son avenir sans aucune intervention étrangère.

Elle met l'accent sur le fait que l'existence de bases militaires et la présence militaire dans l'Ile constituent un coup porté à l'indépendance, à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'Ile et un danger pour les pays arabes voisins et amis et demande l'abolition des bases militaires britanniques et l'élimination de toute présence militaire étrangère sur l'Ile.

RESOLUTION SUR LE MAROC

L'Organisation de Solidarité des Peuples Africains suit avec une profonde inquiétude l'escalade de la répression et de la terreur dirigées contre les forces démocratiques en général et contre l'Union Nationale des Forces Populaires en particulier depuis mars 1973.

Les arrestations massives de près de deux mille citoyens démocrates, les jugements collectifs de dizaines de militants et de patriotes, l'exécution du verdict condamnant à mort 15 militants et l'enlèvement de 72 militants démocrates du fond de leur prison après avoir été acquittés par le tribunal militaire de Kuneitra le 30 août 1973, la condamnation à mort de sept autres, l'accroissement des campagnes de tortures et de sévices auxquelles sont exposés les militants arrêtés, la privation des libertés démocratiques au Maroc — tous ces faits concrétisent la situation dramatique que vit la cause de la liberté et de la démocratie au Maroc entravant ainsi la réalisation des aspirations du peuple marocain à la démocratie, au progrès et à la paix.

Partant, le XI^e Conseil de l'OSPAA condamne la répression et la terreur qui s'exercent contre les forces démocratiques au Maroc et demande :

- Que les sept hommes condamnés à mort aient la vie sauve.

- que soient relâchés les 72 militants enlevés, acquittés par le Tribunal Militaire de Kuneitra le 30 août 1973.
- que soient relâchés les détenus politiques, respectées les libertés démocratiques au Maroc et que les portes s'ouvrent devant le peuple marocain pour lui permettre de poursuivre son chemin vers la démocratie, le progrès et la paix.

RESOLUTION SUR LA DEMOCRATIE AU SOUDAN

Conformément au Rapport Politique du Secrétariat Permanent de l'Organisation présenté à ce Conseil, qui demande le renforcement de la démocratie au Soudan,

Le Conseil demande ce qui suit :

- 1) La libération des prisonniers politiques et l'arrêt des incarcérations arbitraires en violation des mesures judiciaires.
- 2) L'abolition des lois restreignant les libertés.
- 3) Octroyer les libertés démocratiques et la liberté d'action politique et syndicale à toutes les forces politiques nationales, afin que le peuple soudanais soit à même de construire la société démocratique à laquelle il aspire et puisse assumer son rôle au sein du mouvement de libération arabe et sa lutte contre le colonialisme et l'impérialisme.

*RESOLUTION SUR LA DEMOCRATIE
EN ARABIE SEOUDITE*

Le XIème Conseil de l'OSPAA constate avec angoisse la privation des forces nationalistes et progressistes de leurs droits politiques et demande la libération de tous les détenus politiques et la garantie de leurs libertés conformément aux droits de l'homme à l'époque contemporaine.

*RESOLUTION SUR LE REGIME PROGRESSISTE
DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE
POPULAIRE DU YEMEN*

Le XIe Conseil de l'OSPAA, tenu à Bagdad du 24 au 27 mars 1974, affirme ce qui suit :

- Les masses populaires laborieuses de la République Démocratique Populaire du Yémen militent pour l'édification d'une vie nouvelle sous le leadership du régime politique du Front National. La révolution a pu opérer des changements profonds dans la vie économique, sociale et culturelle du peuple. Ces changements constituent une plate-forme fondamentale et solide pour l'établissement d'une société révolutionnaire au sein de laquelle l'exploitation serait abolie et qui sera fondée sur les assises et les principes socialistes scientifiques. Les opérations menées par la révolution et qui s'orientent vers l'édification progressiste nouvelle sont la cible de tentatives incessantes d'obstruction et de subversion menées par les forces impérialistes mondiales sous le leadership des Etats-Unis, de la réaction iranienne et arabe à la tête de laquelle se trouve la réaction séoudite. Ces forces maléfiques hostiles à la vie, au développement humain progressiste savent que ce développement progressiste et le régime progressiste du Yémen démocratique

contribueront à développer et à unifier les forces nationales, démocratiques dans la région afin que celles-ci militent pour l'édification d'une vie nouvelle pour les masses populaires de cette région, ce qui veut dire qu'il faut incendier les intérêts égoïstes des impérialistes et de la réaction dans la région.

La XIème Session du Conseil de l'OSPAA :

1. Affirme sa solidarité totale avec les masses populaires de la République démocratique populaire du Yémen sous le leadership de l'Organisation politique — le Front National — sur la voie de l'édification d'une nouvelle vie progressiste et l'entreprise de mesures économiques, sociales, culturelles, progressistes approfondies et développées.
2. Exhorte toutes les forces anti-impérialistes, éprises de paix, de démocratie et de socialisme à continuer à renforcer leur appui au régime progressiste du Yémen démocratique et à démasquer toutes les conspirations et manoeuvres impérialistes réactionnaires dirigées contre sa sécurité et les aspirations des masses laborieuses.
3. Déclare que le développement du Yémen démocratique sur des bases socialistes scientifiques, s'est reflété d'une façon coordonnée et solide dans la vie des masses populaires et celle des autres pays. Toutes les mesures progressistes

qui ont été entreprises et le prochain plan démocratique quinquennal sont autant de mesures fermes sur cette voie. Cette méthode constitue un exemple frappant pour l'édification et le développement de la vie dans les pays en voie de développement. C'est sur cette même voie que se sont déjà engagés Cuba et le Vietnam et les autres pays socialistes du Tiers-Monde dans lesquels l'édification socialiste a triomphé.

4. Condamne l'impérialisme mondial et à sa tête les Etats-Unis d'Amérique et le Royaume-Uni, démasque ses procédés et les conspirations dirigées contre le régime progressiste au Yémen démocratique et exhorte les forces révolutionnaires, progressistes et socialistes du monde à mener des campagnes de propagande bien orchestrées pour démasquer ces procédés.
5. Réclame que soit brisé le blocus imposé sur les moyens d'information du Yémen et exhorte les forces révolutionnaires progressistes dans le monde à démasquer les conspirations impérialistes qui visent à étouffer les diffusions des informations du régime progressiste du Yémen.
6. Condamne les programmes d'armement modernes mis au point par la réaction iranienne et démasque les menées agressives dirigées contre la révolution du Golfe, du Yémen démocratique et de l'Irak, ces programmes constituant une menace à la sécurité et à la paix de la région.
7. Condamne les menées agressives et les concentrations de troupes entreprises par la réaction

séoudite contre le régime progressiste au Yémen démocratique et les procédés auxquels elle a recours pour s'immiscer dans les affaires intérieures du Yémen et les tentatives déployées par la réaction pour allumer la guerre civile au Yémen.

8. Condamne la présence militaire américaine et britannique dans la région du Golfe et de la péninsule arabique et considère que cette présence qui a revêtu la forme de bases militaires est une provocation et une menace au régime progressiste du Yémen démocratique et au mouvement national de libération dans la région du Golfe et de la péninsule arabique et en Afrique orientale. Il faut démasquer cette présence et lutter par tous les moyens pour le retrait de ces forces de la région.
9. Condamne et stigmatise toutes les bases militaires américaines et israéliennes en Mer Rouge, et exhorte les Nations-Unies et les organisations internationales à oeuvrer pour les obliger à se retirer de cette région, car leur présence constitue une menace dirigée contre les forces de libération dans la région.
10. Condamne les activités déployées par la VIIème flotte américaine en Mer Rouge et dans l'Océan Indien, et ses provocations contre la République démocratique et populaire du Yémen et exhorte les forces révolutionnaires et les organisations internationales officielles et populaires à forcer les Etats-Unis à retirer la VIIe flotte et à s'abs-

tenir de s'immiscer dans les affaires intérieures des autres peuples.

11. Salue le régime progressiste du Yémen démocratique pour ses prises de position militantes et honorables dans les causes de la libération, de la paix, de la démocratie et du socialisme, ses positions internationalistes auprès des pays socialistes et le mouvement de la classe laborieuse dans les pays capitalistes et le mouvement mondial de libération nationale.

*RESOLUTION SUR LA REPUBLIQUE
ARABE DU YEMEN*

La XIe Session du Conseil de l'OSPAA exhorte le Président du Conseil Républicain de la République Arabe du Yémen à libérer les détenus politiques, et à accorder la liberté d'association aux forces nationales afin de leur permettre d'assumer leur rôle dans l'édification d'un Yémen démocratique unifié.

La Session demande l'exécution de l'accord d'unification conclu au Caire en 1972 et la coopération avec le Yémen Démocratique contre l'ennemi commun, afin de préserver sa souveraineté nationale.

La Session condamne l'intervention séoudite contre le mouvement de libération nationale en République Arabe du Yémen et met en garde contre le danger de l'invasion sioniste et éthiopienne dans les détroits de la Mer Rouge et qui met en cause la souveraineté et l'indépendance de la République Arabe du Yémen et de la République Démocratique du Yémen.

COMMISSION SUR L'INDOCHINE

*R E S O L U T I O N S
SUR LE VIETNAM, LE LAOS
ET LE CAMBODGE*

La XIe Session du Conseil de l'OSPAA réunie à Bagdad du 24 au 27 mars 1974, après avoir examiné minutieusement la situation au Vietnam, au Laos et au Cambodge, particulièrement depuis la signature de l'accord de Paris sur le Vietnam, de l'accord de Vientiane sur le Laos, est unanime à approuver ce qui suit :

Concernant le Vietnam :

- Le Conseil de l'OSPAA se félicite de la signature de l'accord de Paris qu'il considère comme une grande victoire du peuple vietnamien dans sa lutte contre l'agression américaine et une contribution importante à la lutte des peuples du monde pour l'indépendance, la liberté et la paix.
- Le Conseil condamne avec force la violation systématique par les Etats-Unis et l'administration de Saïgon de l'accord de Paris, créant ainsi une situation de plus en plus grave au Sud-Vietnam.
- Le Conseil se félicite de la position sérieuse du gouvernement de la RDVN et du gouvernement

révolutionnaire provisoire de la RSVN dans l'application stricte et scrupuleuse de l'accord de Paris. Il salue la bonne volonté du GRP qui a maintes fois avancé des propositions logiques et raisonnables pour la réalisation de la paix et de la concorde nationale au Sud-Vietnam. Il appuie chaleureusement la déclaration en six points du 22 mars 1974 du GRP et la considère comme seule solution réaliste et raisonnable pour le rétablissement de la paix et le règlement des affaires intérieures au Sud-Vietnam.

- Le Conseil se félicite et approuve pleinement les résolutions adoptées au 4ème Sommet des pays non-alignés à Alger et celles adoptées par le Congrès des forces de la paix à Moscou.

Le Conseil exige que :

- Les Etats-Unis doivent cesser totalement leur engagement militaire et leur ingérence dans les affaires intérieures du Sud-Vietnam, en retirer tout leur personnel militaire déguisé en civil, cesser d'y introduire illégalement des armes, munitions et autres moyens de guerre. Ils doivent mettre fin aux vols de reconnaissance au-dessus du Nord-Vietnam, remplir leurs obligations concernant le pansement des blessures de guerre en RDVN.
- L'administration de Saïgon doit répondre sérieusement à la déclaration du 22 mars 1974 du GRP de la RSVN. Elle doit avant tout ob-

server strictement et immédiatement le cessez-le-feu sur toute l'étendue du territoire du Sud-Vietnam, remettre tout de suite plus de 200.000 membres du personnel civil et plus de 15.000 militaires qu'elle continue de détenir et garantir immédiatement à la population l'exercice des libertés démocratiques.

- Le Conseil invite les gouvernements progressistes du monde à apporter au GRP de la RSVN, seul représentant authentique de la population sud-vietnamienne, un soutien politique ferme et accorder la reconnaissance diplomatique du GRP, à intensifier toutes formes d'aide matérielle à la population de la RDVN et des régions sous contrôle du GRP conformément aux résolutions de la 4ème Conférence au Sommet des pays non-alignés.

Concernant le Laos :

- Le Conseil se félicite de la signature de l'accord de Vientiane et de son Protocole sur le rétablissement de la paix et la réalisation de la concorde nationale au Laos, et considère la victoire du peuple Lao comme une victoire commune des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine luttant contre l'impérialisme, le colonialisme, le néo-colonialisme pour la paix, l'indépendance, la démocratie et le progrès social.
- Le Conseil acclame la bonne volonté et la sincérité des forces patriotiques lao qui s'efforcent

d'appliquer strictement toutes les clauses de l'accord de Vientiane et de son Protocole en vue de neutraliser le plus tôt possible les deux villes de Vientiane et de Louang Prabang, de former le gouvernement provisoire d'union nationale et le Conseil politique national de coalition, et de consolider une paix durable au Laos.

- Le Conseil condamne énergiquement les forces de la droite lao soutenues par l'impérialisme US qui continuent à saboter et éluder l'application dudit accord et de son Protocole et retardent ainsi la formation du gouvernement provisoire d'union nationale.
- Le Conseil exige des Etats-Unis d'Amérique et du gouvernement de Vientiane la cessation immédiate et définitive de tout acte de sabotage de l'accord et de son Protocole.
- Le Conseil invite les pays d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine et du monde qui ont à coeur la paix, l'indépendance, la démocratie, le progrès social, à soutenir fermement les forces patriotiques lao dans leur lutte opiniâtre pour l'application stricte de l'accord de Vientiane et de son Protocole afin de préserver une paix durable au Laos et à les aider dans la reconstruction de la zone libérée dévastée par la guerre de destruction US.

Concernant le Cambodge :

- Le Conseil salue chaleureusement les grandes victoires du peuple cambodgien et soutient en-

tièrement la juste lutte du peuple cambodgien jusqu'à la victoire finale.

- Le Conseil dénonce et condamne énergiquement la poursuite de la guerre d'agression menée par les impérialistes américains contre le Cambodge, et exige que les EU doivent cesser totalement tout acte d'agression, d'intervention et d'ingérence contre le Cambodge et tout aide et soutien à leurs valets de Pnom-Penh.
- Le gouvernement royal d'union nationale du Cambodge, seul et unique gouvernement légal et légitime du CPC, doit être rétabli dans ses droits légitimes à l'ONU et la clique de Pnom-Penh en être expulsée.
- Le Conseil félicite et approuve pleinement les résolutions concernant le Cambodge adoptées au 4ème Sommet des pays non-alignés à Alger, exhorte tous les gouvernements du monde à établir des relations diplomatiques avec le GRUNC et rompre toutes relations avec la clique de Pnom-Penh.
- Il appuie totalement la proclamation en 5 points du 23.3.70 et le programme politique du FUNC et est convaincu que le peuple cambodgien remportera la victoire finale dans sa lutte contre l'agression américaine, pour le salut national, pour édifier avec succès un CPC indépendant, pacifique, neutre, démocratique et prospère dans l'intégrité du territoire.

R E S O L U T I O N
SUR LA PAIX, LA SECURITE ET
LA COOPERATION EN ASIE

La XIème Session du Conseil de l'OSPAA, ayant noté des développements nombreux, nouveaux et favorables sur la scène asiatique depuis la Vème Conférence de Solidarité des Peuples Afro-Asiatiques, salue les victoires des peuples d'Asie qui, récemment, ont pu repousser l'agression impérialiste et l'offensive néo-colonialiste. Les peuples d'Asie luttent vigoureusement pour se débarrasser de l'impérialisme et tenir en échec ses nouvelles machinations.

Les victoires récentes ont eu pour conséquence que les peuples en Indochine, dans les territoires arabes au Moyen-Orient et la région du Golfe Arabique, au Sud et au Sud-Est de l'Asie, forcent les impérialistes, les régimes fantoches et les forces réactionnaires soutenues par l'impérialisme américain à battre en retraite. Les pactes militaires impérialistes, tels que OTASE, CENTO, ANZUS et ASPAC, encourent la colère grandissante du peuple asiatique. Les efforts du peuple dans le Sud-est asiatique pour en faire une zone de paix et ceux du peuple de la région du Golfe Arabique pour se débarrasser des bases militaires impérialistes ont besoin d'être soutenus par toutes les forces progressistes.

D'un autre côté, une coopération internationale et une solidarité entre les peuples et les Etats d'Asie se développent à travers des traités bilatéraux, tels ceux qui lient l'Inde et l'Union Soviétique, l'Irak et l'Union Soviétique, les traités d'amitié entre l'Egypte et l'U.R.S.S., les accords de Simla et de Delhi, la déclaration conjointe du Bangladesh et de l'Inde, la reconnaissance du Bangladesh par le Pakistan et réciproquement, et d'autres initiatives positives.

Les Etats asiatiques réalisent de plus en plus que l'avenir pacifique de tout le continent ne peut être garanti que par leurs efforts conjoints. Ils doivent élaborer leurs propres stratégies pour la paix sur ce continent, apportant ainsi une contribution essentielle à la consolidation de la paix mondiale. Les peuples d'Asie peuvent également oeuvrer, dans un climat de détente internationale, allant en s'élargissant, pour la compréhension mutuelle et la coopération.

Ceci est d'autant plus nécessaire qu'il faut mettre en échec la stratégie impérialiste et les manœuvres qui sont une continuation de la politique de la force. Celle-ci se reflète clairement dans la violation de l'Accord de Paix de Paris concernant le Vietnam et de l'Accord de Vientiane sur le Laos. Ainsi se renouvellent les actes agressifs dirigés contre le peuple khmer et les tentatives continuelles pour amener le Japon à se rallier à la nouvelle coalition aggressive placée sous l'égide de l'OTAN. Une nouvelle base militaire est créée — celle de Diego Gar-

cia — dans l'Océan Indien et les armes nucléaires en Corée du Sud font des forces réactionnaires les agents de l'exploitation néo-colonialiste.

Le Conseil condamne les complots fomentés par l'impérialisme américain et les forces réactionnaires en Iran et dans d'autres pays de la région contre le régime progressiste en Irak et salue les efforts déployés par le Front National Irakien et le Gouvernement de l'Irak pour régler le problème kurde d'une manière pacifique et démocratique en se fondant sur la loi de l'Autonomie Nationale promulguée le 11 mars 1974.

La paix et la sécurité en Asie sont continuellement menacées par les politiques impérialistes qui pratiquent l'agression, la subversion et l'anéantissement des mouvements nationaux de libération. Les peuples d'Asie qui, des siècles durant, ont souffert du joug des régimes colonialistes, connaissent trop bien la stratégie de l'impérialisme et du néo-colonialisme américains. C'est pourquoi l'une des mesures essentielles, préalables à la création de conditions pacifiques en Asie, est la lutte ferme et résolue des peuples d'Asie pour se débarrasser de toutes les forces militaires impérialistes et liquider les pactes militaires agressifs.

Depuis la première Conférence asiatique organisée à l'instigation de Jawaharlal Nehru en 1947 et la Déclaration historique de Bandoeng, les peuples d'Asie n'ont pas cessé d'aspirer à un moyen collectif et unifié de vaincre l'impérialisme sous toutes ses formes. Le mouvement des pays non-alignés ren-

force cette idée et les forces de libération nationale travaillent dans le même esprit. C'est pourquoi l'idée d'un système de sécurité collective devient de plus en plus populaire.

Un système de sécurité collective est le moyen de prévenir une agression impérialiste, d'éliminer toutes les formes de colonialisme et de néo-colonialisme, de mettre fin à la politique des pactes et des blocs militaires, de liquider les bases militaires étrangères. Une fois la sécurité assurée, les conditions seront créées pour un développement libre de tous freins et la confiance mutuelle sera restaurée.

La nécessité urgente de l'établissement de la sécurité en Asie sur une base collective et l'instauration de relations de bon voisinage parmi les pays du continent sont conditionnées aussi par les besoins requis par leur développement économique et les transformations progressistes effectuées dans l'intérêt de leurs peuples.

Le système de sécurité collective présuppose que les relations entre les contrées d'Asie soient basées sur les principes suivants :

1. Renoncer à utiliser la force dans les relations entre Etats.
2. Le respect de la souveraineté et de l'inviolabilité des frontières.
3. La non-ingérence dans les affaires intérieures.
4. L'extension de l'aide économique, technique, culturelle, scientifique et des autres formes de

coopération sur la base de l'égalité entière et du profit mutuel.

5. L'inadmissibilité de l'annexion des territoires par l'agression.
6. Le règlement de tous les différends entre les nations par des moyens pacifiques.
7. Le droit de chaque peuple d'assurer sa souveraineté sur ses ressources naturelles et d'opérer à sa guise toute transformation sociale et économique.

Ces mesures ne sont pas en contradiction avec le droit de chaque peuple à recourir à toutes les mesures dont il dispose pour repousser et liquider l'agression ; le droit légitime des pays arabes de liquider par tous le moyens l'agression israélienne en est un exemple.

La XI^e Session du Conseil de l'OSPAA en appelle à tous les peuples d'Asie afin qu'ils redoublent d'efforts pour vaincre l'impérialisme et le néo-colonialisme et promouvoir des mesures collectives en faveur de la sécurité et d'une paix véritable en Asie.

RESOLUTION SUR LA COREE

La XI^{ème} Session du Conseil de l'OSPAA tenue du 24 au 27 mars 1974 à Bagdad accorde une profonde attention à la situation prévalant actuellement en Corée.

L'Assemblée a appuyé totalement la politique du gouvernement de la République Démocratique Populaire de Corée pour une réunification indépendante et pacifique du pays, en particulier, les Trois Principes et le Programme en Cinq Points pour la réunification nationale, comme étant la seule politique juste pour réaliser la réunification de la Corée.

Le peuple coréen entier désire à l'unanimité la réunification de son pays. Mais les impérialistes américains et les militaristes japonais veulent maintenir la division de la Corée, les premiers pour faire de la Corée du Sud à titre permanent leur colonie et leur base militaire, et les seconds pour faire durer un état de choses d'après lequel elle demeure le marché écoulant leurs produits.

Les dirigeants sud-coréens intensifient aujourd'hui leurs machinations pour diviser la nation et leur massacre fasciste sans précédent du peuple de la Corée du Sud. Ils ont perpétré tant de provocations militaires préméditées — telles que l'infiltration des navires d'espionnage dans les eaux occidentales de la Corée — que, tirant partie de cette situation, ils élèvent une vaste clameur à propos de "la menace

d'agression pesant sur le Sud" et augmentent délibérément la tension entre le Nord et le Sud.

Les Etats-Unis instiguent activement les éléments bellicistes sud-coréens à provoquer une nouvelle guerre, envoient l'un après l'autre les avions de reconnaissance ultra-rapides survolant à une haute altitude la partie nord de la République dans un but d'espionnage et déclarant ouvertement qu'ils continueront à étendre leur aide militaire à la Corée du Sud.

Le Conseil condamne vigoureusement les machinations criminelles des Etats-Unis, des impérialistes japonais et des autorités sud-coréennes, tels que les actes de provocation ouverte dirigés contre tout le peuple coréen et les peuples progressistes du monde entier qui désirent unanimement l'instauration de la paix en Corée ainsi que sa réunification pacifique.

Le Conseil maintient fermement que les autorités sud-coréennes devraient désavouer leur "Déclaration Spéciale" appuyant l'affiliation aux Nations Unies de deux Corées, aborder les pourparlers de réunification en tenant compte des intérêts de toute la nation, accepter sans délai la juste proposition de conclure un accord de paix entre le Nord et le Sud et ne plus parler du "pacte de non-agression" dénué de toute garantie de paix. Ils devraient aussi réunir une grande conférence nationale ou une conférence politique consultative sur le Nord et le Sud à laquelle participeraient les représentants de tous les partis politiques, des organisations publiques et

des personnalités appartenant à toutes les couches sociales dans le Nord et le Sud.

Le Conseil demande fortement aux Etats-Unis de ne pas pousser le gouvernement fantoche Pak Jung Hi à la guerre et la division de la nation, comme il exige le retrait immédiat des Etats-Unis de la Corée du Sud, d'où doivent être retirés également son armée d'agression et ses armes de mort.

Le Conseil maintient que les militaristes japonais doivent arrêter leurs machinations tendant à envahir à nouveau la Corée du Sud et leurs intrigues qui visent à empêcher la réunification de la Corée.

Le Conseil exprime son inébranlable solidarité avec la lutte du peuple sud-coréen, car il estime que cette lutte contre le fascisme et pour la démocratie est le véritable combat patriotique qui soutient le pays et la nation et tend à réunifier la mère-patrie, un combat légitime en relation directe avec les intérêts sociaux de la nation.

Le Conseil en appelle ardemment à tous les peuples épris de paix dans le monde, aux comités nationaux affiliés à l'OSPAA et aux peuples afro-asiatiques afin qu'ils lancent une campagne internationale pour appuyer la lutte du peuple coréen pour l'expulsion des troupes américaines de la Corée du Sud et pour la réalisation d'une réunification indépendante et pacifique du pays à l'occasion du mois de la lutte conjointe contre les Etats-Unis (du 25 Juin au 27 Juillet).

RESOLUTIONS SUR L'AFRIQUE

La XIème Session du Conseil de l'OSPAA réunie à Bagdad, capitale de l'Irak, du 24 au 27 mars 1974, note avec satisfaction l'intérêt croissant que porte la communauté internationale à la solution des problèmes africains. Ceci est clairement démontré par la Conférence d'Oslo, celle du BIT de Genève, par la Conférence des pays non-alignés à Alger, ainsi que par le Congrès Mondial des forces de la Paix à Moscou qui ont été caractérisés par la participation de nouvelles forces de la communauté internationale dans la lutte contre l'impérialisme, le colonialisme, le néo-colonialisme, le sionisme et le racisme.

En Afrique, la période actuelle se caractérise par une poussée des forces progressistes et par l'intensification des luttes anti-impérialistes renforcées par une plus grande unité de pensée et d'action. L'avant-garde des pays indépendants d'Afrique a fait des pas significatifs sur la voie d'une transformation socio-économique radicale. Le renforcement de la lutte de libération nationale dirigée contre le colonialisme et l'impérialisme devient donc une nécessité impérieuse.

Le XIème session considère que la lutte pour la libération des territoires non encore libérés du

continent demeure la tâche la plus pressante et la plus fondamentale de l'OSPAA aujourd'hui.

Ainsi donc le Conseil se félicite que le PAIGC mène avec succès la lutte en Guinée-Bissau et aux Îles du Cap Vert et que sa lutte héroïque et vaillante ait donné naissance à la nouvelle République de Guinée-Bissau qui est un flambeau ainsi qu'une source d'inspiration pour tous les peuples qui luttent les armes à la main pour défendre leur droit légitime à la vie et pour être libres et indépendants.

L'OSPAA rend hommage à la nouvelle République et fait appel à l'humanité progressiste pour qu'elle mobilise les masses populaires afin de faire pression sur le Portugal ainsi que sur les puissances impérialistes qui l'aident pour que le Portugal cesse la guerre, et retire immédiatement ses troupes de Guinée-Bissau. L'OSPAA en appelle à tous les pays de la communauté internationale pour qu'ils soutiennent l'entrée de la Guinée-Bissau au sein des Nations Unies. Le Conseil considère que la naissance de la nouvelle République constitue un hommage vivant à la mémoire du grand fils et héros de l'Afrique, le camarade Amilcar Cabral.

- Le Conseil de l'OSPAA accorde un soutien total à la lutte du peuple angolais sous la direction du Mouvement Populaire de Libération de l'Angola (MPLA) ainsi qu'à la lutte du peuple de Mozambique sous la direction du FRELIMO.
- Le Conseil considère que les actuelles manœuvres néo-colonialistes entreprises par le gou-

vernement portugais dans les territoires africains sous sa domination n'apportent aucun changement à sa politique coloniale.

- Le Conseil condamne fermement les crimes de génocide et d'écocide perpétrés par les colonialistes portugais dans leurs territoires et les considère comme des crimes contre l'humanité.
- Le Conseil salue la juste lutte des peuples du Zimbabwe, de Namibie et d'Afrique du Sud sous la direction du ZAPU, du SWAPO et de l'ANC et souhaite le meilleur succès à leur lutte politique et armée.
- Le Conseil soutient la conférence internationale sur le Zimbabwe qui aura lieu à Mogadiscio en novembre 1974. Il fait appel à toutes les organisations et aux gouvernements des pays progressistes d'Afrique et du monde pour qu'ils garantissent un soutien et une large participation à cette conférence.
- Le Conseil fait appel à la Communauté internationale pour qu'elle soutienne la demande du SWAPO et du peuple namibien concernant le retrait des troupes d'occupation sud-africaines de Namibie.
- Le Conseil condamne la politique d'Apartheid en Afrique du Sud qui constitue une menace contre les pays indépendants de l'Afrique et leur sécurité et considère qu'elle est un crime contre l'humanité.

Le Conseil appuie la demande des peuples d'Afrique du Sud, de Zimbabwe et de Namibie qui réclament le relâchement de tous les prisonniers politiques. Il fait appel à tous les comités de solidarité pour qu'ils organisent des campagnes revendiquant la libération de ces prisonniers.

Le Conseil doit prendre des initiatives pratiques pour l'obtention d'un soutien matériel à tous les mouvements authentiques de libération nationale, les seuls et légitimes représentants de leurs peuples respectifs et demande en particulier une aide pour la réalisation des programmes de reconstruction nationale dans les zones libérées.

Le Conseil invite à mener des campagnes auprès de l'opinion publique des pays occidentaux pour qu'ils prennent des mesures en vue d'isoler la Rhodésie, l'Afrique du Sud, le Portugal sur les plans politique, économique, culturel et diplomatique et pour que cessent les envois d'armes vers ces pays.

Dans ces campagnes on doit dénoncer la formation de centres de recrutement de colons dans les capitales de certains pays occidentaux pour les envoyer en Rhodésie et en Afrique du Sud en vue de renforcer les minorités blanches.

Le Conseil soutient la juste lutte des peuples de la Côte des Somalis (Djibouti) de la Somalie occidentale occupée, de l'Erythrée, des Iles

Seychelles, des Iles Comores, de Sao Tomé et Principe, de l'Archipel des Canaries et du Sahara dit "espagnol" pour l'autodétermination et l'indépendance de leur pays sous la conduite du FLCS, du ELF-PLF, du ELFSWS, du SPUPS, du MOLINACO et du MPALAC.

Le Conseil condamne la présence coloniale espagnole dans les enclaves marocaines de Ceuta, Melilla et les Iles de Chafarinas.

Le Conseil dénonce l'appui prodigué par les puissances de l'OTAN au colonialisme portugais et aux régimes racistes et d'apartheid en Afrique.

Le Conseil condamne le gouvernement fasciste de France pour les facilités accordées aux régimes colonialistes de l'Afrique du Sud et du Portugal qui utilisent les ports et les aéroports des îles Canaries comme bases de transit vers ces pays faisant ainsi échec au boycott africain.

Le Conseil condamne le génocide culturel que pratique l'administration colonialiste espagnole, en détruisant les vestiges culturels du peuple guanche des Canaries.

Le XIème Conseil dénonce et condamne le génocide et les crimes collectifs perpétrés contre le peuple de Lesotho et contre le baillonnement de l'opposition et les détentions des militants au Swaziland. Il en appelle aux peuples épris de paix afin qu'ils soutiennent les peuples de Lesotho et de Swaziland dans leur lutte légitime sous la direction de l'avant-garde du "Basutoland Congress Party" au

Lesotho et du "Ngwane National Liberatory Congress" au Swaziland.

Le Conseil demande aux pays qui n'ont pas encore rompu leurs relations avec Israël de le faire en vue du renforcement de la coopération et de la solidarité entre les peuples arabes et africains.

Le Conseil condamne l'agression contre la République Arabe d'Egypte par Israël et exige le retrait immédiat de toutes les troupes israéliennes de ce pays africain.

Le Conseil salue la ferme décision des Chefs d'Etat arabes d'imposer l'embargo sur le pétrole à la minorité blanche en Afrique du Sud, en Rhodesie et au Portugal et demande à la communauté internationale de renforcer cette décision.

Le Conseil condamne toute politique de dialogue avec l'Afrique du Sud.

Le Conseil condamne la présence de bases militaires en territoires africains, ce qui constitue une menace à l'indépendance de ces pays et à tout le continent.

Le Conseil soutient fermement tous les pays frontaliers des territoires encore colonisés qui soutiennent les mouvements de libération nationale dans ces pays. Il leur fait appel pour qu'ils accordent des facilités à tous les vrais patriotes luttant pour l'indépendance de leur pays.

Le Conseil condamne la politique criminelle d'exploitation éhontée des travailleurs africains en

Afrique du Sud, en Namibie, au Zimbabwe et dans les autres territoires africains sous domination coloniale portugaise.

Le Conseil,

Dénonce la situation tragique de tous les émigrés africains en Europe et ailleurs qui subissent le racisme et l'exploitation.

Lance un appel à tous les Gouvernements et à tous les Mouvements de Libération Africains pour qu'ils empêchent cette exploitation infâme.

Réclame le retour sur le sol national de tous les émigrés africains.

Le Conseil condamne l'activité des compagnies multi-nationales qui constituent une entrave à la lutte pour une véritable indépendance politique et économique des pays africains.

Le Conseil considère que l'agression contre un quelconque pays africain est une agression contre l'Afrique tout entière.

Considérant le rôle sans cesse croissant de l'OUA dans l'évolution positive du Continent, le Conseil se félicite de son efficacité dans la solution des problèmes entre Etats africains et encourage cette politique de consolidation de la paix, de l'unité et de la dignité africaines.

Le Conseil apprécie l'importance des liens de solidarité existant entre les pays africains et socialistes et notamment l'aide accordée par l'Union

Soviétique et les autres pays socialistes, aux mouvements de libération nationale africains et aux pays africains en voie de développement. Il apprécie également l'aide humanitaire accordée par les pays scandinaves et les forces progressistes épri-ses de paix dans les pays occidentaux à ces mouvements et à ces pays.

Afin de permettre la mise en exécution des résolutions présentes, le Conseil considère qu'il est indispensable de créer des comités de soutien des peuples en lutte. Ces comités devront étendre leur action tant sur le plan national qu'international ; car seule l'unité d'action et de pensée peut nous amener à remplir nos devoirs envers le continent africain.

RESOLUTION

SUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET LA TRANSFORMATION SOCIALISTE

Le Conseil confirme que dans sa phase actuelle, le centre de la lutte nationale de libération des pays afro-asiatiques s'est davantage transféré à la sphère du développement socio-économique. La consolidation de l'indépendance politique de ces pays est devenue étroitement rattachée à la réalisation des tâches urgentes de la construction socio-économique. En conséquence, les révolutions de libération nationale se développent de plus en plus grâce à une transformation sociale et économique progressiste.

Maintenant que les peuples des pays libérés ont commencé à résoudre les problèmes vitaux de la transformation socio-économique de la société, la sauvegarde d'une paix stable et durable est d'une importance absolue. Le désarmement et une paix stable permettront aux pays libérés de concentrer tous leurs efforts sur la construction économique et culturelle, et de se tenir d'un pied ferme sur la route de la renaissance sociale.

La lutte pour l'indépendance économique poursuit les objectifs suivants :

- Eliminer l'intervention directe des monopoles capitalistes et financiers internationaux dans l'économie des nouveaux Etats nationaux, la limitation et la réglementation de leurs activités au bénéfice de l'économie nationale ;
- Nationaliser les propriétés du grand capitalisme étranger et national ;
- Eliminer la situation de dépendance des pays en voie de développement dans le système de division du travail du capitalisme mondial ;
- Eliminer les formes féodales et semi-féodales des relations de la production au niveau des villages, d'utiliser et de reconstruire le système de la production agricole en fonction des transformations agraires correspondantes ;

Les conditions suivantes sont nécessaires pour parachever l'indépendance économique :

- La liquidation du retard économique ;
- La création de telles structures sociales lorsque les exigences nationales populaires sont satisfaites conformément au niveau moyen mondial de la productivité du travail.

La solution de ces problèmes ne sera possible qu'après un changement radical de la structure sociale et politique de l'Etat, se basant de plus en plus sur l'activité et l'initiative des masses.

L'indépendance économique, par rapport à l'impérialisme, signifie l'établissement d'un contrôle na-

tional de l'Etat sur les ressources et l'économie du pays.

Le Conseil souligne que le plus grand succès pour une indépendance économique détachée du néo-colonialisme et de l'impérialisme et pour surmonter le retard social et économique, a été remporté par ces pays qui ont proclamé leur avance vers une orientation socialiste.

Le Conseil note en particulier l'expérience de ces pays dans le domaine de la construction économique où l'action décisive de l'Etat est le courant essentiel d'un élargissement constant de l'échelle et de l'importance du secteur d'Etat alors que les activités du capital national privé et étranger sont limitées.

Pour accomplir rapidement les tâches de la construction sociale et économique les nouveaux Etats indépendants devront mobiliser tout d'abord leurs potentialités matérielles et leurs ressources financières, et utiliser les diverses assistances extérieures pour éliminer des conditions politiques et économiques inégales. Il convient de noter à cet égard la nécessité de renforcer davantage la coopération avec les pays socialistes et en premier lieu l'URSS qui a offert et offre toujours diverses formes d'assistance sur la base d'une coopération égale et d'un profit mutuel.

Le Conseil souligne l'importance particulière de l'aide accordée par l'URSS et les pays socialistes pour la construction socio-économique en vue de parvenir à l'indépendance et au développement économi-

ques. Il est également nécessaire de souligner l'importance de la coopération régionale entre les pays en voie de développement et surtout dans le domaine de l'utilisation de l'énergie et des ressources naturelles.

Le Conseil attire l'attention sur la nécessité incessante pour les pays en voie de développement de mener une politique commune dans le domaine de la planification économique, de l'utilisation de l'énergie, des ressources et des matières premières.

La nécessité d'une politique similaire se fait plus évidente dans le contexte de la récente crise de l'énergie qui a radicalement modifié la structure des liens économiques entre les pays occidentaux hautement industrialisés et les pays en voie de développement. La profonde dépression économique ressentie actuellement par les pays occidentaux n'a pas empêché les monopoles impérialistes de déployer des efforts pour en faire assumer les frais aux pays du Tiers Monde. A cet égard, le Conseil considère qu'il est nécessaire de relever l'importance de mettre à profit l'expérience acquise par les pays socialistes dans le domaine du développement économique et de l'utilisation de nouvelles ressources.

Les nouveaux développements intervenus sur la scène mondiale devraient avoir pour conséquence l'instauration d'une nouvelle relation d'égalité qui servirait les intérêts de tous les peuples et remplacerait l'ancienne et inégale relation de contrôle des monopoles.

A ce propos, une alliance entre le peuple et les travailleurs des pays en voie de développement et les

pays capitalistes nantis serait d'une grande importance dans la lutte pour la paix, le progrès social et contre l'impérialisme.

Le Conseil est convaincu que dans le contexte de la détente internationale et des victoires importantes enregistrées par le mouvement de libération nationale, les pays indépendants, de concert avec le front anti-impérialiste mondial, enregistreront encore plus de victoires en renforçant leur indépendance politique et les transformations progressistes.

Le Conseil recommande au Secrétariat d'élaborer un programme suivant lequel on procéderait à l'étude des problèmes socio-économiques des pays en voie de développement.

A ce propos, il convient de souligner en particulier les propositions suivantes :

- L'organisation de Conférences et de Séminaires régionaux et internationaux portant sur les problèmes économiques brûlants, tels que la crise de l'énergie, les réformes agraires, le développement économique, etc... Dans ce contexte, le Conseil apprécie et soutient l'initiative prise par le Conseil National Irakien pour la paix et la Solidarité d'organiser en coopération avec l'OSPAA et le CMP un séminaire international sur les problèmes pétroliers.
- Le Conseil recommande au Secrétariat Permanent de déployer les efforts nécessaires afin de permettre à l'OSPAA de participer à toutes les conférences organisées dans le cadre des Na-

tions Unies et portant sur les problèmes socio-économiques des pays afro-asiatiques.

Le Conseil en appelle à toutes les forces patriotiques et progressistes pour assurer la défense des droits de la femme et ceci sur la base de l'importance du rôle qu'elle joue dans la lutte et le succès de la révolution.

DEPECHE ET MESSAGES
DE LA PART DU CONSEIL

Dépêche à
Sa Majesté le Roi Hassan II
Rabat

Le XIème Conseil de l'OSPAA, réuni actuellement à Bagdad, exhorte sa Majesté à accorder la grâce aux sept militants condamnés à mort et à libérer les 72 autres militants de l'Union Nationale des Forces Populaires acquittés le 30 août 1973 par le Tribunal militaire de Kuneitra, enlevés ensuite par la police et dont le sort nous est toujours inconnu.

La libération de tous les détenus politiques, la préservation et le respect des libertés démocratiques au Maroc constituent une revendication qu'appuient toutes les forces nationales et progressistes du monde.

Le XIème Conseil de l'OSPAA
Bagdad, 27/3/74

Dépêche au Comité de Libération Africaine
de l'Organisation de l'Unité Africaine

Addis-Abéba

Le XIème Conseil de l'Organisation de la Solidarité des peuples afro-asiatiques tient à exprimer au Comité de Libération Africaine sa profonde sympathie envers les aspirations du peuple de l'Erythrée à son droit à l'auto-détermination. Il attire l'attention du comité sur la situation tragique créée par le refus de l'Ethiopie de respecter la résolution 39 A des Nations Unies. Il demande au Comité de considérer la situation actuelle des choses à la lumière des événements courants, compte tenu du droit du peuple erythréen à l'auto-détermination, et ce, pour éviter une plus grande effusion de sang et pour aboutir à un accord équitable et pacifique.

XIe Conseil de l'OSPAA
Bagdad, le 27 Mars 1974

Dépêche

Au Gouvernement de la

Junte Militaire

Santiago,

Chili

Au nom des représentants de 76 pays et de nombreuses organisations internationales et régionales, nous vous adressons ce message pour vous demander de mettre fin aux crimes commis contre le peuple du Chili, de fermer les camps de concentration, de libérer les prisonniers et d'accorder le droit d'émigration à tous les leaders politiques et syndicalistes qui se trouvent dans les ambassades usant de leur droit d'asile politique. Nous exigeons la participation de juristes internationaux à l'examen des procès intentés aux patriotes civils et militaires.

XIe Conseil de l'OSPAA

Bagdad, 27/3/74

Dépêche à

M. Kurt Waldheim,

Secrétaire Général de l'ONU

New York

Au nom des représentants de 76 pays et de nombreuses organisations internationales et régionales participant à la XIe Session du Conseil de l'OSPAA tenue à Bagdad, nous vous invitons à dénoncer les violations continuelles des droits humains par la junte militaire chilienne. Nous vous demandons d'entreprendre une nouvelle initiative afin de sauver la vie d'innombrables patriotes civils et militaires qui seront châtiés sans jouir de la moindre garantie juridique.

XIe Conseil de l'OSPAA

Bagdad, 27/3/74.

Message

à Monsieur le Président de la Conférence
Internationale de Stockholm pour l'exécution
de l'accord de Paris sur le Vietnam

La réunion de la XIème Session de l'OSPAA tenue à Bagdad du 24 au 27 mars 1974 félicite chaleureusement la Conférence internationale de Stockholm pour l'exécution de l'accord de Paris sur le Vietnam et lui souhaite grand succès.

A l'heure actuelle où sur tout le territoire du Sud-Vietnam le cessez-le-feu n'est pas respecté, plus de 200.000 du personnel civil et militaire reste toujours en détention dans les prisons de Thieu, les droits de liberté démocratique de la population sud-vietnamienne bafoués, la réunion d'une telle conférence porte un caractère très important et est sans doute une contribution active au large mouvement de lutte des peuples progressistes du monde pour exiger des E.U. d'Amérique et de l'administration de Saïgon une application stricte et scrupuleuse de l'accord de Paris sur le Vietnam.

Au nom des peuples afro-asiatiques, la 11ème Session de l'OSPAA exprime son entière solidarité au peuple vietnamien héroïque dans sa lutte pour la paix, l'indépendance et la liberté, et son appui total à la déclaration en 6 points avancée le 22 mars 1974 par le GPR, seule base juste et réaliste pour réaliser la paix et la concorde nationale au Sud-Vietnam.

Télégramme

à Monsieur le Président de la Conférence
diplomatique pour le développement du droit
humanitaire pour la protection des victimes
des conflits armés à Genève

La réunion de la XIème Session de l'OSPAA tenue à Bagdad du 24 au 27 mars 1974 exprime son mécontentement et son inquiétude devant le fait que sous la pression des Etats-Unis d'Amérique, la délégation du GRP de la RSVN n'a pu participer à la conférence diplomatique pour le développement du droit humanitaire à Genève.

Etant donné que le GRP de la RSVN, une des parties adhérentes aux 4 conventions de Genève en 1949, a plein droit de participer à cette conférence comme membre à part entière et que tout refus pour la participation du GRP à cette conférence sera contraire au droit et à la procédure internationale.

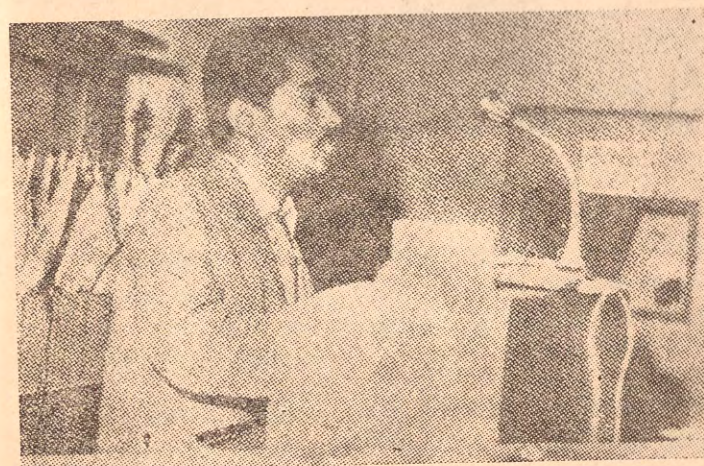
La réunion de la XIe Session du Conseil de l'OSPAA demande expressément au président de la Conférence diplomatique de Genève d'adresser une invitation au GRP de la RSVN d'envoyer une délégation pour participer à cette conférence.

La réunion de la XIe Session du Conseil de l'OSPAA est convaincue que la participation du

GRP de la RSVN est une des contributions importantes au succès de la Conférence diplomatique de Genève étant donné les expériences payées par le sang du peuple vietnamien durant sa longue et dure résistance contre la guerre d'agression et d'extermination la plus atroce menée par les impérialistes américains au Vietnam.



Trois chefs de délégation s'adressant au Conseil





RESOLUTIONS ORGANISATIONNELLES

La XIe Session du Conseil de l'OSPAA, tenue à Bagdad du 24 au 27 mars 1974 :

1. TENANT COMPTE des nouveaux développements internationaux qui nécessitent une coordination plus serrée entre les forces anti-impérialistes.
2. de la nécessité urgente de faire face à la nouvelle forme du néo-colonialisme, en particulier dans les pays ayant récemment accédé à l'indépendance et ceux en voie de développement.
3. de la nécessité d'avoir une approche plus positive et plus souple.
4. de la tâche impérative d'accorder une aide plus effective aux mouvements de libération nationale.
5. de la nécessité évidente pour les peuples afro-asiatiques d'utiliser leurs propres ressources naturelles et potentialités pour le renforcement de leur lutte en faveur de la liberté totale et de l'indépendance.
6. du besoin d'établir une coopération fructueuse entre les pays socialistes et les peuples progressistes à travers le monde.

Décide ce qui suit :

**I — En ce qui concerne le programme
d'action de l'Organisation pour les années
1974 et 1975 :**

A. Le Conseil note que le programme d'action présenté par le Secrétaire Général constitue une base correcte de nos travaux et renferme l'abord nécessaire à l'adaptation de nos travaux au service de l'existence politique et économique de nos pays et à la contribution effective à la lutte des peuples afro-asiatiques à travers différentes manifestations correspondant au besoin réel de l'Afrique et de l'Asie, et à la promotion de la lutte anti-impérialiste et anti-colonialiste.

B. Le Conseil adopte le projet de programme du **Secrétariat Permanent** tel qu'il figure dans le rapport du Secrétaire Général.

Ce programme tel qu'amendé par le Conseil est le suivant :

1. Conférence Internationale d'appui aux peuples de la péninsule arabe et du golfe arabe.
(Bagdad, le 28 mars)
2. Séminaire International en commémoration de Kwame N'Krumah.
(Accra, en avril)

3. Séminaire International sur l'Océan indien, en tant que zone de paix.
(Colombo, en mai)
4. Séminaire international sur le rôle et l'importance de l'unité des forces progressistes dans leur lutte contre l'impérialisme et pour le progrès social.
(Budapest, en juin)
5. Séminaire international sur les problèmes de la formation des cadres nationaux dans les pays en voie de développement.
(Kaboul, septembre)
6. Séminaire international sur "le rôle des masses dans la lutte contre le racisme et le colonialisme."
(U.R.S.S., septembre)
7. Conférence internationale d'appui au peuple de Zimbabwe.
(Mogadiscio, novembre)
8. Réunion internationale sur "les problèmes de la coopération et de la sécurité en Asie".
(U.R.S.S., novembre)
9. Première session du Presidium de l'OSPAA.
(Brazzaville ou Freetown, octobre).
10. Symposium scientifique afro-asiatique sur les problèmes socio-économiques.
(Lagos, décembre)
11. Séminaire en octobre 1974 en vue de célébrer en 1975 l'Année de la Femme.

12. Célébration du 50ème anniversaire de la République Populaire de Mongolie.

Le Conseil recommande également que le Secrétariat Permanent effectue les consultations nécessaires en vue de fixer les dates et réunions suivantes :

1. Conférence des Etats africains indépendants pour l'unité dans la lutte contre la culture impérialiste.
(Zambie).
2. Conférence des pays du Bassin Méditerranéen pour l'élaboration d'un programme de paix dans la région.
3. Séminaire sur les problèmes du pétrole
(Koweït)
4. Séminaire sur la réforme agraire.
(Tanzanie)
5. Rôle de la femme africaine dans la lutte contre le colonialisme et le néo-colonialisme.
(Guinée)
6. Séminaire sur le rôle d'Israël en tant qu'instrument de l'impérialisme et du néo-colonialisme au Moyen-Orient.
7. Séminaire sur la cause palestinienne.
(Mauritanie)
8. Visites aux zones libérées (Angola, Mozambique, Guinée-Bissau).
9. Séminaire sur le pétrole et l'énergie (dans l'une des capitales arabes).

10. Séminaire sur la réforme agraire dans le monde arabe.

(Algérie)

11. Séminaire sur la mer Rouge (début 1975).
12. Conférence internationale de Solidarité avec le peuple de Corée dans sa lutte pour la réunification indépendante et pacifique de son pays.

Le Conseil approuve la participation de l'OSPAA aux réunions suivantes :

- Conférence internationale sur le Vietnam (Stockholm, 29-31 mars 1974).
- Session du Comité Spécial des Nations Unies sur l'apartheid.
(Berlin, mai 1974).
- Conférence Internationale des Organisations non gouvernementales sur la décolonisation, contre l'apartheid et le racisme (Genève, septembre 1974).
- Conférence Internationale sur la Paix et la Justice au Moyen-Orient.
(Rome, Septembre 1974).

Le Conseil accueille favorablement la tendance positive de l'Organisation à accroître sa participation aux diverses réunions et conférences internationales, régionales et nationales dont les objectifs sont similaires à ceux de l'OSPAA.

**II — Evénements et Journées
célébrés par le Mouvement de Solidarité
Afro-Asiatique :**

- A. Le Conseil affirme que la célébration des Journées et des événements par l'Organisation constitue une manifestation importante de son dynamisme, de son respect des traditions de solidarité, et de la promotion de sa lutte. Le Conseil invite le Secrétariat Permanent et les Organisations membres à célébrer ces événements et ces Journées d'une manière adéquate et conforme à leur importance.
- B. Le Conseil approuve la célébration des Journées de Solidarité afro-asiatique suivantes :

8 Janvier :

Anniversaire de la fondation du Congrès National Africain de l'Afrique du Sud (1912).

20 Janvier :

Commémoration du martyr d'Amilcar Cabral.

25 Janvier :

Journée de Solidarité avec les peuples arabes.

27 Janvier :

Anniversaire de la signature des Accords de Paris sur le Vietnam.

1er Février :

Journée de Solidarité avec le peuple somali.

4 Février :

Journée de Solidarité avec le peuple de l'Angola.

1er Mars :

Journée d'action commune contre les essais et les armes nucléaires.

8 Mars :

Journée internationale de la Femme.

17 - 23 Mars :

Semaine de Solidarité avec le peuple Lao.

17 Mars :

Journée de Zimbabwe.

19 Mars :

Journée du déclenchement de la lutte de la nation vietnamienne contre les agresseurs impérialistes américains.

21 Mars :

Journée de la lutte pour la libération et contre la discrimination raciale.

23 Mars :

Anniversaire de la création du Front National Uni du Cambodge.

20 Avril :

Journée de la lutte contre les pactes militaires.

24 Avril :

Journée de la lutte contre le colonialisme et

pour la réalisation des objectifs stipulés par la Charte des Nations Unies.

28 Avril :

Journée d'Okinawa.

1er Mai :

Journée Internationale de Solidarité avec les travailleurs.

25 Mai :

Journée de l'Afrique.

Première semaine de Juin :

Semaine de solidarité avec la lutte des peuples arabes contre l'impérialisme, le sionisme et la réaction.

6 Juin :

Anniversaire de la création du gouvernement révolutionnaire provisoire du Sud-Vietnam.

9 Juin :

Journée de Solidarité avec le Golfe Arabe.

Du 25 Juin au 27 Juillet :

Mois de la lutte conjointe pour le retrait immédiat des troupes américaines de la Corée du Sud et d'appui au peuple coréen pour la réunification et un avenir pacifique.

26 Juin :

Journée de la liberté de l'Afrique du Sud.

20 Juillet :

Anniversaire de la signature en 1954 des Accords de Genève au sujet du Vietnam.

26 Juillet :

Journée de solidarité avec Cuba.

3 Août :

Journée de solidarité avec les peuples de la Guinée-Bissao et des Îles du Cap Vert.

6 Août :

Conférence condamnant les bombes «A» et «H».

26 Août :

Anniversaire de la naissance du mouvement de la lutte armée en Namibie (S.O. de l'Afrique).

1er Septembre :

Journée de solidarité avec le peuple de l'Erythrée.

2 Septembre :

Anniversaire de la naissance de la République Démocratique du Vietnam.

11 Septembre :

Journée de solidarité avec le peuple du Chili.

25 Septembre :

Anniversaire du déclenchement de la révolution au Mozambique.

28 Septembre :

Journée de coopération et de solidarité entre les pays afro-asiatiques et les pays socialistes.

Commémoration du décès du Président Gamal Abdel Nasser.

12 - 19 Octobre :

Semaine du Laos.

21 Octobre :

Journée de solidarité internationale avec le peuple du Vietnam.

29 Octobre :

Anniversaire de l'enlèvement du combattant El Mahdi Ben Barka.

1er Novembre :

Anniversaire de la Déclaration Balfour.

7 Novembre :

Journée internationale de lutte pour le socialisme.

9 Novembre :

Journée de solidarité avec la lutte du peuple khmer.

16 - 23 Novembre :

Semaine du Cambodge.

22 Novembre :

Journée de la lutte contre le colonialisme portugais en Afrique et anniversaire de sa tentative d'invasion de la Guinée.

20 Décembre :

Anniversaire de la création du Front National de Libération du Sud-Vietnam.

26 Décembre :

Anniversaire de la première Conférence de l'Organisation de solidarité des peuples afro-asiatiques.

III — En ce qui concerne l'activation des contacts entre le Secrétariat Permanent et les comités de Solidarité :

- A. Le Conseil relève avec satisfaction que ces contacts ont relativement augmenté durant la période écoulée, se félicite de l'effort déployé à cet égard par le Secrétariat Permanent et notamment des tournées entreprises avant la réunion du Conseil, par les délégations du Secrétariat en Afrique occidentale et orientale, tournées qui ont été couronnées de succès. Le Conseil recommande l'organisation périodique de tournées analogues dans les différentes régions d'Asie et d'Afrique.

Le Conseil approuve la décision prise à cet égard par la XIIe session du Comité Exécutif et demande sa mise en application.

- B. Le Conseil propose au Secrétariat Permanent la création, dans les diverses régions d'Asie et d'Afrique, de "centres de liaison" relevant de l'une des organisations membres dans chacune de ces régions et qui seraient chargés de la

coordination et du resserrement des contacts entre le Secrétariat Permanent, d'une part, et les organisations membres et autres organisations progressistes, nationales et démocratiques de la région, d'autre part.

Le Conseil décide que le Conseil National Ira-kien pour la Paix et la Solidarité soit le "centre de liaison" de cette région du monde arabe et autorise le Secrétariat de procéder aux consultations nécessaires pour l'installation de centres de liaison en Afrique Occidentale, en Afrique Orientale, au Sud-Ouest et au Sud-Est Asiatique.

IV. — En ce qui concerne le développement des contacts entre l'OSPAA et les organisations internationales gouvernementales et non-gouvernementales hostiles à l'impérialisme et au colonialisme

Le Conseil note avec satisfaction le développement de ces contacts et demande l'approfondissement continu de leur teneur, notamment en ce qui concerne les organisations non-gouvernementales de l'O.N.U., l'O.U.A., le Conseil Mondial de la Paix, la Ligue Arabe, et les commissions spécialisées hostiles au colonialisme et au racisme appartenant aux Nations Unies.

— Le Conseil exprime son appréciation pour le rôle joué par les comités de solidarité dans les pays socialistes ce qui, d'une part, conso-

lide les relations entre eux et le Secrétariat Permanent et, d'autre part, entre eux et les organisations membres qui se renforcent de jour en jour.

— De même que le Conseil approuve la résolution de la 12ème Session du Comité Exécutif relative à la consolidation des relations entre l'OSPAA et l'OSPAAAL : il invite le Secrétariat Permanent à suivre la mise à exécution de cette résolution.

Le Conseil souligne l'importance du développement des contacts entre l'Organisation, le Comité de Libération de l'OUA, le Conseil Mondial de la Paix et les autres organisations internationales qui oeuvrent à la consolidation de ces contacts.

V. — Unification et coordination des mesures prises relativement aux assistances pratiques accordées aux mouvements de libération.

Le Conseil affirme que l'assistance matérielle aux mouvements de libération constitue l'une des tâches majeures de l'OSPAA.

— Le Conseil recommande au Secrétariat Permanent l'élaboration d'un plan détaillé destiné à unifier et à coordonner les assistances matérielles accordées aux mouvements de libération afin de prendre les mesures organisationnelles adéquates à la lumière des besoins authentiques de ces mouvements en matériel, cadres, bourses ou autres.

- Le Conseil estime nécessaire de tenir au siège du Secrétariat, et dans les plus brefs délais, une réunion qui serait consacrée à cette fin et à laquelle participeront les organisations membres dans les pays indépendants d'Asie et d'Afrique à même d'accorder de telles assistances, ainsi que les comités de solidarité des pays socialistes. Le Conseil charge le Secrétariat Permanent d'élaborer la liste d'invitations à cette réunion, d'en mettre au point les préparatifs nécessaires et d'assurer l'application des résolutions qui seraient adoptées.

VI. — Création d'un centre de recherches et de documentation afro-asiatiques :

- Le Conseil recommande la création de ce centre qui sera chargé d'organiser des études au sujet des divers pays afro-asiatiques, de former les cadres, de publier des brochures spécialisées et d'entreprendre des activités d'information.
- Le Conseil recommande la composition de "Groupes de Travail" qui, jusqu'à la fin de l'année en cours, entreprendront l'élaboration d'un projet détaillé sur les objectifs du Centre, son programme d'action, son financement, ses cadres, son programme d'information, son système administratif et technique et tous les autres détails concernant sa constitution et son fonctionnement.
- Le Conseil accueille favorablement l'initiative

des comités de solidarité des pays socialistes qui ont exprimé leur empressement à y contribuer positivement.

- Le Conseil charge le Secrétariat Permanent de former le plus rapidement possible les groupes de travail proposés et de tenir leur première réunion dans le lieu qui sera choisi après les consultations nécessaires.

VII. — Publications :

- Le Conseil ratifie la résolution adoptée par le XIIe Comité Exécutif relative aux publications et invite le Secrétariat Permanent à en suivre l'exécution. Il invite également les organisations membres à contribuer à leur financement et à fournir au Secrétariat Permanent un matériel de haute qualité pour la publication. Le Conseil estime que cette question revêt une importance prioritaire.

VIII. — Fondation d'une école pour la solidarité au Vietnam :

- Le Conseil salue l'initiative du Secrétariat Permanent de construire une école pour la solidarité au Vietnam. Tout en approuvant cette initiative, il invite le Secrétariat à en suivre l'exécution. Le Conseil salue également les comités et organisations membres qui ont accordé leur contribution financière en vue de construire cette école. Il presse les comités et

les organisations membres à fournir leur assistance matérielle pour la réalisation de ce projet dans le plus proche avenir.

IX. — Section de la Femme :

— Le Conseil loue les efforts déployés par la Section de la Femme du Secrétariat Permanent et approuve la résolution adoptée par les représentants de diverses organisations féminines internationales et régionales des pays qui ont participé à la session actuelle.

1. Les représentantes de la Section de la Femme de l'OSPAA devront prendre part à la réunion consultative prévue pour avril prochain à Paris et participer à la réunion du Conseil de la Fédération démocratique mondiale de la Femme prévue pour le mois de mai 1974 à Varsovie; ces deux réunions doivent passer en revue les expériences acquises par les organisations nationales et internationales avant de mettre au point les préparatifs nécessaires à l'Année Internationale de la Femme et à la Conférence Mondiale de la Femme.
2. Il est souhaitable que les représentants des pays afro-asiatiques se réunissent à Varsovie immédiatement après la session du Conseil pour élaborer un programme d'action pour l'année 1975.
3. Que les séminaires et les réunions régionales contribuent à la préparation de l'Année internationale de la Femme 1975.

4. Que tous les participants à la session, hommes et femmes, oeuvrent pour la promotion des activités de tous les comités de l'OSPAA, en collaboration avec l'Organisation Démocratique de la Femme dans les pays arabes, africains et asiatiques en vue de faire de l'année 1975, une année consacrant les activités féminines dans le cadre du mouvement de solidarité afro-asiatique et du mouvement de la paix.

X. — Cas d'affiliation :

— Dans l'étape actuelle que traverse la lutte des peuples afro-asiatiques, une représentativité plus large des pays afro-asiatiques, au sein de l'OSPAA, constitue une nécessité impérieuse. Il faut également que soit garantie la représentativité des forces nationales démocratiques et progressistes de tous les pays afro-asiatiques. Le Conseil décide ce qui suit :

- a) Que le Secrétariat Permanent entretienne à cet effet des contacts réguliers.
- b) Accepter les organisations suivantes en tant que membres du Conseil :

1. GHANA

Le Conseil de la Paix et de la Solidarité.

2. SWAZILAND

Le Congrès National de libération de Ngwamé.

3. ILES SEYCHELLES

Le Parti Populaire Unifié.

4. AFRIQUE CENTRALE

Le Mouvement de développement social de l'Afrique Noire.

5. HAUTE-VOLTA

Le Comité de la Solidarité Afro-Asiatique.

6. ILES DE SAO TOME ET PRINCIPE

Le Mouvement de Libération des Iles de Sao Tomé et Príncipe.

7. BOTSWANA

Le Parti démocrate du Botswana.

- c) Que les organisations suivantes soient acceptées en qualité d'"observateurs" jusqu'à la réunion prochaine où une décision définitive sera prononcée quant à leur statut.

1. TCHAD

Le mouvement national de la révolution sociale et culturelle.

2. ILE MAURICE

Le mouvement militant de l'Ile Maurice.

- d) Que le Secrétariat Permanent déploie le maximum d'efforts afin que soit constitué un comité unique de solidarité afro-asiatique en Gambie formé des représentants du parti populaire progressiste et de l'Union des ouvriers

gambiens, de manière à pouvoir accepter ce comité en tant que membre de l'Organisation lors de notre prochaine réunion.

- e) Continuer l'examen de certains cas d'affiliation et entreprendre des consultations au sujet des pays suivants :

1. Le Zaïre
2. Le Cameroun
3. Le Togo
4. Le Gabon
5. Le Niger

XI. — Amendement de la Constitution :

- Le Conseil décide d'amender la Constitution conformément au texte ci-joint.

XII. — Le Présidium :

- Le Conseil a élu les personnalités suivantes comme membres du Présidium :

1. Le Président :

Youssef El-Sébai
R.A.E.

Vice-Présidents :

Aziz Chérif
Irak

Vasco Cabral
Guinée Bissau

Vassos Lyssarides
Chypre

Membres :

1. Kamal Joumblatt
Liban
2. Michel Samoura
Mozambique (Frelimo)
3. Mirzo Tursun-Zade
U.R.S.S.
4. Chérif Moussedia
Algérie
5. Agostinho Neto
Angola (MPLA)
6. Mme Binh
Vietnam Sud
7. Abdel Fattah Ismail
Yémen Dém.
8. Oliver Tambo
Afrique du Sud (C.N.A.)
9. Chandra Jeeiyadan, M.P.
Inde
10. Khaled El-Fahoum
Palestine
11. Gaber Bajbouj
Syrie

12. Ryom Tai Jun
Corée

13. Sam Nujuma
Namibie-SWAPO

XIII. — Le Secrétariat Permanent :

- Le Conseil élit l'Irak, l'Inde et la Guinée en tant qu'adjoints du Secrétaire Général conformément à la nouvelle Constitution.
- Le Conseil exprime son appréciation pour le rôle joué par le Secrétariat Permanent et les efforts intensifs qu'il a déployés, comme il apprécie le développement positif de ses travaux.

XIV. — Les Questions Financières :

- Le Conseil fait part de son appréciation aux organisations membres qui ont contribué durant la période précédente au budget du Secrétariat Permanent et aux organisations de solidarité des pays socialistes qui ont fourni une aide en espèces et en nature.
- Le Conseil affirme la nécessité urgente de mettre en application les résolutions précédentes en ce qui concerne la situation financière, en particulier la nécessité d'une cotisation annuelle, régulière qui ne soit pas inférieure à £2.000 (livres sterling) ou leur équivalent devant être versée par les organisations membres, exception faite des mouvements de libération des organisations membres engagés toujours dans une lutte de libération.

STATUTS

PREAMBULE :

L'Organisation de la Solidarité des Peuples Afro-Asiatiques est un mouvement de solidarité entre peuples et nations des Continents d'Asie et d'Afrique dans leur lutte décisive et commune pour l'auto-détermination, et contre le colonialisme, le racisme, le fascisme, le sionisme, l'impérialisme et le néo-colonialisme et contre toutes les formes de l'exploitation de l'homme par l'homme. Elle agit en tant que partie intégrante du front mondial anti-impérialiste. Elle exerce ses activités en union militante avec toutes les forces progressistes du monde.

ARTICLE 1 :

Le nom de l'Organisation : ORGANISATION DE LA SOLIDARITE DES PEUPLES AFRO-ASIATIQUES (OSPAA).

ARTICLE 2 : OBJECTIFS DE L'ORGANISATION.

1. Unifier, coordonner et accélérer la lutte de libération des peuples afro-asiatiques contre l'impérialisme, le colonialisme, le néo-colonialisme, le racisme, le sionisme et le fascisme, afin d'assurer le développement économique, social et culturel de ces peuples.

2. Renforcer et développer le mouvement de libération afro-asiatique, consolider la solidarité afro-asiatique et agir comme agent de liaison entre les organisations démocratiques et les forces progressistes à travers le monde dans les efforts de ces organisations et forces pour garantir l'indépendance de tous les peuples militants ployant encore sous le joug de la domination colonialiste et celle des régimes racistes.
3. Soutenir activement la politique indépendante des Etats d'Afrique et d'Asie et des organisations tendant à opérer des transformations socio-économiques radicales progressistes dans l'intérêt des masses populaires et pour la promotion de la culture nationale. Mobiliser les peuples des deux continents et les forces progressistes de la paix, afin de défendre ces Etats contre les empiétements impérialistes, contribuer à l'intensification de la lutte contre les menaces néo-colonialistes, exposer leurs objectifs et leurs méthodes, découvrir les moyens de surmonter le sous-développement et favoriser la cohésion internationale de toutes les forces luttant contre le néo-colonialisme.
4. Renforcer l'action unifiée ; soutenir davantage les mouvements de masses en vue de liquider les derniers foyers de la servitude colonialiste incarnée par les régimes racistes ; prêter un appui total, moral, politique et matériel à ceux qui luttent pour l'autodétermination, la liberté et l'indépendance nationale.

5. Renforcer et appuyer les forces démocratiques et populaires en lutte contre les régimes anti-démocratiques qui lient le sort de leurs pays aux pactes et blocs militaires impérialistes.
6. Affronter et dévoiler toute tentative destinée à semer la discorde dans les rangs des militants anti-impérialistes.
7. Oeuvrer en vue d'éliminer les conflits nationaux et religieux et d'affermir l'esprit de la solidarité agissante entre tous les peuples sur une base anti-impérialiste.
8. Assurer un vaste échange de l'expérience acquise en matière de lutte anti-impérialiste et d'édification économique et culturelle ; approfondir la coopération et l'entraide entre les peuples.

L'accomplissement de ces tâches exige l'intensification des efforts de la part des masses, et la création d'une alliance des forces patriotiques et progressistes dans chaque pays.

ARTICLE 3 : ADHESION.

— Sont admis comme membres de l'Organisation de la Solidarité des Peuples Afro-Asiatiques tous les mouvements et partis des pays afro-asiatiques et les Comités de Solidarité Afro-Asiatique qui unissent les forces progressistes dans leur pays sur la base d'une solidarité agissante contre l'impérialisme et d'un appui aux principes de ladite Organisation et qui contribuent à l'exécution de ces buts et objectifs.

— Tout pays sera représenté au sein de l'OSPAA par un seul organisme. L'Organisme, toutefois, déploiera tous les efforts possibles en vue d'unifier les mouvements de libération authentiques dans leur lutte contre l'impérialisme et le colonialisme.

— Au cas où une demande d'adhésion est présentée par un pays non représenté au sein de l'OSPAA, ou si l'organisation membre n'existe plus ou a cessé d'exercer ses activités, le Secrétariat Permanent étudiera cette demande et la soumettra au Conseil pour adoption définitive.

— Au cas où une demande d'adhésion serait présentée au Secrétariat Permanent par un pays où se trouverait déjà une organisation membre, cette demande sera soumise au Secrétariat Permanent pour avis qui l'étudiera soigneusement et prendra à son égard les mesures qui s'imposent. Ensuite, étudiera cette demande et la soumettra au Conseil qui prendra une décision pertinente à cet effet.

— Au cas où la demande serait acceptée, le candidat participera aux réunions, conférences et activités de l'Organisation jusqu'à ce que le Congrès accepte à titre définitif la nouvelle demande d'admission.

— Le Congrès décide de l'admission ou de la suspension d'une organisation membre sur recommandation du Conseil et à la majorité des deux-tiers. Le Conseil peut, sur recommandation du Secrétariat et à la majorité des deux-tiers, suspendre un ancien membre jusqu'à la convocation de la Conférence.

— Le statut de membre associé de l'Organisation sera accordé aux comités de solidarité des pays socialistes qui n'appartiennent pas au monde afro-asiatique, sous réserve que les objectifs qu'ils se sont assignés, soient conformes aux principes, objectifs et buts de l'OSPAA qu'ils les appuient et qu'il soit prouvé que leurs activités contribuent d'une manière exceptionnelle à la consolidation du Mouvement de la Solidarité Afro-Asiatique.

ARTICLE 4: STRUCTURE DE L'ORGANISATION

a) L'OSPAA comprend :

3) Le Presidium.

1) Le Congrès de l'OSPAA.

2) Le Conseil.

4) Le Secrétariat Permanent.

b) Les organisations membres de l'OSPAA constituent les unités de base de l'OSPAA.

ARTICLE 5 : LE CONGRES DE L'OSPAA.

1. Le Congrès des peuples afro-asiatiques en est l'autorité suprême. Il fixe le programme politique de l'Organisation. Il est habilité à fixer un programme d'action et à introduire des amendements à la constitution.

2. Toutes les résolutions et recommandations adoptées par le Congrès engagent les organisations constitutionnelles affiliées et orienteront l'action des organisations nationales membres.

3. Outre les documents relatifs aux questions politiques, le Congrès ratifiera et, le cas échéant, amendera les documents précédemment établis sur :

a) La Constitution de l'Organisation ;

b) La liste des organisations membres de l'OSPAA ;

c) La liste des membres associés et des observateurs ;

d) La composition du Presidium ;

e) La composition du Secrétariat Permanent.

4. Chaque délégation du Congrès a droit à une seule voix. Les participants au Congrès se proposent de réaliser l'unanimité sur toutes les questions. Toutefois, tous les documents du Congrès sont adoptés à la majorité absolue des voix. Les questions relatives aux demandes d'adhésion et aux amendements de la Constitution, seront adoptées à la majorité des deux-tiers.

5. Le quorum est atteint lorsque la majorité des organisations membres participent au Congrès.

6. Le Rapport du Secrétaire Général de l'OSPAA, qui comprend des sections politique, organisationnelle et financière ainsi que des propositions relatives au Programme d'Action pour la période à venir, sert de document de base du Congrès.

7. Le Secrétaire Général de l'OSPAA doit appartenir au pays élu par la Conférence comme siège du Secrétariat permanent. Le Congrès élit les trois adjoints, un d'Afrique, un d'Asie et le troisième des Etats Arabes ainsi que 15 secrétaires.
8. La Réunion des Chefs de délégation se tient avant l'inauguration du Congrès. Elle est présidée par le Secrétaire Général. Cette réunion :
 - a) Adopte l'ordre du jour du Congrès ;
 - b) Elit le Président et les Vice-Présidents du Congrès ;
 - c) Décide de la constitution des commissions conformément aux sujets inscrits à l'Ordre du Jour ;
 - d) Elit le Comité de Rédaction chargé de préparer le projet de Document final du Congrès ;
 - e) Adopte les horaires des séances ;
 - f) Détermine le temps à accorder aux réunions plénières et aux réunions des commissions ;
 - g) Elit le Président, les Vice-Présidents et le Rapporteur de chaque Commission qui constitueront ex-officio les comités de rédaction de ces Commissions.
9. Les réunions des Chefs de délégation et des Commissions et Groupes de Rédaction ont lieu

à huis clos. Les membres associés et les observateurs peuvent assister à la réunion des Chefs de délégation et participer aux discussions.

10. Toute Délégation assistant à la Conférence, a le droit de participer aux travaux de toutes les Commissions.
11. Pendant la session du Congrès, les autres organismes constitutionnels de l'OSPAA peuvent tenir session.
12. Les travaux préparatoires au Congrès sont accomplis par le Comité Préparatoire qui se compose des membres du Secrétariat Permanent et des représentants du Comité National du pays hôte. Le Secrétaire Général oriente les travaux du Comité Préparatoire. Ce Comité établit le projet d'Ordre du Jour du Congrès, ainsi que les projets de composition des Commissions, la procédure des travaux du Congrès, le calendrier des travaux, y compris le nombre des participants à la Conférence et toute autre proposition.
13. Le Comité Préparatoire distribue les documents précités aux organisations nationales, un mois au moins avant la réunion du Congrès.
14. Les invitations au Congrès émanent du Comité Préparatoire, et sont signées par le Secrétaire Général de l'OSPAA.
15. Le Secrétariat permanent assume les fonctions

du comité d'accréditation, au cours de la Conférence.

16. Le Congrès et toutes les autres réunions constitutionnelles de l'OSPAA se tiennent dans le lieu que le Secrétariat permanent jugera convenable après avoir consulté les Organisations membres. Si le Secrétariat permanent ne reçoit aucune invitation, la réunion se tiendra au Siège de l'OSPAA.

17. Le Congrès se tient tous les trois ans.

ARTICLE 6 : LE CONSEIL DE L'OSPAA

1. Le Conseil de l'OSPAA se compose des présidents des organisations membres et présidents d'organisations jouissant du statut d'observateur et des membres associés ou de leurs représentants.

— Les participants aux réunions du Conseil doivent préciser leurs positions quant aux événements politiques les plus importants de l'année précédente et renseigner les membres de la session sur les activités de leurs organisations. Outre les déclarations verbales, il leur est recommandé de présenter des rapports écrits sur ces activités pour distribution lors de la session du Conseil et pour les archives du Secrétariat Permanent, dans l'intérêt et au profit du mouvement de la solidarité.

— Les réunions du Conseil constituent les as-

sises où seront directement communiquées les expériences acquises et modalités des travaux.

— A la lumière de ce qui précède, le Conseil peut introduire tout amendement et supplément au programme d'action de l'Organisation, tel qu'établi par le Congrès précédent.

— Le Conseil peut décider à la majorité des deux-tiers de ses membres toute demande d'adhésion à l'OSPAA, sur la base des recommandations présentées par le Secrétariat Permanent. Si le Conseil prend la décision d'annuler le statut de membre de l'Organisation, il devra proposer un nouveau membre qui remplacera l'ancien.

— Le Conseil approuve le rapport du Secrétariat Permanent en ce qui concerne la situation financière de l'année précédente de l'Organisation, établit le nouveau budget de l'OSPAA pour l'année qui suit.

2. Outre les documents politiques, le Conseil approuvera :

— La liste des organisations-membres.

— La liste des membres associés et des observateurs, le Conseil a le droit de la modifier.

— La constitution du presidium.

- La session du Conseil se tiendra une fois et peut être convoquée plus d'une fois par an sur demande des présidents de la majorité des organisations membres.
- Les délégations qui participent à la session du Conseil devront, par tous les moyens, réaliser l'unanimité. Toutefois, tous les documents peuvent être adoptés à la majorité, le quorum du Conseil étant de 50% des membres de l'OSPAA en plus d'un.
- Les observateurs et les membres associés participent aux travaux du Conseil.
- A la réunion préliminaire du Conseil, l'ordre du jour, la constitution des commissions, la procédure des travaux et les horaires des séances seront adoptés. Les président et vice-présidents de la session, ainsi que les président, vice-présidents et rapporteurs des commissions y seront élus. La présidence de chaque commission ainsi élue constitue le comité de rédaction.
- Des préparatifs seront effectués et des documents rédigés par le Comité préparatoire et composé du Secrétariat Permanent et des représentants du Comité National du pays hôte.
- Les organisations membres nationales seront renseignées sur ces documents et mesures par le Comité préparatoire, au moins un mois avant l'ouverture de la session.

- Les invitations aux sessions du Conseil seront envoyées au nom du Comité préparatoire et signées par le Secrétaire Général de l'OSPAA.
- Les tâches du Comité d'accréditation des pouvoirs seront exécutées par le Secrétariat Permanent.

ARTICLE 7 : LE PRESIDIUM.

1. Le Presidium est un organe coordinateur hautement représentatif au sein de l'OSPAA. Les membres de cet organe sont élus parmi les dirigeants éminents du mouvement de solidarité.
2. Le Presidium :
 - a) exprime une attitude commune des membres du mouvement de solidarité à l'égard des problèmes urgents de l'heure.
 - b) assume des missions importantes à l'échelon le plus élevé en vue de renforcer l'appui accordé par les dirigeants des pays indépendants d'Asie et d'Afrique au mouvement de solidarité.
 - c) contribue à l'extension générale de la coopération entre les organisations de la solidarité et les pays socialistes et toutes les forces progressistes du monde.
 - d) prend toute mesure nécessaire destinée à stimuler la coopération entre l'OSPAA et les organisations internationales, gouvernementales et non-gouvernementales dont

les activités et tâches sont conformes aux principes du mouvement de solidarité des peuples d'Asie et d'Afrique.

- e) profite de toutes les occasions en vue de la mobilisation de l'opinion mondiale aux fins de consolider l'appui moral, politique et pratique aux mouvements de libération nationale.
 - f) coordonne, met en exécution et complémente les programmes d'action de l'OSPAA eu égard aux nouveaux développements.
3. Le Presidium se compose d'un Président et de 3 vice-présidents, et un nombre de personnalités entre 12 à 20 membres des pays d'Asie et d'Afrique dont la nomination est appuyée par les organisations membres. Le Secrétaire Général de l'OSPAA est le Président du Presidium.
 4. En vue de réaliser la coordination avec le CMP et le Comité pour la libération de l'Afrique, la Fédération Mondiale des Syndicats et autres organisations internationales, les leaders de ces organisations, dont les buts s'accordent avec ceux de l'OSPAA, seront invités à assister aux réunions du Presidium.
 5. Les membres du Presidium sont élus par le Congrès ou par le Conseil.
 6. Le Presidium est convoqué régulièrement deux fois par an au moins, par le Secrétariat Per-

manent ou à la demande de la majorité des membres du Présidium. Le Secrétariat Permanent participe ex-officio aux réunions du Présidium et effectue les préparatifs de ces réunions.

ARTICLE 8 : LE SECRETARIAT PERMANENT.

1. Le Secrétariat Permanent est un organe exécutif qui assume directement l'exécution de toutes les résolutions de l'OSPAA et, fondamentalement, du programme d'action de cette Organisation. Il est entièrement responsable envers le Congrès et le Conseil.
2. Le Secrétaire Général de l'OSPAA est également le Secrétaire Général du Secrétariat. Le Secrétaire Général sera du pays élu par le Congrès comme siège du Secrétariat Permanent. Le Congrès élira 3 secrétaires adjoints, un d'Afrique, un d'Asie et un des pays arabes et 15 secrétaires dont le mandat est valide jusqu'au congrès suivant.
3. Le Secrétariat Permanent constitue le Comité de Rédaction du bulletin mensuel, trimestriel et des autres publications de l'OSPAA.
4. Outre celles déjà prévues dans d'autres articles des présents statuts, les fonctions suivantes sont assumées par le Secrétariat Permanent :
 - a) Le Secrétariat Permanent oeuvre activement en vue d'élargir et de renforcer le

mouvement de solidarité par les moyens les plus efficaces d'une manière conforme aux principes de l'OSPAA, y compris la publication d'une revue, d'un bulletin d'informations, de publications, d'ouvrages et d'études, ainsi que l'organisation de réunions, de célébrations et toutes autres manifestations de l'action politique et d'information.

- b) Il assure les services d'information et fournit le personnel administratif et technique aux réunions de l'OSPAA ; il enregistre les réunions et en conserve des rapports écrits.
- c) Il recueille les documents et renseignements sur les mouvements de solidarité et sur les activités de l'OSPAA.

5. Statut intérieur du Secrétariat Permanent :

- 1) Le Secrétaire Général coordonne toutes les activités du Secrétariat Permanent. Il est le porte-parole responsable de ses activités conformément aux résolutions du Congrès, du Presidium, du Conseil et du Secrétariat Permanent de l'OSPAA. Le Secrétariat Permanent peut avoir un personnel technique restreint qui constitue son bureau.
- 2) Toutes les déclarations et documents qui doivent être publiés, doivent être approuvés par le Secrétaire Général, au nom du

Secrétariat Permanent, après leur adoption par la réunion du Secrétariat Permanent. Toutefois, le cas échéant, tout membre du Secrétariat peut exprimer son opinion sous sa propre responsabilité ; il peut, par exemple, faire une déclaration ou parler à une réunion en tant que membre du Secrétariat, conformément aux buts et objectifs de l'OSPAA.

- 3) Dans tous les cas d'urgence qui exigent une action rapide, quand le retard nuit aux intérêts de la solidarité, il incombe au Secrétaire Général de convoquer une réunion extraordinaire, groupant les secrétaires présents pour prendre les mesures urgentes nécessaires. Mais ces mesures doivent être soumises à la réunion suivante du Secrétariat. Les réunions du Secrétariat Permanent se tiennent périodiquement une fois par semaine au moins.
- 4) Le Secrétaire Général prépare le projet d'ordre du jour des réunions du Secrétariat Permanent, comportant les questions proposées par les Secrétaires. Le projet d'ordre du jour doit être adressé aux Secrétaires un jour au moins avant la réunion.
- 5) Le Collège des secrétaires s'efforcera de réaliser l'unanimité. Le cas échéant, les résolutions seront prises à la majorité des

voix présentes à la réunion du Secrétariat Permanent.

- 6) Le personnel technique prépare les procès-verbaux des réunions sous la supervision d'un secrétaire ; ces procès-verbaux seront soumis à la réunion suivante pour adoption.
- 7) Le personnel technique est composé d'employés des pays afro-asiatiques ; ce personnel doit remplir ses fonctions conformément aux règlements du Secrétariat Permanent.
- 8) Si l'un des membres du Collège des secrétaires se trouve dans l'impossibilité de s'acquitter de ces tâches au sein du Secrétariat Permanent, l'Organisation nationale qui l'a nommé désignera un remplaçant. Le nouveau secrétaire occupe son poste jusqu'à l'expiration du mandat de son prédécesseur.
- 9) Le Secrétariat Permanent distribue le travail parmi ses membres selon les divers domaines d'activités de l'OSPAA. Le travail du Secrétariat sera divisé en diverses sections : africaine, asiatique, arabe, internationale, section de liaison avec les comités des pays socialistes. Les représentants des Comités de Solidarité Afro-Asiatiques dans les pays socialistes participeront aux travaux de cette section, sec-

tions de publication et de la documentation et des recherches, organisationnelle, financière, de la Femme, section d'affiliation et section socio-économique. Le Secrétariat Permanent peut créer des sections spécialisées pour une période provisoire en cas de nécessité.

- 10) Peuvent assister aux réunions du Secrétariat Permanent et participer à ses discussions sur leur demande, les chefs des organisations membres ou leurs représentants ainsi que les membres du Presidium.

La Section financière soumettra au Secrétariat Permanent un rapport détaillé sur la situation financière de l'OSPAA en général et sur l'exécution du budget annuel au terme de l'exercice financier. Un mois avant ce temps, la Section financière soumettra un projet détaillé du budget du Secrétariat Permanent pour l'exercice suivant. Elle présentera, en même temps, ses propositions pour renforcer la situation financière du Secrétariat Permanent. Ces documents seront soumis pour approbation au Secrétariat Permanent qui les transmettra au Congrès ou au Conseil qui, seuls, sont autorisés à approuver définitivement tous les documents financiers fondamentaux de l'Organisation.

Des sommes peuvent être retirées du compte de l'OSPAA sur décision du Secré-

tariat Permanent signée par le Secrétaire Général et un membre de la Section financière.

- 11) Les langues officielles de l'OSPAA sont l'arabe, l'anglais et le français, les publications et les documents paraissent dans ces trois langues.

FINANCES

L'OSPAA est financée par un fonds qu'alimentent les cotisations des organisations nationales membres et les contributions provenant des autres organisations amies ou de particuliers qui appuient les buts et objectifs de l'OSPAA.

- Chaque organisation membre de l'OSPAA paiera une cotisation annuelle qui ne sera pas inférieure à 2.000 livres sterling ou à leur équivalent.
- Les mouvements de libération nationale membres de l'OSPAA sont exemptés de ladite cotisation annuelle.

Le budget et le rapport y relatif présentés par le Secrétariat Permanent doivent comporter au moins les articles suivants :

- Une liste des cotisations totales reçues.
- Les dépenses afférentes aux diverses activités du Secrétariat Permanent concernant la

mise en exécution de son programme d'action.

- Les dépenses afférentes aux réunions de l'Organisation.
- Les frais ordinaires du Secrétariat Permanent.
- Les propositions destinées à renforcer la situation financière de l'OSPAA et les données relatives à l'exécution des propositions antérieures à cet égard.

FORMATION DE L'ORGANE CONSTITUTIONNEL DE L'OSPAA

LE PRESIDIUM :

- | | | |
|----------------------------|-------------------|---------------|
| 1) <i>Président :</i> | Youssef El Sébai | R.A.E. |
| 2) <i>Vice-Président :</i> | Aziz Shérif | Irak |
| 3) <i>Vice-Président :</i> | Vasco Cabral | Guinée-Bissau |
| 4) <i>Vice-Président :</i> | Vassos Lyssarides | Chypre |

MEMBRES :

- | | |
|----------------------------|-------------------------|
| 1) Kamal Djumblatt | Liban |
| 2) Machel Samora | Mozambique —
FRELIMO |
| 3) Mirzo Toursun Zade | U.R.S.S. |
| 4) Shérif Musadia | Algérie |
| 5) Agostinho Neto | Angola — MPLA |
| 6) Mme Binh | Sud-Vietnam |
| 7) Abdel Fattah Ismail | Yémen Dém. |
| 8) Chandra Jeeiyadan, M.P. | Inde |

- | | |
|----------------------|----------------------------|
| 9) Oliver Tambo | Afrique du Sud —
C.N.A. |
| 10) Khaled El Fahoum | Palestine |
| 11) Gaber Bagboug | Syrie |
| 12) Ryom Tai Jun | Corée |
| 13) Sam Nujuma | Namibie (SWAPO) |

LE SECRETARIAT PERMANENT :

- | | |
|----------------------------|----------------------------------|
| 1) Youssef El Sébai | Secrétaire Génér-
al (R.A.E.) |
| 2) Abdel Aziz Ben Meshri | Algérie |
| 3) Mario de Jesus Haller | Angola |
| 4) | Chine |
| 5) Nouri Abdul Razak | Irak (Sec. Gén.
Adjoint) |
| 6) O.P. Paliwal | Inde (Sec. Gén.
Adjoint) |
| 7) | Guinée (Sec. Gén.
Adjoint) |
| 8) Yokishi Katagangy | Japon |
| 9) Mohamed Moussa Sobeih | Palestine |
| 10) Abdullah Sheikh Ismail | Somalie |
| 11) Joseph Nhlanhla | Sud-Afrique |
| 12) Nguyen Van Hoa | Sud-Vietnam |

- | | |
|--------------------------|-----------|
| 13) Mrs. Ranaweera | Sri Lanka |
| 14) Salah El Din Mesbah | Soudan |
| 15) Waswa Balimunsi | Tanzanie |
| 16) Samandar Kalandarov- | U.R.S.S. |
| 17) | Zambie |
| 18) Osman Benani | Maroc |

**SECRETAIRES GENERAUX ADJOINTS
ET ASSISTANTS DU SECRETAIRE GENERAL**

(Bureau du Sec. Gén. R.A.E.)

- | | |
|-----------------------|---|
| Kamal Bahaa Eddine | Sec. Gén. Adjoint du Comité égyptien de solidarité afro-asiatique |
| Morsi Saad Eddine | Sec. Gén. Adjoint du comité égyptien de solidarité afro-asiatique |
| Edouard El Kharrat | Assist. du Sec. Gén. pour les Aff. Techniques |
| Dr. Sadek Sami | Assist. du Sec. Gén. pour les Aff. Afric. et Asiat. |
| Salah Abdel Mutagalli | Assist. du Sec. Gén. pour les Aff. financières |

SECTIONS DU SECRETARIAT PERMANENT :

1. Section Africaine :

Afrique du Sud	(Rapporteur)
Angola	(Adjoint)
Egypte	(Membre)
Tanzanie	"
Algérie	"
Guinée	"
Maroc	"
Soudan	"
Somalie	"

2. Section Asiatique :

Inde	(Rapporteur)
U.R.S.S.	(Adjoint)
Irak	(Membre)
Vietnam	"
Palestine	"
Japon	"
Sri Lanka	"

3. Section Arabe :

Palestine	(Rapporteur)
Algérie	(Adjoint)
Egypte	(Membre)
Irak	"
Maroc	"
Soudan	"
R.A.E.	"

4. Section Internationale :

Irak	(Rapporteur)
Somalie	(Adjoint)
Egypte	(Membre)
U.R.S.S.	"
Palestine	"
Inde	"
Afrique du Sud	"
Représentants des pays socialistes	"

5. Section de recherches, de documentation et de publications :

Egypte	(Rapporteur)
U.R.S.S.	(Adjoint)
Maroc	(Membre)
Irak	"
Guinée	"
Vietnam	"

6. Section Organisationnelle :

U.R.S.S.	(Rapporteur)
Egypte	(Adjoint)
Irak	(Membre)
Angola	"
Japon	"
Maroc	"

7. Section du Budget et des Finances :

Irak	(Rapporteur)
Egypte	(Adjoint)
U.R.S.S.	(Membre)

Soudan	(Membre)
Inde	"
Afrique du Sud	"

8. Section de la Femme :

Bahia Karam	(Directrice)
Soad Benani	(Membre)
Angéline Ben Meshri	"
Hanaa Kassem	"
Tamara Kalandarov	"
Soraya Sobeih	"
Mme. Katagangy	"
Mme. Sarlesh Paliwal	"

9. Section Constitutionnelle :

Maroc	(Rapporteur)
Egypte	(Adjoint)
U.R.S.S.	(Membre)
Irak	"
Afrique du Sud	"
Tanzanie	"

10. SECTION PROBLEMES SOCIAUX ET ECONOMIQUES.

URSS	(Rapporteur)
Inde	(Adjoint)
Angola	(membre)
Egypte	"
Guinée	"
Irak	"
Somalie	"

*MESSAGE DE REMERCIEMENTS
ADRESSE PAR LE CONSEIL DE L'OSPAA
AU PAYS HOTE*

Les participants à la XIème session du Conseil de l'OSPAA représentant des délégations de comités de solidarité, d'organisations démocratiques et de mouvements de libération nationale de 65 pays ainsi que les délégués de 14 organisations internationales représentant de vastes secteurs de l'opinion publique mondiale, adressent leurs vœux les plus sincères au peuple, à l'opinion publique, au leadership de la République Irakienne et à son président Ahmed Hassan El Bakr; comme ils leur expriment leur profonde gratitude pour la chaleureuse hospitalité dont ils ont été entourés.

La convocation à Bagdad de la session du Conseil de l'OSPAA a une grande signification puisqu'elle représente la haute appréciation des forces d'avant-garde, de démocratie et de progrès dans le monde afro-asiatique pour le rôle important que joue l'Irak dans la lutte anti-colonialiste.

Ce forum constitue une manifestation de la solidarité des peuples d'Afrique et d'Asie avec la lutte du peuple irakien contre l'impérialisme et la réaction en faveur d'une indépendance véritable et du progrès social.

L'attitude progressiste de l'Irak contre l'impérialisme est favorablement accueillie et reconnue par la communauté internationale. La République irakienne contribue positivement à la lutte de libération menée par les peuples arabes, renforce les liens d'amitié et de coopération avec les peuples d'Afrique et d'Asie, les pays de la communauté socialiste et avec toutes les forces démocratiques à travers le monde.

L'Irak, de concert avec les autres pays arabes, condamnent fermement l'agression impérialo-sioniste et luttent pour sa liquidation.

Au cours des dernières années, l'Irak a enregistré des succès considérables dans la consolidation de son indépendance politique et économique et dans l'édification d'une vie nouvelle. Par ailleurs, l'Irak a asséné un coup décisif aux monopoles impérialistes qui ont pillé la richesse de son peuple pendant de longues années. Des conditions favorables ont été créées en faveur d'une rapide évolution de l'industrie nationale et du développement de l'agriculture. Des réformes agraires ainsi que d'autres transformations sociales et économiques ont été accomplies avec succès dans l'intérêt des larges masses laborieuses.

Des réalisations grandement significatives ont été effectuées en Irak pour renforcer l'unité nationale sur des bases progressistes anti-impérialistes. Les forces nationales en Irak sont parvenues à rallier leurs rangs dans le cadre d'un front progressiste national patriotique.

Conformément à la Déclaration de mars 1970, qui a mis un terme à la lutte entre les frères arabes et kurdes, des mesures ont été prises pour apporter une solution légale et démocratique au problème kurde. Le projet proclamé récemment, accordant l'autonomie au Kurdistan dans le cadre de la République irakienne unifiée, constitue la voie équitable susceptible d'assurer les droits nationaux et les intérêts du peuple kurde.

L'opinion publique démocratique et les peuples des pays africains et asiatiques dénoncent les complots et les provocations des forces impérialistes et réactionnaires dirigés contre le régime progressiste en Irak ; comme ils condamnent toutes les manoeuvres visant à entraver la marche du peuple irakien sur la voie du développement indépendant et du progrès.

Les participants à la XIème session du Conseil de l'OSPAA souhaitent au peuple ami de l'Irak de plus grandes victoires dans sa lutte contre l'impérialisme et pour une société édifiée sur des bases progressistes.

Les participants à la XIème session du Conseil expriment leur profonde gratitude pour la générosité qu'ils ont rencontrée partout et pour l'esprit de coopération sincère qui a régné et qui a assuré le plus grand succès au Conseil. Nous remercions tout particulièrement le Conseil National irakien pour la paix et la solidarité et son secrétaire général, le frère Aziz Chérif, ainsi que tous ses collègues et assistants.

Le Conseil exprime ses vœux sincères à l'Irak afin qu'il réalise un succès continu dans tous les domaines, comme il apprécie hautement la contribution de ce Conseil au développement du mouvement de solidarité parmi les peuples d'Asie et d'Afrique et tout particulièrement sa large contribution financière offerte au peuple de Chili.

LISTE DES PARTICIPANTS

1) Algeria

Front National de Libération (F.N.L.)

- 1 — Mr. Aly Ammar El A'awar
- 2 — Mr. Kamal Bershama

2) Angola

Mouvement Populaire de Libération de l'Angola (MPLA)

- 2 — Mr. Paulo Jorge (Head)

3) A.R.E.

A.S.U. (Afro-Asian Solidarity Committee)

- 4 — Dr. Rifaat el Maghoub (Head)
- 5 — Dr. Aatef Sidky
- 6 — Dr. Ezz el Din Fouda
- 7 — Mr. Ahmed Mokhtar Kotb
- 8 — Dr. Soufi Abu Taleb
- 9 — Mrs. Amina el Saied
- 10 — Dr. Amal Othman Abdel Reheim A'anan

4) Bahrein

Bahrein National Liberation Front

- 11 — Mr. Seif Ben Ali

5) Bangla Desh

Bangla Desh Afro-Asian Solidarity

- 12 — Mr. Mohieddin Ahmed
- 13 — Dr. Abu Hena Syedur Rahman

6) Burundi

Parti UPRONA

- 14 — Mr. Clement Kidomo (Head)
- 15 — Mr. Niyongabo Anicet

7) Canary Islands

MPAIAC

- 16 — Mr. Antonio Cubillo (Head)
- 17 — Marie Perera

8) Iles Comores

Mouvement de Libération Nationale des Comores (MOLINACO)

- 18 — Mr. Abdou Bakari Boina (Head)
- 19 — Mr. Ahamadi Abou Baur

9) Popular Republic of Congo

Parti Congolais du Travail

- 20 — Mr. Zatonga Louis (Head)
- 21 — Mr. Kouyela Daniel

10) Cyprus

Cyprus Afro-Asian Solidarity Committee

- 22 — Dr. Lyssarides Vassos

11) Eritrea

Eritrea Liberation Front

- 23 — Mr. Mohmed Berhatu (Head)
- 24 — Mr. Mohamed Ahmed Nagash

12) Guinea

Parti Démocratique de Guinée

- 25 — Mr. Mbemba Bangoura (Head)
- 26 — Mr. Radul Konde
- 27 — Mr. Fara François Kamano

13) **Equatorial Guinea**

Parti Unique National de Travailleurs (P.U.N.T.)

28 — Mr. Buenaventura Ochaga (Head)

29 — Mr. Agustin Nse Nfumu

14) **Guinea Bissau**

Partido Africano de Independencia de Guinée et Cabo Verde (PAIGC)

30 — Mr. Vasco Cabral (Head)

31 — Mr. Joaoda Costa

15) **India**

All India Peace and Solidarity Organization

32 — Mr. Aziz Imam (Head of delegation) «I.N.C.»

33 — Mr. Anand Swarust

34 — Mr. Mohd. Usman Aerf

35 — Mr. Baren Ray

16) **Japan**

Japan Afro-Asian Solidarity Committee

36 — Mr. Toshio Akinina (Head)

37 — Mr. Yoshio Narita

38 — Mr. Ryokichi Katayana

39 — Mr. Takashi Kono

17) **Jordan**

Jordanian Afro-Asian Solidarity Committee

40 — Mr. Eesa Madanat

18) **Korea**

Korean Committee for Afro-Asian Solidarity

41 — Mr. Song Kwan Zo (Head)

42 — Mr. Han Tdhen Zi

43 — Mr. Pak Yong Si

44 — Mr. Oh Ki Bong

45 — Mr. Kim Yong Gen

46 — Mr. Kim Kin Hi

47 — Mr. Kim Myong Wu

19) **Kuweit**

Kuweiti Peace and Solidarity Committee

48 — Mr. Abdel Aziz Abdallah el Da'eig

20) **Laos**

Comité Lao de Solidarité Afro-Asiatique

49 — Mr. Khampheuane Tounalom (Head)

50 — Mr. Sithonh Sibounheuanb

21) **Lestho**

Basutoland Congress Party

51 — Mr. Koenyama Chakela (Head)

52 — Mr. Gauda Khasu

53 — Mr. Ramaqele Tsinyane

22) **Madagascar**

Comité de Solidarité de Madagascar

54 — Mr. Rakotobe Mouriee (Head)

55 — Mr. Rene Martin

23) **Malaysia**

Malaysian Afro-Asian Solidarity Committee

56 — Mr. Abdul Kadir Sin Haji Sheikh Fadzio (Head)

24) **Mali**

Comité Malien de Solidarité Afro-Asiatique

57 — Mr. Issa Keita (Head)

58 — Mrs. Cisse Batouron Touré

25) **Morocco**

Union Nationale des Forces Populaires (U.N.F.P.)

59 — Mr. El Alaoui (Head)

60 — Mr. Taher Gomei

61 — Mr. Alekhsas Mohamed

62 — Mr. El Abashi Abdullah (Libération et Socialisme)

26) **Mozambique**

Frente de Libertacao de Mozambique (FRELIMO)

63 — Mr. Manuel dos Santos

64 — Mr. Armando Panguene

27) **Mongolian People's Republic**

Mongolian Afro-Asian Solidarity Committee

65 — Mr. Ch. Chimid (Head)

66 — Mr. P. Tumurbator

67 — Mr. D. Tserennhdmid

28) **Namibia**

South West Africa People's Organization (SWAPO)

68 — Mr. Solomon Mifima (Head)

69 — Mr. Simon Kaukungua

29) **Nigeria**

Nigeria Afro-Asian Solidarity Committee

70 — Mr. Awhasi Abdul Ghaffar Dabiri

30) **Palestine**

Palestine Liberation Organisation (P.L.O.)

71 — Mr. Khalid El Fahoum (Head)

72 — Mr. Tayser Kobah

73 — Mr. Mahmoud el Khaldi

74 — Mr. Abdel Kerim el Karmi

31) **Senegal**

Parti Africain de l'Indépendance du Sénégal

75 — Mr. Amath Dansoko

32) **Sierra Leone**

All People's Congress (APC)

76 — Mr. Blyden, III, Edward Wilmot (Head)

77 — Mr. Frank R. Okanu

33) **Sri-Lanka**

Afro-Asian Solidarity Association

78 — Mr. Abdul Aziz

79 — Mr. Mohamed Mohideen Bahaudeen

34) **Somali Democratic Republic**

Somali National Solidarity Committee

80 — Mr. Abubakar H. Nur Colombo (Head)

81 — Mr. Mohamed Gahe' Mohamed

35) **Western Somalia**

United Liberation Front of Western Somalia

82 — Mr. Abdel Salam Mohamed Mahmoud

83 — Mr. Mohamed Oman Hamo

36) **South Africa**

African National Congress of South Africa (ANC)

84 — Mr. Florence Mophosho

85 — Mr. Mariemuthoo Pragalathan Naicker

86 — Mr. Eric Mtshali

37) **Syria**

Afro-Asian Peoples' Solidarity Organization of Syria

87 — Dr. Mustapha Hassan Haddad (Head)

88 — Mr. Attia El Gouda

89 — Mr. Mustapha Amin

38) **Tunisia**

Socialist Destour Party

90 — Mr. Mohamed Genevan

39) **U.S.S.R.**

Soviet Afro-Asian Solidarity Committee

91 — Mr. Tabeev Fikriat (Head)

92 — Mr. Mirzo Toursoun Zade

93 — Dr. Dzassokhov Alexander

94 — Dr. Maxoudov Latif

95 — Mr. Shumeyko Grigory

96 — Mr. Beliaev Igor

97 — Mr. Kim Georgy

98 — Mr. Choubine Vladimir

40) **Democratic Republic of Vietnam**

Comité Vietnamien pour la Solidarité des Peuples Afro-Asiatiques

99 — Mr. Nguyen Mai (Head)

100 — Mr. Nghiem Van Vinh

41) **Revolutionary Republic of South Vietnam**

Comité de la Solidarité des Peuples Afro-Asiatiques

101 — Mr. Le Tham (Head)

102 — Mr. Thai Hoai Son

42) **Yemen Arab Republic**

Afro-Asian Solidarity Committee

102 — Mr. Ahmed Gubran (Head)

104 — Mr. Sultan El Korashy

105 — Mr. Abdel Rahman El Mahyoub

106 — Mr. Mohamed El Syaghi

107 — Mr. Yehia El Shami

108 — Mr. Abdullah Y. El Alaui

109 — Mr. Mohamed El Salamy

110 — Mr. Ahmed Elharby

111 — Mrs. Ibtisam Moustapha

112 — Mr. Abderehim Salem

113 — Mr. Shaher Abdel Walie

43) **Yemen People's Democratic Republic**

Afro-Asian Solidarity Committee of Yemen People's Democratic Republic

114 — Mr. Salem Omar Bakir (Head)

115 — Mr. Ahmed M. El Kazimy

116 — Mr. Abdullah Saleh Ahmed

44) **Zaffar**

The People's Front for the Liberation of Oman and the Arabian Gulf

117 — Mr. Maged Nasser (Head)

118 — Mr. A. Seif

119 — Mr. Issa Abdullah

120 — Mr. Ali M. El Wahiby

121 — Mrs. Amal Hassan

45) **Zimbabwe**

Zimbabwe African Peoples' Union (ZAPU)

122 — Mr. Edward Ndlovu (Head)

123 — Mr. Molaoa Moshe Noko

124 — Mr. Lazarus Mpofu

46) **The Host Country (Iraq)**

National Council for Peace and Solidarity

125 — Mr. Aziz Sherif (Head)

126 — Mr. Ganim Abduljalil

127 — Mr. Amer Abdullah

128 — Mr. Muath Abdurrahim

129 — Mr. Majid Abdurridha

130 — Mr. Rahim Ajina

131 — Mr. Kerim Ahmed

132 — Mr. Rauf Ahmed

133 — Mr. Aziz Akrawi

134 — Mr. Hassan Al-Amiri

135 — Mr. Tarik Aziz

136 — Mr. M. S. Bahrululum

137 — Mr. Sinem Bedrkhan

138 — Mr. Hadi Chawishli

139 — Mr. Latif Al-Dulaimi

140 — Dr. Sabah Al-Durra

141 — Mr. Izzat Al-Duri

142 — Mr. Naim Haddad

143 — Mr. Abdurrazak Al-Hadithi

- 144 — Mr. N.S. Al-Hadithi
- 145 — Dr. Mahdi Al-Hafidh
- 146 — Mr. Mahdi Al-Hassani
- 147 — Mr. M. M. Al-Jawahiri
- 148 — Mr. Fakhri Kadduri
- 149 — Mr. Zuhair Al-Kadiri
- 150 — Dr. Ross Khadduri
- 151 — Dr. Kamal Mud'hir
- 152 — Mr. Kerim Al-Mulla
- 153 — Mr. Abdul Samad Numan
- 154 — Mrs. Bushra Perto
- 155 — Mr. Behnam Petrus
- 156 — Mr. Afif Al-Rawi
- 157 — Mr. A. H. Al-Rufaie
- 158 — Mr. Salah Saadullah
- 159 — Mr. Anwar Sabri
- 160 — Mr. Abdurrazak Al Safi
- 161 — Mr. Hussein Al-Safi
- 162 — Mr. Abdullah Al-Sayad
- 163 — Mr. Sahib Al-Sumawi
- 164 — Mr. Muhsin Al-Shaalan
- 165 — Mr. Abdul Latif Al-Shawaf
- 166 — Dr. Husham Al-Shawi
- 167 — Dr. Sultan Al-Shawi
- 168 — Mr. Nur Shawis
- 169 — Mr. Mukarram Al-Talabani
- 170 — Mrs. Dara Tawfik
- 171 — Mrs. Hamida Al-Tayar
- 172 — Dr. Hafidh Touqmatchi
- 173 — Mr. Abdulla Wallud
- 174 — Mr. Abdul Fattah Al-Yassini
- 175 — Mr. Ibrahim Al-Yitayim
- 176 — Mr. Saleh Al-Youssufi
- 177 — Mr. A. A. Zeidan
- 178 — Mr. Abdurrazak Al-Zubair

OBSERVATEURS

- 47) **World Council of Peace**
 - 179 — Mrs. Isabelle Blume Gregoire
 - 180 — Mr. Khalid Mohey El Din
 - 181 — Mr. Behnam Petrus
- 48) **Women's International Democratic Federation**
 - 182 — Dr. Naziha El Dalimy
- 49) **The All African Women's Conference**
 - 183 — Mrs. Ngampolo Ida Victorine
 - 184 — Mrs. Ebaka Ngampolo
- 50) **World Federation of Democratic Youth**
 - 185 — Mr. Fahmey Abdelreda Elhakak
 - 186 — Mr. N'Diongue Boubacar
- 51) **Mouvement Panafricain de la Jeunesse**
 - 187 — Mr. Kamal Bu Samah
- 52) **Federation Syndicale Mondiale**
 - 188 — Mr. Ali Djowhar
- 53) **International Organization of Journalists**
 - 189 — Mr. Saad Kasem Hamouda
- 54) **Executive Secretariat of the Tricontinental (OSPAAAL)**
 - 190 — Mr. Iraida Montolvo
- 55) **Anti-Imperialistic Solidarity Committee**
 - 191 — Mr. Peter Dietzel
- 56) **Africa Committee; c/o Finnish Peace Committee**
 - 192 — Mr. Lohikoski Mikko Antero
- 57) **International Secretariat of Resistance in Chili**
 - 193 — Mr. M. Valdes

- 58) **Arab League**
194 — Mr. Salah Eldin Abdel Fatah Sabry
- 59) **International Confederation of Arab Trade Unions**
195 — Mr. Fesal M. Abdallah
- 60) **Arab Lawyers' Union**
196 — Mr. Shafik El Rashidat
- 61) **Afro-Asian Writers Association**
197 — Mr. Abdel Rahman El Sharkawi
198 — Mr. Abdel Aziz Sadek
- 62) **Bulgaria**
Committee for Friendship and Solidarity with the Peoples of Africa and Asia in Bulgaria
199 — Mr. Dobri Kalev
200 — Mr. Misho Nikolov
- 63) **Czechoslovakia**
Czechoslovakia Committee for Solidarity with Afro-Asian Countries
201 — Mr. Miloslav Vacik
202 — Mr. Jilek Vaclav
203 — Mr. Karel Stastny
204 — Mr. Ivan Voles
- 64) **German Democratic Republic**
Committee for Afro-Asian Solidarity of the German Democratic Republic
205 — Dr. Schmidt Heinz
206 — Dr. Hans Weigold
207 — Dr. Scharf Hans
208 — Mr. Kurt Kruger
209 — Dr. Gerhard Gerth
- 65) **Hungary**
Hungarian Committee for Solidarity with Peoples Struggling for their Independence
210 — Mr. Harmati Sandor
211 — Mr. Varga Istvan

- 66) **Poland**
Polish Committee for Solidarity with the Peoples of Asia and Africa
212 — Mr. Grela Kwiryn
213 — Mr. Micheida Maria
- 67) **Rumania**
The Rumanian League of Friendship with the Peoples of Asia and Africa
214 — Mr. Dumitrescu Dan
215 — Mr. Botar Petru Ioan
- 68) **Yugoslavia**
Socialist Alliance of Working People in Yugoslavia
216 — Mr. Ivan Ivekovic
217 — Mr. Branko Lukovac
- 69) **Botswana**
Botswana Democratic Party
218 — Mr. Welly Matheadira Seboni
219 — Mr. James Ntuanne
- 70) **République Centrafi que**
Mouvement pour l'évolution sociale de l'Afrique Noire (MESAN)
220 — Mr. Gremboutou
- 71) **Gambia**
Gambia Labour Union
221 — Mr. Alieu A. M. Kan
222 — Mr. Lamin Bora Mboge
- 72) **Ghana**
Ghana Peace and Solidarity Council
223 — Mr. Johnny F. S. Hansen
224 — John Maxwell Kwadjo
- 73) **Swaziland**
Ngwane National Liberatory Congress
225 — Mr. Samuel Zwane

- 74) **Tchad**
Mouvement National pour la Révolution Sociale et Culturelle
 226 — Mr. Amane Idriss Mahamat
 227 — Mr. Korenan Youssef Bako
- 75) **Uganda**
 228 — Mr. Colonel Zeddy Maruru Byatoraki
 229 — Mr. Lieutenant Colonel Godwin Sule
 230 — Mr. Enos Baagala Kawesa
- 76) **Haute-Volta**
Comité Voltaïque de Solidarité entre les Peuples Afro-Asiatiques
 231 — Mr. Tall Sekou
- 77) **Anti-Apartheid Movement**
 232 — Mr. Michael Denis Alis Sair Terry
- 78) **OAU Liberation Committee**
 233 — Mr. Laban Oyaka
- 79) **The Gulf Committee (Great Britain)**
 234 — Mr. Kenneth John Whittinham
- 80) **Peace and Socialism Review**
 235 — Mr. Adel Habah

P.S. :

The following organizations have been accepted during the Council, as members :

- 1 — Botswana Democratic Party
- 2 — Mouvement pour l'évolution sociale de l'Afrique Noire (République Centrafrique)
- 3 — Ghana Peace and Solidarity Council
- 4 — Ngwane National Liberatory Congress (Swaziland)
- 5 — The Seychelles People's United Party
- 6 — Mouvement de Libération de Sao-Tome et Principe
- 7 — Comité Voltaïque de Solidarité entre les Peuples Afro-Asiatiques